DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12500 — 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 7-LUNDI 8 AVRIL 1985

Le Soudan dans la tourmente

L'armée aurait pris le pouvoir à Khartoum

Ce samedi 5 avril, en fin de matinée, alors que le président Nemeiry, venant de Washington et tentant de rentrer dans son pays faisait escale au Caire, des rumeurs assuraient qu'un coup d'Etat se déroulait à Khartoum.

Selon une dépêche de l'agence Associated Press, l'ambassadeur soudanais à Nairobi aurait capté la radio officielle annonçant que « les forces armées ont pris le contrôle du pouvoir pour une période qui permettra de le restituer au peuple ».

Toutefois cette nouvelle n'était confirmée par aucune autre source, et l'on pouvait se demander s'il ne s'agissait pas d'une initiative de l'état-major prise seulement dans le but de mettre fin aux troubles en attendant l'arrivée du chef de l'Etat.

Le maréchal Nemeiry est désespérément seul. Tandis qu'une grève générale paralyse son pays, que la famine et la crise économique provoquent des émeutes de la faim, que les formations politiques, les syndicats, les associations professionnelles appellent à la désobéissance civile jusqu'à la chute de son régime, le chef de l'Etat soudanais paraît abandonné par ses meilleurs amis.

Les puissances étrangères — qui l'ont soutenu à bout de bras depuis une quinzaine d'années — assistent passivement, navrées ou indifférentes à ce qui pourrait bien être un naufrage. Malgré ses appels à l'aide, les Etats-Unis ne lui ont pas accordé l'assistance financière qu'il sollicitait ; les pays du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, ont réduit considérablement la leur. L'Egypte, qui lui avait déjà refusé un soutien militaire pour mater la rébellion des autonomistes sudistes, vient de retirer discrètement le contingent qu'elle avait envoyé à Khartoum au printemps dernier pour assurer la défense aérienne de la capitale. Pire, des responsables égyptiens, américains, saoudiens ont multiplié, ces dernières semaines, leurs contacts secrets avec des représentants de l'opposition soudanaise au Caire, à Londres, à Genève notamment, pour envisager une *« relève »* en harmonie avec leurs intérêts respectifs.

Les services que leur a rendus le président soudanais sont apparemment oubliés. Qui se souvient, à Washington ou dans les capitales arabes *« modérées »* que le maréchal Nemeiry a virtuellement rompu avec l'Union soviétique ; qu'il a exécuté les principaux dirigeants et décimé les troupes du Parti communiste soudanais, naguère le plus puissant d'Afrique et du monde arabe ; qu'il a offert l'hospitalité et une aide matérielle aux opposants venant de l'Ethiopie et du Yémen du Sud marxiste, de Libye, de Syrie entre autres ; qu'il a soutenu contre vents et marées les accords de Camp-David et la paix séparée israélo-égyptienne ; qu'il a facilité la tâche des Américains et des Israéliens dans leur récent transfert à l'Etat hébreu de milliers de falachas, les juifs éthiopiens réfugiés au Soudan ?

Il est vrai que le maréchal Nemeiry a bénéficié largement, en échange, du soutien mutiforme des puissances amies qui, à plus d'une reprise, ont assuré la survie de son régime. Ce sont l'Egypte et la Libye — à l'époque alliées — qui lui ont permis de faire avorter le coup d'Etat du Parti communiste en juillet 1971 ; l'année suivante, les Etats-Unis et Israël ont conjugué leurs efforts pour convaincre les autonomistes sudistes de déposer les armes et de conclure la paix avec le gouvernement de Khartoum, aux termes de l'accord d'Addis-Abeba ; les services américains et égyptiens ont contribué à déjouer nombre de complots qui, depuis, ont jalonné la carrière tumultueuse du maréchal-président.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

PANCHO

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Comment mangerons-nous demain ?

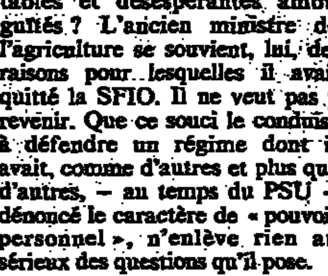
L'avenir de la table entre sciences et plaisir

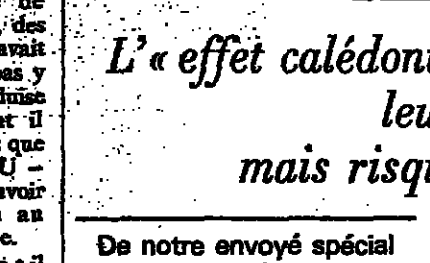
IIIe Biennale d'architecture

Le temps des héroïques

Les socialistes tiraillés

La démission et les explications de M. Rocard accentuent les tensions au sein du PS





Le départ de M. Michel Rocard du gouvernement et l'explication qu'il a donnée de sa décision dans *le Monde* relancent, au sein du PS, le débat sur le mode de scrutin, que le choix fait en conseil des ministres devait trancher et clore. Ce débat en est, aussi, transformé. Il ne s'agit plus seulement de savoir si la meilleure solution, pour le PS, est de s'assurer d'une représentation parlementaire équivalente à la confiance que le pouvoir pourra conserver ou élargir d'ici à 1986, ou bien d'assigner aux deux cent soixante-huit députés socialistes la tâche de combattre, chacun dans sa circonscription, pour rassembler à gauche et au-delà.

C'est bien ainsi qu'est posé le problème dans le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il met en jeu, aussi, le rôle du parti. Avec le système proportionnel, en effet, même si le scrutin ne réduit pas à rien le rôle personnel des candidats, leur élection dépend moins de la stature qu'ils ont acquise ou du programme qu'ils défendent que de l'adhésion suscitée par un pouvoir dont ils sont, en quelque sorte, les mandataires. Sans doute les députés socialistes, nouvellement élus en 1981 l'avaient-ils été grâce à ce mécanisme. Sans doute, aussi, les majorités de droite antérieures étaient-elles reconduites, pour une bonne part, par la mise en œuvre de la logique présidentielle du régime. Les adversaires socialistes du scrutin proportionnel peuvent, néanmoins, faire valoir que les traditions de la gauche s'accommodent mal de cette logique et que le pouvoir peut difficilement demander à « ses » sortants de compter seulement sur sa popularité. Mais pourraient-ils attendre davantage, à l'inverse, du report des voix des électeurs communistes, alors qu'un examen détaillé des résultats des élections cantonales a convaincu les spécialistes du PS comme ceux du PCF que la mobilisation des électorats de chaque parti, au second tour, avait masqué une régression de la « discipline républicaine » ?

M. Rocard donne à ce débat de tactique électorale une autre gravité. Il y va, explique-t-il, du régime et, indissociablement, du Parti socialiste lui-même. Celui-ci a-t-il oublié ce qu'avaient fait de lui la IVe République et ses inévitables et désespérantes ambiguïtés ? L'ancien ministre de l'agriculture se souvient, lui, des raisons pour lesquelles il avait quitté la SFIO. Il ne veut pas y revenir. Que ce souci le conduise à défendre un régime dont il avait, comme d'autres et plus que d'autres, — au temps du PSU — dénoncé le caractère de « pouvoir personnel », n'enlève rien au sérieux des questions qu'il pose.

Aussi M. Jacques Delors a-t-il tort de s'étonner que le départ de M. Rocard fasse plus de « vagues » que n'en avait fait le sien en juillet 1984. Et M. Rocard lui-même ne peut sincèrement invoquer, comme il l'a fait dans *le Monde*, le précédent de M. Jean-Pierre Chevènement en mars 1983. Le débat sur lequel se fonde et que transforme sa décision n'a d'autre exemple, dans l'histoire récente du PS et de son groupe parlementaire, que celui qui avait provoqué, à la fin de 1982, la réhabilitation des généraux de l'OAS. La discipline présidentielle s'était alors, finalement, imposée.

PATRICK JARREAU.

(Lire nos informations page 7.)

La conférence des indépendantistes des DOM-TOM

L'« effet calédonien » ne paraît pas devoir accroître leur audience électorale mais risque de gêner le gouvernement

De notre envoyé spécial

Le Moule. — Devant l'hôtel des Alizés, célèbre en Guadeloupe pour ses déboires économiques passés et géré désormais par une coopérative ouvrière, huit drapeaux multicolores avaient été tendus entre deux cocotiers. Les couleurs du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et celles de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) avaient été placées au centre de cette guirlande nationaliste entre les fanions des autres formations invitantes.

Sur l'estrade installée à l'intérieur de l'établissement et surmontée d'une banderole attestant en créole la tenue de cette *« Konferans a dényé koloni fwansé »* ont pris place vendredi à 10 heures (il était 16 heures en métropole) les principaux organisateurs de la réunion. Encadrant le ministre des relations extérieures du *« gouvernement provisoire »* du FLNKS, M. Yann Céléné Uregeï et le secrétaire général de l'UPLG, M. Claude Makouke, il y avait là les deux délégués de l'Union des travailleurs guyanais (UTG), MM. Alain Michel, président de la commission des finances du conseil régional de la Guyane et Robert Aron, le secrétaire du mouvement pour l'indépendance de la Réunion (MIR), M. Serge Sinamale, le secrétaire politique du Front démocratique des Comores, M. Mohamed Monjoin, la présidente du conseil national des comités populaires de Martinique (CNCPM), Mme Josette Massolin, et le chef du mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), M. Alfred Marie-Jeanne, maire de Rivière-Pilote. La chaise réservée aux indépendantistes polynésiens est restée vide, la délégation du Front de libération de la Polynésie (FLLP) n'étant pas arrivée à Pointre-à-Pitre.

A défaut d'observateurs étrangers, interdits de séjour dans l'archipel par le ministère de l'intérieur, les organisateurs ont souligné la présence des représentants de deux autres formations antillaises — le Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), dont le fondateur, M. Luc Reinette, est actuellement incarcéré à Basse-Terre après avoir été condamné à dix-neuf ans d'emprisonnement, et le Mouvement des chrétiens pour la libération de la Guadeloupe (KLPG) — celle d'une deuxième organisation guyanaise, le Panga, ainsi que la participation de représentants de trois formations métropolitaines : le Parti socialiste unifié, la Ligue communiste révolutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste. Dans la salle garnie de palmes, les délégués étaient au nombre d'une cinquantaine. Les invités à peu près autant. Quelques centaines de personnes s'étaient rassemblées sur la plage voisine.

C'est ainsi que la première « conférence des dernières colonies françaises » rassemblant pour la première fois les partis indépendantistes de l'outremer français, a eu lieu comme prévu ce week-end en dépit des pressions diplomatiques et des mesures prises par le gouvernement pour lui enlever tout caractère international et essayer d'en réduire l'impact. L'objectif politique numéro un des organisateurs — profiter de l'« effet calédonien » pour essayer de prouver l'existence d'un « front » indépendantiste représentatif des revendications nationalistes qui s'exprime séparément dans chacun des DOM-TOM — était, à leurs yeux, atteint.

Ouvrant les travaux, le chef de file de l'UPLG a tiré argument de l'attitude du gouvernement pour soutenir, au nom des congressistes, que la gauche française à l'égard des populations de l'outremer ne vaut pas mieux que la droite : *« L'interdiction faite à nos amis de pénétrer sur le territoire guadeloupéen a valeur de reconnaissance implicite que ce pays est une colonie avec tout ce que ce terme peut inclure comme arbitraire, comme humiliation, comme racisme,* a déclaré M. Makouke. *Le monde entier a assisté avec consternation à l'alliance objective entre les socialistes Mitterrand, Joxe, Lemoine et les nostalgiques de l'empire tels Debré et Toubon. La collusion a été totale. C'est qu'en réalité, face au problème colonial, les partis politiques de droite en France et la majorité de ceux qui se réclament de la gauche ont la même conception : maintenir par tous les moyens ces territoires sous la domination coloniale. »*

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

M. R.-G. SCHWARTZENBERG

invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 7 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Schwartzenberg, président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche, répondra aux questions d'André Passeron et de Robert Solé, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Claude Pozuanski, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Air France s'inquiète

Les compagnies américaines reviennent en force

Le retour en force des compagnies aériennes américaines bouleversera, cet été, les cartes sur l'Atlantique nord, entre les Etats-Unis et la France. Air France s'inquiète d'une situation qui fera passer sa part de l'offre de sièges sur cette liaison de 45 %, en août 1984, à moins de 30 %, en août prochain.

Jusqu'au mois d'avril 1985, Air France partageait en toute quiétude le marché avec TWA et Panam. La fin de la bataille tarifaire sur l'Atlantique nord et des rationalisations avaient permis aux compagnies de réaliser des bénéfices sur une liaison très déficitaire au début des années 80. La perspective de tarifs élevés a alléché d'autres transporteurs désireux de compenser les petits profits réalisés sur un marché intérieur américain où la déréglementation pousse les prix vers le bas. D'autre part, la montée du dollar jusqu'à 10 francs a rendu encore plus attractifs les forfaits et les prestations touristiques pratiqués sur le Vieux Continent. C'est à une véritable invasion américaine que feront face les hôteliers et les agences de voyages réceptives françaises cet été. Tout naturellement, les clients américains se tournent en priorité vers les compagnies de leur pays pour gagner l'Europe.

Deux compagnies américaines desserviront pour la première fois Paris. Delta Airlines a atterri à Orly, le 2 avril, et organise quatre vols par semaine entre Paris et Atlanta (Georgie) en Lockheed-1011 en attendant de porter, en juin, cette fréquence à cinq. American Airlines posera, à Orly, un DC-10 en provenance de Dallas (Texas) quatre fois par semaine, à partir du 12 avril.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 14.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 7 avril. – *Corée du Sud :* visite de M. Laurent Fabius (jusqu'au 9).

Lundi 8 avril. – *Inde :* visite du ministre soviétique de la défense, M. Sokolov; *RDA :* visite du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe.

Mardi 9 avril. – *Moscou :* ouverture de la sixième phase des négociations sino-soviétiques.

Mercredi 10 avril. – *Tchécoslovaquie :* visite de Sir Geoffrey Howe (jusqu'au 11).

Vendredi 12 avril. – *Pologne :* fin du voyage en Europe de l'Est du chef de la diplomatie britannique.

Samedi 13 avril. – *Australie :* visite du secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang (jusqu'au 18); *Liban :* dixième anniversaire du début de la guerre civile.

SPORTS

Dimanche 7 avril. – Grand Prix du Brésil de formule 1 automobile. Tour des Flandres cycliste.

Lundi 8 avril. – Tournoi de tennis de Nice (jusqu'au 14).

Mardi 9 avril. – Coupe de France de football (matches aller des huitièmes de finale).

Mercredi 10 avril. – Coupe d'Europe de football (matches aller des demi-finales avec Juventus de Turin-Bordeaux).

Vendredi 12 avril. – Championnat de France de football (trente-deuxième journée).

Samedi 13 avril. – Départ des 1 000 milles à la voile de Deauville.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

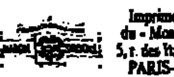
Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
674 F	1 309 F	1 913 F	2 488 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 476 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A QUARANTE ANS, LA MORT DE ROOSEVELT

FDR, le patricien soucieux de la plèbe

Il y a quarante ans, le 12 avril 1945, Franklin Delano Roosevelt mourait. A l'occasion, il y a trois ans, du centenaire de la naissance de celui qui reste FDR pour tous les Américains – le président Reagan avouait qu'à vingt et un ans il avait voté pour lui, et son entourage s'efforçait de le présenter comme un « Roosevelt républicain ». Aujourd'hui, Reagan ne songerait pas à se réclamer de l'héritage rooseveltien alors que, par des mesures diamétralement opposées à celles de son *prédécesseur* et par une politique sapant pratiquement l'édifice social que celui-ci avait mis en place, il préside à un redressement de l'économie.

Pourtant, quarante ans après sa mort, Roosevelt garde sa place dans le panthéon des grands présidents américains. Certes, ses détracteurs restent nombreux tant sur la gauche du Parti démocrate que du côté des républicains conservateurs. Pour les premiers, il n'est pas allé assez loin sur la voie des réformes, il n'a pas mené à terme le changement de société amorcé. Mais la droite républicaine ne lui pardonne pas, décidément, d'avoir créé l'Etat-providence et favorisé l'essor d'un grand mouvement syndical. Quelques-uns sont allés jusqu'à le qualifier de « Kerenski »... Il a été haï, dénoncé comme un « traître à sa classe » par ceux qui ne toléraient pas qu'un homme privilégié par la naissance et la fortune menât une politique avancée.



ROUIL.

Une caricature du *New Yorker* de l'époque représente un groupe d'hommes et de femmes, en robe du soir et smoking, invitant leurs voisins : *« Venez avec nous au cinéma... Nous allons huer Roosevelt. »* Cette impopularité amusait plutôt qu'elle n'affectait FDR, qui disait en souriant : *« Ces gens-là ne comprennent pas que je leur évite les pires excès... »* Par contre, il était adulé par d'autres, surtout par les humbles et les déshérités, et beaucoup d'adolescents des années 30 racontent avoir vu des adorateurs baiser le bas de la cape du président invalide.

Une jeunesse protégée

Issu d'une grande dynastie politique (le président Ted Roosevelt était son cousin) Franklin vit la jeunesse protégée d'un fils de famille, sous la férule d'une mère autoritaire, dans les propriétés familiales de Hyde Park ou de Campobello, une résidence d'été près du Maine. Il aime le cheval, le golf et surtout la voile.

A l'école huppée de Groton, puis à Harvard, il fait des études moyennes, s'intéressant surtout au football et au journal du collège. Tout de même, ce jeune étudiant très conventionnel se préoccupe des humbles, des Noirs en particulier. Il ressent comme un échec le refus du meilleur club d'Harvard, dont son cousin Ted avait fait partie, de les admettre... Il plaît aux jeunes femmes, séduites par la désinvolture de ce garçon charmant et si riche. Dans le style BCBG de l'époque, il est léger, insouciant, « superficiel », disent les jolies amies dont il aime à s'entourer et qui l'ont surnommé le *« plumeau »*... Mais son seul « coup de cœur » est pour Eleanor Roosevelt, une cousine, qu'il épouse en 1905.

Patricien nonchalant et fortuné – comme beaucoup de riches, il n'a jamais un sou en poche et emprunte à ses camarades, – FDR ne se presse pas. Il se sent prédestiné à une carrière politique. Elle commence en 1910 avec son élection de sénateur de l'Etat de New-York, se poursuit par sa nomination comme ministre adjoint de la marine, puis par une candidature à la vice-présidence en 1920.

Deux épreuves vont transformer ce jeune homme, lui donner du poids, de la maturité et du caractère. D'abord, une déception sentimentale. D'après le journaliste Joseph Alsop, très lié à la famille, il est prêt à quitter son épouse et à abandonner sa carrière pour Lucy Mercer, une jeune femme de la bonne société new-yorkaise. Eleanor menace de divorcer; Sara, sa mère, parle de le déshériter. Mais Lucy Mercer, profondément catholique, renonce d'elle-même et épouse rapidement un homme plus âgé. Plus tard, elle aura une relation privilégiée et platonique avec Franklin.

L'autre épreuve, la plus dramatique, est celle de la poliomyélite qui le frappe à trente-neuf ans. Il la surmonte avec courage et ténacité, affichant toujours son fameux sourire malgré la difficulté qu'il a à se tenir debout en s'appuyant sur une armature orthopédique compliquée et lourde. Les coups durs du destin le servent finalement auprès du grand public, favorisant une ascension politique exceptionnelle. En 1928, il est élu gouverneur de l'Etat de New-York, avant d'accéder à la Maison Blanche en 1932. Il ne la quittera qu'à sa mort, après avoir été réélu trois fois.

« Nous n'avons à avoir peur de rien sinon de la peur elle-même », déclare-t-il dans son discours inaugural. En quelques semaines, il gagne la bataille de la confiance dans un pays en pleine dépression, offrant au monde le spectacle inattendu d'une Amérique où les chômeurs assiègent les soupes populaires, où les « hommes oubliés » vendent, pour survivre, des pommes dans les rues. C'est en improvisant qu'il se lance dans la grande aventure du New Deal, créant de nouvelles organisations, s'entourant d'une petite équipe de collaborateurs dévoués.

Les survivants parlent encore avec émotion de ce « patron » autoritaire, capable de générosité mais aussi de mesquinerie, à l'occasion sans scrupules, bref, déployant les qualités et les défauts d'un animal politique exceptionnel, d'un manipulateur d'hommes passé maître dans l'art des relations publiques. Par ses conférences de presse improvisées, ses « causeries au coin du feu » à la radio, il atteint rapidement l'opinion.

« Une intelligence de second ordre, mais une personnalité de premier plan », dira de lui le juge Holmes. Peut-être FDR doit-il, en effet, son succès plus à son tempérament et à son charme qu'à ses connaissances. Il est le chef charismatique par excellence. Son « sourire de vainqueur » frappe, dans un visage noble aux traits réguliers. Avec son inimitable chapeau soigneusement cabossé, son pince-nez, son long fume-cigarette d'ivoire, ce colosse aux larges épaules – la maladie l'a contraint à développer exagérément son torse et ses bras – projette dans le pays l'image d'un homme chaleureux, plein de confiance en soi et dans la nation, attentif au sort des déshérités. Le reste du monde découvre le visage d'une Amérique généreuse et humaine.

Dans ses efforts pour donner au capitalisme un « visage humain », FDR commet pourtant un certain nombre d'erreurs, comme le combat qu'il perd contre la Cour suprême et ses affrontements stériles avec les businessmen. Mais, finalement, mieux qu'un idéologue, cet aristocrate réformiste corrige des inégalités sociales, assure une plus équitable distribution des revenus.

C'est à lui que les Américains doivent les pensions de retraite, les allocations chômage, le salaire minimum, bref une Sécurité sociale encore imparfaite et limitée. Mais l'édifice social d'un demi-siècle tient bon, et les plus conservateurs des républicains hésitent encore à le remettre en question. Un de ses plus grands mérites, comme le note Joseph Alsop, est d'avoir diminué l'influence des « Wasp » (protestants blancs anglo-saxons) dans la vie politique, économique et sociale, et favorisé l'intégration des minorités ethniques (Noirs, juifs, Hispaniques, etc.) dans la société américaine. Œuvre inachevée mais révélatrice des préoccupations d'un homme qui pressentait le développement en flèche de la société multiraciale américaine.

Le lion et le renard

« On ne peut avoir confiance en Staline (...). *Il n'a tenu aucune des promesses qu'il m'avait faites à Yalta »*, s'écrie FDR, un mois avant sa mort, en frappant sur la table. Un témoignage d'Anna Rosenberg, ministre adjoint de la défense, ainsi que les messages personnels qu'il a adressés à Hitler et à Mussolini en les priant de ne pas poursuivre leur agression illustrent les naïvetés et les défaillances de sa politique étrangère.

Ses détracteurs ne manquent jamais de rappeler ses erreurs, notamment ses faiblesses à l'égard de Staline, sa sévérité pour de Gaulle, son traitement injuste des Américains d'origine japonaise. Ce passif est largement compensé par sa réussite historique : une victoire sur l'isolationnisme viscéral de l'opinion et sur ses propres réticences à faire de l'Amérique l'*« arsenal des démocraties »*. Il parvient enfin à l'engager dans la guerre, mission difficile exigeant beaucoup de doigté avec le Congrès mais accomplie avec succès grâce à son conseiller et ami, Harry Hopkins.

« Un esprit très dur, hautement versatile, supérieur mais impénétrable », a dit de lui le psychanalyste Jung. Beaucoup de ses collaborateurs témoignent qu'il fut un personnage énigmatique, compliqué, contradictoire, changeant, *« brave comme un lion et rusé comme un renard »*, ainsi que le recommandait Machiavel. Car FDR était souple : un « caméléon », disait de lui son adversaire Hoover. Mais ses certitudes morales, ses convictions lui permettaient d'être un « maître cuisinier » de la politique. *« Il employa les astuces du renard pour atteindre les objectifs du lion »*, écrit M. Mac Gregor Burns dans sa biographie. Toujours, il resta animé par une profonde foi chrétienne et surtout un sens des responsabilités envers son prochain. *« Noblesse oblige »*, lui répétait sa mère. La formule dicta beaucoup de ses actions, à commencer par le New Deal.

Le 12 avril 1945, FDR, assis dans son fauteuil, pose pour une femme peintre. Tout à coup il gémit, pressant ses tempes : *« J'ai un terrible mal de tête »*, dit-il. Il s'effondre. Mme Rutherford, l'ancienne Lucy Mercer, son grand amour de jadis, se trouve là. Elle le prend dans ses bras, mais consciente que la fin est proche, s'éclipse rapidement. Sa présence ne sera jamais mentionnée. Dans sa biographie, Eleanor Roosevelt l'ignore complètement. Une fin romantique, digne d'un lion...

HENRI PIERRE.

CORRESPONDANCE

A propos de la « première mort de l'Indochine française »

Des précisions de M. de Boisanger

M. Claude de Boisanger, ancien conseiller diplomatique de l'amiral Decoux, nous écrit à propos de l'article consacré au coup de force japonais du 9 mars 1945 en Indochine sous le titre « La première mort de l'Indochine française » (*le Monde* daté 3-4 mars). M. de Boisanger rappelle qu' *« il n'a cessé, lui aussi, de donner à la France libre des informations sur la colonie, soit par des émissaires, soit par des contacts avec les consuls de France en Chine »*. Il précise que M. François, envoyé par l'amiral Decoux à Alger, *« a rempli sa mission d'information, quelle que soit la porte, bonne ou mauvaise, à laquelle il a frappé. Outre les entretiens qu'il a eus à Alger, il a rédigé un rapport qui se trouve dans les archives du Quai d'Orsay... Malheureusement, le gouvernement provisoire – on le sait maintenant – n'a jamais chargé ses représentants à Washington et à Londres de communiquer les éléments de ce rapport aux gouvernements américain et britannique. L'ignorance dans laquelle le gouvernement provisoire a tenu systématiquement nos alliés de la situation réelle de l'Indochine explique, à mon avis, pour une grande part, que ces derniers ne soient pas revenus sur la décision prise au Caire en 1943 et confirmée à Potsdam en 1945 de faire occuper, dès la capitulation du Japon, le nord de l'Indochine par les troupes chinoises, le sud par les troupes britanniques. Or l'entrée des Chinois en Indochine, où ils y ont été de tout temps détestés, ne pouvait que déconsidérer la France aux yeux des populations tonkinoise et annamite et vouer d'avance à l'échec toute tentative de reprise en main par nous de notre colonie. »*

LES TROUBLES AU SOUDAN

Le chef de l'Etat soudanais a fait escale au Caire avant de regagner Khartoum

Le président soudanais Gaafar El Nemeiry a quitté Washington, vendredi après-midi 5 avril, à destination de Khartoum via Le Caire, après avoir passé dix jours en visite privée aux Etats-Unis, alors que des manifestations anti-gouvernementales secouaient son pays. Le chef de l'Etat devait faire ce samedi une escale d'environ deux heures dans la capitale égyptienne et y rencontrer le président Moubarak, avant de repartir sur Khartoum, dont l'aéroport est, en principe, fermé à la suite des troubles qui ont commencé le jour du départ de M. Nemeiry la semaine dernière. L'avion présidentiel pourrait atterrir sur un aéroport militaire *« quelque part au Soudan »*.

Le président soudanais avait discuté vendredi de la situation dans son pays avec le secrétaire d'Etat George Shultz. Il avait vu d'autre part, jeudi soir, le vice-président George Bush.

Le même jour, la radio d'Omdurman a repris ses émissions en accusant les communistes et les Frères musulmans d'être à l'origine des *« désordres et grèves »* à l'instigation de la Libye. Jeudi, les autorités soudanaises avaient tenté de désamorcer le mouvement de grève en annonçant qu'elles pourraient baisser le prix du pain, dont l'augmentation de 33 % le mois dernier avait été à l'origine des émeutes sanglantes de Khartoum.

Dans la soirée, les autorités ont expulsé l'envoyé spécial du *Washington Post* à Khartoum, Jonathan Randal. Ce dernier avait écrit, dans un article qu'il n'avait pu transmettre de la capitale, que plusieurs *« groupes essentiels dont quelques militaires »* avaient abandonné le maréchal Nemeiry. Le journaliste américain notait également que, parmi les slogans lancés par les manifestants, figuraient des mots d'ordre conspuant les Etats-Unis et *« ce vaurien de Nemeiry, qui est allé à Washington alors que nous crevons de faim »*. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Un pays dans la tourmente

(Suite de la première page.)

Les pays du Golfe, qui rêvaient de faire du Soudan *« le grenier du monde arabe »*, ainsi que les Etats-Unis et l'Europe occidentale, ont cherche à stabiliser le régime en injectant des milliards de dollars dans l'économie.

Mais en vain. Le libéralisme «sauvage», qui se substitue au dirigisme étatique au début des années 70, conduit à la dérive économique. Les investissements, effectués d'une manière anarchique, ne parviennent pas à enrayer le déclin de l'agriculture qui, se conjuguant avec la sécheresse, aggrave la famine qui ravage le pays. Plusieurs millions de Soudanais, victimes du fléau, quittent terres et foyers, traversent la brousse pour s'agglutiner autour des villes, en quête d'eau et de pain.

La rébellion sudiste

Les importations abusives, notamment de biens de consommation, déséquilibrent la balance commerciale, gonflent la dette extérieure (9 milliards de dollars), contraignent le gouvernement à procéder, en sept ans, à treize dévaluations de la livre soudanaise (elle est échangée actuellement à 0,33 dollar, alors qu'elle valait 2,8 dollars en 1978).

Certes, le libéralisme effréné se traduit d'abord par une prospérité apparente, qui, en réalité, enrichit une minorité d'affairistes, la « nouvelle bourgeoisie » et, dans son sillage, la *Nomenklatura* du régime, mais qui exacerbe surtout les tensions sociales dans un pays qui figure, malgré de considérables ressources naturelles, parmi les plus pauvres du tiers-monde. Tandis que les salaires sont figés, l'inflation s'enfle au rythme de 40 % à 50 % l'an, le prix de la doura – ingrédient essentiel à la fabrication du pain local – est aujourd'hui trente fois plus élevé qu'en 1982.

A la gestion désastreuse de l'économie viennent s'ajouter les « bavures » du pouvoir personnel du maréchal Nemeiry qui, en quelques années, lui aliènent successivement toutes les familles politiques du pays. Les mesures vidant de son contenu l'autonomie accordée en 1972 aux trois provinces méridionales raniment la rébellion sudiste en 1983, mais, cette fois-ci, sous l'égide d'un militaire professionnel qui a partie liée avec l'Ethiopie et la Libye. Le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS), que dirige le colonel Gaoreng, est d'autant plus redoutable qu'il récuse le séparatisme et le confessionnalisme (les « sudistes », chrétiens ou animistes, sont de race négroïde) pour tendre la main aux « nordistes », arabes et musulmans, invités à renverser la dictature militaire au profit d'un Etat *« démocratique »* et *« socialiste »*.

C'est aussi en 1983, que le maréchal Nemeyri rompt son alliance avec la puissante secte des Ansars, en faisant interner son chef, l'ancien premier ministre, M. Sadek El Mahdi. Il s'était rallié au régime en 1977, après avoir obtenu des assurances qu'il serait *« démocratisé »*. Les Ansars, tout autant que les Khatmias – l'autre grande secte musulmane du Soudan, – avaient eu le malheur de réprouver la manière dont le maréchal-président entendait appliquer la *charia* (législation islamique). Ainsi commença à se cristalliser le « Front du salut national », qui rassemble, depuis juillet 1984, toutes les formations de l'opposition, religieuse ou laïque, des communistes au parti de M. Sadek El Madhi en passant par les baasistes et les nassériens.

Un islam rétrograde

Le chef de l'Etat soudanais croyait pouvoir gouverner avec les Frères musulmans, seule formation à approuver une « islamisation » dont l'impopularité ne tarda pas à s'étendre à diverses catégories de la population. Ce qui fut présenté comme une panacée se révéla être le glaive d'un islam rétrograde et répressif. Les sudistes *« mécréants »* y virent, non sans raison, un moyen de mobiliser contre eux les « nordistes » musulmans dans une guerre sainte (le Jihad). Le petit peuple s'est rendu compte que les flagellations, l'amputation des mains et des pieds, les pendaisons publiques allaient peut-être réduire la consommation d'alcool, les larcins et les adultères, mais n'avaient pas pour autant jugulé la corruption dans les allées du pouvoir ou l'injustice sociale. Les milieux d'affaires, autochtones ou étrangers, se sont indignés, mais en vain, contre une législation d'un autre âge, qui interdit l'intérêt bancaire (qualifié d'usure) et qui prétend imposer le *zakat*, impôt sur le capital prélevé même quand l'entreprise est déficitaire. Plusieurs pays arabes, l'Egypte en tête, enfin, s'inquiétèrent de l'influence grandissante des Frères musulmans, qui risquaient de répandre la subversion dans les *« pays frères »*.

Les conditions de Washington

Devant la montée des périls, les Etats-Unis se décident, en décembre dernier, à exercer des pressions sur leur *« ami et allié »*. Tandis qu'un article du *Washington Post*, manifestement inspiré, révèle que Washington a réduit son aide financière à Khartoum, le gouvernement américain pose discrètement ses conditions pour le rétablissement de l'intégralité de son aide : le maréchal Nemeiry doit appliquer la politique d'austérité exigée par le Fonds monétaire international, mettre un terme à la guerre du Sud qui, entre autres, paralyse les activités d'une société pétrolière américaine, enfin, renoncer à « l'islamisation » du pays.

Le président soudanais ne tarde pas à céder. En février et en mars, il charge une commission de prendre langue avec les rebelles du colonel Gareng, chasse les Frères musulmans du gouvernement et interne leur chef, dévalorise de 19 % la livre soudanaise et supprime les subventions sur tous les produits de première nécessité.

Cependant, loin d'assainir la situation, ces mesures se retournent contre lui. La flambée des prix suscitée par la politique d'austérité met le feu aux poudres : les émeutes de la faim, la semaine dernière, débouchent sur une grève générale de caractère insurrectionnel. Les Frères musulmans se mêlent aux partisans de toutes les autres formations politiques pour appeler au renversement du régime. Les rebelles sudistes, rejetant tout compromis, font de même en engagent le dialogue avec des officiers prêts à entrer en dissidence.

Ainsi paraît se concrétiser le plan établi par le Front de l'opposition, tel que ses représentants à Khartoum nous l'avaient exposé (« La stratégie de l'émeute », *le Monde* du 29 décembre 1984). Il ne lui reste plus qu'à gagner à sa cause une partie significative de l'armée pour atteindre son objectif. Les Etats-Unis, qui se méfient du Front du salut national, en raison notamment de ses veilléités neutralistes, ont d'autres projets et d'autres interlocuteurs plus rassurants. Sauf imprévu, la succession du maréchal Nemeiry est ouverte.

ERIC ROULEAU.

LE « PLAN DE PAIX » DE M. REAGAN POUR LE NICARAGUA

Les achats d'armes des « contras » en sursis pour deux mois

Les adversaires du président Reagan au Congrès ont accueilli sans enthousiasme, vendredi 5 avril, la proposition de paix de M. Reagan pour le Nicaragua, qui est assortie d'une demande de 14 millions de dollars d'aide aux « contras ». *« Je crois qu'on nous propose du vieux vin dans une nouvelle bouteille »* a déclaré le représentant démocrate Stephen Solarz, membre de la commission des affaires étrangères. Le président de la sous-commission de l'Amérique latine, le démocrate Michael Barnes, a pour sa part affirmé : *« Je serais surpris si les gens voyaient là une initiative de paix. Le seul petit changement, c'est que M. Reagan a dit qu'il n'utiliserait pas cet argent pour acheter des balles pendant soixante jours. »* Au Sénat, le républicain Dave Durenberger estime pour sa part qu'il s'agit d'un *« pas positif »* mais qui *« ne va pas assez loin »*.

Jeudi, le président Reagan avait demandé au Congrès de débloquer 14 millions de dollars d'aide aux « contras » pour leur permettre *« d'acheter des vivres »*. Cet argent ne serait pas utilisé pour l'achat d'armes pendant soixante jours, période pendant laquelle un règlement négocié serait recherché avec les sandinistes. En cas d'échec des négociations après ce délai, les Etats-Unis reprendraient leurs livraisons d'armes. (*le Monde* du 6 avril). Le Sénat doit voter sur la demande le 23 avril, et la Chambre des représentants une semaine plus tard.

Le chef de l'Etat américain a écrit au pape à propos de ce plan et du contrôle des armes nucléaires. Dans l'avion transportant M. Reagan vers son ranch californien de Santa Barbara pour dix jours de repos, le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Robert McFarlane, a indiqué que l'initiative du président avait reçu le soutien de la Colombie, du Salvador, de Panama et du Guatemala, ainsi que des *« indications positives »* de la part du Venezuela. Washington attend d'autre part des pays du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) qu'ils fassent pression sur les sandinistes pour qu'ils acceptent l'offre américaine (Managua avait rejeté le plan le jour même de son annonce).

Enfin, à Moscou, l'agence Tass a accusé vendredi la Maison Blanche de *« recourir à toutes sortes de manœuvres afin d'arracher au Congrès de nouveaux crédits pour étendre la guerre non déclarée de la CIA contre le Nicaragua. »* Les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, ont qualifié les propositions de M. Reagan de *« dangereuse nouvelle étape vers un conflit armé non déguisé en Amérique centrale »*.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a assuré vendredi à la chaîne de télévision ABS que *« le plan était toujours sur la table »* et qu'il espérait que Managua *« reconsidérait »* son refus initial. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

Brésil

« L'homme de fer »

Sao-Paulo *(AFP, AP, Reuter)*. – L'état de santé du président Neves, qui a subi, jeudi 4 avril, sa cinquième opération abdominale en trois semaines, s'est amélioré vendredi et il n'est plus sous assistance respiratoire. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Antonio Britto, les médecins ont laissé en place un respirateur qui peut être utilisé en cas d'urgence. Ses problèmes pulmonaires *« régressent »*, a ajouté M. Britto, et *« il n'y a pas de nouvelle infection »*. Le bulletin médical précise que M. Neves s'est endormi sans sédatif, vendredi soir, et qu'il n'a plus de poussées de fièvre.

Les médecins qualifient désormais l'état du président de *« délicat »* et, selon la presse, ont surnommé leur patient l'*« homme de fer »*. Le gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo, M. Franco Montoro, a indiqué que le moral de l'équipe médicale avait fait un *« bond spectaculaire »* ces dernières vingt-quatre heures. Des milliers de personnes se pressaient toujours vendredi devant l'institut de cardiologie, mais le cordon policier a été renforcé afin de parer à toute éventualité.

« Si ces nouvelles sont exactes, croyons en l'extraordinaire force spirituelle d'un pays en prière », a déclaré le président de la Chambre des représentants, M. Ulysses Guimaraes, à la télévision. A Brasilia, le vice-président, M. Jose Sarney, qui assure l'intérim du chef de l'Etat, s'est rendu avec sa femme à l'église Dom-Bosco et a prié pour la guérison de M. Neves. M. Sarney a, par ailleurs, reçu le soutien de M. Cardoso, chef du groupe parlementaire du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui a déclaré que le vice-président serait soutenu par l'ensemble des partis en cas de disparition du président Neves.

Egypte

Le président Moubarak est « prêt à tester les propositions de paix israéliennes »

Correspondance

Le Caire. – Le ministère égyptien des affaires étrangères a invité le 4 avril Israël et les Etats-Unis à reprendre les négociations sur la zone litigieuse de Taba (un kilomètre carré sur la frontière au sud d'Eilat) dans une quinzaine de jours à Ismailia, sur le canal de Suez. Le communiqué précise que cette invitation a été lancée à la suite *« des derniers développements dans la région »*.

On indique de bonne source au Caire que cette réunion tripartite devrait permettre de discuter non seulement de l'affaire de Taba, mais aussi des récentes affirmations du premier ministre de l'Etat hébreu selon lesquelles il accepte *« le principe de l'échange des territoires contre la paix globale »*.

Une mise en garde à Tripoli

Mardi, l'ambassadeur israélien a quitté Le Caire pour Tel-Aviv après avoir été reçu par le premier ministre égyptien, M. Kamal Hassan Ali, et le chef de la diplomatie, M. Esmat Abdel Meguid ; M. Moshe Sasson, qui est parti *« pour un séjour de travail »* de dix jours en Israël, est porteur d'un message verbal du chef de cabinet égyptien à son homologue israélien.

L'amorce d'un ballet diplomatique entre Le Caire et Tel-Aviv pour la relance du processus de paix au Proche-Orient a été confirmée par le président Moubarak. Il a en effet affirmé dans une interview au journal koweïtien *Al Siassa* publiée vendredi par la presse égyptienne, que son pays *« est prêt à aller de l'avant avec les propositions de paix israéliennes »*. *« Nous devons tester ces propositions pour pouvoir juger de leur sincérité, et même si les chances de réussite sont de un pour cent, il nous faut quand même essayer si nous voulons résoudre le problème du Proche-Orient »*, a ajouté M. Moubarak. Il a ensuite invité les pays arabes à *« unifier leurs rangs et à faire preuve de réalisme pour faire progresser la question palestinienne »*. *« Certains pays frères sont partisans de la création d'un Etat palestinien indépendant ; c'est un objectif dont nous souhaitons la réalisation, mais les souhaits sont difficiles à réaliser quand la réalité y est défavorable »*, a estimé le chef de l'Etat.

Le président égyptien a, d'autre part, exclu toute amélioration des relations entre Le Caire et Tripoli *« tant que le régime actuel sera au pouvoir en Libye »*. Il a adressé une mise en garde au colonel Kadhafi en affirmant que *« l'Egypte, contrairement à certains Etats arabes, réagira vigoureusement à toute velléité libyenne de jouer avec le feu »*. Le raïs faisait ainsi implicitement allusion au dernier *« complot libyen »* déjoué en début de semaine, selon les services de sécurité égyptiens. Ceux-ci avaient annoncé qu'*« une cellule de saboteurs égyptiens, entraînés par des services secrets libyens avaient été démantelée »*.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

RECEVANT UN VICE-MINISTRE IRANIEN A MOSCOU

M. Gromyko se prononce pour « l'arrêt au plus tôt » de la guerre du Golfe

Tandis que la *« guerre des villes »* se poursuit sans répit entre l'Iran et l'Irak, le chef de la diplomatie soviétique, M. Andrei Gromyko, s'est prononcé pour *« l'arrêt au plus tôt »* du conflit, au cours d'un entretien vendredi 5 avril à Moscou, avec le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Hossein Kazempour Ardebili.

M. Ardebili était arrivé peu auparavant dans la capitale soviétique, porteur, selon radio-Téhéran, d'un message de son ministre Ali Akhbar Velayati à son homologue soviétique. Selon l'agence Tass, M. Gromyko a déclaré à son interlocuteur que l'URSS *« milite résolument pour l'arrêt au plus tôt »* du conflit irano-irakien et *« le règlement des questions litigieuses par des moyens politiques, dans l'intérêt des deux pays et du monde entier »*. Pour sa part, M. Ardebili a exposé, selon Tass, *« la position connue du gouvernement iranien concernant l'arrêt des hostilités »*.

Tass avait rejeté jeudi soir comme *« totalement dénuées de fondement »* les *« insinuations »* de la Voix de l'Amérique, selon lesquelles l'Irak bombarde des villes iraniennes *« avec le consentement de l'Union soviétique »*.

Tout en proclamant sa neutralité dans le conflit du Golfe, l'URSS est le principal fournisseur d'armes de l'Irak, notamment des missiles sol-sol utilisés contre les villes iraniennes.

L'Irak a lancé ce samedi matin quatre de ces engins contre Dezfoul (ouest de l'Iran), Nahavand (centre-ouest) et Ramhormoz (sud-ouest).

En revanche, les missiles sol-sol utilisés ce jour ne pouvant atteindre Téhéran, c'est l'aviation irakienne qui a bombardé, ce samedi matin à l'aube un quartier populaire du sud de la capitale iranienne, faisant un mort et quatre blessés. Radio-Téhéran a annoncé, d'autre part, que treize personnes avaient été tuées dans la nuit de vendredi à samedi à Bakhtaran touchée par deux missiles sol-sol irakiens.

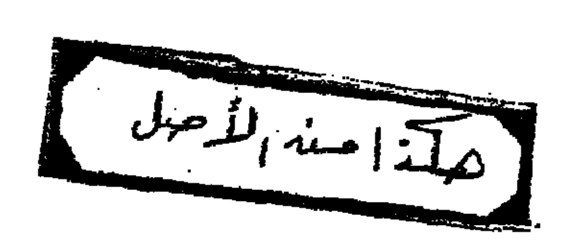
Vendredi en début d'après-midi, l'Iran avait affirmé avoir tiré un nouveau missile sol-sol sur Bagdad, le neuvième en moins de trois semaines, en représailles contre les bombardements irakiens de jeudi sur plusieurs villes iraniennes.

Forte explosion à Bagdad

A Bagdad, une forte explosion, en effet, a été entendue vers 15 h 30 locale (11 h 30 GMT) dans plusieurs quartiers, mais aucune indication n'a pu être obtenue sur les pertes ou dégâts. Les autorités irakiennes observent un silence total sur l'origine de cette explosion.

Après avoir attribué les deux premières explosions, il y a trois semaines, à des actes de sabotage commis par des « agents » du régime iranien, les autorités irakiennes avaient ensuite reconnu publiquement que des missiles iraniens étaient à l'origine des explosions suivantes.

A Téhéran, le président du Parlement islamique, qui est aussi le représentant de l'imam Khomeiny au conseil supérieur de défense, avait déclaré qu'il espérait que le missile tiré sur Bagdad *« serait le dernier »*, en réitérant la volonté de l'Iran de mettre fin au bombardement d'objectifs civils si l'Irak en fait autant. Bagdad ne veut cependant pas entendre parler d'une trêve partielle et souhaite engager des négociations en vue d'un arrêt global des hostilités. *Al Thawra*, organe du parti Baas au pouvoir, écrivait vendredi que tant que cet objectif n'était pas réalisé, *« les tirs de missiles seraient généralisés. L'Irak a maintenant le droit de mettre fin à sa manière à l'agression iranienne (...). la communauté internationale n'ayant rien fait de sérieux pour mettre une limite aux agissements des imposteurs de Téhéran »*. – *(AFP, Reuter.)*



Étranger

CORRESPONDANCE

L'ampleur de la « déception malgache »

A la suite de la série de trois articles de Jacques de Barrin consacrés à la « révolution en panne » à Madagascar (*le Monde* des 21, 22 et 23 mars), un de nos lecteurs, qui nous demande de n'indiquer que ses initiales P. R. N., nous a adressé les réflexions suivantes :

M. de Barrin souligne les déceptions de M. Ratsiraka, dont les efforts n'ont pas abouti à appliquer sa révolution. Cette déception vient de ce que le chef de l'Etat est rejeté par tous, intellectuels, étudiants, paysans ; même la classe bourgeoise, qui l'avait accepté au début de son règne, ne peut pas se mettre à l'unisson de ses foucades.

La question de savoir si M. Ratsiraka est un marxiste convaincu ou non importe peu ; ses réactions, ses alliances, ses seuls supporters sont marxistes. Ses modèles sont communistes. La Russie soviétique, sur qui il a fondé beaucoup d'espoir, la Corée du Nord, dont le président est son modèle, ont beaucoup influencé sa pensée et ses actes. La Corée du Nord lui donne sa garde prétorienne et forme les futurs pilotes des Mig fournis par l'URSS. Les élèves officiers de l'armée malgache sont stagiaires en Corée du Nord ; les bourses d'étudiants sont affectées en priorité à ceux qui fréquentent les universités de pays communistes. Il vient d'être interdit de donner des autorisations de sortie du territoire pour terminer des études en France (...)

Les conseillers soviétiques sont aux points stratégiques pour former si possible les esprits. Les centres universitaires régionaux en comptent plusieurs dizaines ; l'armée en avait près de deux cents, au point que le ministre de la défense a demandé le retrait d'une bonne centaine de Soviétiques encombrants. Tout le monde sait, à Madagascar, que le consulat de Tamatave a demandé deux cent cinquante permis de séjour pour le personnel du consulat. Un terrain d'aviation militaire près de Diégo-Suarez est servi par les Soviétiques. Près de quatre cents stagiaires malgaches sont partis il y a plusieurs mois en Russie pour suivre un enseignement de commissaires du peuple (en prévision de la création d'un parti unique, rêvé par le président et son épouse).

Votre collaborateur a bien saisi le pathétique de la déception de M. Ratsiraka. Il faudrait changer les mentalités. Pour tenter d'y parvenir auprès de la paysannerie entièrement allergique au pouvoir et qui vit dans un état misérable, population absolument démotivée, repliée qu'elle est sur une culture de seule subsistance, les autorités ont imaginé de créer une carte de production pour chaque villageois pour une prise de conscience individuelle ; cette carte sera visée et renouvelée pour ceux qui répondront aux injonctions. Dans le cas de refus ou d'une mauvaise exécution dans ses tâches, le villageois sera exclu de la collectivité et ne recevra rien des distributions éventuelles...

M. de Barrin n'a sans doute pas eu l'occasion d'enquêter sur les méthodes policières employées à Madagascar pour tenir la population — à tous les niveaux — dans la crainte de la DGID, police politique du régime, dont le directeur, le colonel Bienaimé Ravelison Mahasampa (beau-frère du président), est à l'origine de centaines d'arrestations arbitraires. La torture n'est pas absente dans les locaux de la DGID. Amnesty International, pendant les cinq dernières années, a dénoncé ces méthodes.

L'intimidation par le moyen de la DGID est une méthode de gouvernement. Nul ne peut se croire à l'abri. L'actuel ministre des finances à eu par deux fois, avant d'être au gouvernement, à connaître les interrogatoires de cette police. Le comble est que, au moment où il a été interrogé, il était déjà un des missi dominici du président. Personne n'a pu déceler encore si Ratsiraka est tenu par son beau-frère ou si c'est l'inverse ; en tout cas, Madagascar vit sous un régime policier...

La pénurie

Si la quantité de riz importé était de 356 000 tonnes en 1982, la politique de Ratsiraka a plutôt aggravé la pénurie. Avant lui, le déficit était de 200 à 250 000 tonnes par an. Si l'on avoue des achats de 140 000 tonnes en 1984, on oublie de prendre en compte tous les dons ; les Etats-Unis, pour leur part, ont donné 100 000 tonnes. Malgré la libéralisation de la commercialisation, la pénurie sévit dans de nombreuses localités, où le paysan achète pour se nourrir au double du prix qu'il a vendu. Au détail, le prix du riz varie du simple au double. *Madagascar-Matin*, bien que censuré, demande où se cache le riz. C'est au moment où le ministre de l'agriculture, Yves Ramelison, estimé des paysans, commençait à dominer le sujet que le dernier remaniement ministériel du 21 février 1985 l'a remplacé par un jeune technicien de trente ans sorti de Polytechnique.

La pénurie pharmaceutique est à peu près totale. Il y a plus de produits pharmaceutiques dans une armoire à pharmacie familiale en France que dans de nombreux hôpitaux à Madagascar. Des chirurgiens opèrent sans antibiotiques. Le cyclone Kamisy, qui a ravagé le nord de l'île en avril 1984, a déclenché un mouvement d'entraide international sans précédent ; des tonnes de médicaments de toutes sortes ont été accumulées à Madagascar, mais les hôpitaux n'ont pratiquement pas été approvisionnés par ces dons ; par contre, on vend dans les marchés des médicaments au détail à des prix astronomiques.

M. de Barrin a retenu un montant de 20 000 francs malgaches par mois comme traitement moyen d'un petit employé. En réalité, la masse des salariés est payée entre 12 500 et 15 000 francs malgaches. A ces niveaux, on estime que le salaire couvre une semaine de dépenses pour la nourriture d'une famille de six personnes, chiffre moyen à Madagascar. De cette misère découlent des vols et des actes de banditisme généralisés dans toute l'île. Il est plus qu'imprudent de se risquer dans la rue avec des bijoux, même en plein jour ; toute voiture laissée sans chauffeur est volée ou dépouillée ; les femmes vont au marché toujours accompagnées. Un climat de violence règne partout et les troubles causés par les jeunes fanatiques TTS regroupés en camps par le gouvernement répandent la terreur à point nommé pour effrayer la population afin qu'elle se terre — et se taise.

Devant ce désastre, l'Eglise catholique, seule puissance pouvant se permettre de souligner les contradictions et de s'élever contre les mœurs policières, n'a pas manqué de mettre en garde l'Etat et de dénoncer les excès du régime, principalement depuis 1981, dans des lettres pastorales peu appréciées des autorités. Certains assassinats ou décès inexpliqués de prêtres se sont succédé ces dernières années. Faut-il y voir de simples coïncidences ? L'assassinat du supérieur des carmes, le Père Sergio Sorgon, le 7 janvier 1985, à quelques kilomètres de Tananarive, rappelle trop dans son déroulement l'assassinat du Père polonais Popieluszko pour que les autorités religieuses de Madagascar ne s'en inquiètent pas.

∴

D'autre part, un autre lecteur, M. Jean-Claude Gelineau, élève-officier à bord de la *Jeanne-d'Arc* en 1962-1963, soit à la même époque que M. Ratsiraka, nous écrit :

« Jacques de Barrin explique, en partie, l'attitude de M. Ratsiraka à l'égard de la République sud-africaine — « il y a des souvenirs qui marquent... » — *par le rappel de la cuisante humiliation qu'il aurait subie de la part des autorités de ce pays lors d'une escale de la* Jeanne-d'Arc *à Durban. Lors de la campagne 1962-1963, à laquelle M. Ratsiraka participait en qualité d'officier-élève, la* Jeanne-d'Arc *n'a fait aucune escale en Afrique du Sud ; le président malgache ne peut donc être marqué par le souvenir d'une quelconque humiliation. »*

A travers le monde

Costa-Rica

- **ARRESTATION DE L'ASSASSIN PRÉSUMÉ D'UN AGENT AMÉRICAIN.** — Le ministre de la sécurité a annoncé, jeudi 4 avril, l'arrestation de l'assassin présumé de l'agent américain du service de lutte anti-drogue (DEA), Enrique Camarena Salazar, qui avait été enlevé le 7 février dernier à Guadalajara et dont le cadavre torturé avait été retrouvé le 6 mars à El Mareno, au centre du Mexique. Le suspect, Rafael Caro Quintero, de nationalité mexicaine, est considéré dans son pays comme l'un des plus importants trafiquants de drogue. *(AFP.)*

Somalie

- **PLUS DE TROIS CENT MILLE PERSONNES MENACÉES PAR LE CHOLÉRA.** — La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a annoncé, vendredi 5 avril, à Genève, que plus de trois cent mille personnes sont directement menacées par l'épidémie de choléra qui sévit en Somalie et qui a déjà fait mille victimes. *« Il y a de plus en plus de malades, mais on signale moins de cas de décès »*, a toutefois précisé un porte-parole de la Ligue. — *(AFP, Reuter, AP.)*

Au secours du Danube

Grand seigneur

Ayant la bonne idée de couler d'ouest en est, le Danube n'est pas seulement le grand seigneur de l'Europe centrale. Il est aussi le lien qui unit des pays irrigués par une même culture, une histoire largement commune, avant d'être soumis à la division artificielle de l'après-guerre. C'est encore, tout simplement, une puissante et belle force de la nature, un courant vigoureux contre lequel luttent péniblement chalands et bacs, des berges encore sauvages — par endroits.

Il donne son âme, sinon à Vienne où, doublé par diverses dérivations, il n'est pas vraiment lui-même, du moins à Budapest, où il s'étale somptueusement entre la partie basse et la partie haute de la ville avant de poursuivre vers la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie le long voyage commencé dans le Wurtemberg allemand. Depuis longtemps, les hommes ont voulu faire de ce seigneur un domestique, mais c'est précisément aux alentours de ces deux capitales que certains projets sacrilèges semblent le plus près de réussir, mais aussi de mobiliser les plus fortes oppositions.

Le premier risque — celui de la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf, à l'ouest de Vienne, objet d'une bataille politique en Autriche — est peut-être le moins grave. Les adversaires du nucléaire, qui avaient dû payer le gel des installations — terminées dès 1978 — par l'édification, juste en face, d'une centrale classique hautement inesthétique, concentrent à présent leur attention sur la question des déchets nucléaires, après s'être inquiétés d'un réchauffement des eaux du fleuve.

Mais la grande affaire des Autrichiens, c'est désormais le projet de barrage de Hainburg, en aval de Vienne, qui sonnerait le glas de la dernière grande forêt alluviale d'Europe, asile à peu près impénétrable, parce que marécageux, pour des espèces d'oiseaux et de plantes en voie de disparition. En effet, à peine les bulldozers et les bétonnières avaient-ils terminé, à l'automne dernier, la construction d'un premier barrage hydro-électrique, en amont de la capitale (Greifenstein), que l'on voulut réutiliser aussitôt tout ce beau matériel pour se lancer à l'assaut de la forêt de l'Au.

Une idée redoutable

L'alerte fut très chaude, les défenseurs de la nature, Konrad Lorenz en tête, ne cachèrent pas leur écœurement, il y eut même de sérieuses bagarres, entre écologistes et policiers, avant que le chancelier Sinowatz ne se décide à renvoyer le début des travaux : mais rien n'est joué, et le temps semble travailler en faveur des « constructeurs ».

Même si, par miracle, il échappait à ce péril, le Danube ne serait pas au bout de ses peines. Dès qu'il franchit la frontière qui sépare l'Ouest de l'Est, le grand fleuve affronte de nouveaux dangers. Depuis les années 50 — époque bénie des projets colossaux destinés à transformer la nature en même temps que l'homme, — traîne dans les dossiers des responsables tchécoslovaques et hongrois une idée redoutable : celle d'un double barrage, construit en commun, associé à une dérivation du cours principal.

L'affaire est cependant coûteuse, complexe, riche d'implications politiques, et les dirigeants hongrois ne semblent pas vraiment partager l'enthousiasme pressant de leurs collègues de Prague de Bratislava.

HONGRIE

La grande pétition de la « vague »

Le plus important mouvement d'opinion hongrois échappant au contrôle du gouvernement n'est pas aujourd'hui pacifiste ou d'opposition démocratique, il est écologique. Avec quelque retard sur l'Occident, la Hongrie a enfin ses Verts.

Les écologistes se recrutent dans toutes les couches sociales, depuis les scientifiques jusqu'aux ouvriers, politisés ou non. Ils se reconnaissent à un badge représentant une vague bleue brisée et ont leur samizdat (littérature clandestine). Jamais aucune pétition n'a recueilli autant de signatures que la leur : plus de six mille. Pour réussir une telle mobilisation, il fallait un thème particulièrement puissant. Il l'est, puisqu'il s'agit du Danube. Ce fleuve, majestueux et gris, est source de fierté, d'identification nationale, car depuis leur sédentarisation, il est au cœur du territoire des Hongrois. Y toucher revient à porter atteinte à l'un des symboles de la nation. On peut l'embellir par des ponts, non le défigurer par des barrages.

La menace qui mobilise les écologistes regroupés en un cercle indépendant du Danube est, en effet, un ambitieux barrage à la frontière hungaro-tchécoslovaque. Ce n'est pas un projet récent, puisque les premières études datent de la période stalinienne, dans les années 50.

Budapest sans eau potable ?

L'exemple à suivre était d'ailleurs celui des grands barrages soviétiques. De là vient peut-être l'ampleur des travaux prévus dès cette époque. C'est un système d'usines d'éclusée qui a été retenu et non d'usines au fil de l'eau. Cela a son importance pour la suite du débat. Le cours du Danube doit être dérivé depuis Bratislava, sur une trentaine de kilomètres, le lit actuel n'accueillant plus qu'un mince filet d'eau. Deux centrales seront construites, l'une de 720 MW à Gabcikivo, du côté slovaque, l'autre de 160 MW à Nagymaros, en aval, du côté hongrois, dans la courbe du fleuve.

Le premier accord de construction a été signé en 1963, lorsque la Hongrie était loin d'être en situation de force vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Depuis lors, le contenu du projet n'a jamais été substantiellement modifié. Avec Husak, tout s'accélère, et en 1973 est conclu un accord d'investissement commun par la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Enfin un traité est signé entre les deux Etats en 1977.

Ce n'est qu'après le début des travaux, en mai 1980, que la Société d'hydrologie hongroise a communiqué aux autorités les résultats d'une enquête sur les conséquences du barrage pour l'écologie. Les conclusions négatives ne furent pas retenues dans le rapport définitif. Alors que les Tchécoslovaques, ayant probablement eu vent de cette enquête, poussaient les Hongrois à faire progresser les travaux, ceux-ci décidaient de les suspendre, en jugeant les investissements requis beaucoup trop lourds pour leur économie.

En même temps, un complément de recherches fut demandé au département des eaux. Les rapports succédèrent aux rapports. Intérêt des signataires, qui étaient aussi parties prenantes, ou autocensure ? Tous appuyaient le projet. Les experts soviétiques avaient largement participé aux travaux de conception et, s'il eût été relativement facile de critiquer les conclusions tchécoslovaques, il était beaucoup moins aisé de s'en prendre à l'ombre du grand frère. Malgré tout, l'alerte était donnée, et des voix de plus en plus nombreuses s'élevèrent contre le projet. Les critiques formulées sont de deux ordres : écologique et politique.

Avec la dérivation du cours normal du Danube, le niveau des couches aquatiques souterraines baissera de façon dramatique : de 4 mètres au moins sur 30 kilomètres carrés et de 1 mètre sur 200 kilomètres carrés. Cela remettra en cause tout l'équilibre de la couverture végétale naturelle (en particulier des forêts) et appauvrira considérablement une riche région agricole dont tout le système d'irrigation sera à revoir.

Encore plus grave : depuis longtemps, l'approvisionnement en eau potable de Budapest (20 % de la population du pays) et de sa région pose des problèmes. Avec le barrage, la qualité de l'eau diminuera encore. Ce fait est reconnu même dans les publications officielles. Or ni la Hongrie, ni la Tchécoslovaquie, ni même l'Autriche, qui a également son projet de barrage, n'envisagent de construire des stations d'épuration en nombre suffisant.

Ces critiques, d'ordre écologique, formulées souvent par des savants en renom, ont finalement été portées à la connaissance du public par le biais d'articles dans différentes revues. Par contre, celles dont le contenu est politique n'ont pu être publiées que dans la presse illégale.

Depuis le traité de Trianon, à la fin de la première guerre mondiale, le Danube forme — sur 30 kilomètres — la frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, la rive gauche étant tchèque et la droite hongroise. Avec la construction du canal de dérivé, la situation change : la frontière ne passe plus par une voie navigable mais par un mince filet d'eau. La Tchécoslovaquie acquiert ainsi, sans aucune contrepartie, 30 kilomètres de



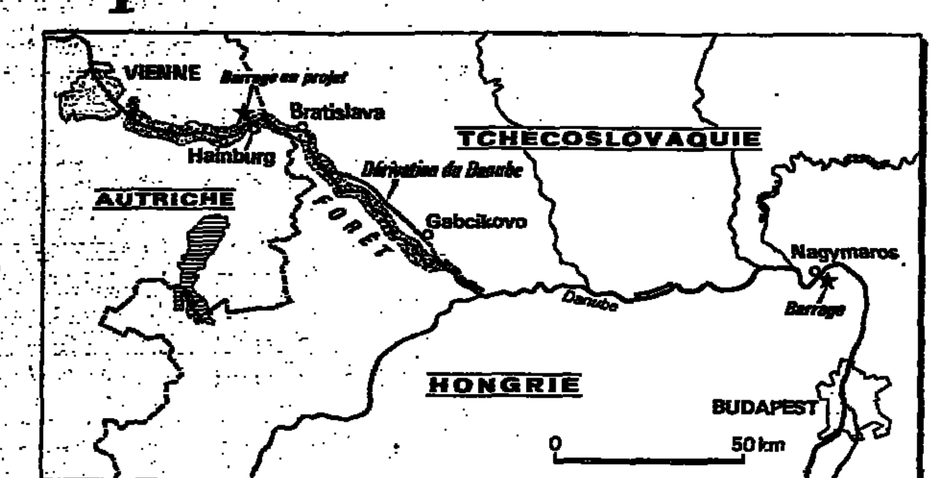
SZLAKMANN.

Le fleuve qui fit si longtemps valser Vienne
est toujours beau mais n'est plus bleu.
Menacé par des barrages sacrilèges,
il est en butte aux projets géants
des ingénieurs et des technocrates.
Mais un puissant mouvement d'opinion se dessine.
En Hongrie, il bouscule le gouvernement et le parti.
En Autriche, il menace la coalition.
Partout, les Verts veulent sauver leur Danube.

ou domestique ?

Surtout, en Hongrie, la menace a largement contribué à donner naissance à un mouvement écologiste assez important, naturellement plus ou moins lié aux mouvements d'« opposition », comme tout ce qui est indépendant en Europe de l'Est *(voir ci-dessous)*.

Logiquement — mais contre l'autre logique dites « des blocs », — cette conjonction de périls a suscité un rapprochement des écologistes de part et d'autre de la frontière. Symbole de cette communauté d'inquiétudes, une réunion inhabituelle a eu lieu à la fin mars à Budapest entre un représentant des écologistes hongrois, Janos Varga, et les chefs de file des écologistes autrichiens et suisses, Günther Nenning et Franz Weber. Ces deux derniers s'exprimaient en tant que représentants de Comité international pour Hainburg, créé tout récemment, et les entretiens portaient sur le projet hungaro-tchécoslovaque de Nagymaros.



Une rencontre nullement clandestine, puisqu'elle s'est tenue, en présence de journalistes autrichiens, dans un grand hôtel du centre de Budapest, à la veille de l'ouverture du congrès du parti hongrois. La rencontre s'est conclue, classiquement, par une résolution commune selon laquelle les Verts des trois pays *« se tiendront mutuellement informés des événements »* et essaieront, *« par des moyens pacifiques et non par des méthodes extrémistes »*, d'empêcher la construction des barrages de Nagymaros. Jusqu'à présent, ce projet — comme celui de Hainburg — a donc fait couler plus d'encre que de béton. Mais ce n'est peut-être qu'un sursis, et on aimerait n'avoir jamais à lire un jour ce bien mauvais titre : le Danube est mal barré.

JAN KRAUZE.

bleue »

voie navigable internationale, entièrement sous son contrôle, au long desquels la Hongrie ne peut construire ni port ni entrepôt.

Autre conséquence politique de la construction du canal : trois villages de Slovaquie seront entièrement isolés du reste du pays. Déjà les projets communs de 1973 envisageaient le départ progressif de leur population. Or nulle part il n'est précisé que cette population est hongroise. Il semble d'ailleurs que le sort de la minorité hongroise de Slovaquie soit utilisé par le gouvernement tchécoslovaque comme un moyen de pression sur la Hongrie pour la poursuite des travaux. Selon les opposants politiques au projet, l'idée de la construction d'un barrage au fil de l'eau n'a jamais été retenue par les Tchécoslovaques pour ces deux raisons. Pourtant, cette solution eût été bien meilleure, tant du point de vue économique qu'écologique.

En novembre 1983, MM. Janos Kadar et Gustav Husak s'engagent à poursuivre les travaux, en dépit d'un rapport officiel hongrois critiquant sévèrement le projet. C'est alors que s'organise vraiment le mouvement écologique en Hongrie. Le Cercle indépendant du Danube se constitue, regroupant de nombreuses personnes venant de milieux très divers et souvent peu intéressées par la politique ou une quelconque activité d'opposition. Une pétition, portant plus de six mille signatures — un chiffre très important pour la Hongrie, — a été remise au gouvernement en novembre 1984, apparemment sans soulever d'écho.

La paille et la poutre

Du côté tchèque aussi, des écologistes, soutenus par l'organe du parti *Rude Pravo*, s'élèvent contre la construction d'un barrage... mais malheureusement pas du même : *« conséquences négatives sur le Danube »*... *« la baisse du niveau du Danube va rompre l'équilibre écologique... et réduire les réserves d'eau potable des territoires longeant le Danube »*, écrivait, en effet, *Rude Pravo* en novembre 1984, à propos... de l'ouvrage projeté par les voisins autrichiens à Hainburg, non loin de la frontière tchécoslovaque. La paille et la poutre !

Toujours est-il que cette maladresse fournit de nouveaux arguments aux écologistes hongrois et donna peut-être à réfléchir — mais peut-on le savoir vraiment ? — aux autorités hongroises. En effet, dans une émission radiodiffusée le 11 février dernier, Matyas Szürös, secrétaire du comité central du parti, déclara : *« Le gouvernement hongrois prend à cœur le sort du pays et les problèmes d'environnement au moins autant que ceux qui trouvent matière à douter au sujet du barrage... Au moment de la signature de l'accord, nous ne pouvions mesurer les conséquences sur l'environnement tant en fonction des expériences étrangères que de l'expérience nationale. Aujourd'hui, nous voyons plus clair, et vraiment, vraiment, les problèmes de défense de l'environnement apparaissent de façon plus sérieuse et complexe. Maintenant, la parole est aux savants. Ils ont reçu pour mission d'étudier de façon complète, pour le milieu de cette année, les éventuelles conséquences nouvelles de la construction du barrage. »*

Ces propos, parfois interprétés à tort comme une renonciation au projet, ont immédiatement provoqué les protestations des Tchécoslovaques. Pourtant, ils ne remettent pas en cause la construction du barrage et passent absolument sous silence les nombreuses études précédentes sur le même sujet, pourtant souvent commanditées par le gouvernement. En supposant que les conclusions des savants soient à nouveau négatives, il est loin d'être acquis que le gouvernement recule.

En effet, la Compagnie nationale d'électricité autrichienne a conclu un accord avec la Hongrie et sera chargée d'une partie des travaux. Elle est même prête à accorder à Budapest un crédit de 8 milliards de schillings, remboursable en courant. Aide appréciable pour la Hongrie qui reculait plus devant le poids financier de l'entreprise que devant ses conséquences écologiques.

SUZANNE SATORY.

AUTRICHE

Méfiez-vous de la centrale qui dort !

De notre correspondante

Vienne. — Le débat sur l'énergie nucléaire se poursuit en Autriche, bien que le Parlement ait rejeté, récemment, une motion déposée par le Parti socialiste au gouvernement en vue d'un nouveau référendum sur la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf.

Opérationnelle depuis 1978, la centrale construite sur le Danube, à une quarantaine de kilomètres en amont de Vienne, a été abandonnée à un sort incertain à la suite d'une première consultation populaire qui avait donné de justesse la victoire aux adversaires du nucléaire.

Le 5 novembre 1978, l'Autriche avait été le premier pays à avoir pris le risque d'un référendum national sur le sujet controversé de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cette consultation avait eu pour effet d'empêcher de fonctionner une centrale de 730 mégawatts qui représente un investissement global de 10 milliards de schillings (1). Le gouvernement avait décidé d'entretenir les installations — ce qui coûte environ 50 millions de schillings par an — jusqu'au 31 mars 1985, dans l'espoir d'une mise en service ultérieure. L'approche de cette date a fait rebondir un débat qui divise de nouveau le pays et dont l'enjeu, au-delà du seul problème énergétique, est un choix de société.

Les partis divisés

Un rapport d'experts a confirmé que la centrale répond aux normes de sécurité internationales et, pour les partisans de l'atome civil, la question des déchets nucléaires — qui avait particulièrement ému les écologistes dans le débat précédant le premier référendum — est réglée. En effet, l'Union soviétique et la Chine ont offert à l'Autriche de prendre en charge ces déchets aux termes d'un contrat qui reste à négocier.

Sur le plan politique, la question divise le pays et les trois partis politiques représentés au Parlement. Le résultat négatif du référendum de 1978 a été renforcé en décembre de la même année par le vote d'une loi antinucléaire dont l'abrogation n'est possible que par un vote à la majorité des deux tiers des députés (qui suppose donc l'appui des trois partis).

Pour le Parti socialiste du chancelier Fred Sinowatz, un nouveau référendum — qui, selon les sondages, donnerait une majorité de « oui » au nucléaire — est justifié non seulement en raison des sommes investies dans le projet de Zwentendorf, mais aussi pour réduire la dépendance de l'Autriche (le pays importe 70 % de son énergie sous forme de pétrole, de gaz et de charbon) et... pour pouvoir fermer de vieilles centrales thermiques responsables à un haut degré de la pollution de l'air.

La ligne des socialistes est claire et l'opposition antinucléaire au sein du parti est *« Quantité négligeable. »* Le Parti populiste (opposition) a une attitude plus ambiguë : favorable au principe de l'utilisation pacifique de l'atome, il estime les mesures de sécurité insuffisantes à Zwentendorf, et il souligne que la question des déchets nucléaires n'est pas résolue. La signature d'un accord avec l'URSS sur les déchets nucléaires pourrait poser des problèmes à l'Autriche, estiment les populistes, du fait que le transfert des éléments combustibles demanderait un accord des Etats-Unis qui les ont fournis. M. Alois Mock, chef du Parti populiste, a cependant eu beaucoup de mal à préserver la discipline de vote de ses députés dont une grande partie, proche des milieux industriels, s'est prononcée ouvertement pour l'énergie nucléaire.

La clef du problème est détenue par les libéraux qui participent depuis 1983 à la coalition gouvernementale avec les socialistes. Hostiles à l'énergie nucléaire, ils ont refusé de soutenir leurs partenaires sur l'idée d'un référendum. Le Parti populiste n'a pas laissé passer cette nouvelle occasion de souligner les divisions de la coalition socialo-libérale, durement mise à l'épreuve dans les trois derniers mois par l'affaire Reder-Frischenschlager (2) et l'abandon — temporaire — du projet de construction de la centrale hydro-électrique de Hainburg.

WALTRAUD BARYLI.

(1) Un schilling vaut environ 50 centimes.

(2) Le ministre de la défense, M. Frischenschlager, libéral, avait pris l'initiative d'accueillir, à sa descente d'avion, le criminel de guerre Reder, qui venait de purger une longue peine de prison en Italie.

LE VOYAGE EN ASIE DE M. LAURENT FABIUS

Le premier ministre laisse entendre que Paris ne reconnaîtra pas Pyongyang sans l'approbation de Séoul

De notre envoyé spécial

La France souhaite reconnaître la Corée du Nord mais ne le fera pas sans l'approbation de Séoul, a indiqué M. Laurent Fabius, cité par l'AFP, dans une interview, vendredi 5 avril, à la télévision sud-coréenne. Le premier ministre, qui sera dimanche le premier chef de gouvernement français à se rendre à Séoul, a dit : *« Nous souhaitons avoir des rapports avec tous les Coréens, mais nous voulons le faire dans des conditions qui soient acceptables par tous. »*

« Bain de modernité » à Singapour

Singapour. — M. Laurent Fabius devait terminer, dimanche matin 7 avril, sa visite de deux jours à Singapour avant de se rendre à Séoul. Dès samedi, cependant, le premier ministre ne cachait pas sa satisfaction d'avoir pu prendre *« un bain de modernité »* dans cette ville-Etat de deux millions et demi d'habitants dont tous les efforts sont canalisés depuis l'indépendance vers le développement du commerce et de l'industrie de pointe.

Lors du dîner offert vendredi en son honneur par le « père » de Singapour, le premier ministre Lee Kuan Yew, M. Fabius n'a pas manqué d'ailleurs de rendre hommage au *« développement économique et social accompli en un quart de siècle par Singapour (...) Reconvertir les secteurs industriels à faible valeur ajoutée, favoriser la recherche scientifique ainsi que l'apparition des industries du futur, en un mot moderniser afin d'améliorer le bien-être des hommes, n'est-ce pas là précisément l'objectif prioritaire de mon gouvernement pour la France ? »* a-t-il notamment déclaré après avoir laissé clairement entendre que Paris avait peut-être commis une erreur en privilégiant à l'excès *« ses étroites relations, officielles ou non, avec les dirigeants ainsi qu'avec des personnalités des trois Etats qui composent ce qu'il était convenu d'appeler l'Indochine »*.

C'est un langage qui est allé droit au cœur des autorités de Singapour qui sont dans les plus mauvais termes avec le Vietnam, notamment à propos de l'affaire cambodgienne et qui ont souvent reproché à la France ses relations avec Hanoï.

Tout au long de cette visite, ce sont cependant les relations économiques — bilatérales, mais aussi entre l'ASEAN (1) et la CEE — qui ont dominé. Un bref rappel du programme de M.. Fabius suffit à le prouver : tour du port de Singapour (la principale ressource de ce petit pays) en bateau, visite de l'Institut franco-singapourien d'électro-technologie, visite d'un chantier des Grands Travaux de Marseille, déjeuner ce samedi avec la fédération des chambres de commerce et d'industrie, dîner le même jour avec l'association des hommes d'affaires français...

M. Fabius a également eu deux entretiens politiques, l'un avec M. Goh Chok Tong, vice-premier ministre et, dit-on, successeur probable de M. Lee Kuan Yew : l'autre avec le premier ministre dont l'empirisme très « matter of fact » a particulièrement séduit M. Fabius.

Aucune retombée directe

Vendredi, également, le premier ministre s'est adressé à la communauté française de Singapour, réunie à la résidence de l'ambassadeur, pour la *« remercier »* de ce qu'elle fait et *« non pas pour me faire remercier d'être venu »*. Le premier ministre a été particulièrement bien reçu par ces hommes d'affaires, — qui résident à Singapour pour des raisons pratiques, mais qui « couvrent » pour la plupart toute l'Asie du Sud-Est, — sensibles à l'aspect pratique et pragmatique du langage qui leur était tenu.

Dans l'entourage de M. Fabius on n'attend aucune retombée directe de ce voyage, mais on espère que le premier ministre, qui est accompagné par une imposante délégation de chefs d'entreprises françaises, aura donné un visage plus déterminé de la France, apte à relever les défis japonais, américain et, dans une moindre mesure, britannique (Mme Thatcher succèdera ici, en visite officielle, à M. Fabius, dès dimanche).

Singapour, auquel la France espère bien aussi vendre des armes (le sujet a été abordé par M. Fabius avec M. Goh Chok Tong) pour renforcer encore une armée déjà imposante, pourrait également se révéler un précieux intermédiaire pour la conquête de certains marchés chinois : bien que résolument pro-occidental et anticommuniste, le régime singapourien a multiplié ces derniers temps les contacts commerciaux avec Pékin et certains hommes d'affaires locaux se proposent de servir de « pivots » pour d'importants investissements en Chine. Singapour vient de « prêter » à Pékin un de ses anciens ministres pour superviser la création de nouvelles zones de développement économique décidée par la Chine.

JACQUES AMALRIC.

(1) L'ASEAN regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et Brunei.

Cambodge

M. Son Sann rejette les propositions de Phnom-Penh

De passage à Paris en route pour Washington, M. Son Sann, président du Front de libération nationale du peuple khmer (FLNPK), s'est prononcé vendredi 5 avril pour le maintien de la coalition nationaliste khmère hostile au gouvernement provietnamien de Phnom-Penh jusqu'au retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge. Il répondait ainsi au premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen, qui s'est dit *« toujours prêt »* à rencontrer le prince Sihanouk à condition qu'il se dissocie des khmers rouges appartenant également à la coalition nationaliste (*le Monde* du 3 avril).

Recevant cette semaine à Phnom-Penh un groupe de journalistes, dont notre collaborateur James Burnet, M. Hun Sen a exposé la stratégie de son gouvernement dans la crise cambodgienne et les grandes lignes de sa politique de réconciliation à l'égard du prince Sihanouk et de son premier ministre, M. Son Sann. Estimant que d'ici trois ans la crise cambodgienne peut se résoudre d'elle-même sans solution négociée, il a mis en garde le prince : *« La période 1985-1987 est très importante pour Sihanouk dans le choix qu'il va opérer. S'il veut revenir après que le problème kampuchéen se fut réglé de lui-même, il sera considéré comme prisonnier de guerre. »* Au-delà de cette échéance, la situation *« sera plus qu'irréversible »*. *« Au cas où il n'y a pas de solution politique, nous sommes décidés à n'accorder aucune concession si minime soit-elle aux deux autres composantes »* (de la coalition), a-t-il déclaré.

Evoquant par ailleurs l'avenir du régime politique actuellement en place à Phnom-Penh dans l'hypothèse d'un retour du prince Sihanouk et de M. Son Sann, M. Hun Sen a assuré qu'*« un individu, parmi sept millions de Cambodgiens, n'a pas le droit de demander un changement de régime politique et économique »*. *« Néanmoins*, a-t-il ajouté, *nous ne rejetons pas la possibilité d'une discussion pour envisager ce que nous pourrions mieux faire. La porte est close mais elle n'est pas fermée à clé et on peut encore l'ouvrir. »*

A Paris, M. Son Sann a commenté ces propos : *« Les Vietnamiens cherchent à nous dissocier, à faire sauter le gouvernement de coalition*, a-t-il dit. *Je ferai tout ce qui est possible pour que le gouvernement de coalition dure jusqu'au retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge. »* Pour M. Son Sann, la démarche diplomatique actuelle de Hanoï constitue *« une manœuvre »* que les *« Vietnamiens renouvellent chaque année pour faire croire qu'ils sont des gens raisonnables »*. Enfin, il ne pense pas que le *« dégel apparent »* entre Pékin et Moscou s'opérerait *« sur le dos des Cambodgiens »* (*le Monde* du 6 avril).

Étranger

JAPON

« Mi-temps » à journée pleine

Le travail à temps partiel, qui permet de concilier l'activité extérieure et la vie familiale, passe pour convenir aux femmes. Pour les Japonaises, il en va tout autrement. Leur « mi-temps » (très mal payé) atteint parfois quarante-huit heures par semaine !

De notre correspondant

Kawasaki (banlieue sud de Tokyo). – Au bord d'une cité-dortoir, réservoir d'épouses esseulées du matin au soir, visite d'un sous-traitant lié à une multinationale japonaise. Ici, et dans trois autres unités, des travaux d'assemblage simple pour machines complexes occupent 200 femmes, dont 180 à « temps partiel ». Horaire : de 8 h 30 ou 9 heures jusqu'à 17 heures. Salaire : 530 yens (20 F) l'heure plus 100 yens (4 F) pour « contribution » au repas. Dans la ville la plus chère du monde, c'est le tiers du prix... d'un café.

Mme Minowa, vingt ans de temps partiel dont neuf passés ici, fait des points de soudure sur des plaquettes de circuits intégrés huit heures par jour, six jours par semaine. Cinquante ans, et jamais titularisée. Pas d'assurance, ni de retraite, ni de syndicat. Pas un jour de congé payé. Sans doute jamais une plainte. Pourquoi ? *« C'est bien comme ça. Chez moi, je n'aurais rien à faire. Mon mari est taxi »*, dit-elle – sous l'œil du patron.

« Vu l'environnement, la concurrence et l'absence de règlements, nous ne pouvons pas faire mieux. C'est pareil partout. Ici les conditions sont plutôt meilleures. Les femmes restent plus longtemps. D'habitude elles s'en vont pour 10 yens (40 centimes) de plus ailleurs », dit le directeur adjoint, M. Minohara. Le chiffre d'affaires de la Takane Electronics, qui travaille pour Canon, a pourtant passé de 2 millions à plus de 10 millions de dollars entre 1977 et 1984.

Résidus du passé, exceptions à une règle par ailleurs modèle ? Non pas : il s'agit d'un phénomène économique et social banal au Japon. Plus que jamais. Voyez même du côté de l'Etat. Ses ministères regorgent de jeunes femmes à temps « partiel »... huit heures par jour. Confinées dans des tâches subalternes jusqu'à l'âge de l'inévitable sortie nuptiale, ces demoiselles, parfois diplômées, servent humblement le thé et font des photocopies. Elles gagnent bien moins que des titulaires, et bien peu pour Tokyo.

Des statistiques viennent périodiquement illustrer une pratique qui répond sans doute à une évolution de l'emploi féminin au Japon, mais qui favorise en même temps la discrimination et permet aux employeurs d'économiser des milliards : le *parto timu*. Perversion de l'anglais *part time*, l'expression dit plutôt mal ce qu'elle suggère en version originale. Un faux ami : le mi-temps, ici, c'est souvent du plein temps, parfois plus.



FRANCHINI

Les « parto timu »

Faute de travailleurs immigrés, bannis de son univers d'homogénéité raciale, le Japon augmente sa compétitivité non seulement sur le dos des robots mais aussi sur celui des femmes et des personnes âgées. L'affaire est rarement présentée ainsi, et sans doute l'offre, la demande et l'amour invétéré du travail jouent-elles ici leur rôle. Mais l'absence d'autres choix, la dureté des temps et celle des cœurs, l'endettement, l'éclatement des familles pensions de misère, contraignent plusieurs millions de Japonais à travailler au rabais. Ce sont eux, ce sont elles, qui peuplent les sous-catégories du « modèle ».

Officiellement, environ 65 % des entreprises japonaises emploient des *parto timu*. Les PME entendent y avoir de plus en plus recours, notamment les manufactures, le commerce et les services, déjà gros consommateurs de petites mains à bas prix. Là, le nombre des employés réguliers décroît, celui des temps partiels a triplé.

Côté employés, on trouve de plus en plus fréquemment, chez les jeunes femmes de dix-huit à vingt-cinq ans et chez les femmes mariées de trente-cinq à cinquante ans (partiellement libérées des tâches maternelles et domestiques), un désir de travailler. Mais pas de faire n'importe quoi à n'importe quel prix. Pourtant, aujourd'hui, beaucoup acceptent des emplois, salaires et conditions de travail plutôt médiocres et parfois misérables. Mais elles n'ont guère le choix ; nécessité fait loi.

Cette situation, qui va en s'accentuant, tient à trois facteurs : discrimination massive, croissance ralentie et politique d'austérité prolongée. Pour le Japonais moyen, cela se traduit par une stagnation du revenu, une baisse de l'épargne et un accroissement de l'endettement. Dans un pays qui reste largement convaincu que la place de la femme est à la maison, celles qui travaillent le font d'abord pour équilibrer le budget du ménage et rembourser les dettes. Rarement par désir d'émancipation.

Cela dit, les femmes à plein temps ne sont pas non plus, ou rarement, des employées standards ou statutaires, contrairement aux hommes. Comme on attend – comme on exige – qu'elles quittent pour de bon la place à l'âge du mariage, elles ne bénéficient généralement d'aucune garantie d'emploi. La modicité de leurs salaires (50 % de ceux des mâles à poste égal), la parcimonie des avantages sociaux (quand ils existent) et l'extrême difficulté de faire carrière font déjà de cette majorité une immense sous-catégorie. Parmi ces femmes, plus du quart sont d'ailleurs répertoriées comme « employées non ordinaires ». 75 % des grandes compagnies n'embauchent que des diplômés masculins. Selon le ministère du travail, 12 000 femmes seulement (sur 14,5 millions) « font une carrière ». Mais, signe des temps, près de 20 % souhaiteraient en avoir la possibilité...

L'âge moyen des ouvrières à temps partiel est de quarante-deux ans et leur horaire hebdomadaire de 33 heures pour cinq jours et demi de labeur. Ce sont là des moyennes. Selon Mme Shibayama, un sondage effectué à Osaka auprès de 20 000 femmes a fait ressortir que 32 % travaillaient de 40 à plus de 48 heures par semaine. Les conditions de travail sont souvent pénibles, mais la majorité s'en accommode. L'esprit *« shoganai »* (« on n'y peut rien ») prédomine, le féminisme ne fait pas recette, le droit individuel reste ténu ; sauf exception, les syndicats sont complices. Comment, alors, revendiquer ne fût-ce qu'un minimum ? La moyenne horaire est l'équivalent d'une vingtaine de francs, le salaire mensuel de 1 500 à 3 000 francs. Au même âge, un salarié masculin moyen gagne de quatre à cinq fois plus. A horaire égal, l'ouvrière à temps partiel gagne aussi moins qu'une ouvrière à plein temps. Or celle-ci ne touche jamais qu'un demi-salaire...

Céder sur la forme

Dans un pays où le coût de la main-d'œuvre est déjà inférieur de moitié à ce qu'il est en Europe, on mesure les économies que permet l'emploi des femmes : elles coûtent moins cher au Japon que le travailleur immigré en Occident. Il en va de même pour bien des personnes âgées, qui doivent continuer à travailler pour subsister. Officiellement, 40 % des Japonais et 16 % des Japonaises travaillent au-delà de soixante-cinq ans. Les pourcentages sont de 5,5 et 2,5 en France. *« Il serait désirable que les employés à temps partiel dont l'horaire de travail est similaire à celui des titulaires aient des salaires et des conditions de travail plus comparables à celles de ces derniers »*, remarquait tout uniment un quotidien japonais.

La presse attire actuellement l'attention sur les aspects les plus choquants du problème, et il n'est pas inutile, pour mesurer l'écart entre les apparences et la réalité, de savoir qu'au moins 25 % des temps partiel font en fait du plein temps. Hélas ! Les journaux sont loin de pratiquer ce qu'ils suggèrent. Chez eux aussi la femme est souvent un élément « non ordinaire ».

Les syndicats, peuplés de salariés dont les avantages tiennent à l'exploitation d'employés temporaires, n'ont pas de ces indignations.

Le problème, bien qu'il ne fasse l'objet d'aucune législation spécifique, n'est pas récent. On se contente de l'éluder par des « recommandations administratives » du genre : *« Il est souhaitable que les règles de travail soient énoncées par l'employeur »* (statistiquement la moitié ne s'en donnent pas la peine) ; les entreprises *« devraient observer la loi sur le salaire minimum »* ; *« ceux qui travaillent toute l'année cinq ou six jours par semaine devraient bénéficier des jours légaux de congés payés »* (minimum six). Il est jugé « souhaitable » de fournir des cartes de travail et des examens médicaux. Le ministère *« souhaite »* faire bénéficier de l'assurance maladie *« ceux qui travaillent les trois quarts ou plus du temps travaillé d'un employé à temps plein »*.

Pas de contraintes, pas de sanctions. Les autorités, tenues de ratifier en 1985 la convention de l'ONU sur l'abolition de la discrimination envers les femmes et de mettre leur législation au diapason, se refusent à sévir. Le premier ministre, M. Nakasone, se référant à l'histoire et à l'organisation sociale, l'a dit lui-même devant la Diète. Cela peut sembler paradoxal, venant d'un dirigeant dont l'un des slogans est de faire des Japonais (mais peut-être pas des Japonaises) des *« citoyens internationaux »* ; cela se comprend pourtant.

S'il fallait commencer à appliquer la loi, on n'en finirait pas ! D'abord, la discrimination sexuelle demeure la règle et non l'exception au Japon. Ensuite, le patronat est parti en guerre contre la législation « étrangère », jugée contraire aux bonnes mœurs, aux mentalités et à la compétitivité locales. Promotion d'un droit universel contre promotion des produits nippons : à chacun ses priorités.

Cela étant, pour satisfaire à la fois l'ONU et son patronat, le Japon dispose d'une tactique éprouvée : céder sur la forme sans toucher au fond. La Constitution (elle aussi imposée par l'étranger) pourrait servir de référence. Voilà trente-huit ans que la non-discrimination y est inscrite et autant d'années qu'elle est, si l'on peut dire, allégrement violée. Même à l'ombre de nouvelles lois, la « promotion » féminine à « temps partiel » et, bien entendu, la compétitivité devraient encore connaître de beaux jours.

R.-P. PARINGAUX.

PAKISTAN

Les enfants maudits du Prophète

Ils sont quatre millions au Pakistan, Etat islamique pur et dur, à se cacher pour survivre. Hérétiques aux yeux des autorités, ils sont désignés à la vindicte populaire. Tout comme les bahaïs en Iran, où règne un autre islam intolérant.

De notre envoyé spécial

Lahore. – Ils croient que Jésus-Christ n'est pas mort sur la croix, mais qu'il s'est éteint tranquillement, en famille, à cent vingt ans, dans un coin perdu du nord de l'Inde. Pour eux, Mahomet n'était pas tout à fait le dernier des prophètes. Il eut un successeur, un messie, nommé Mirza Ghulam Ahmad, né en 1838 dans le Pendjab indien, et mort en 1908 dans la même région.

Blasphèmes ? Ce sont là, en tout cas, deux des croyances essentielles des ahmadis. Une secte étrange de dix millions d'âmes, s'il faut en croire les docteurs de la foi, dont quatre millions, ici, au Pakistan.

Officiellement « hérétiques »

Cinq prières par jour en direction de la sainte Mecque, ablutions réglementaires, ramadan rigoureux : les disciples du « messie indien » observent scrupuleusement tous les rites musulmans sunnites. Ils ne prétendent rien retrancher au Coran, ils se veulent réformistes, à l'avant-garde de l'islam.

Les mollahs, qui soutiennent le régime militaro-islamique du général Zia Ul Haq, et les fondamentalistes enragés, qui trouvent sa version de l'ordre « musulman » encore trop « molle », haïssent les ahmadis et montent périodiquement les populations contre eux. Leurs mosquées sont attaquées et parfois brûlées, les occupants molestés et parfois tués, leurs notables conspués, et leurs enfants, dans certains établissements scolaires, sont mis à l'écart, séparés des autres pour cause d'« impureté ».

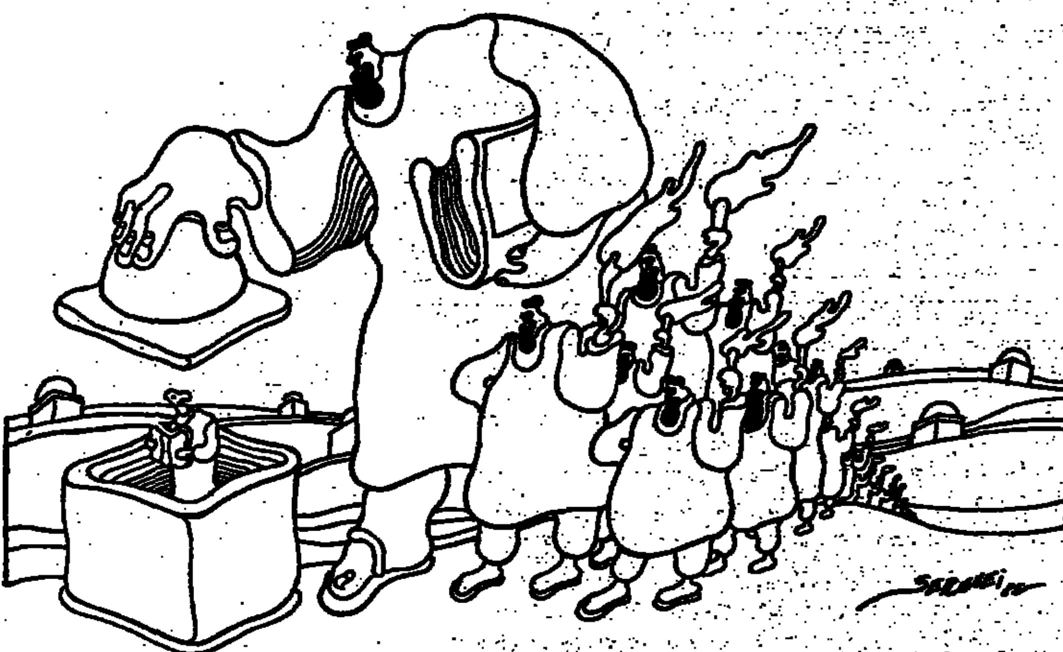
Pour le musulman de base, mis en condition par ses mollahs, la communauté tout entière est pestiférée. Aujourd'hui, terrifiés, les ahmadis se cachent, et beaucoup dissimulent leur foi. Mais leurs ennuis ne datent pas d'hier. Deux fois déjà, en 1953 et en 1974, la secte a frôlé l'anéantissement pur et simple.

Humiliations, pillages et même début de pogroms, rien ne lui fut épargné. C'est pour elle, *« à cause d'elle »*, selon ses ennemis, que le Pakistan connut, dès 1953, six ans après la création du pays, sa première version de la loi martiale (appliquée alors à la seule province du Pendjab). Vingt et un ans plus tard, nouvelles explosions de haine religieuse : en quelques jours, on dénombrera cinquante-neuf morts et plus de deux cents blessés. C'est alors qu'Ali Bhutto, le très populiste premier ministre de l'époque, cédant aux hurlements des loups, fit voter au Parlement la première mesure discriminatoire à l'encontre de la secte. Amendement « scélérat » à la Constitution, qui faisait des ahmadis une communauté « hérétique ».

Au regard de la loi, les fidèles d'Ahmad n'étaient plus des musulmans. Tous les partis politiques et toutes les organisations religieuses approuvèrent la mesure. Double et cruelle ironie du destin : les ahmadis avaient toujours fidèlement soutenu le parti d'Ali Bhutto. *« Tout cela*, nous a dit Mahmoud, un des grands prêtres de la secte, rencontré en catimini, dans un innocent bureau d'import-export, *avait été prophétisé. Il avait été annoncé qu'un dirigeant nous trahirait et ferait de nous des kafirs* (impies) *et qu'ensuite cet homme serait puni »*. Ali Bhutto fut pendu cinq ans plus tard.

Fondée en 1890 – Ahmad avait attendu l'âge de cinquante-deux ans avant de révéler sa mission – la secte avait d'abord prospéré dans le village natal de son créateur, Qadian, dans le Pendjab indien. Lors de la grande et sanglante partition de 1947, Qadian, malheureusement, resta du côté hindou.

Un quartier général mondial fut créé, à partir de rien, à Rabwah, une petite ville du Pendjab pakistanais. On ne laissa à Qadian qu'un petit groupe de fidèles (trois cents personnes, mille cinq cents aujourd'hui) pour entretenir les deux très belles mosquées bâties au cours des années précédentes. Or jamais les qadianis n'eurent à souffrir, en Inde, de la moindre vexation. Au Pakistan, en revanche, le pire est sans doute encore à venir.



SERGUEI

Accusés de trahison

Depuis fin avril 1984, une ordonnance, signée du général Zia, ne fait plus seulement d'eux des infidèles mais des traîtres en puissance. Longtemps, on avait cru – et l'on croit encore – au Pakistan que les ahmadis étaient une diabolique création des colonialistes anglais, plantée, à dessein, dans le *« nouveau cœur de l'islam »* pour l'affaiblir. Aujourd'hui, on accuse plutôt les dévots d'Ahmad d'être des *« agents sionistes »*, des conspirateurs, à la solde de l'État hébreu.

Plusieurs mollahs, et non des moindres, réclament périodiquement la confiscation de leurs mosquées et de leurs biens, ainsi que l'éviction de leurs disciples des emplois de fonctionnaire, qu'ils occupent, paraît-il, en grand nombre et à de hauts niveaux.

Le célèbre mollah Mansoor Ahmad Chinioti a sommé le gouvernement, au cours d'un sermon en décembre, de déclarer *« les chiens qadianis »* coupables d'apostasie.

Pour l'instant, le général-président résiste, jugeant sans doute qu'il est allé assez loin dans la voie des vexations. Il est vrai qu'il avait dû lui-même, dont l'orthodoxie est pourtant notoire, se défendre publiquement d'être qadiani. Aux termes de l'ordonnance prise en avril, les ahmadis ne peuvent plus propager leur foi : appeler à la prière du haut de leurs minarets *(azan)*, utiliser le mot mosquée pour qualifier leurs temples, employer d'une manière générale la terminologie islamique, etc., tout cela leur est dorénavant interdit. Se référer à « Allah le Miséricordieux » quand on est qadiani relève désormais du délit pénal.

Dans plusieurs villes et villages, la police, armée de burins et de marteaux, efface les versets du Coran finement sculptés sur les arcades des mosquées ahmadies. Plusieurs entreprises refusent déjà d'enregistrer le prénom Mohamed porté par certains de leurs employés sous prétexte qu'*« qu'un impie ne peut porter le nom du prophète »*. L'inquisition est en marche.

Depuis mai, tous les imprimés gouvernementaux – demandes d'emploi, de passeport, de carte d'identité ou d'électeur – comportent désormais, pour ceux qui se déclarent musulmans, une clause supplémentaire rédigée comme suit : *« Je crois à l'absolu caractère final de Mahomet, la paix soit sur lui, dernier des prophètes. Je ne reconnais le droit à personne de se proclamer prophète ni ne reconnais tel prétendant comme un réformateur religieux ni comme un musulman. Je considère Mirza Ghulam Ahmad, le qadiani, comme un imposteur et ses partisans comme des non-musulmans. »*

Aucun ahmadi ne peut évidemment signer un texte aussi infamant pour ses croyances. Peu à peu, ils sont donc contraints de révéler, au chapitre « religion » des formulaires, qu'ils sont bel et bien qadianis. Ceux qui détiennent d'anciens documents d'identité frappés de la mention *« musulman »* sont invités à les *« faire corriger »*. Peine encourue pour les contrevenants à cet ordre, comme à toutes autres provisions de l'arrêt présidentiel : trois ans de prison et/ou une amende d'un montant illimité.

Cette dernière imprécision, prédit Mahmoud, le qadiani de Lahore, *« leur permettra de saisir tous nos biens quand ils le voudront »*. Et il y a beaucoup à prendre, car les ahmadis sont, dans l'ensemble, prospères.

Comme d'autres communautés persécutées de par le monde, les qadianis s'entraident. Le taux d'alphabétisation parmi les membres de la secte serait de 100 %. *« Un record sans équivalent dans aucune autre communauté musulmane de la planète »*, nous dit fièrement Mahmoud.

Comme si leur savoir devait les sauver et justifier, aux yeux d'une population dont l'intolérance est cultivée par l'Etat, ce que celui-ci appelle *« la dangereuse germination de la graine ahmadie »*.

PATRICE CLAUDE.

France

LE DÉPART DE M. ROCARD ET LE DÉBAT SUR LA PROPORTIONNELLE

LA PASSATION DE POUVOIRS A M. NALLET

« Monsieur le ministre, mon cher Henri » « Monsieur le ministre et cher Michel »

La salle à manger du ministère, en l'hôtel de la rue de Varenne, était noire de monde, le vendredi 5 avril. Photographes, radio-reporters et cameramen se bousculaient pour saisir l'événement : le départ de Michel Rocard du ministère de l'agriculture, et l'arrivée de M. Henri Nallet.

A son successeur — *« Monsieur le ministre et cher Henri »*, Michel Rocard s'est adressé avec émotion, l'assurant que sa décision de quitter le gouvernement n'avait pas de motif agricole, avouant que s'il avait hésité à la prendre, c'est parce que dans ce ministère *« si vivant et attachant, enraciné dans les choses de la vie »*, il y avait des travaux qu'il n'avait pas eu le temps de terminer. L'ancien ministre s'est félicité du choix du président de la République, car *« sur les dossiers majeurs, il y a concordance de vue »* avec le nouveau. Le pouvoir passe dans la continuité, il n'y aura pas de la part de Michel Rocard *« de planches savonnées »* ; de même Henri Nallet pourra conserver, s'il le veut, ceux de ses collaborateurs qui le souhaitent. Dans ce court testament, un seul regret : *« la relative indifférence, méconnaissance, que le corps administratif français éprouve à l'égard de l'agriculture »*.

« De mon poste à l'Elysée, j'ai pu mesurer l'exceptionnelle qualité de votre travail », a répondu en substance Henri Nallet, qui avait commencé son allocution par *« Monsieur le ministre et cher Michel »*. Le nouveau ministre s'est déclaré sans illusions sur les difficultés qui l'attendent, mais a relevé le côté exaltant de cette tâche : *« L'agriculture est un secteur essentiel à la vie de notre société, par ses performances remarquables à l'exportation et parce qu'elle est composée d'hommes et de femmes fiers de leur métier. Mon ambition sera de les servir, en concertation avec les organisations agricoles qu'ils se sont données, que je connais et que je respecte. »* Le nouveau ministre a encore indiqué que M. Souchon, désormais ministre délégué, conservait sa responsabilité pleine et entière sur la forêt et la filière bois, mais qu'il travaillait directement aussi avec lui sur l'ensemble des dossiers. Pour finir, coup de chapeau à l'administration, largement représentée à cette cérémonie, lui demandant *« d'être, s'il est possible, encore et davantage à la disposition de l'agriculture et des agriculteurs »*. Puis, comme le veut l'usage, Henri Nallet remit à Michel Rocard les insignes de commandeur dans l'ordre national du Mérite agricole.

J. G.

Point de vue

Confusions

par JACQUES BARROT (*)

A douze mois du terme, le pouvoir aux abois a cherché une sortie. Devant la perspective de voir le scrutin majoritaire doter l'alliance UDF-RPR d'une majorité stable et durable, le président a opté pour la proportionnelle intégrale. Sans doute, par ce choix, François Mitterrand estime-t-il en outre favoriser un compromis entre des socialistes assagis et certaines forces de l'opposition pour asseoir la cohabitation. Et pour justifier sa position, il aura beau jeu de prétendre qu'il entend ainsi tempérer les excès de la bipolarisation.

Ce calcul peut paraître habile : il est en fait très périlleux, car il introduit au sein de la vie nationale et locale des éléments de confusion et de discorde. Le recours à la proportionnelle pour les élections nationales et régionales va provoquer une série de dysfonctionnements dont la gravité ne doit pas nous échapper.

Premier danger : le dysfonctionnement entre pouvoir présidentiel et pouvoir parlementaire. L'élection du président de la République au suffrage universel acquise par un scrutin majoritaire à deux tours pérennise la bipolarisation puisqu'elle exige la présence de deux candidats au second tour. Comment ce mode d'élection peut-il s'accommoder d'une proportionnelle intégrale pour désigner les députés ? Les deux pouvoirs obéiront ainsi à deux logiques différentes. On plaint le gouvernement qui devra essuyer les plâtres d'un tel régime, ballotté entre deux interlocuteurs obéissant à des règles divergentes.

Deuxième danger : le dysfonctionnement entre les pouvoirs locaux. Ne nous annonce-t-on pas des élections régionales au suffrage universel avec la règle proportionnelle au moment où l'on vient d'installer des exécutifs de conseils généraux, purs produits du scrutin majoritaire ? On est prêt à se lancer dans cette nouvelle aventure sans avoir mesuré l'exacte portée de la décentralisation. Auparavant, le département était pratiquement régi par un régime de séparation des pouvoirs : d'un côté une assemblée délibérative, le conseil général ; de l'autre, l'exécutif, qui pour l'essentiel était assumé par le préfet. La loi de décentralisation modifie considérablement cette situation. En confiant au président et à l'exécutif départemental d'importants pouvoirs, elle les oblige à s'appuyer sur une majorité stable. Les non-inscrits sont contraints, on l'a vu, de se ranger soit dans la majorité, soit dans la minorité. Or ce régime départemental où la bipolarisation s'est accrue devrait, selon les vœux élyséens, cohabiter avec une région qui fonctionnerait, elle, avec des majorités composites, fugitives, héritées d'un scrutin porportionnel ! Non seulement nous aurions en France quatre étages décisionnels, mais ces pouvoirs obéiraient à des logiques totalement différentes. Est-ce vraiment raisonnable de cumuler ainsi tous les facteurs de confusion ?

Cartes sur table

Si tant est que la décentralisation d'une part, les excès de la bipolarisation d'autre part, exigent des adaptations, alors il faut mettre les cartes sur la table et réfléchir sur l'ensemble du dispositif institutionnel. Si l'on veut conserver le bénéfice principal de la V[e] République, à savoir un exécutif présidentiel fort et stable, et faire élire en même temps une Assemblée à la proportionnelle, alors il faut en tirer les conséquences et envisager un régime de séparation des pouvoirs. L'Assemblée ainsi élue, dans la mesure où elle n'aurait plus un droit de vie et de mort sur le cabinet présidentiel, pourrait atténuer le choc de la bipolarisation présidentielle quand il s'agit de légiférer.

Si l'on ne veut pas que la décentralisation sombre dans le désordre, il faut écarter le risque de voir quatre niveaux de collectivités élues selon des logiques contradictoires, vouées les unes à des majorités fugitives et instables, les autres à des pouvoirs majoritaires sans partage.

Au vu de ces données, le président de la République aurait été bien inspiré de surseoir à ces projets. S'il doit y avoir une évolution insitutionnelle, peut-elle se faire à l'aveuglette, au jour le jour, sous la seule pression des intérêts tactiques du parti au pouvoir ? Au moment où la France est confrontée à une compétitioin sans merci, ses gouvernants peuvent-ils se livrer à autant d'improvisations et livrer notre pays à la confusion ?

(*) Ancien ministre, député (UDF-CDS) de la Haute-Loire.

M. BÉRÉGOVOY : la redingote de de Gaulle est trop large pour M. Barre

« M. Barre est un solitaire qui rêve de revêtir la redingote du général. Elle semble un peu large pour lui. Il mise tout son avenir politique sur une crise de régime, mais n'est pas de Gaulle qui veut ! », estime M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, dans un entretien publié par *le Nouvel Observateur* (5 au 11 avril).

A l'ancien premier ministre, qui affirmait, une semaine plus tôt, dans les colonnes du même hebdomadaire que l'alternance gauche-droite ne deviendrait naturelle dans la vie politique que lorsque les socialistes français auraient connu leur Bad-Godesberg (1), M. Bérégovoy réplique : *« Révision doctrinale ? (...) Si cela consiste à mettre nos montres à l'heure, d'accord. Si cela signifie que nous devons renoncer au socialisme, non. J'ai toujours été social-démocrate, et je sais, par expérience, que les socialistes doivent se garder du dogmatisme comme de l'opportunisme. »*

En matière d'économie, *« en France, le dirigisme est de droite »*, déclare M. Bérégovoy, qui ajoute : *« Dans une économie où l'Etat dispose de puissants moyens d'orientation, avec la fiscalité, le budget, le Plan, le secteur public, il faut laisser le marché jouer pleinement son rôle. Le marché n'est ni de gauche ni de droite. Il a une fonction d'échange qui est à restaurer. Le socialisme, c'est la liberté, sur ce terrain aussi, à condition que l'on n'oublie pas que la vraie liberté exige solidarité et égalité des chances. »*

(1) En novembre 1959, le Parti social-démocrate allemand (SPD) fit le choix, au cours de son congrès de Bad-Godesberg, d'une ligne réformiste.

Espionnage à Moscou

LE KGB A DISPOSÉ PENDANT SIX ANS DE TOUS LES MESSAGES DE L'AMBASSADE DE FRANCE

Le Point, dans son numéro du 8 avril, révèle que pendant plus de six ans, d'octobre 1976 à janvier 1983, le KGB avait réussi à « équiper » les téléimprimeurs de l'ambassade de France à Moscou et ainsi à prendre connaissance de tous les messages reçus ou transmis, même les plus secrets.

Selon *le Point*, M. François Mitterrand aurait eu connaissance de ce vol d'informations quelques semaines avant de décider l'expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques en poste à Paris (*le Monde* du 2 avril). Le piège soviétique avait, en fait, été découvert par hasard, le 11 janvier 1983 : un téléimprimeur était tombé en panne et une rapide vérification avait permis de découvrir que cette machine était anormalement munie de deux fils supplémentaires dans les condensateurs, directement reliés au circuit électrique. Ce système rendait même possible la lecture des télex avant qu'ils ne soient codés.

En fait, les six téléimprimeurs de l'ambassade présentaient les mêmes anomalies. Pendant six ans, aucun membre des services de sécurité du Quai d'Orsay n'avait songé à soulever le couvercle de ces machines. Le KGB avait eu tout loisir de les truffer d'appareillage électronique pendant leur acheminement — sans surveillance — de France à Moscou, entre octobre 1976 et février 1977.

LES DÉMISSIONS DU GOUVERNEMENT

Un destin national toujours contrarié

Moins fréquentes, moins importantes et moins dramatiques que sous la IV[e] République, les crises gouvernementales n'ont pas non plus épargné la V[e]. Parmi les ruptures intervenues avec le président de la République, il faut en distinguer de deux sortes : celles concernant les premiers ministres et celles mettant en cause de « simples » ministres.

La plupart des premières ont été provoquées par un conflit de compétences, par une sorte d'incompatibilité fonctionnelle entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement. Le général de Gaulle n'avait-il pas lui-même explicitement reconnu l'éventualité d'un conflit en puissance entre les deux responsables de l'exécutif, lorsqu'il déclarait, dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964 : *« Il est normal chez nous que le président de la République et le premier ministre ne soient pas un seul et même homme. Certes on ne saurait accepter qu'une dyarchie existât au sommet. Mais justement il n'en est rien. »* Il ajoutait d'ailleurs : *« L'autorité indivisible de l'Etat est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu. »* Selon cette conception, le premier ministre avait donc un rôle... second par rapport au président. Tous ceux qui se sont succédé à cette fonction l'ont admis. Lorsqu'ils se sont trouvés en désaccord avec le chef de l'Etat, lorsqu'ils ont jugé qu'ils n'avaient pas les moyens de conduire la politique qu'ils souhaitaient, ils se sont retirés. Théoriquement et juridiquement, ils auraient pu ne pas le faire. En effet, si la Constitution dispose en son article 8 que *« le président de la République nomme le premier ministre »*, elle prévoit que le chef de l'Etat ne met fin aux fonctions de celui-ci que lorsqu'il lui présente la démission du gouvernement. Le président de la République n'a donc pas le droit de révocation du premier ministre, et l'on peut fort bien imaginer que celui-ci se maintienne contre la volonté de celui-là, au risque d'inventer un type de crise jusqu'alors inconnu.

Les séparations même dues à un désaccord politique se sont donc toujours effectuées — apparemment — à l'amiable : les premiers ministres ont accepté qu'il soit *« mis fin à leurs fonctions »*. Ce fut le cas pour M. Debré en 1962, pour M. Pompidou en 1968, pour M. Chaban-Delmas en 1972 et pour M. Mauroy en 1984. M. Chirac, en revanche, est le seul chef de gouvernement à avoir formellement remis sa démission et à avoir rendu publiques immédiatement les raisons de ses divergences avec le président de la République en 1976. Tous ces anciens premiers ministres — sauf M. Mauroy pour le moment — ont eu à un moment ou à un autre de leur carrière l'impression qu'ils pourraient avoir un « destin national » en se présentant à une élection présidentielle. Aucun — sauf Georges Pompidou — n'y a encore réussi.

Parmi les simples ministres, une telle ambition est sans doute moins répandue ou plutôt moins avouée. Mais beaucoup de ceux qui se sont séparés de « leur » président de la République ont voulu donner à leur geste le sens d'un acte politique destiné à être lourd de signification et chargé de promesses.

Là aussi, bien peu ont réussi à retenir l'attention de la nation au-delà de l'éphémère curiosité du moment, ou d'une période d'émotion passagère. La seule personnalité à avoir fait exception est M. Giscard d'Estaing qui, en janvier 1966, n'avait pas retrouvé son portefeuille de ministre des finances tant ses mauvaises relations avec le premier ministre Georges Pompidou avaient convaincu le général de Gaulle de ne pas le renommer. Le fait de n'avoir jamais été premier ministre ne l'a pas handicapé pour être élu à l'Elysée en 1974. Il est vrai qu'avec l'accession de Georges Pompidou à la présidence de la République, il était rentré en grâce et avait retrouvé, dès 1969, le rue de Rivoli qu'il a quittée directement pour le palais présidentiel dcinq ans plus tard.

Aucun des ministres qui ont rompu avec le chef du gouvernement ou le chef de l'Etat n'a connu de nouveau la faveur d'un réel destin politique national. Ce fut le cas sous le septennat de de Gaulle de personnalités qui eurent d'éphémères heures de gloire pour s'être opposées, comme M. Jacques Soustelle en 1960, Pierre Sudreau en 1962, Edgard Pisani en 1967 (ce dernier ne devait vraiment retrouver une notoriété nationale que dix-sept ans plus tard). Sous la présidence de Georges Pompidou, pareille aventure n'est arrivée à aucun membre du gouvernement, les démissions s'effectuent sans tapage et les changements d'hommes accompagnant les remaniements complets du gouvernement Chaban-Delmas et à trois reprises celui de M. Messmer.

Pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing, les crises — hormis celle de la démission de M. Chirac — ont été moins éclatantes. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, nommé ministre des réformes le 28 mai 1974, a toutefois été démis de ses fonctions dès le 9 juin sur injonction du premier ministre : un record de brièveté sous la V[e] République.

La vie du gouvernement Barre a été beaucoup plus agitée, mais aucun des nombreux membres qui l'ont quitté n'a cherché à jouer de rôle national.

« Fermer sa gueule »

Depuis l'accession de M. Mitterrand à l'Elysée, des ambitions — aujourd'hui encore sans lendemain — se sont fait jour avec le départ de M. Michel Jobert du ministère du commerce extérieur, le 20 mars 1983, et avec celui de M. Jean-Pierre Chevènement du ministère de la recherche et de l'industrie, également en mars 1983, suivi de son retour au bercail — à l'éducation nationale — le 19 juillet 1984. Certains membres du gouvernement cependant sont partis pour des raisons diverses et sans conflit : MM. Pierre Dreyfus, Roger Quilliot, François Autain, André Chandernagor, Max Gallo et Claude Cheysson. D'autres ministres, en revanche, ont quitté le gouvernement Mauroy sur un désaccord politique, comme M[me] Nicole Questiaux en juin 1982, MM. Jean-Pierre Cot en décembre 1982 et Louis Le Pensec en mars 1983, alors que M. Alain Savary, depuis son départ de l'éducation nationale en juillet 1984, a su observer un silence relatif. Sa démission, il est vrai, avait été entourée de suffisamment d'éclat en précipitant celle du gouvernement Mauroy tout entier.

A l'évidence, M. Michel Rocard a appliqué la doctrine fixée par M. Chevènement en cette virile formule : *« Quand on est ministre, on ferme sa gueule ou on démissionne. »* N'étant plus ministre, il peut désormais « l'ouvrir ».

ANDRÉ PASSERON.

Nouvelles brèves

● *Sondage favorable à M. Rocard.* — *France-Soir* publie, le samedi 6 avril, les résultats d'un sondage fait par l'IFRES, au téléphone, les 4 et 5 avril, auprès de sept cent quatre-vingt-dix personnes âgées de dix-huit ans et plus, dont 42 % approuvent la décision de M. Michel Rocard de quitter le gouvernement, 25 % la désapprouvent et 33 % y sont « indifférents » ou ne se prononcent pas.

● *M[me] Rocard : « aucun rôle ».* — M[me] Michèle Rocard a déclaré, vendredi 5 avril, sur RTL, qu'elle n'avait joué *« aucun rôle »* dans la décision de son mari de quitter le gouvernement, décision qui avait été pour elle un *« choc »*. *« C'est un homme de conviction, de courage,* a-t-elle dit. *Il a pris sa décision, c'est tout (...). J'étais là parce que, le soir, il arrive que les hommes ne soient pas très loin de leur femme. »*

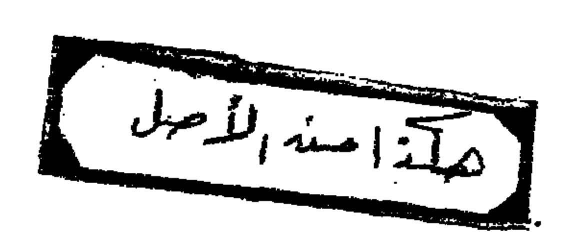
● *Deux maires socialistes démissionnent.* — M. Constant Chauvin, maire socialiste l'Arbois (Jura), vient de se démettre de ses fonctions pour marquer son désaccord avec ses deux adjoints communistes qu'il accuse de saper la cohésion de la municipalité.

A Flers-en-Escrebieux (Nord), c'est à la demande de la fédération du Nord du PS que le maire, M. René Arquin, a démissionné, à la suite de rumeurs selon lesquelles il aurait lourdement endetté sa commune et touché des pots-de-vin. M. Arquin affirme que la seconde accusation est sans fondement et que les dettes contractées par la commune sont presque totalement remboursées.

● *Inquiétude du MGP.* — M. Jean-Louis Delecourt, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (MGP), *« prend acte avec inquiétude du choix par le gouvernement du scrutin proportionnel »*, qui peut répondre au *« refus croissant des fausses alliances, à droite comme à gauche »*, chez de nombreux électeurs mais *« ne leur permet plus de peser directement sur la désignation des candidats, ni de connaître à l'avance les objectifs politiques de la nouvelle majorité. »*

● *Le PSU propose « un 8 mai antiraciste ».* — M. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU, propose, dans *Pour l'alternative*, lettre hebdomadaire de cette formation, de *« faire du 8 mai, jour anniversaire de la défaite du nazisme* [il y aura quarante ans], *le jour symbole de la mobilisation contre ses résurgences, contre les racismes, pour la défense des libertés »*.

● *Le PS modernise sa communication.* — Le bulletin quotidien du PS, *PS Aujourd'hui*, va être remplacé, à l'instigation de M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, par un journal télématique sur Minitel. Dans le même temps, le PS lance une nouvelle formule sur son hebdomadaire *PS Info* qui comprendra désormais l'intégralité des communiqués des différents secteurs



L'EFFET CALÉDONIEN OUTRE-MER

Guyane : la fièvre créole

De notre envoyé spécial

Cayenne. — La question se voulait innocente et conviviale. Une interrogation de bon aloi : M. Georges Othily, chef de file de la gauche, membre éminent du Parti socialiste guyanais (PSG) et président de l'assemblée régionale, avait convié quelques journalistes à déjeuner, dans un ranch aux hectares gagnés sur la forêt vierge, et la conversation, bercée par le crépitement de la pluie sur la tôle du patio, roulait depuis un moment sur la notion de « peuple guyanais ».

Le sujet, visiblement, plaisait à notre hôte, et la politesse exigeait bien qu'on l'alimentât. A quand remontait cette idée de peuple guyanais ?

Funeste question. M. Othily répondit sans hésiter : quatre ans après la révolution de 1848, lorsque la Guyane s'était offert un député élu, *« avec les votes nègres ». « La première prise de conscience, l'élément constitutif. »* Hélas pour notre hôte, son directeur de cabinet, un jeune technocrate guyanais que M. Othily avait auparavant présenté en termes flatteurs, oublia toute notion de respect hiérarchique en proposant un autre point de vue. *« Je situerais plutôt cet événement au début du vingtième siècle, après l'arrivée à Cayenne et à Saint-Laurent-du-Maroni des Martiniquais chassés par l'éruption volcanique de Saint-Pierre. »*

M. Othily eut un geste d'agacement. Il fallut d'urgence, pour dissiper la gêne et garder quelque dignité à cette recherche historique trouver un autre terrain d'échanges.

Que le président nous pardonne le récit de cette anecdote, relevée surtout parce qu'elle est significative de la perplexité qui règne dans le département sud-américain en un temps de rumeur calédonienne. Le président de l'assemblée régionale éprouve, comme la plupart de ses concitoyens, des difficultés de définition à une époque où l'écho de Nouméa ravive, dans l'outre-mer tricolore, bien des débats sur la souveraineté nationale, le droit des peuples et les principes d'émancipation.

L'aventure canaque, à Cayenne comme dasn tous les DOM-TOM, a ses partisans et ses détracteurs, en tout cas ses spectateurs, plus concernés qu'en métropole, mais à la différence, des Antilles par exemple, les signes de solidarité ou de répulsion restent fort discrets. L'effet le plus sensible tiendrait plutôt de la crise d'identité. *« Pour avoir une idée de son avenir entre l'autonomie, l'indépendance ou l'actuel* statu quo, dit un haut-fonctionnaire, *il faut d'abord savoir qui on est. »* La chose est facile en Guadeloupe, possible à la Réunion, évidente en Nouvelle-Calédonie. Les sirènes, dans ces îles, d'*« une nouvelle ère de décolonisation »*, selon la formule des indépendantistes, appartiennent toutes à des communautés numériquement majoritaires ou à la légitimité reconnue.

En Guyane, la polémique canaquo-caldoche et ses transpositions locales manquent de prises. Comme si un tel débat n'était pas mûr. Comme s'il y manquait un préalable : quelques certitudes bien trempées sur les acteurs potentiels d'une nouvelle entité politique. La réflexion, sur le plat rivage équinoxial rougi par les boues de l'Amazone, achoppe toujours sur une vieille inquiétude. Un affreux complexe, hérité du bagne, une sourde désespérance, plus contagieuse que les fièvres que les rêves fous de la conquête n'ont jamais enrayés.

Cette angoisse collective, qui affaiblit les immigrants à la recherche d'un exil ou d'un eldorado, se résume à une question : et si la Guyane n'était pas un pays ? Si cette mosaïque de populations de hasard, descendante de « transportés » et des fuyards de l'esclavage, d'Antillais sans abri et d'égarés des quatre coins du monde, ne parvenait pas, à constituer un peuple sûr de ses racines ? Les Guyanais n'aiment pas qu'on évoque les flous de leurs origines, mais beaucoup admettent que les ambiguïtés d'une histoire commencée dans la désolation pèsent encore sur leurs comportements.

Au point que la vie politique locale se caractérise surtout depuis quelques mois par une extrême susceptibilité à tout ce qui se rapporte aux équilibres humains. On l'a vu avec l'épisode du rassemblement des Amérindiens qui a marqué, début décembre, de manière symbolique, l'éveil des populations tribales à l'époque contemporaine.

La fête s'annonçait bien...

Ce qui devait n'être qu'une fête coutumière à l'usage des visages pâles, avec pagne, plumes et peintures de cérémonie, tourna rapidement à l'incident. Quand les jeunes animateurs galibis de l'EPWWAG (1) lancèrent leurs invitations, la Guyane créole et *« métro »* voulut y voir, au mieux, une leçon de choses ethno-culturelle au cœur des réserves indiennes, au pire l'occasion d'un dépaysement dominical vaguement paternaliste. Le tout-Cayenne se rendit donc à Aouara, en territoire Galibi, à l'embouchure des fleuves. Le préfet, M. Bernard Courtois, dépêcha son directeur de cabinet et le sous-préfet de Saint-Laurent-du-Maroni, la région délégua M. Othily, le département, son député M. Elie Castor (PSG) devenu depuis président du conseil général. Les familles de techniciens de la base spatiale de Kourou emportèrent leurs appareils photographiques.

Danses commentées au micro, chants traduits des langues indiennes ou véhiculaires du Maroni... La fête s'annonçait bien. Les officiels proposèrent de gentils couplets sur les liens unissant les Amérindiens de Guyane à la communauté nationale. L'amitié franco-galibi fut à l'honneur jusqu'au discours du jeune Félix Tjuka.

Une intervention publique que la Guyane n'est pas près d'oublier. Le jeune animateur de l'EPWWAG, sauvé de l'analphabétisme par l'école religieuse, dénonça, devant l'assistance médusée, l'*« oppression française »* et revendiqua pour ses frères *« les droits de la terre aux premiers occupants »*. Sous l'affront, les officiels quittèrent le rassemblement. Il fallut négocier, s'excuser, fumer le calumet de la paix. Les jeunes indiens y étaient allés un peu fort, mais l'essentiel avait été dit : ils avaient trouvé le moyen de rappeler qu'on ne pouvait trouver en Guyane plus anciens Guyanais qu'eux.

« Les créoles se sont sentis agressés ce jour-là », note M. Serge Patient, conseiller général (UDF) de Kourou. Ses concitoyens *« s'étaient un peu vite arrogés le titre unique de Guyanais »*, et voilà qu'une poignée d'Amérindiens, à peine sortis de l'âge de la cueillette et de la chasse à l'arc, se proclamaient *« seuls vrais canaques »* de la France équinoxiale, premiers habitants de fait de cette terre saturée de chlorophylle.

Pour expliquer la *« provocation »* galibi, on met volontiers en avant l'action des ethnologues, des prêtres ou des syndicalistes indépendantistes.

Bref, la Guyane digère mal la revendication amérindienne. Les élus, même de gauche, se sont émus de la sollicitude de la préfecture à l'égard des revendications foncières des Galibis, et le conseil général, avant le récent changement de majorité en faveur du PSG, avait refusé de participer à un « comité de coordination ».

Les Guyanais pourraient pourtant, comme le suggère le préfet, *« s'enorgueillir d'une attitude française intelligente en faveur de ces populations minoritaires et dispersées »*. Pourquoi alors ces réactions frileuses ? Cette volonté, très répandue parmi les hommes politiques, de voir les Indiens et les Bonis (2) s'assimiler au plus vite par le métissage ou le strict respect des obligations collectives nationales ? Le nombre de ces Français en pagne — moins de dix mille âmes, en comptant des populations nomades souvent répertoriées aussi au Brésil et au Suriname voisins — ne peut pas être considéré comme un danger, même si les jeunes animateurs de l'EPWWAG, ne cachent pas leur intention de *« compter électoralement »*.

Le monopole créole

Ce « réveil indien » reste cependant trop récent et trop limité pour avoir encore un réel poids politique. L'écrasant monopole créole dans les institutions n'est donc pas menacé. Les réticences sont plus psychologiques. *« Les Guyanais n'arrivent pas à dépasser un sentiment de faiblesse numérique, une peur exacerbée par l'immensité de la forêt »*, dit M. Patient. Longtemps, le vieil eldorado national a compté moins d'un habitant au kilomètre carré, soit, jusqu'en 1984, beaucoup moins de 90 000 habitants pour 90 000 km².

Depuis l'an dernier, cette dérisoire proportion a enfin été atteinte. Mais c'est justement ce qui ravive l'inquiétude créole. Ce chiffre serait resté hors de portée avec la seule force *« des premiers enfants du pays »*, héritiers de l'esclavage et du bagne. Il a fallu un formidable apport d'immigrants pour qu'enfin l'homme ait le sentiment d'« occuper » cette terre amazonienne. Javanais, Syro-Libanais, Chinois, Sainte-Luciens, avaient été autrefois les bienvenus. L'arrivée en 1979 d'un millier de Hmongs, arrachés au Cambodge en guerre, avait déjà soulevé bien des intolérances. Aujourd'hui, la Guyane supporte beaucoup plus mal l'immigration massive de Brésiliens et d'Haïtiens.

La présence de ces derniers, surtout — au nombre d'au moins vingt mille, — provoque en Guyane une véritable crise de xénophobie qui tétanise la vie politique, encombre les relations avec l'Etat et donne à la communauté créole l'apparence d'une société aux abois. Entrés la plupart du temps clandestinement, par un simple passage du Maroni en pirogue, les Haïtiens sont soupçonnés de tous les maux, de la délinquance à la dégradation sanitaire en passant par l'abus d'hospitalisation et de naissances en maternité.

Devant le flux désordonné d'immigrants et les relations qu'il suscite, le gouvernement a multiplié ces trois dernières années les refoulements aux frontières, les campagnes de nettoyage des bidonvilles et les procédures administratives de régularisation. En 1985, M. Courtois est catégorique, l'insécurité a été maîtrisée. Les contrôles ont été généralisés. *« Si un phénomène d'immigration clandestine subsite, c'est aussi*, note le préfet, *parce que des employeurs guyanais offrent à ces Haïtiens les moyens de travailler en situation irrégulière. »* A bien y regarder, cette crainte haïtienne mérite donc d'être relativisée. Le problème immigré, pour réel et préoccupant qu'il soit, ne peut contenir à lui seul l'émotion perceptible à Cayenne. Et pour une attitude modérée, celle de M. Othily, qui réclame simplement *« une pause du processus d'arrivée pour assurer une meilleure intégration des immigrés déjà sur place »*, combien — même au sein du PSG — de positions globales de refus !

C'est qu'après les échecs de tous les « boums » économiques concoctés à Paris pour la Guyane, après le naufrage retentissant du « plan vert » (1976), on a enfin compris que le développement de l'Amazonie française resterait folie d'orpailleur sans la force humaine. A moins de 100 000, sans doute 150 000 âmes, point de salut. Le plus difficile des terrains de la République réclame des bras, de l'huile de coude. Beaucoup plus que ne croyaient les rêveurs technocratiques de la conquête agricole de la dernière décennie.

Pour cette tâche, les quarante mille créoles ne peuvent suffire. *« Ils se savent virtuellement minoritaires »*, dit un indépendantiste. Le décollage guyanais, qu'on pensait dépendre de la qualité des machines à défricher, et que les créoles vouaient à leur souveraineté politique, est d'abord fonction de l'addition des hommes. De simples étrangers, des miséreux du trop-plein sud-américain et caraïbe, attirés par le niveau de vie tricolore et qu'un travail d'enfer ne rebute pas. *« Les Guyanais ne peuvent pas être les pionniers de leur propre pays*, explique M. Lamaze, membre de l'UTG (Union des travailleurs guyanais, syndicat indépendantiste), vice-président de l'Assemblée régionale, *car ils ont sur la tête tout ce passé d'échec que ne ressentent pas les nouveaux arrivants. »*

Terrible sentence, mais qui rend sans doute bien compte de l'actuel état d'esprit de ceux qui, historiquement, se savaient jusqu'ici les habitants les plus « légitimes » du département.

Les comptes de la Guyane, à l'heure calédonienne, sont donc impossibles à faire. Pas avant dix ans, préviennent les meilleurs pronostiqueurs. La Guyane, pour stabiliser son identité, doit subir d'abord l'épreuve d'une nouvelle poussée numérique. Le vieil eldorado a besoin de sang neuf.

PHILIPPE BOGGIO.

(1) EPWWAG, pour les éthnies indiennes : Emerillon, Palicour, Wayana, Wayampi, Arawak et Galibi.

(2) Descendants des « nègres marrons », les fuyards de l'esclavage.

LE CHANGEMENT DE MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE EN GUADELOUPE

L'« homme de plomb » succède à la « dame de fer »

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — Dominique Larifla a la réputation d'être un brave homme. Entendez par là que certains de ses amis, autant que ses adversaires, le dépeignent volontiers comme un agneau dans ce milieu politique antillais fréquenté par de nombreux « clientélistes » aux dents de requin. A les entendre, c'est un « caramel mou » qui a succédé à la *« dame de fer des Caraïbes »* à la présidence du conseil général de la Guadeloupe.

Le maire socialiste de Petit-Bourg, c'est vrai, n'a pas l'air d'un foudre de guerre, surtout quand il reçoit sans manières, en short et en chemisette bariolée, dans son cabinet de cardiologie de Pointe-à-Pitre. Ses grosses lunettes et sa fine moustache cachent mal une timidité certaine. Le style personnel de ce médecin tout en douceur et en civilité contraste fortement avec les effets de manche de l'avocate Lucette Michaux-Chevry, président du Parti de la Guadeloupe (LPG), qu'il vient de détrôner. Dominique Larifla ne serait donc qu'une potiche utilitaire au service provisoire d'une gauche guadeloupéenne ressuscitée ? L'intéressé sourit sans s'offusquer de la question. *« Je subis ma nature. Je ne suis pas en effet ce qu'on appelle un fonceur, et je sais qu'on me considère comme un falot, un tendre. Mais il faut se méfier. Je suis un homme de conviction, et quand j'ai la volonté d'aboutir à quelque chose, je ne me laisse pas faire. »*

Cet homme d'extraction modeste (son père était artisan maçon et sa mère travaillait aux champs), possède de toute évidence une carapace de tortue et, quels que soient les jugements formulés sur sa personnalité, une évidence s'impose : Dominique Larifla a réalisé en neuf ans un parcours politique sans faute. Ancien membre de l'Association générale des étudiants guadeloupéens, il adhère au PS en 1976. L'année suivante, il est élu maire de sa commune natale, Petit-Bourg, puis, en 1979, conseiller général de ce même canton. Il ne participe pas aux querelles intestines qui freinent l'implantation du PS et laisse finalement le champ libre, malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir en métropole, à une confrontation entre Lucette Michaux-Chevry et les indépendantistes rassemblés depuis 1978 derrière l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG).

« Premier secrétaire par surprise »

C'est ainsi que Dominique Larifla apparaît comme un conciliateur potentiel et se retrouve bombardé en 1983 au poste de premier secrétaire fédéral du PS. *« Je suis devenu premier secrétaire par surprise »*, dit-il, presque en s'excusant. Hasard ou pas, sa nomination consacre la victoire des partisans de l'union de la gauche, dont il est en Guadeloupe, parmi les socialistes, le principal porte-drapeau depuis son élection à la mairie de Petit-Bourg, acquise il y a huit ans, alors que sa liste était la seule à se réclamer ouvertement du programme de gouvernement de la gauche.

Parce qu'il croit que *« la Guadeloupe est foncièrement socialiste »*, et que *« chaque fois qu'elle s'unit la gauche remporte les élections »*, le nouveau patron du PS ne déviera pas d'un pouce jusqu'aux dernières élections cantonales. Il ménage l'UPLG, car le travail de sape engagé par les indépendantistes contre le nationalisme ambigu de Lucette Michaux-Chevry sert les intérêts socialistes. Il fait surtout prévaloir, au sein de sa fédération, la nécessité de s'allier au PC guadeloupéen (PCG), bien que cette entreprise ne soit pas facile. Dominique Larifla ne dément pas formellement qu'avant le scrutin cantonal certains de ses amis aient en effet envisagé une alliance avec Lucette Michaux-Chevry contre le RPR et l'UDF, dans la perspective d'un recentrage de l'assemblée départementale. Il se dit même à Pointe-à-Pitre que cette opération était inspirée par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM. *« Je n'ai pas cherché à clarifier la situation*, dit prudemment le nouveau président du conseil général. *J'ai fait simplement réaffirmer par nos instances départementales notre orientation unitaire à gauche, parce que je ne pouvais pas concevoir un accord avec la présidente de l'assemblée sortante qui menait une campagne de déstabilisation du gouvernement. »*

Pari gagné

Le nouveau découpage cantonal aidant, Dominique Larifla a gagné son pari. La gauche a conquis le conseil général et les socialistes cinq nouveaux cantons. Un protocole d'accord, signé le 21 mars par la fédération socialiste et le PCG, a consacré ce choix. Les deux partenaires évoquent même à nouveau la nécessité d'instituer dans les DOM une assemblée unique pour éviter les conflits entre le conseil général et le conseil régional, comme il y en aura inévitablement en Guadeloupe dans la mesure où la gauche et la droite s'y partagent le pouvoir.

Habilement, Dominique Larifla s'est aussi bien gardé d'entrer dans la dispute qui a opposé son collègue Frédéric Jalton, député socialiste du département et maire des Abymes, aux militants socialistes de cette commune. Si, dans le cinquième canton des Abymes, Frédéric Jalton a présenté le mois dernier son propre candidat contre le militant qui avait reçu officiellement l'investiture de la section socialiste locale, et si le premier l'a emporté sur le second, le premier secrétaire du PS n'en a pas fait pour autant une affaire. Bien lui en a pris, car s'il a été ensuite élu président du conseil général, c'est en partie grâce au veto opposé par Frédéric Jalton à la candidature d'un autre conseiller général socialiste des Abymes, M. René Nabajote.

« Là encore, c'est à la suite d'un concours de circonstances que je faisais davantage l'unanimité que d'autres camarades au sein de la gauche », affirme Dominique Larifla avec une naïveté feinte. Aujourd'hui, après avoir ancré à gauche la nouvelle assemblée départementale, voilà que le président du conseil général prêche le rassemblement : *« Oui, je plaide la décrispation, car il faut en finir avec l'extrémisme dans les attitudes. »* Il souligne volontiers que ses relations personnelles ont toujours été *« très cordiales »* avec Lucette Michaux-Chevry, son *« ancienne camarade de parti »*. La fondatrice du Parti de la Guadeloupe milita naguère en effet au PS, avant de rallier l'opposition.

Elastique, Dominique Larifla ? Et si, mine de rien, le successeur de la « dame de fer » avait en réalité la consistance d'un homme de plomb ?...

A. R.

La conférence des indépendantistes

(Suite de la première page.)

Le secrétaire général de l'UPLG a ajouté : *« L'espoir que la déclaration de Cancun avait fait naître chez les peuples du tiers-monde et particulièrement chez ceux qui se battent aujourd'hui pour conquérir leur souveraineté s'est évanoui devant l'attitude hypocrite prise par le gouvernement socialiste face à cette conférence. Car il est inadmissible qu'on puisse donner aux autres des leçons de démocratie, de liberté, quand on est soi-même incapable d'appliquer et de respecter ces principes. »*

Des mouvements minoritaires

Le délégué du FNLKS a été le seul à prendre la parole vendredi matin, après le secrétaire général de l'UPLG. M. Uregeï, lui-même leader d'une petite formation indépendantiste, a estimé que le plan d'indépendance — association de M. Edgard Pisani présente *« un contenu impérialiste et néo-colonial »*. Il a exposé la position des indépendantistes canaques en des termes nuancés : *« Nous sommes conscients de tous les problèmes posés par la décolonisation et nous sommes prêts à trouver des solutions, mais nous ne pouvons pas non plus faire marche arrière et faire des concessions sur les positions déjà acquises par notre combat. Si l'on nous ferme les portes, alors nous sommes prêts à aller jusqu'au bout. Nous sommes devant un choix décisif : mourir ou vaincre. Et nous ferons tout pour vaincre. »*

Trois commissions se sont réunies à huis clos vendredi après-midi pour essayer de donner un contenu concret aux deux orientations proposées par l'UPLG : le renforcement de la solidarité entre les indépendantistes des DOM-TOM et l'internationalisation de leurs revendications. Les participants envisagent de créer une structure permanente de liaison et de coordination et de saisir les instances internationales, l'ONU, l'OUA, l'OEA. Iront-ils au-delà des redondances et des proclamations unanimistes ? Pour porteur qu'il soit, l'*« effet calédonien »* possède ses limites. Ni en Guadeloupe ni ailleurs, il ne paraît de nature à accroître automatiquement l'audience électorale des partis indépendantistes, qui « récupèrent » volontiers les abstentionnistes, mais n'en demeurent pas moins minoritaires partout. En outre, la composition même de cette conférence montre à quel point le *« front »* indépendantiste que ses organisateurs cherchent à ériger souffre d'une vieille hétérogénéité. Si la représentativité du FLNKS, de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, l'Union des travailleurs guyanais, se révèle incontestable, il n'en est pas de même, par exemple, de celle du groupuscule que constitue le Mouvement pour l'indépendance de la Réunion. De même, l'action politique directe que maintient le Front démocratique des Comores militant pour l'indépendance de Mayotte ne peut être assimilée à la démarche syndicalo-populiste privilégiée par les dirigeants indépendantistes de l'UPLG et de l'UTG. Sans parler des divergences doctrinales qui opposent certaines formations sur le même terrain, comme c'est le cas en Martinique entre le Conseil national des comités populaires et le MIM que préside M. Marie-Jeanne. Que ce *« front »* ne soit — pour l'instant du moins — qu'une simple façade n'atténuera en rien, de toute façon, les désagréments supplémentaires que l'effervescence indépendantiste ainsi entretenue vaudra au gouvernement jusqu'à la fin de la législature.

ALAIN ROLLAT.

AUTOMOBILISME : LE DÉBUT DE LA SAISON DE FORMULE 1 A RIO

Six Français à la conquête d'un titre

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — Sur les vingt-cinq pilotes qui doivent courir, dimanche 7 avril, sur le circuit de Jacarepagua, près de Rio-de-Janeiro, le Grand Prix du Brésil de formule 1, première épreuve de la saison du championnat du monde, six sont Français : Philippe Alliot (RAM), René Arnoux (Ferrari), François Hesnault (Brabham), Jacques Laffite (Ligier), Alain Prost (McLaren) et Patrick Tambay (Renault). Ils ont tous un point commun : avoir appris leur métier dans des écoles françaises de pilotage financées par des pétroliers (Elf et Shell) et par Philip Morris, fabricant américain de cigarettes. Depuis 1950, deux Français ont été en mesure de gagner le titre : Didier Pironi, sur Ferrari, en 1982, éliminé à la suite d'un accident grave aux jambes, et Alain Prost, sur Renault, puis sur McLaren, en 1983 et 1984, qui a été devancé par le Brésilien Nelson Piquet, puis par l'Autrichien Niki Lauda.

La saison 85 prendra fin le 17 novembre avec le Grand Prix d'Afrique du Sud. Réussira-t-elle aux Français après trente-quatre années d'échec ? Pour gagner, rappelle Gordon Murray, l'ingénieur sud-africain qui conçoit les monoplaces de l'écurie britanique Brabham — deux fois championne du monde, *« il faut avoir un bon châssis, un bon moteur, de bons pneumatiques, un bon pilote et une bonne organisation »*. Quel Français réunit cette année tous ces paramètres ?

PHILIPPE ALLIOT : un naturel discret, à l'image d'une carrière qui a débuté sans bruit il y a un an. A trente ans, ses ambitions sont à la mesure de sa qualité : *« J'essaierai*, dit-il, *d'être champion du monde avant d'avoir trente-cinq ans. J'ai l'âge où un pilote est en pleine possession de ses moyens. »* Il a dû emprunter à un ami pour réussir. Champion de France de formule Renault, il s'est aperçu qu'on n'entrait pas dans le « saint des saints » de la formule 1 avec ce seul bagage. Il a suivi alors la filière Marlboro. Il a été engagé l'année dernière par l'équipe anglaise Ram. Ecurie modeste mais sérieuse. Philippe Alliot croit à la réussite de son équipe. Pour la première fois de sa carrière, il peut vivre de son métier.

RENÉ ARNOUX : deux yeux perpétuellement en mouvement, un regard vif, il est l'un des pilotes qui a le bon sens chevillé au corps. Un homme de la terre, né il y a trente-sept ans à Pontcharra (Isère). Mécanicien de formation, il a commencé sa carrière en faisant du kart et en gagnant le volant Shell à Magnycourt (Nièvre). Champion d'Europe de formule 2, il s'est imposé chez Renault comme l'un des meilleurs du circuit. C'est un battant. Il a bien failli laisser sa vie sur la piste en 1982 en percutant à près de 300 kilomètres à l'heure un mur de pneumatiques avec sa monoplace qui venait de perdre une roue. Engagé par Ferrari, à la suite d'un désaccord avec Alain Prost chez Renault, René Arnoux, victorieux de sept grands prix, s'est imposé dans l'écurie italienne.

FRANÇOIS HESNAUTLT : il vient d'entrer à vingt-huit ans dans l'écurie Brabham, de Bernie Ecclestone, Gordon Murray et du double champion du monde, le Brésilien Nelson Piquet. Curieux, non ? pour un débutant qui a fait une saison d'apprentissage chez Ligier où il n'a pas vraiment gagné sa vie.

Né dans une famille aisée, il a conquis tour à tour des commanditaires importants, grâce à une expérience acquise au sein de l'entreprise familiale et d'une autre société qu'il a créée lui-même en Suisse. Brabham est sa chance. La seule peut-être qu'il aura jamais dans une écurie aussi prestigieuse. *« On n'a qu'un droit à l'erreur dans une carrière »*, dit-il, dans un éclat de rire. Deux courses pour convaincre. Si ses performances ne sont pas du niveau de celles de son coéquipier, il sera remercié, *« sans avoir gagné plus d'argent que dans l'écurie de ses débuts »*.

Doyen

JACQUES LAFFITE : quarante et un ans, il est le doyen du circuit. Avec son franc-parler, il a la gouaille du titi parisien. Il est également le pilote français le plus populaire. Au cours de dix années de carrière, où il a gagné six grand prix, il n'a pas connu plus de deux employeurs : le Britannique Franck Williams, dans l'écurie duquel il a couru pour ses débuts en 1975, puis de 1983 à 1984, et le Français Guy Ligier, auquel il est resté fidèle pendant sept années.

Une vieille amitié le lie au constructeur clermontois avec lequel il s'est lancé dans l'aventure coûteuse de la formule 1 en 1976. Jusqu'à 1981, ils ont ensemble imposé la technique d'une écurie dynamique et inventive sans disposer des moyens des grandes équipes. Jacques Laffite est revenu, cette année, chez Ligier, dans une écurie qui a recruté pendant l'intersaison Gérard Larrousse, en rupture de contrat avec Renault, et surtout Michel Têtu, ingénieur de la Régie, qui a suivi l'exemple de son patron. Seule difficulté, Ligier, qui bénéficiait en 1984 du parrainage du Loto et des cigarettes Gitanes, n'a pas trouvé de financement.

ALAIN PROST : originaire de Saint-Chamond (Loire), il a eu une ascension fulgurante. Après un titre de champion d'Europe de kart, il a obtenu une bourse de la Fédération française du sport automobile et gagné le Volant Elf. Il a débuté en 1980 dans l'écurie McLaren avant de signer un contrat avec Renault. Après trois années de lune de miel, la Régie, grande dévoreuse de talents, n'a pas pardonné au « surdoué » de la formule 1 d'avoir perdu un titre mondial (à Johannesburg).

Evincé de l'écurie française, il est engagé sur-le-champ par McLaren pour la deuxième fois de sa carrière. C'est une occasion inespérée pour lui de montrer qu'il est bien le meilleur. En Italie pourtant, il est trahi par sa machine. A trente ans, il a perdu une nouvelle fois le titre de champion du monde au profit de son coéquipier, l'Autrichien Niki Lauda, plus par manque de chance que par manque de maturité. Le plus doué des pilotes est peut-être aussi l'un des plus fragiles sous des apparences trompeuses.

PATRICK TAMBAY : issu d'une famille aisée de Cannes, il est âgé de trente-six ans. Il a appris à skier sur les pentes de la Savoie pour atteindre aux côtés de Bonnet, alors patron du ski français, le niveau des meilleurs espoirs. Difficile à vivre, l'après Killy. Il a suivi alors aux Etats-Unis des cours de gestion avant de s'intéresser au pilotage. Vainqueur du Volant Elf en 1972, il a emprunté la filière classique qui mène à la formule 1. Il a débuté au volant d'une Ensign, modeste écurie britannique. Il est passé d'une équipe à l'autre : McLaren, Théodore et Ligier. Il a le sentiment d'avoir été mal employé.

Enzo Ferrari lui a offert cependant en 1982 un contrat pour remplacer Gilles Villeneuve, mort quelques semaines plus tôt sur les circuits. Mis en confiance, il a gagné son premier grand prix en RFA à l'occasion de sa deuxième course. *« J'ai su alors que j'étais un bon pilote »*, avoue-t-il. Il n'a pas obtenu cependant la reconduction de son contrat dans l'écurie italienne. Il a alors été engagé par Renault, qui a vécu en 1984 une période difficile.

GILLES MARTINEAU.

RELANCE D'UN VIEUX CONFLIT

La margarine et l'argent du beurre

Le conflit qui, depuis des années, oppose producteurs laitiers et margariniers va-t-il dégénérer ? On n'en est encore qu'aux escarmouches.

Premier acte : le 27 avril 1984 paraît dans le journal *la France agricole* une page de publicité sobrement intitulée : *« En attaquant le beurre, c'est vous que l'on vise. »* Citations à l'appui, elle insinue que la margarine serait à l'origine de maladies cardio-vasculaires et qu'elle pourrait — chez la souris — induire l'apparition de certains cancers. Cette page est signée : *« PRP : des vérités qui dérangent. »* Deuxième acte : le 4 mars 1985 paraît dans le quotidien belge *le Soir* la même page de publicité, ironiquement intitulée : *« Adeptes de la margarine, à votre santé ! »* Mais, cette fois, la page est signée Aidlait (Association internationale pour la défense des producteurs laitiers), un sigle jusqu'alors totalement inconnu. Le lendemain, Aidlait conviait les journalistes à une conférence de presse sur le thème : *« Doit-on laisser la margarine en liberté ? »* Une conférence qui, en définitive, allait surtout briller par la qualité des absents. Ainsi le Docteur Dillon (professeur de nutrition humaine à l'INA) : *« Initialement cette conférence devait se dérouler dans le cadre du Salon de l'agriculture et ne porter que sur le problème des graisses animales et de l'hypothèse lipidique (1). D'où ma stupéfaction et mon amertume lorsque j'en ai appris le véritable intitulé. Toutes les accusations véhiculées par Aidlait concernant la prétendue nocivité de la margarine sont dénuées de fondement. Je n'ai pour ma part jamais formulé de telles assertions. »*

Compromis historique

PRP sont les initiales de Procédés Roland Pigeon, une entreprise de Bréhan (Morbihan) spécialisée dans la fabrication d'aliments pour le bétail. Son PDG, M. Paul Ménard, est catégorique : *« Le lait ne se vend plus, c'est une catastrophe ! Il faut que les médecins cessent de dire n'importe quoi, de dénigrer le beurre (...). Vous vous rendez compte, si on interdisait le commerce de la margarine en Europe, ce serait la fortune. Pour nous, pour les producteurs de lait, pour les éleveurs... »*

Quant à Aidlait, il s'agit d'une association présidée par un Belge, M. Georges Frère, PDG de la Sobren, une société apparemment spécialisée dans l'agro-alimentaire. Le porte-parole de cette firme, M. Dave, refuse de nous communiquer les noms des autres membres fondateurs d'Aidlait. Sinon que M. Ménard *« pourrait bien en faire partie »*.

Avec une antenne en Belgique et une autre dans le Morbihan, les « irréductibles » du beurre semblent décidés à tout faire pour *« relever le défi lancé par le lobby des margariniers »*. Certains essaient cependant de trouver une solution de compromis. Ainsi la laiterie Saint-Hubert (présidée par M. François Guilleume, le patron de la FNSEA) a passé un accord avec Lesieur, un des « grands » de la margarine, pour la fabrication de « Lesieur tartine », un mélange d'huile de tournesol et de beurre (*le Monde* du 14 décembre 1984). Mais ce type de « compromis historique » suffira-t-il à désarmorcer le conflit ?

FRANCK NOUCHI.

(1) L'hypothèse lipidique suppose qu'il existe un lien de cause à effet entre une alimentation riche en graisses saturées présentes en grandes quantités dans les graisses d'origine animale et le risque de maladies cardio-vasculaires. Elle est soutenue par les producteurs de margarine, alors que les tenants du lait ont fait valoir que les produits à base de tournesol n'apportent que très peu d'acide alpha-linolénique, qui diminuerait le risque de thrombose vasculaire. Un seul fait est scientifiquement prouvé : plus le taux de cholestérol sanguin est élevé, plus le risque cardio-vasculaire est important.

D'un sport à l'autre

● FOOTBALL : *championnat de France.* — Sept matches comptant pour la trente et unième journée du championnat de France de première division ont été disputés vendredi 5 avril : *Tours bat Auxerre, 3-1; *Toulon bat Strasbourg, 3-1; Metz bat *Bastia, 3-1; Rouen bat *Brest, 2-0; Paris-SG. et Sochaux, 1-1; *Lille et Laval, 0-0; *Toulouse bat Marseille, 2-0; Bordeaux-Lens, Nantes-Racing CP et Nancy-Monaco sont programmés pour le 6 avril.

● TENNIS : *tournoi de Monte-Carlo.* — La hiérarchie a été respectée pour les quarts de finale du tournoi de Monte-Carlo, doté de 325 000 dollars : Sundström (Suè.) bat Westphal (RFA) 6-4, 6-2; Lendl (Tch.) bat Cancellotti (It.), 6-2, 6-1; Wilander (Suè.) bat Pimek (Tch.), 6-3, 6-1; Krickstein (EU) bat Smid (Tch.), 3-6, 6-1, 6-2. Les demi-finales devaient opposer, ce samedi, Wilander à Krickstein et Lendl à Sundström.

● VOLLEY-BALL : *Coupe de printemps.* — La France disputera la finale de la Coupe du printemps organisée au Danemark entre les équipes d'Europe occidentale. En demi-finale, les Français ont battu les Allemands de l'Ouest 3 sets à 0 (15-6, 15-10, 15-4). Ils rencontreront en finale les Néerlandais, vainqueurs des finlandais 3 sets à 1.

● *La chasse à la baleine interdite au Japon.* — Le Japon vient de décider d'interrompre la pêche commerciale des baleines, cédant ainsi aux pressions américaines. Les Etats-Unis avaient menacé le Japon d'interdire à ses bateaux de pêche l'accès à sa zone économique maritime si celui-ci ne revenait pas, dès le 1er avril 1985, sur son opposition au moratoire.

Le département du commerce américain réduit de moitié le quota accordé à l'URSS pour la pêche à la baleine dans les eaux territoriales américaines, en raison des violations soviétiques des accords de la Commission internationale de la pêche à la baleine (IWC). — *(AFP.)*.

CET AGE EST INNOCENT

Pour avoir menti sur son âge et s'être fait passer pour majeur, un adolescent originaire de Bretagne a passé deux mois à la prison de Fleury-Mérogis après avoir été condamné, sous une fausse identité, à dix mois d'emprisonnement pour un vol dans le métro. David, âgé en fait de dix-sept ans avait fait une fugue à Paris en compagnie de deux camarades. Sans ressource, il avait commis un vol et avait été arrêté.

Dissimulant son âge ainsi que son nom, mais donnant aux enquêteurs une adresse et un numéro de téléphone exacts, David s'est laissé juger devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris au lieu d'être présenté à un juge des enfants. Aucune vérification d'identité n'avait été faite aux différents stades de la procédure. Ses parents ont finalement retrouvé David à la prison grâce à une émission de télévision.

A MONTPELLIER

L'encerclement des forains

De notre correspondant

Montpellier. — Interdits de centre-ville, les forains de Montpellier sont entrés en conflit avec le maire, M. Georges Frêche (PS), qui leur avait affecté, pour la fête pascale, un stade à la sortie sud de la ville. Les forains estiment que, hors du centre-ville, leurs recettes sont nettement moins élevées. Il y a deux ans, le maire leur avait cédé les jardins du Peyrou et, l'an dernier, les forains s'étaient installés à Antigone, le nouveau quartier proche du centre-ville. Mais cette dernière expérience ne fut pas jugée favorable, les forains estimant que leur chiffre d'affaires avait diminué de 80 %.

Mercredi 3 avril à l'aube, par surprise, un peu plus de cinquante forains se sont installés sur l'esplanade, en plein cœur de Montpellier. Peu après, le maire faisait bloquer l'esplanade par des autobus des transports urbains et des bennes de la voirie, pare-chocs contre pare-chocs, et faisait verbaliser les propriétaires de camions stationnés sur les lieux.

Vendredi après-midi, une entrevue avec M. Georges Frêche, qui avait proposé un abaissement des droits, n'a pas abouti à un accord. Par quarante-neuf voix et quatre bulletins blancs, les forains ont décidé de continuer leur action.

Le siège n'avait pas été levé samedi 6 avril au matin.

R. B.

Carnet

Décès

— M. et Mme Marc Durand-Viel,
M. et Mme André Berthault,
M. et Mme Jacques Berthault,
ses enfants, ses petits-enfants et ses vingt et un arrière-petits-enfants,
Les familles Berthault, Halluitte, Carand, Duval-Arnould et Prache,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Charles BERTHAULT,
née Geneviève Prache,

pieusement décédée le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 9 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Thomas Gelot,
Mme Jean Borrelly,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Gelot,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Martine BORRELLY,
journaliste,
veuve de Benoît-Michel Gelot,

au terme d'une longue maladie, le 17 mars 1985, à l'âge de trente-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Préville à Nancy, en toute intimité.

231 *bis*, rue La Fayette,
75010 Paris.
Nancy.

— La fondation Saint-John Perse a la douleur de faire part du décès de

Mme Alexis LÉGER,
veuve du poète Saint-John Perse,
prix Nobel de littérature.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu jeudi 21 mars 1985 à Giens (Var).

Fondation Saint-John Perse,
Hôtel de Ville,
13616 Aix-en-Provence Cedex.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Isabelle MONDAIN-MONVAL,

le 27 mars 1985 à Bordeaux.

De la part de
Ses parents, M. et Mme Jacques Mondain-Monval,
Et de toute sa famille.

40, boulevard du Président-Wilson,
33000 Bordeaux.

— Mme Ottilie Heilpern,
Mme Irma Mico,
M. Siegfried Rosenberg,
Et la famille,

ont la douleur de faire part du décès de leur frère, beau-frère et oncle,

M. Emile ROSENBERG.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 avril 1985, à 14 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira porte principale.

Anniversaires

— En ce deuxième anniversaire du décès de

Joseph Jean MORER,
commandeur de la Légion d'honneur
au titre militaire,

une pensée toute particulière est demandée de la part de Mme Morer à tous ceux qui l'ont connu, aimé et restent fidèles à son souvenir.

Distinctions

— Le Comité international pour l'attribution des prix Athinai, Olympia et Aristotelis de la fondation Alexandre S. Onassis a décerné le prix Athinai 1985 (l'homme et l'humanité) au président Léopold Sedar Senghor, pour son œuvre humaniste, et sa philosophie concernant le concept d'africanité ainsi que ses activités constantes en faveur de la paix et du dialogue interculturel. Le prix Olympia 1985 (l'homme et son environnement) a été attribué conjointement à la commission de l'Académie royale néerlandaise des arts et sciences et M. K.K. Framji (secrétaire général d'ICID). Le prix Aristotelis 1985 (l'homme et la société), à M. Herman Gmeiner, pour ses efforts depuis 1949 en faveur de l'enfance, et notamment la fondation de l'organisation Villages d'enfants SOS.

(Chaque prix est d'un montant de 100 000 dollars US.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 7 AVRIL

« Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale boulevard Ménilmontant (Vincent de Langlade).

« Un cimetière et ses mystères insolites et médiumniques », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« L'île Saint-Louis, la noblesse de robe au dix-septième siècle », 10 h 30, métro Pont-Marie.

« La mosquée, histoire de l'islam », 15 h, place du Puits-de-l'Ermite (M. Lasnier).

« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 30, portail central.

« La Salpêtrière et son enclos », 47, bd de l'Hôpital, 15 h (Anne Ferrand).

« L'Hôtel de Soubise », la vie à la cour sous Louis XIV », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (Isabelle Hauller).

« Le château de Maisons-Laffitte (vestibule gauche), accès par Saint-Lazare, 15 h 30.

« Les salons du ministère des finances », 10 h 30 ou 15 h , 93, rue de Rivoli.

« L'Institut de France », 15 h, 23, quai Conti (Mlle Rojon).

« Messe de Pâques à l'abbaye bénédictine de Saint-Benoît-sur-Loire, visite de Germiny-des-Prés et Sully-sur-Loire », 7 h 30 ; sur inscriptions (1) 526-26-77 (Paris et son histoire).

« Le domaine de Dampierre, le château de Breteuil, l'abbaye de Vaux-de-Vernay », 13 h, départ place de la Concorde, côté Tuileries ; inscriptions (1) 526-26-77.

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 1, rue des Petits-Champs.

« Le Louvre de Philippe Auguste », 10 h 30, 2, carrefour de l'Odéon.

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 h, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Sceaux, promenade dans le parc », 15 h, grille au bout de l'allée d'honneur.

« Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses ou 15 h en haut du funiculaire.

« Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 h, sortie métro Louvre.

« Charonne », 15 h, métro Porte-de-Bagnolet (sortie boulevard Mortier).

LUNDI 8 AVRIL

« Neuilly ancien : le plus parisien des cimetières de banlieue », 15 h, rue Victor-Noir (Vincent de Langlade).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale, boulevard Ménilmontant (Vincent Langlade).

« Le pays d'Arnay : fête gastronomique et châteaux privés, 8 h ; inscriptions (1) 526-26-77.

« Les abbayes et châteaux de la vallée de l'Autoie, la forêt de Retz, Villers-Cotterets », départ place de la Concorde, côté Tuileries à 13 h ; inscriptions (1) 526-26-77.

« La symbolique de Notre-Dame de Paris, franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme », 15 h, métro Cité (Isabelle Hauller).

« L'Académie française et l'Institut, 15 h, 23, quai Conti (M.-C. Lasnier).

« La place Dauphine et le Pont-Neuf », 10 h 30, 2, rue du Pont-Neuf.

« La Seine et ses ponts », 15 h, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).

« Laque contemporaine, bibliothèque Forney », 1 rue du Figuier, 15 h.

« Montmartre, ruelles et jardins », 15 h, métro Abbesses.

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Madeleine (sortie Trois-Quartiers).

« Le vieux village de Saint-Germain-des-Prés », 15 h, métro Saint-Germain (sortie côté église).

« Le vieux Belleville et ses jardins », 15 h, métro Télégraphe.

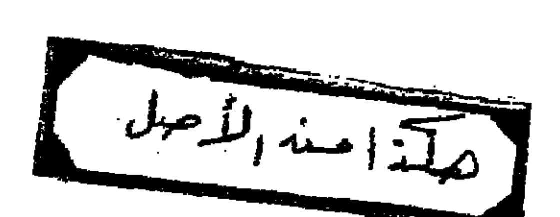
« Les salons du ministère des finances », 10 h 30, 93, rue de Rivoli.

« Le Marais insolite », 15 h 30, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois (C.-A. Messer).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 7 AVRIL

1, rue des Prouvaires, 15 h, « Mort et résurrection dans les mystères initiatiques » (Serge Hutin), « Le symbolisme de la fête de Pâques » (Natya).



TRENTE ANS DE CHRONIQUES

Les « Jazzistiques » d'André Hodeir

Un ouvrage de la belle collection « Epistrophy » est une occasion ou jamais de faire l'éloge d'Hodeir. Nous qui ne lisions pas Descartes comme un cauchemar et n'avions pas trouvé de charme irrésistible à la révolution culturelle dans le jazz, lisons aujourd'hui, il va de soi sans remords, et, tout au contraire, avec le même plaisir qu'hier, ces pages magistrales où le style très pur et l'humour, parfois glacé, parfois mutin, donnent un exemple de raison raisonnante qui ne tue pas l'intelligence.

On ne résume pas un tel recueil d'articles qui jalonnent trente années de lutte et de réflexion, et qui abordent, par des biais variés, un phénomène musical, les hommes qui le font et ceux qui le pensent, l'automatisme et ses limites, les œuvres et leurs énigmes, le talent et le génie, l'essence et les accidents, la forme, enfin, dans quelques solos historiques. Ce septième tome d'« Epistrophy » se referme sur quelques « feuillets » récents, dont l'un, très drôle, « le jazz tel qu'on le parle » avait été refusé par la presse, de droite et de gauche, en 1979. Sans doute le tenait-on pour superflu, sinon pour gênant.

Quelque temps plus tard, des optimistes avaient cru que la France, l'un des rares pays d'Europe à manquer d'orchestres de jazz soutenus par service public, allait se doter d'une formation à structure variable. Un nom s'imposait pour prendre en main un tel ensemble : Hodeir. Mais le traditionalisme et sa complice objective, l'idéologie spontanéiste, l'ont, une fois de plus, emporté. Le vent d'état de grâce est allé souffler ailleurs.

Il restait à ceux qui connaissaient la version anglo-saxonne du livre qui vient de sortir, et l'enseignement d'Hodeir à Harvard, l'espérance qu'une autre responsabilité pourrait lui échoir, celle d'une chaire au Conservatoire national de la rue de Madrid. C'eût été un couronnement de carrière et une reconnaissance authentique, vraiment symbolique, du jazz, quasi centenaire, et que tout le monde adore, à condition qu'il reste discret. Espérance déçue.

La modernité et la mode

Les héros qu'Hodeir admire, on les connaît : c'est Nietzsche, Proust, Carroll, Joyce, Beckett, Berg, Boulez, Barraqué, mais aussi ceux qui, comme Parker ou Monk, ont fait jaillir, dans l'improvisé, des éclairs de beauté. Voilà, selon lui, la modernité. Quant aux modes frappant à sa porte, chaque fois elles ont dû repasser. A aucun moment l'idéologie dominante des cinquième, sixième et seizième arrondissements n'a ébranlé ce caractère indomptable. Ce n'est pas lui qui aurait déclaré, pour plaire, que *« tout se vaut »* ou que *« tout s'apprend sans peine »*.

En octobre 1984, Ornette Coleman racontait encore à notre confrère *Jazz Hot* : *« Le soir où j'ai eu pour cadeau mon premier instrument, après que ma mère m'eut dit de regarder sous mon lit et que j'eus retiré le saxophone, j'en ai joué aussi bien qu'aujourd'hui »*. Ses ennemis diraient : *« ou aussi mal »*. Mais c'est un faux aveu, nul ne peut y croire, et Hodeir moins qu'aucun autre, lui dont tout *Jazzistiques* vante l'effort, hélas obligé et le savoir rudement conquis.

Du courage, il en fallut à l'auteur pour répondre à Yves Buin, dans l'orage de 68 : non, je ne crois pas au *« message en musique »*, ni à sa *« vocation de bouleverser la société »*, ni à la liberté nouvelle d'un langage ancré dans des *« bases modales inavouées »* ; oui, je refuse la *« puérilité mystique »*, l'oreille *« à l'écoute de l'univers »*. « *Déjà*, ajoutait-il, *nous voyons surgir des mages, et ce monde-là, mon cher Buin, m'écœure... Il me ferait regretter le triste monde de la consommation.* »

Il est possible — c'est notre cas — de défendre l'*« immobilité giratoire »* d'un Coltrane, la transe populaire que font naître Machito, Domino, BB King ou Stevie Wonder, voire l'émotion simple d'un passage de guitare chez Brian Ray, un rocker du groupe Queen, jouant *I Want to Break Free*. Cela n'intéresse pas Hodeir. Mais qui peut contester son droit à choisir, sa puissance dialecticienne, sa pensée qui fonctionne avec la rigueur de l'ordinateur mais avec l'amour de l'existence en plus, l'incline à la méditation poétique. Pourquoi l'Université française se passerait-elle de ce savant ? Vivre en exil n'est pas de son goût.

LUCIEN MALSON.

★ *Jazzistiques*, d'André Hodeir. Hoquevaire, « Parenthèses », diffusion PUF, 208 p., 90 F.

AU FESTIVAL DE MUSIQUE RELIGIEUSE DE CUENCA

La légende dorée de « Theodora »

La pluie et le froid n'ont pas refroidi la ferveur de ceux qui, le vendredi saint, font un immense cortège dès 6 heures du matin et jusqu'au soir aux statues représentant les scènes de la Passion du Christ, portées par des centaines de pénitents en cagoule dans les rues de Cuenca (*le Monde* du 11 avril 1982). Et le relief vertigineux de cette petite ville accrochée à un rocher de Castille entre deux canons, dans un pays aride, rend plus saisissante encore l'évocation de ce drame du Calvaire, il y a quelque deux mille ans, dans les rues étroites de Jérusalem.

Les touristes, très nombreux pendant la semaine sainte, sont souvent aussi des mélomanes attirés par le Festival de musique religieuse qui, chaque année, offre des concerts d'une exceptionnelle qualité et fait découvrir une profusion d'œuvres inconnues ou des partitions contemporaines écrites spécialement pour Cuenca.

Ce vendredi saint, dans la ravissante église romane de San Miguel, toute blanche, avec de fines incrustations dorées de stuc baroque, le Chœur polyphonique universitaire de la Laguna — dirigé par Carmen Cruz — interprétait des pièces du baroque espagnol dont les manuscrits ont été retrouvés par le musicologue Lothar Siemens Martinez dans les bibliothèques des cathédrales. On était frappé par la fermeté de l'écriture héritée de l'austère polyphonie de la Renaissance, souvent d'une grande profondeur contemplative et d'un accent simple et direct qui s'allient avec le nouveau style concertant, plus mouvementé, voire acrobatique et d'une couleur harmonique plus séduisante, marquée par l'influence italienne.

D'autres concerts avaient fait précédemment entendre des œuvres du dix-septième et du dix-huitième siècle portugais et du seizième siècle anglais. Ce programme original, préparé pour l'année européenne de la musique, allait nous permettre de découvrir un chef-d'œuvre quasi inconnu de Haendel, *Theodora*, curieux oratorio — l'avant dernier qu'il ait écrit — créé le 16 mars 1750 à Londres, sans aucun succès. Le seul, remarque Jean-François Labie, qui ne traite ni de la Bible ni de l'Antiquité païenne.

Il s'inspire d'une pièce de Corneille, *Theodora vierge et martyre*, et raconte en trois actes et plus de deux heures l'histoire d'une princesse chrétienne qui refuse de participer aux fêtes en l'honneur de l'empereur Dioclétien. Jetée en prison et destinée à la prostitution, elle est sauvée par son amoureux Didimus, dont elle revêt les vêtements, mais le jeune homme étant condamné à mort, elle se constitue prisonnière et marche au supplice avec lui, tous deux acceptant avec joie de mourir pour l'amour de Dieu.

Haendel traite cet épisode de légende dorée comme un véritable opéra. Les récitatifs sont brefs et expressifs, les airs abandonnent souvent le da capo, les caractères sont bien marqués avec surtout l'amusante opposition des fiers Romains — toujours en majeur — et des chrétiens, tourmentés, introspectifs, qui chantent le plus souvent en mineur...

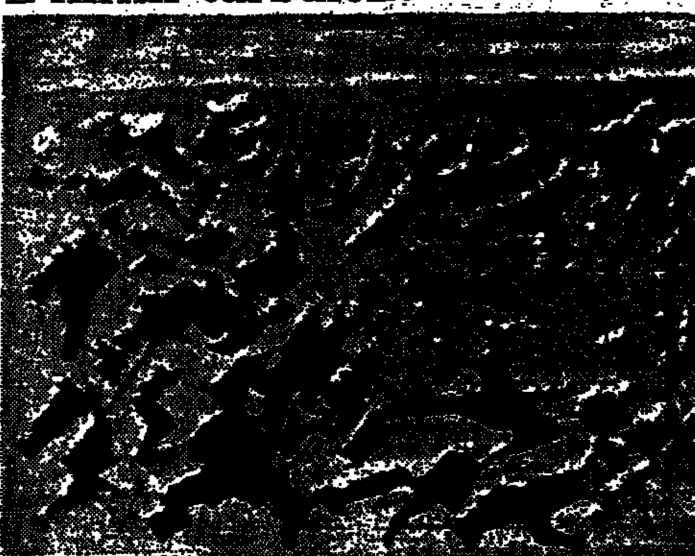
La musique est un enchantement. Au bout de sa carrière, Haendel a acquis une liberté, une allégresse d'allure qui lui permettent d'évoquer tous les sentiments avec autant de grâce que de force. Les airs et les chœurs des Romains, brillants sans être ridicules, manifestent la bonne conscience d'un peuple fermement installé dans sa domination du monde, tandis que les chrétiens disent leur espoir, leur confiance, leur abandon au milieu des épreuves, ou avec une générosité et une tendresse dont Haendel renouvelle sans cesse l'expression.

Sans doute les Anglais de 1 750 étaient-ils blasés après avoir entendu du Haendel pendant une trentaine d'années, et peut-être n'avaient-ils pas un Jean-Claude Malgoire pour leur révéler la subtilité de cette œuvre aux tons de pastel, avec l'intelligence pétillante et la sensibilité exquise qu'il a déployées à la tête des musiciens et choristes de l'English Bach Festival, ainsi que d'excellents solistes tels que Lynda Russel, Penelope Walker, John Rath et surtout Michael Chance, dans les rôles principaux.

JACQUES LONCHAMPT.

HOMMAGES A HENRI MICHAUX

L'infini turbulent



Henri Michaux, 1984.

Insaisissable Michaux ! Chacun des visages reflétés dans les éclats d'un miroir brisé en mille morceaux en offre une image différente. Difficile à reconstituer, le puzzle, ce monde larvaire tout mélangé aux « choses vues » d'une existence errante sur trois continents, aux incessantes prises de conscience d'un être déchiré, écartelé, douloureux. Où peut-on mieux le surprendre, cet être en mue perpétuelle : dans son écriture ou dans ses projections plastiques ? Jean-Michel Maulpoix en formule la réponse dans *Michaux passager clandestin* (Editions Champ Vallon) : *« La peinture assure la relève de la fiction : elle lui fait suite, la relance, la ressource. »*

Au fait, graphismes et peintures sont le prolongement d'une écriture débouchant sur l'indicible, après l'illumination de la calligraphie chinoise. Et cet alphabet, ces signes délestés des mots n'ont cessé de proliférer. Dans les huiles les plus anciennes, les taches se métamorphosent en têtes hallucinées. « *Des âmes de monstres*, dira Michaux, *je les vois mieux que les autres.* » Comme le reste de l'œuvre, elles ne ressemblent à rien. A rien d'autre qu'à lui-même. C'est de ses profondeurs qu'il évacue les messages les plus bouleversants. Michaux les exorcise, assistant impavide aux ruées des hommes-racines, des homuncules, des vibrions, des pictogrammes, en proie au *« mouvement qui rompt l'inertie »*.

Ainsi peut-on suivre le déroulement de cette vie autre dans l'hommage rendu à l'immense poète, trois mois après sa mort, dans la rétrospective présentée à l'abbaye de Beaulieu-en-Rouergue par Geneviève Bonnefoi, au demeurant auteur du seul ouvrage consacré entièrement à « Henri Michaux peintre ». Où l'on assiste au terrible intermède des dessins exécutés sous l'empire de la mescaline, quand *« l'infini turbulent »* explose. En tant d'œuvres antérieures et postérieures tous les médiums sont mis à contribution : encre de Chine, frottage, sépia, aquarelle, lavis, gouache, acrylique, etc. — aux instants cruciaux, la couleur distille tendresse ou violence, célestée, safranée, sulfureuse, cruellement rouge — et l'huile, bien sûr, qui règne en maîtresse dans les dernières peintures, dont vingt-quatre figurent, par les soins de Jean Hugues, à la Nouvelle Biennale de Paris, autre hommage, oasis de silence en ce lieu plein de bruit et de fureur.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Abbaye de Beaulieu, Centre d'art contemporain, Ginals 82330 Laxos. Jusqu'au 5 mai.

★ Grande halle du parc de La Villette. Jusqu'au 21 mai.

AUX ONZIÈMES RENCONTRES DE VALENCE

Les films de famille

C'est en sortant d'une projection de *Paris, Texas* que Françoise Calvez, directrice du Centre de recherche et d'action culturelle (CRAC) de Valence, a décidé d'organiser ces onzièmes rencontres « cinéma et histoire » autour du thème de la famille. Un peu pour faire mentir les sociologues qui en surveillent le déclin, alors que la famille n'a jamais cessé d'être au centre des préoccupations des cinéastes et même du public. Témoin, le renouveau de la généalogie, démarche de ceux qui partent à la recherche de leurs racines.

La sélection très éclectique de Françoise Calvez et de son adjoint Jacques Grant va plutôt dans le sens des querelles familiales. Au cinéma, c'est l'inceste suggéré de *Cris et chuchotements*, ou des *Enfants du placard* de Benoît Jacquot, l'inceste avoué des *Damnés* et de *Sandra* de Visconti. C'est aussi le crime passionnel dans *la Femme mariée* de Claude Chabrol, la supercherie dans *Rosemary's baby* de Polanski ou *l'Ombre d'un doute* d'Hitchcock. *Violence et passion*, un autre film de Visconti projeté à Valence, aurait pu prêter son titre au Festival.

Les Rencontres de Valence mettent en scène, à travers une cinquantaine de films, la cellule familiale dans son devenir, au contact des bouleversements de la société. La famille de sang laisse la place à celle de l'amour, des affinités, des idéaux. La quête du passé donne lieu aux pires déchirements ; les tentatives de reconstruire le monde de l'enfance sont toujours déçues, comme est douloureux le passage à la vie adulte.

Et la cruauté des parcours d'initiation — ou de régression — est mise en valeur à l'écran par l'intransigeante permanence des lieux, des meubles, des traditions, qui rappellent sans pitié ce qu'on se refuse à quitter ou qu'on s'obstine, à tort, à recréer.

L'invité d'honneur des Rencontres est cette année le cinéaste américain Elia Kazan, un père, un chef de famille. Il dit volontiers que le contact avec ses enfants et petits-enfants est son *« expérience la plus enrichissante »*. Ses œuvres littéraires préférées ? *Œdipe* et *Hamlet*.

Dans ses films, il a montré les conflits qui mettent en danger ce qu'il appelle le *« lien d'amour »* ; ses mémoires, bientôt rédigés, la suite d'*America, America* qu'il prépare, parleront encore beaucoup de ses racines, de ses parents. *A l'est d'Eden*, *l'Arrangement*, *le Fleuve sauvage* sont des histoires de famille comme il en a vécu, avec plus d'orages que d'embellies.

En évoquant *la Fièvre dans le sang*, qu'il tourna en 1961, Elia Kazan rapporte une phrase de son scénariste William Inge et donne du même coup la clé des Rencontres de Valence : *« J'aimerais raconter comment nous devons pardonner à nos parents. »*

S. DURAND-SOUFFLAND.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PAS DE VEINE POUR DRACULA : Sentier des Halles (236-37-27), sam. 21 h 30.

GIGI : Nouveautés (770-52-16), sam. 20 h 30.

LE CONCILE D'AMOUR : Quai de la Gare (585-88-88), 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Danse : Voir rubrique (Palais des Congrès).

SALLE FAVART (296-06-11), sam. à 19 h 30 : Hippolyte et Aricie.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Mort de Sénèque ; 14 h 30 : le Misanthrope.

ODÉON (325-70-32), 20 h 30 ; dim. 15 h : l'Heureux Stratagème ; dim. 20 h jusqu'au lun. à 21 h 15 : les vingt-quatre heures du Raga (musique sacrée indienne).

PETIT ODÉON (325-70-32) sam., dim. 18 h 30 : la Donna et Olympe Dort.

BEAUBOURG (277-12-33) (le Centre sera ouvert les 7 et 8, de 10 h à 22 h) : Cinéma-vidéo : 16 h, le Pharaon oublié : à la recherche d'Akhenaton, de N. Kendall ; 19 h, Aimuna : Salsa pour Goldmann, de F. Cassenti ; sam., dim. à 15 h : Klaus Rinke : « Mutation », « Heidegger, meine Holzwege sind Wasserwege », « Eine Stunde kreative Dienstleistung », « Belle aquarelle » ; à 18 h : Los Angeles vidéo ; Cinéma africain : (renseignements en téléphonant au Centre).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : Ballet : sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Ballet du vingtième siècle M. Béjart ; 2e programme « Notre Faust » (Musique : Messe en si mineur et Agnus dei, de J.-S. Bach) ; tangos argentins (Micha Van Hoecke).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30 ; dim. à 16 h : le Milliardaire.

Les autres salles

☞ AMANDIERS (366-42-17), sam. 20 h 30 : Folies burlesques internationales.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : le Sablier.

☞ ARCANE (338-19-70), sam. 20 h 30 : le Terrier (dern.).

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : Moi-29e à l'ombre ; sam. 15 h : la Foi en l'homme.

☞ ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : l'Amour en visite.

☞ ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle L.-Jouvet, sam. 20 h 30 : Roméo et Juliette ; Salle Ch.-Bérard, sam. 20 h 30 : Impasse-Privé (dern.).

LA BARAQUE (707-14-93), sam. 21 h, dim. 15 h : 2 + 2 + 2 = 1.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Incurables. Th. de la Tempête (328-97-04) sam. 20 h 30, dim. 16 h : Lulu (dern.).

CINQ DIAMANTS (sam., dim.), 20 h 30 : les Femmes fatales (dern.).

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11, sam. 21 h 15, dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : Tête de bois ; 22 h : Scènes de ménage.

DIX HUIT THÉÂTRE (226-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Dialogue d'exilés.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), sam. 18 h 30 : Dernier bain ; sam. 20 h 30, dim. 15 h : Big Bang dans l'île de Callisto.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), sam. 20 h 30 : Morpions's palace.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), sam. 18 h 30, dim. 16 h : les Hivernants.

☞ ESSAION (278-46-42), sam. I. 18 h 45 : le Chant profond du Yddishland ; II. 19 h et 21 h : le Combat de Tancrède et de Clorinde (dern.).

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Love.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-94-06), sam. 20 h 30 : Atlantide ma mort.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 17 h : Guérison américaine.

☞ LIERRE-THÉÂTRE (586-55-83), sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra nomade.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) sam., dim. I, 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Le pupille veut être tuteur. II. 18 h : l'Entrée en matière ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; Petite salle, (sam., dim.), 21 h 30 : C'est rigolo.

MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), sam. 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : la Porte - la Crise.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam. 21 h 30 : la Berlue.

☞ MATHURINS (265-90-00), sam. 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90). Petite salle, sam. 21 h. dim. 16 h : Tchekhov Tchekhova.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99) sam., dim. 18 h 30 : Narcisse ; 20 h 45 : la Suivante.

NOUVEAU THÉÂTRE DE COLETTE (628-99-18), sam. 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet (pièce inédite de T. Williams).

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 19 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

PORTE DE GENTILLY (580-20-20), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Mademoiselle Julie.

☞ PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 20 h 30, sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h : Double foyer.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), sam. 21 h, dim. 15 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), sam. 20 h 30 + 22 h 15, dim. 16 h : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

☞ TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). I. Sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. Sam. 20 h 30 : Huis clos ; sam. 22 h 15, dim. 17 h : Et si Beauregard n'était pas mort.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : Androclès et le Lion.

THÉÂTRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Grand déménagement.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Kaspar (dern.).

☞ THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Madeleine Proust en forme.

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16). I. Sam. 22 h : Ce qui est bon dans la tarte ; dim. 20 h 30 : 12 m² de théâtre politique. – II. Sam. 22 h, dim. 17 h : l'Ascenseur.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Oiseaux ; Musica Musica ; Petite salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Arbre des tropiques.

☞ THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-83), sam. 18 h 30 : le Journal d'un fou.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 18 h 30, sam. 16 h : Tac ; sam. 20 h 30, dim. 17 h : Haut comme la table ; sam. 22 h 30 : Carmen Cru.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), dim. 20 h 30 : Deux Sous pour tes pensées.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), dim. 20 h 30 : Danse de l'Inde, style Kathak.

ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Danse Buto.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Roméo et Juliette, par le Ballet national de l'Opéra de Paris (chorégraphie R. Noureev).

Les concerts

SAMEDI 6

La Table Verte, 21 h 30 : A. Host, A. Cohen (Satie, Poulenc, Ravel).

18 Théâtre, 16 h 30 : Quintette Moragues (Schubert, Villa-Lobos, Bobesco...).

DIMANCHE 7

Notre-Dame, 20 h 45 : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : N. Kraemer (Haendel, Scarlatti, Telemann...).

Eglise Saint-Merri, 16 h : Chorale de l'université de Stuttgart, dir. : D. Strassacker.

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 17 h : J. Regnery (Bach).

Opérettes

CASINO DE PARIS (285-00-39), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Hourra papa.

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30 et dim. 15 h et 20 h 30 : les Mille et Une Nuits.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 6 AVRIL

100 jours du cinéma espagnol : 15 h : La Dolorosa, de J. Grémillon ; 21 h : Centinela Alerta, de J. Grémillon ; Carte blanche à Cinématographe : 17 h : le Fleuve, de J. Renoir ; 19 h : Shakespeare Wallah, de J. Ivory.

DIMANCHE 7 AVRIL

100 jours du cinéma espagnol : 15 h : Don Quintin el Amargao, de L. Marquina ; 21 h : La Hija de Juan Simon, de J.L. Saenz de Heredia ; Carte blanche à Cinématographe : 17 h, Que Viva Mexico, de S. Mikhailovitch Eisenstein ; 19 h, Noces de sable, de A. Zwobada.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 6 AVRIL

15 h, La cinémathèque de la Danse présente : Hommage au marquis de Cuevas et à Y. Chauviré : Carrousel fantastique, de E. Giannini ; 17 h : 70 ans d'Universal : Tuez Charley Varrick ! de Don Siegel ; 19 h : Cinéma japonais : Y. Kawashima : le Temple des oies sauvages ; 21 h : les Aventures du roi Pausole, de A. Granowsky.

DIMANCHE 7 AVRIL

15 : Classique du cinéma mondial : Gribiche, de J. Feyder ; 17 h : 70 ans d'Universal : l'Arnaque, de G.R. Hill ; 19 h 15 : Cinéma japonais : Y. Kawashima : Chronique du soleil à la fin de l'ère Edo ; 21 h : Quartier latin, de P. Colombier et Ch. Chambonrant.

Samedi 6 - Dimanche 7 avril

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) : Olympic, 14e (544-43-14). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic cinéma (H.sp.), 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'AMOUR EN DOUCE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40)) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sue., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H.sp.), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

LE COW-BOY (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 2e (222-57-97) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A.,v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

DUNE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; V.o., v.f. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

EL NORTE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-50-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

GREMLINS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56). – V.f. : Gaîté Boulevard, 9e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina, 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LADY HAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention Saint-Charles, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumières, 9e (246-49-07).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Rialto, 19e (607-87-61).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o) : St-Ambroise (Hsp), 11e (700-89-16).

MISSION NINJA (A) (*) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE-JARRETELLES (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; République Cinéma, 11e, (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PIANOFORTE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp.), 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Rialto, 19e (607-87-61) ; Tourelles, 20e (634-51-98).

LA RIVIÈRE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

ROUGE GORGE (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (326-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

STALINE (Fr.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

TRAIN D'ENFER (Fr.) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 6e (561-94-95).

VARIETY (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (561-10-60).

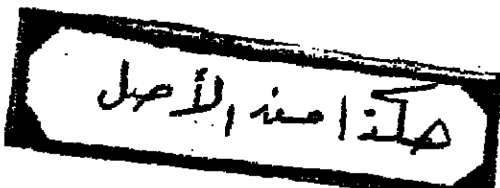
LES FILMS NOUVEAUX

BLANCHE ET MARIE, film français de Jacques Renard : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-33-00).

2010, film américain de Peter Hyams, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

COUNTRY, LES MOISSONS DE LA COLÈRE, film américain de Richard Pearce, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

HORS-LA-LOI, film français de Robin Davis : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 6 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Les grands succès de la scène : le Chienlit.
De J.-P. Rouland et C. Olivier. Avec H. Duc, J.-C. Massoulier, J.-P. Rouland, D. Paturel...
Mai 68 entraîne des modifications profondes à l'intérieur de la famille Cornebugle. Les plus jeunes, animés par des sentiments contestataires, vont déjouer un piège professionnel tendu à leur propre mère, incarnation de la bourgeoisie.

22 h 25 Droit de réponse : Revue de presse. Emission de Michel Polac.
Avec notre collaborateur J.-M. Colombani et J.-M. Bougereau (Libération), *D. Jamet* (le Quotidien), *M. Dejours* (Sud-Ouest), *J.-F. Kahn* (l'Evénement), *D. Bensaïd* (Rouge), *B. Lalanne* (l'Expansion), *A. Glucksmann, philosophe.*

0 h 10 Journal.
0 h 30 Ouvert la nuit.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. De M. Drucker.
Avec Line Renaud, Alain Bashung, Miou-Miou...

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Rockorico, *avec quatre jeunes groupes : GPS ou Garage psychiatrique, Suburbain, les Bandits et Cyclope ; Rockline* ; concert Paul Young, *filmé à Essen le 30 mars.*

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 5 Disney Channel.
Les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéoclips, les plus grands « tubes » des vingt dernières années.

21 h 55 Journal.

22 h 20 Feuilleton : Dynastie.
Krystle a le sentiment d'être exclue des affaires familiales. Le congressiste McVane est impliqué dans un scandale. Menaces de mort, traquenard...

23 h 5 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Christophe Lambert, Jane Birkin, Michel Sardou.

23 h 35 Prélude à la nuit

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

18 h 5, Troisième rang de face (actualité du spectacle) ; 18 h 25, Un trait c'est tout ; 18 h 30, Clip-clap ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, Feuilleton : le Grand César ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Maître du jeu ; 22 h 55, Ghostkeeper, film de J. Makichuk ; 0 h 20, Chaleur et Poussière, film de J. Ivory ; 2 h 30, l'Amérique en folie, film de R. Vanderbes ; 4 h 10, Batman ; 4 h 35, Stunt Man, film de R. Rush.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Face de Carême », de J. Kraemer. Avec W. Coryn, D. Lacarrière, R. Crouet...
22 h 10 Démarches avec... Jean-Philippe Domecq.
22 h 30 Musique : Perspectives du XX[e] siècle, carte blanche à Harry Halbreich.
0 h Clair de nuit, avec Bernard N'Guyen.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 16 février 1985 au Théâtre des Champs-Elysées) : *Sonate pour piano nº 8 en la mineur*, de Mozart ; *Sonate pour piano nº 18 en sol majeur*, de Schubert ; quatorze *Valses* de Chopin, par Maria Joao Pires, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : le club des archives : Fedor Ivanovitch Chaliapine ; à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 7 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Journal.
9 h Emission islamique.
9 h 15 Orthodoxie.
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe de Pâques.
En Eurovision, de la collégiale de Bellizona (Suisse).
12 h Message pascal et bénédiction *Urbi et Orbi* par le pape Jean-Paul II, en direct de Rome.
12 h 35 Midi presse, de P.-L. Séguillon.
Invité : M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Sports dimanche.
Cyclisme : le Tour des Flandres ; tennis de table : championnat du monde ; tiercé à Auteuil.
16 h 30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 10 Série : Les roses de Dublin.
19 h 7 sur 7.
Le magazine de la rédaction présenté cette semaine par Anne Sinclair. *Avec M. Daniel Toscan du Plantier.*
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : l'Homme de Rio.
Film français de P. de Broca (1963), avec J.-P. Belmondo, F. Dorléac, J. Servais, S. Renant, A. Celi (redif.)
Un soldat venu passer une semaine de permission à Paris s'en va jusqu'au Brésil pour délivrer sa fiancée. Le grand film français d'aventures et d'humour des années 60. Et Belmondo en héros.
22 h 35 Sports dimanche soir.
23 h 30 Journal.
23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 35 Journal et météo.
9 h 40 Les chevaux du tiercé.
10 h 5 Récré A 2.
10 h 40 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Dimanche Martin (suite).
17 h Série : Médecine de nuit.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Série : L'Homme de fer.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : Le grand raid.
Fort Nelson-Vancouver ; les « aventuriers » découvrent le Canada.
21 h 35 Documentaire : Que deviendront-ils ?
Suite d'une aventure, d'un feuilleton dont on a vu le premier épisode l'année dernière en avril 1984 : il s'agit de filmer une classe, de suivre pendant dix ans des enfants, Valérie, Franck, Philippe, Florent, Sandrine... cinq petites vies bourrées de vie — si différentes ! — ils ont grandi un peu mais les chances ne sont pas égales. Ils construisent leur vie devant nous, petites histoires traversées de tant d'autres. Michel Fresnel (le réalisateur) et Hélène Delebecque (la journaliste) posent un regard attentif, précis et complice sur eux. Une expérience unique, délicate, passionnante.
22 h 35 Magazine : Désirs des arts.
Emission de P. Daix, réal. P. Collin et P.-A. Boutang.
Architecture, nouveaux plaisirs ?
Autour de l'exposition de maquettes organisée au CCI de Beaubourg. Le point sur l'architecture contemporaine. Visite de la villa Savoye de Le Corbusier, du café Costes, des Halles...
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Emission pour les jeunes.
10 h Mosaïque. Emission de l'ADRI.
« La main sur le cœur », un reportage tourné dans la banlieue parisienne, plaidoyer contre le racisme.
12 h La vie en tête.
12 h 15 Tennis : tournoi de Monte-Carlo.
Finale (double et simple) en direct de la principauté.
18 h Emission pour les jeunes.
19 h Au nom de l'amour.
20 h RFO Hebdo.
20 h 35 Documentaire : Gasherbrum, montagne de lumière.
L'ascension par une équipe de dix alpinistes d'un sommet de la chaîne de l'Himalaya à l'extrémité d'un des plus longs glaciers du monde. Le compte rendu d'une expédition dirigée par Pierre Mazeaud.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Crime passionnel.
Film américain d'O. Preminger (1945), avec D. Andrews, A Faye, L. Darnell, C. Bickford, A. Revere, B. Cabot (v.o. sous-titrée. N.).
Un aventurier échoue dans une petite ville de Californie. Séduit par une serveuse de bar, il échafaude une combinaison qui se retourne contre lui. Film policier à suspense psychologique. Atmosphère à la Simenon dans un milieu provincial américain. Un film peu connu. A voir.
0 h 10 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Top 50 ; 8 h 30, Cabou Cadin (et à 14 h 15) ; 9 h 20, Gym à gym ; 9 h 30, Trahisons conjugales, film de D. Jones ; 11 h 5, Circulez y'a rien à voir, film de P. Leconte ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, Batman ; 15 h 55, Superstars ; 16 h 10, Hill Street Blues ; 17 h, Stock chocs ; 18 h, la Loi et la Pagaille, film de I. Passer ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, le Grand Carnaval, film de A. Arcady ; 23 h 15, Le radeau d'Olivier ; 23 h 55, le Deuxième Souffle, film de J.-P. Melville ; 2 h 20, la Victime, film de G. Dobray.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : « Hommes et femmes », d'Annie Leclerc ; 7 h 45, Dits et récits : contes de Grimm ; 8 h, Orthodoxie : dimanche des Rameaux ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge féminine de France ; 10 h, Messe à la cathédrale de Rennes ; 11 h, Histoires du futur : entretien avec François Chatelet ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : de la figuration à l'abstraction... Piet Mondrian, fondation Maeght ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La Comédie-Française présente « le Misanthrope », de Molière (en direct de la salle Richelieu). Avec B. Dhéran, M. Aumont, G. Casile, S. Eine, L. Mikael... ; 17 h 20, La tasse de thé ; à 17 h 45, La Révolution a-t-elle commis un génocide en Vendée ? ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes, avec Claude Chabrol, pour son film « Poulet au vinaigre » ; 20 h, Musique : le son de chose.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : Toque, toque, toc, toc.
22 h 30 Musique : journées de musique arabe à Nanterre.
0 h Clair de nuit : tentatives premières.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : musiques de Pâques ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate : BWV 145 de Bach ; 10 h, Gustav Mahler à Vienne ; 12 h 5, Magazine international : Festival de Budapest ; 14 h 4, Disques compacts : œuvres de Mozart, Verdi, Rachmaninov, Prokofieff, Mahler ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? Musique pour un chat, par le D[r] Jacqueline Pekeb, vétérinaire ; œuvres de Rossini, Janacek, Liszt, Schubert, Ravel, Mahler ; 19 h 5, Jazz vivant : le duo de guitares Ralph Towner-John Abercrombie ; le big band de guitares de Gérard Marais.
20 h 4 Avant-concert.
20 h 30 Concert : *Die Waldtaube*, de Dvorak ; *Concerto pour violon et orchestre nº 2*, de Martinu ; *Symphonie nº 5 en mi mineur*, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. V. Neumann ; sol. : Josef Suk, violon.
23 h Les soirées de France-Musique : Ex-libris : « Esthétique de la mélancolie » ; œuvres de Hume, Schubert, Beethoven, Purcell, Schubert.

LES SOIRÉES DU LUNDI 8 AVRIL

TF1 20 h 35, Cinéma : *L'Or de Mackenna*, de J. Lee Thompson ; 22 h 40, Étoiles et toiles ; 0 h, C'est à lire.

A2 20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : *Raymonda (ballet sur une musique de Glazounov)* ; 23 h 5, Magazine : Plaisir du théâtre.

FR3 20 h 35, Cinéma : *le Pion*, de C. Gion ; 22 h 25, Thalassa : magazine de la mer ; 23 h 10, Allegoria : Rubens ; 23 h 40, Prélude à la nuit : Messiaen.

CANAL PLUS 20 h 30, Cinéma : *le Chat et le Canari*, de R. Metzger ; 22 h 15, Boxe ; 23 h 20, Basket américain ; 1 h 10, Cinéma : *Ghostkeeper*, de J. Makichuk ; 2 h 35, Top 50.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 7 AVRIL

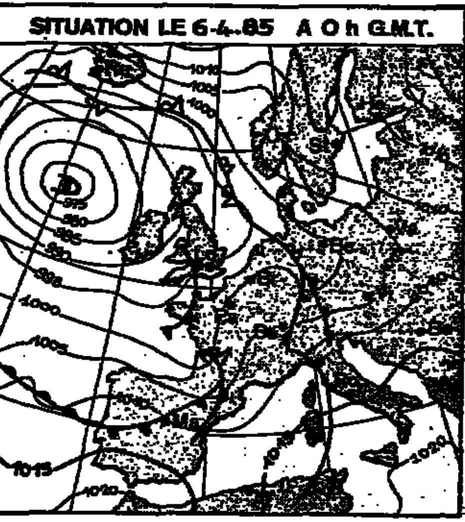
— *Mgr Lustiger*, archevêque de Paris, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

— *M. Philippe Séguin*, député (RPR) des Vosges, participe à l'émission « Midi presse » de TF 1, à 12 h 35.

— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités, est l'invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-4-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7-04-85 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 avril à 0 heure et le dimanche 7 avril à 24 heures.

La situation dépressionnaire se poursuit avec la circulation de perturbations rapprochées, ne permettant que de courtes accalmies.

Dimanche. — Un temps couvert et modérément pluvieux affectera en début du journée les régions s'étendant de la Bretagne et du Cotentin à l'ouest du Massif Central et à l'Aquitaine. Ce mauvais temps progressant vers le nord-est se situera en fin de journée des Vosges au nord des Alpes au Massif Central et à l'Aquitaine. Un risque d'orages existera sur les Pyrénées et le Massif Central.

Cette zone perturbée sera précédée de belles éclaircies le matin de la Picardie à la Champagne au Nord-Est aux Alpes et aux régions méditerranéennes. L'après-midi, le temps sera ensoleillé et chaud sur les Alpes et le pourtour méditerranéen.

Les températures minimales atteindront 9 à 11 degrés près des côtes atlantiques, 7 à 10 degrés sur le pourtour méditerranéen, 5 à 7 degrés ailleurs. Les maxima seront en hausse de quelques degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, était, à Paris, le samedi 6 avril, à 8 heures, de 998,3 millibars, soit 748,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 5 au 6 avril) : Ajaccio, 22 et 10 degrés; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 15 et 8; Bourges, 14 et 8; Brest, 12 et 7; Caen, 14 et 7; Cherbourg, 13 et 6; Clermont-Ferrand, 15 et 7; Dijon, 15 et 7; Grenoble-St-M.-H., 20 et 10; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 6; Lille, 14 et 6; Lyon, 17 et 8; Marseille-Marignane, 18 et 9; Nancy, 16 et 9; Nantes, 14 et 8; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9; Paris-Montsouris, 14 et 8; Paris-Orly, 13 et 7; Pau, 18 et 10; Perpignan, 16 et 6; Rennes, 15 et 7; Strasbourg, 19 et 10; Tours, 14 et 8; Toulouse, 16 et 10; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 12; Amsterdam, 13 et 6; Athènes, 19 et 12; Berlin, 25 et 11; Bonn, 20 et 7; Bruxelles, 14 et 7; Le Caire, 25 et 11; Iles Canaries, 24 et 16; Copenhague, 7 et 2; Dakar, 28 et 15; Djerba, 26 et 12; Genève, 17 et 7; Istanbul, 16 et 7; Jérusalem, 15 et 8; Lisbonne, 15 et 11; Londres, 13 et 7; Luxembourg, 15 et 7; Madrid, 14 et 9; Montréal, 4 et 1; Moscou, 6 et 0; Nairobi, 27 et 15; New-York, 22 et 8; Palma-de-Majorque, 19 et 13; Rio-de-Janeiro, 31 et 24; Rome, 17 et 13; Stockholm, 6 et −3; Tozeur, 26 et 12; Tunis, 24 et 11.

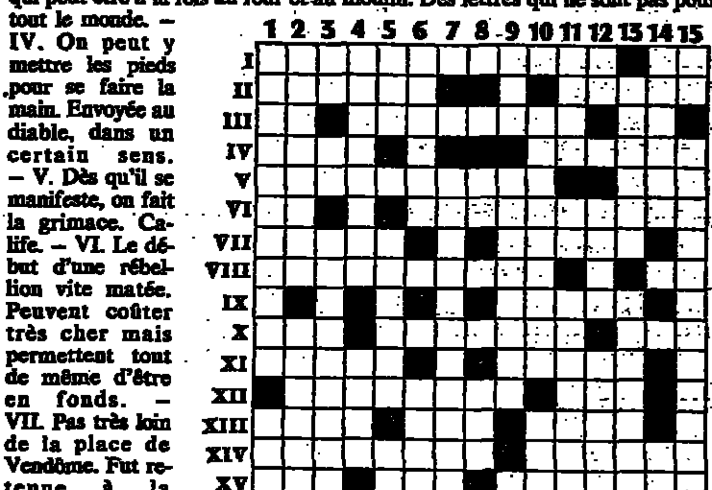
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3939

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de faire tomber les pommes. Personnel. — II. Se fait régulièrement enguirlander. Avait beaucoup trop d'autorité. — III. Possessif. Un qui peut être à la fois au four et au moulin. Des lettres qui ne sont pas pour tout le monde. — IV. On peut y mettre les pieds pour se faire la main. Envoyée au diable, dans un certain sens. — V. Dès qu'il se manifeste, on fait la grimace. Calife. — VI. Le début d'une rébellion vite matée. Peuvent coûter très cher mais permettent tout de même d'être en fonds. — VII. Pas très loin de la place de Vendôme. Fut retenue à la source. — VIII. Ses décharges répétées peuvent endommager quelques vaisseaux. Va rarement à la mer. — IX. Fournit du verre trempé. — X. Rend les ponctions plus douloureuses. Sont souvent empruntés. Sa tête est mise à prix. — XI. Ebranlée (inversé). Peut posséder de nombreux dons. — XII. Peut être dans la lune. Résulte d'une huile. — XIII. Commune brabançonne. Sa fleur abonde au printemps. Sous d'autres cieux. — XIV. Pour y accéder, on peut passer par la ruelle. Une femme qu'on peut trouver derrière un bar. — XV. Sont indispensables à tout élève. Ne passe pas avant vous. Permet de toucher.



VERTICALEMENT

1. Visible en haut d'un arbre. Grise les Londoniens. — 2. Ne s'attaque pas qu'aux plus petits que lui. Une poche toujours humide. — 3. Adverbe. Dit en tendant la main. C'est le pied quand il touche du doigt ! — 4. On a donc fait un signe. Fixe quand elle travaille. — 5. Même pas de quoi boucher un trou. Rentre tout de même dans le rang. Participe. — 6. Pleins de vers. Mis sur la voie. — 7. Parasites. — 8. Débris de débris. Article d'usage courant. — 9. Fit perdre l'essentiel. Une religieuse qui bat de l'aile. — 10. Il est appelé à poser de nombreux lapins. Tout à fait stupéfiant. — 11. Evidente après que l'on s'est jeté à l'eau. Note. Est très fréquenté et pourtant on n'y rencontre jamais personne. — 12. Adverbe. Finit, de toute façon, en queue de poisson. A abusé de fillettes. — 13. Quand les républicains se font entendre. De quoi se faire des cheveux ! — 14. En fin de conte. Nus mais pas complètement. — 15. Préposition. A donc raté une marche.

Solution du problème nº 3938

Horizontalement

I. Relations. — II. Analgésie. — III. Sa. OVNI. — IV. PP. Arme. — V. Uriel. Ios. — VI. Ré. Cousit. — VII. Saints. S.R. — VIII. Tiède. Se. — IX. Gel. Los. — X. As. Melon. — XI. Rassise.

Verticalement

1. Raseur. Gaz. — 2. E.N.A. Restes. — 3. La. Pi. Ail. — 4. Alopécie. Ma. — 5. T.G.V. Londres. — 6. Iéna. Usé. LS. — 7. Osiris. Loi. — 8. Ni. Moissons. — 9. Semestres.

GUY BROUTY.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur technique, les grilles des Mots croisés et des Anacroisés du *Monde* du 6 avril ont été interverties dans nos premières éditions. Nos lecteurs auront sans doute rectifié d'eux-mêmes, mais qu'ils veuillent bien nous en excuser.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du samedi 6 avril :

UN DÉCRET

● Relatif à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les dates des épreuves écrites du concours d'admission en 1985 à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses, à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles, à l'Ecole normale supérieure.

● Fixant le nombre de places prévu aux concours de recrutement de professeurs agrégés des écoles normales nationales d'apprentissage de la session de 1985.

Économie

REPÈRES

Assurance maladie : nouveau financement pour les non-salariés

Pour faire face à l'accroissement de ses charges, la Caisse d'assurance-maladie des non-salariés (1 860 000 adhérents), la troisième après celle des salariés et celle des agriculteurs, va changer son système de cotisation pour mieux suivre l'évolution des revenus de ses membres. En effet, ses adhérents vieillissent, donc consomment plus et, pour les retraités, paient moins. Les cotisations seront calculées sur le revenu de l'année précédente (1984 pour 1985) et non plus de l'avant-dernière. Ce système s'appliquera le 1er octobre, mais la part de cotisation versée au 1er avril (calculée selon le système antérieur en fonction des revenus de 1983) sera considérée comme un acompte. Déjà, à l'automne dernier, on avait procédé à un « déplafonnement » partiel (un demi-point) de la cotisation, dont le taux global avait été légèrement réduit. En 1984, les dépenses de la caisse ont atteint 12,66 milliards de francs, en progression de 12,72 % (contre 11,3 % en 1983), augmentation due surtout aux frais d'hospitalisation (58,9 % de l'ensemble).

Chômage : stabilité aux Etats-Unis en mars

Le taux de chômage aux Etats-Unis est resté stable, en mars, à 7,3 % : la création de 450.000 nouveaux emplois a compensé un accroissement similaire de la population apte au travail, a annoncé, le 5 avril, le département du travail. Les nouveaux emplois ont été créés, comme les mois précédents, essentiellement dans le secteur des services et ont été pourvus, pour une bonne part, part la main-d'œuvre féminine. Le plafonnement de l'emploi dans les industries de transformation reflète, selon les économistes, l'impact de l'accroissement des importations américaines dû au niveau élevé du dollar. En mars, le nombre d'Américains pourvus d'un emploi a atteint le niveau record de 107,1 millions. Celui des chômeurs déclarés s'est élevé, pour sa part, à 8,4 millions. Selon les estimations du département du travail, les Etats-Unis ont compté, au premier trimestre de 1985, quelque 1,3 million de *« travailleurs découragés »*, c'est-à-dire de personnes au chômage qui ont abandonné la recherche d'un nouvel emploi. — *(AFP.)*

L'OUVERTURE DE LA CHINE

La première usine espagnole à Shanghai fabriquera des perles artificielles

De notre correspondant

Madrid. — Une société de Palma-de-Majorque fabriquant des perles artificielles, la Majorica SA, va construire la première usine espagnole en République populaire de Chine, plus précisément à Shanghai. Selon son président, M. Jaime Peribanez, le capital de la nouvelle entreprise sera détenu dans une proportion de 70 % par la Majorica et de 30 % par le gouvernement chinois.

Les chefs d'entreprise espagnols, qui accordent une priorité absolue aux exportations vu la stagnation de la demande intérieure, s'intéressent de plus en plus à la Chine. Pékin, de son côté, fait tout pour les y encourager : tour à tour, le président de la République populaire, M. Li Xiannien, en novembre 1984, et le ministre du commerce extérieur, Mme Chen Muhua, en février dernier, ont visité Madrid. Ils ont invité le patronat espagnol à investir et à s'installer dans leur pays. La Chine s'intéresse particulièrement à la technologie « moyenne » espagnole, qu'elle considère plus accessible que celle des pays industriels plus avancés.

Si les relations commerciales bilatérales sont encore réduites (les deux pays n'ont établi des relations diplomatiques qu'en 1973), elles ont toutefois rapidement augmenté ces dernières années. Pékin est ainsi passée, entre 1978 et 1984, du rang de trente-deuxième partenaire comet des produits industriels plus élaborés.

Plusieurs entreprises espagnoles se sont montrées ces derniers temps décidées à répondre à ce vœu. La société pétrolière Hispanoil effectue déjà des recherches *off shore* en mer de Chine. Tecnicas Reunidas SA et Centunion Espanola étudient une participation à la construction d'une raffinerie de pétrole dans la province de Fujian. Le contrat porterait sur un montant de 300 millions de dollars.

Pour sa part, la Babcock Wilcox Espanola livrera à la Chine des tubes d'acier et autres produits sidérurgiques. L'entreprise Colomer SA a signé il y a peu un contrat par lequel elle vendra à Pékin sa technologie de tannage des peaux. Enfin, une délégation de la Compagnie des téléphones vient de visiter la Chine pour faire connaître la technologie espagnole en matière de télécommunications.

Il n'en reste pas moins que travailler dans un pays de près d'un milliard d'habitants, dont les structures économiques n'ont pas grand-chose à voir avec celles des pays d'Europe occidentale, représentera un redoutable défi pour les chefs d'entreprise d'un pays qui a longtemps vécu, économiquement parlant, en vase clos et dont l'ouverture sur l'étranger est encore toute récente.

THIERRY MALINIAK.

● **Chrysler négocie avec les autorités chinoises.** — Le constructeur automobile américain a confirmé, vendredi 5 mai, qu'il envisageait de construire en Chine une entreprise de fabrication de moteurs. L'usine entrerait en activité en 1988. Dans l'intervalle, Chrysler pourrait livrer des moteurs à la Chine. Chrysler serait ainsi le cinquième constructeur à pénétrer sur le marché chinois, après Volkswagen qui a déjà signé un accord pour la construction de vingt mille voitures par an et une usine de moteurs, Peugeot qui a vendu des BX comme taxis et va fabriquer des camionnettes, Renault qui par sa filiale américaine AMC doit coproduire des jeeps et Toyota, enfin, qui poursuit des négociations.

LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ÉTRANGÈRES SONT AUTORISÉES A EFFECTUER DES RECHERCHES

Les compagnies pétrolières étrangères vont pouvoir effectuer des recherches sur le sol chinois. Les autorités chinoises, qui ont autorisé depuis 1980, les forages offshore (en mer), souhaitent conclure rapidement de nouveaux contrats pour l'exploration continentale, par les compagnies étrangères, des réserves de gaz et de pétrole. Ces recherches s'effectueront sur une superficie de 1,8 million de kilomètres carrés, dans dix provinces du sud du pays.

M. Li Xianglu, vice-président de la Société nationale pour la recherche et l'exploitation du gaz et du pétrole a déclaré qu'un contrat-type pour une association entre la Chine et les sociétés étrangères sur l'extraction du pétrole dans ces provinces serait établi au début de l'année 1986. *« J'aimerais*, a-t-il précisé, *signer le premier accord le plus rapidement possible ; je pense que nous pourrons commencer les négociations d'ici à la fin de l'année. »* M. Li Xianglu n'a pas donné de détails sur le contenu de ce contrat mais il semble qu'il sera très proche des arrangements déjà conclus pour l'exploration offshore. Celle-ci, d'ailleurs, n'a pas encore apporté beaucoup de résultats.

Les élus d'Issoire cherchent à éviter la fermeture définitive de l'usine Ducellier

De notre correspondant

Issoire. — Depuis l'annonce du projet de fermeture définitive de l'usine Ducellier qu'elle abrite depuis 1939 (*le Monde* du 6 avril), la ville d'Issoire est sous le choc. Vendredi soir 5 avril, la CGT a tenté de relancer la mobilisation mais elle s'est heurtée à la lassitude, qui règne dans les ateliers, sans qu'on puisse pour autant parler de résignation. Trois à quatre cents personnes assistaient au meeting organisé sur une place d'Issoire. Cependant, cette réaction s'est prolongée de manière spectaculaire par la perturbation des trafics routier et ferroviaire. Un barrage avait été disposé sur la nationale 9 chargée de vacanciers, et *le Cévenol*, le train de Paris en direction de Béziers, a été bloqué en gare ; le Béziers-Clermont-Ferrand a subi le même sort.

« Ducellier vivra », proclamaient quelques manifestants. Un slogan tragiquement dérisoire pour tous ceux, ils étaient nombreux, qui ne s'attendaient pas à une sanction aussi rude infligée par Valeo. Plutôt isolée jusqu'à présent, malgré le renfort du Parti communiste, dont les représentants au conseil régional viennent de réclamer une réunion immédiate de cette institution, la CGT devrait désormais compter sur la possibilité d'une réelle unité d'action. Celle-ci semble se dessiner avec la présence de plus en plus appuyée du député et maire socialiste de la ville, M. Jacques Lavedrine. Ce dernier multiplie les interventions à différents niveaux ministériels pour tenter de sauver le maximum d'emplois et d'empêcher la fermeture définitive. Il a appelé à *« la lutte unitaire avec la population »*, et il souligne qu'elle s'organise effectivement. M. Lavedrine fait référence à la multiplication des contacts entre les différents secteurs socio-professionnels d'Issoire, qui laisse présager la tenue avant le 16 avril (date de la réunion du comité central d'entreprise) d'une manifestation plus importante que celles organisées jusqu'à présent. Elle permettrait aux lourdes inquiétudes, qui pèsent sur les sous-traitants et le commerce local, de s'exprimer.

LLIBERT TARRAGO.

Faits et chiffres

Affaires

● **ELF au sommet.** — Le groupe ELF-Aquitaine a présenté ses comptes consolidés pour 1984, qui font état d'un chiffre d'affaires de 177,4 milliards de francs (contre 134 milliards en 1983) et d'un résultat net de 6,5 milliards de francs (contre 3,7 milliards en 1983). ELF explique ces bonnes performances (*le Monde* du 26 janvier) par le développement des activités de négoce, la consolidation d'Atochem et pour ce qui est des bénéfices par le *« retour à l'équilibre »* de la chimie de base (en pertes de 1,3 milliard en 1983) et l'*« amélioration de la rentabilité de la production d'hydrocarbures »*.

Étranger

GRANDE-BRETAGNE

● **Grève du zèle des douaniers.** — Les douaniers britanniques ont commencé le 5 avril une grève du zèle dans les ports et les aéroports pour appuyer leurs revendications salariales. Toutefois, selon les autorités, les retards ne devraient pas être trop importants pour les vacanciers de cette fin de semaine de Pâques. Les douaniers demandent une augmentation de salaires de 15 %, alors que le gouvernement ne veut pas leur accorder plus de 4,4 %. — *(AP.)*

Social

● **Reprise des Ateliers français de l'Ouest en location-gérance.** — Les Ateliers français de l'Ouest (AFO) ont été repris comme prévu (*le Monde* du 19 mars) en location-gérance par CIF-Loire et les Ateliers et chantiers de la Manche (ACM).

Les pouvoirs publics ont apporté leur soutien à cette opération qui prévoit d'abord la reprise de la réparation navale en location-gérance par CIF-Loire avec cession à forfait des actifs, sous le nom de nouvelle société Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest (ARNO). Cette société comprendra deux mille salariés et recevra une dotation de 30 millions de francs.

Par ailleurs, l'activité de construction navale sera reprise en location-gérance avec trois cent dix personnes environ par les ACM qui devraient recevoir une aide de 35 millions de francs. — *(AFP.)*

● ERRATUM. — Les décrets concernant le chômage partiel total et les contrats à durée déterminée ont été publiés au *Journal officiel* du jeudi 4 avril, et non du vendredi 5 comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* daté 5 avril.

LE NOUVEAU BUDGET SAOUDIEN

Moins d'État, plus d'impôts

La rigueur change de camp. Après dix ans d'extrême opulence et deux années d'expectative pendant lesquelles elle a puisé dans ses réserves pour conserver son train de vie, malgré la chute de ses revenus pétroliers, l'Arabie saoudite a décidé de se serrer la ceinture et de s'installer durablement dans l'austérité. Le budget et le plan quinquennal qu'elle vient d'annoncer marquent un tournant : les pétroliers y verront la preuve que le royaume wahabite prévoit une crise durable. Le plan est fondé sur un maintien du prix actuel du baril et d'un niveau de production très bas, jusqu'en 1990. Pour les industriels, ce budget et ce plan annoncent la fin du « mirage » saoudien : finis les contrats mirifiques, les marchés du siècle, les règlements cash et la garantie financière absolue d'un Etat généreux.

L'austérité est certes toute relative : le royaume wahabite demeure, en 1984, avec un revenu par habitant de 12 180 dollars (121 800 F environ), l'un des douze pays les plus riches du monde. Et comme charité bien ordonnée commence par soi-même, la rigueur à la mode saoudienne commence par les « autres » : les travailleurs immigrés (près de 3 millions, soit un tiers de la population), dont 600 000 devront quitter le pays d'ici 1990, et les entreprises étrangères, lesquelles devront acquitter désormais, outre des droits de douane et des taxes de résidence accrues, une taxe spéciale allant jusqu'à 831 dollars (7 990 F) pour tout changement de sponsor — associé saoudien nécessaire à tout étranger pour travailler dans le pays. Sans parler de la baisse des commandes inévitablement liée à la réduction draconienne des dépenses d'infrastructure et de développement économique (agriculture, industrie, énergie) de l'Etat, amputées d'un tiers dans le budget 1985-1986.

Autres victimes de la rigueur : les automobilistes, qui paieront une vignette multipliée dans certains cas par près de 50 (de 15 à 700 riyals par an (1) et des taxes accrues pour la délivrance d'un permis de conduire.

Nécessité fait loi : le budget 1985-1986 est prévu en équilibre après deux années de lourds déficits — respectivement 9,7 et 12,7 milliards de dollars (2) en 1983 et 1984. Et les recettes pétrolières, en chute libre depuis deux ans (— 61 % depuis 1982), ne devraient pas augmenter d'ici à 1990. Les prévisions du plan tablent, à prix inchangé (28 dollars par baril), sur une production de 3,85 millions de barils par jour, inférieure à la moyenne de l'an passé (4,7 millions de barils) et de toutes les années depuis quinze ans.

Il faut donc, pour équilibrer recettes et dépenses, d'une part augmenter les revenus non pétroliers, c'est-à-dire les impôts et taxes, d'autre part sabrer dans les dépenses. Ces dernières n'atteindront que 55,4 milliards de dollars en 1985-1986 et au cours des quatre années suivantes, soit 23 % de moins que celles prévues au budget de l'an passé et 6 % de moins que les dépenses effectivement réalisées en 1984-1985 (inférieures de 18 % aux prévisions). Mises à part les dépenses de santé et d'éducation, les restrictions touchent tous les secteurs, même les dépenses militaires (— 19,1 %), qui restent toutefois le plus gros poste du budget avec 32 % du total. Frappés également les fonctionnaires, puisque les dépenses de l'administration et des services gouvernementaux — le second poste du budget avec 14,7 % du total — régressent de près d'un quart.

Appel au secteur privé

Le résultat le plus clair de ces compressions budgétaires est la diminution du rôle moteur et « nourricier » de l'Etat saoudien, lequel a depuis quinze ans consacré la bagatelle de 554 milliards de dollars (plus de 5 000 milliards de francs, soit 42 000 francs par habitant par an !) au développement économique du pays, comme l'a rappelé le roi Fahd en présentant le nouveau projet. Cette manne a permis notamment de créer, *ex nihilio*, non seulement des équipements d'infrastructure sophistiquée mais aussi une industrie pétrochimique et une agriculture — la production de blé a été multipliée par 10.

La pause imposée au pays est donc moins grave qu'il y paraît, la plupart des principaux projets de développement étant déjà sur les rails. Si le royaume wahabite vient ainsi de repousser *sine die* la construction de deux nouvelles raffineries, c'est certes pour alléger ses dépenses, mais aussi parce que les trois importantes unités de Yambu, Joubail et Rabig, qui commencent à peine à produire, ont du mal à trouver des débouchés sur un marché engorgé.

Le gouvernement de Ryad espère néanmoins maintenir une croissance de 4 % l'an au cours des cinq prochaines années, en s'appuyant beaucoup plus qu'auparavant sur le secteur privé. Celui-ci, toujours très soutenu, grâce à des aides publiques (2,5 milliards de dollars prévus par le quatrième plan) et à des prêts à très faible taux d'intérêt, sera sollicité de prendre de plus en plus le relais de la puissance publique. La dénationalisation de l'industrie a d'ailleurs déjà commencé avec la vente l'an dernier de la moitié des actions de la Compagnie saoudienne des industries de bases (Saisic) et de la Compagnie nationale industrielle. Moins d'Etat, plus d'impôts... pas de doute, l'or noir, *« ça eût payé... »*.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 riyal : 0,27 dollar, soit environ 2,60 francs français.

(2) 1 dollar : 9,50 francs français (cours moyen).

La croisière jaune de J. Bogart

Bogart, vous connaissez ? Non, pas Humphrey, le célèbre acteur américain disparu en 1957, mais Jacques Bogart, le parfumeur français, le seul à consacrer toute son activité à « l'homme » et qui sera bientôt le premier de la profession au monde à pouvoir s'enorgueillir d'avoir su séduire les Chinois.

Dans quelques jours, M. Jacques Konckier, alias Jacques Bogart, PDG de la firme, va se rendre à Pékin pour y signer un contrat en vue d'installer une unité de production de parfums, de shampooings, de cosmétiques et de produits pour le maquillage dans l'Empire du milieu. Où ? A Nantong, sur le fleuve Bleu, au nord et de l'autre côté de l'estuaire où Shanghai est implantée.

Un gros contrat ? Tout dépend comment on l'entend. L'investissement en machines s'élèvera à 500 000 dollars (5 millions de francs). Il faudra y ajouter le prix des bâtiments à édifier. Pour la première année, le chiffre d'affaires prévisionnel est fixé à 50 millions de francs (dont 50 % à l'exportation) au minimum. Ce contrat est à la mesure de la jeune entreprise J. Bogart. Mais au-delà des considérations qu'il inspire, sa richesse réside surtout dans ses promesses.

Les besoins de la Chine se mesurent à son milliard d'habitants. Ils sont colossaux. Et s'il est vrai que le Chinois sont friands de parfums, ce peut être à terme, pour cette PME, un véritable pactole. Le sont-ils ? M. Konckier affirme l'avoir découvert avec étonnement. Il a été démarché par son banquier et non le contraire. N'existe-t-il pas de fabrications locales ? Si, mais, sur le plan qualité, « zéro ». Les Chinois le reconnaissent eux-mêmes.

Mais pourquoi Pékin a-t-il choisi Bogart plutôt que Dior, Guerlain ou quelque autre grand parfumeur ? Pour la bonne raison que M. Konckier est entré dans le jeu. *« J'apporte mon savoir-faire, je m'associe à 50/50 avec une société locale* (à savoir la Nantong Menthol Factory, premier fabricant mondial de cristaux de menthe avec 60 % du marché), *j'emploie des matières premières locales, j'exporte, je rapporte des devises au pays, je réinvestis l'argent gagné sur place dans n'importe quelle fabrication* (chaussures, chemises, chewing-gum, peu importe), *j'exporte ces produits et, cette fois, je prends mon bénéfice au passage. »* Brièvement résumé, ce langage a plu aux Chinois. M. Konckier a même réussi l'exploit de faire entrer pour 10 % dans le capital de la société à créer la CITIC (China International Trust and Investment Corp), bras économique du gouvernement chinois.

Cette aventure jaune est à l'image du caractère conquérant de ce chef d'entreprise qui sort un peu du commun. Passer du prêt-à-porter masculin (huit boutiques), à l'informatique (deux centres de traitement) n'est déjà pas banal. Revendre le tout pour se lancer dans la parfumerie, en terrain inconnu, l'est encore moins. Même avec l'intime conviction que le créneau choisi était le bon, il fallait oser le faire. Mais M. Konckier est un gagneur. Cette fois encore, et contre tout avis, il a fait le bon pari : 5 millions de francs de chiffre d'affaires en 1976, première année de lancement, dont 50 %, déjà, à l'exportation ; plus une filiale américaine installée à peu de frais (940 000 francs) (1) deux ans auparavant qui marche toute seule avec une ligne de crédits bancaires dont elle ne se sert pas, et dont les ventes ont atteint 4 millions de dollars l'an dernier ; une griffe désormais classée parmi les cinq premières pour homme dans les parfumeries sélectives françaises et devenue ainsi prestigieuse. En outre, au cours de son périple, J. Bogart a grossi en rachetant les parfums Ted Lapidus, M. Konckier peut se vanter d'avoir bien occupé son temps au cours de ces neuf années de développement.

Tout l'art de cet homme d'affaires a été de faire passer le concept d'Humphrey Bogart, mieux le « mythe Bogart » auprès des femmes, les seules à fréquenter les boutiques dans l'après-midi et à être capables de rameuter la clientèle masculine, sans que jamais la moindre allusion à l'acteur soit faite, hormis son nom dépouillé du prénom.

M. Konckier est heureux de gagner de l'argent, avec une marge brute qui oscille entre 25 % et 30 % du chiffre d'affaires. Il le dit et compte bien ultérieurement en gagner en Chine.

Ce type de réussite n'est pas unique, mais, s'agissant de la façon de s'installer à l'étranger, les PME françaises feraient bien de s'inspirer de l'exemple donné.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Qui a dit que pour s'implanter aux Etats-Unis, la mise initiale devait être de 1 million de dollars ?

Économie

Air France s'inquiète

(Suite de la première page.)

TWA a renforcé ses programmes et offre Paris-New-York deux fois par jour en Boeing-747 et en Lockheed-1011, Paris-Saint-Louis (Missouri) une fois par jour avec le biréacteur 767 de Boeing, Paris-Washington et Paris-Boston, une fois par jour, en Lockheed-1011. La fréquence entre Paris et New-York passera à trois vols quotidiens au mois de mai et à quatre vols au mois de juin.

C'est Panam qui bouleverse le plus son rythme d'exploitation. A partir du 28 avril, elle déménage de l'aéroport d'Orly à celui de Roissy-Charles-de-Gaulle. Le 29 avril, elle fera passer le nombre de ses vols quotidiens entre Paris et New-York d'un à deux. San-Francisco, via Londres, sera accessible tous les jours. Paris-Miami fonctionnera trois fois par semaine ; Paris-Los Angeles, quatre fois par semaine ; Nice-New-York, chaque jour. Tous les vols seront assurés en Boeing 747.

Ce renfort spectaculaire augmentera de 54 % l'offre de sièges entre la France et les Etats-Unis. Chez Air France, on ne veut pas emboîter le pas de la concurrence.On se félicite d'avoir choisi la voie raisonnable d'une offre mesurée qui permet de bons coefficients de remplissage (73,5 % en 1984) et des tarifs relativement élevés. Pas question de changer, L'été 1985 verra la compagnie nationale augmenter seulement de 2 % ses capacités vers les Etats-Unis par rapport à l'année précédente. Seule concession à l'air du temps, les charters seront quarante-trois à faire l'aller et le retour entre Paris et New-York, au lieu de treize en 1984, pour le compte de la filiale tourisme, la SOTAIR. Pourtant Air France s'inquiète de perdre, en une seule saison, une importante part du marché et redoute que la déréglementation sauvage à l'américaine ne pénètre sur son territoire à la faveur de ce regain de vols transatlantiques. Le trafic qui a déjà cru de 12,5 % en 1984 ne progressera pas dans les mêmes proportions que l'offre. Un guerre des tarifs s'en suivra-t-il ?

En raison des réglementations en vigueur, ce déséquilibre brutal au profit des compagnies originaires des Etats-Unis est impossible à maîtriser, au moins dans un premier temps. L'accord aérien franco-américain de 1946, d'inspiration très libérale, ne répartit pas les capacités selon la nationalité des exploitants. A partir du moment où les tarifs en vigueur sont respectés, n'importe quelle société américaine peut desservir, au rythme de son choix, Paris, Marseille et Nice. En sens inverse, toute compagnie française peut organiser des vols vers Boston, Chicago, Houston, Los Angeles, Philadelphie, New-York et Washington. La direction générale de l'aviation civile française (DGAC) a seulement vérifié que les tarifs pratiqués correspondaient bien aux normes qui portent, par exemple, le vol « vacances » le moins cher en période de pointe à 4 490 francs pour un aller et retour Paris-New-York. La DGAC a aussi interdit à TWA, pour cause de dumping, de vendre à ceux qui empruntaient ses vols transatlantiques un forfait de 999 dollars valable sur tous ses vols domestiques. Il ne lui était pas possible de faire plus pour défendre les positions d'Air France.

Selon toute vraisemblance, les beaux principes tarifaires seront violés par des compagnies ou des agents de voyages. Que ne ferait-on pas pour attirer la clientèle et remplir des avions ! Un billet aller et retour au départ d'Atlanta, de Saint-Louis ou de New-York pourrait coûter seulement 500 dollars à son acheteur, alors qu'il vaut, en principe, 100 dollars de plus.

A la DGAC, tout comme à Air France, on surveillera de très près les « envahisseurs » américains. L'accord de 1946 donne la possibilité à une partie lésée de demander que ses intérêts soient préservés. Il prévoit aussi que l'offre de sièges soit adaptée à la demande, et Air France ne manquera pas de faire valoir cet argument si le taux de remplissage des avions connaît pendant l'été 1985 une baisse prononcée. La compagnie nationale pourrait aussi réclamer, à titre de compensation, la desserte de Miami. Rendez-vous à l'automne.

ALAIN FAUJAS.

LES PLATES-FORMES PÉTROLIÈRES ET L'AFFAISSEMENT DES FONDS MARINS

Ekofisk en subsidence

Le sol sous-marin situé au-dessus du champ d'Ekofisk, dans la zone norvégienne de la mer du Nord, s'est affaissé de 2,25 mètres à 2,50 mètres depuis qu'y ont été posées neuf plates-formes servant à l'exploitation du pétrole et aussi du gaz. La verticalité des ouvrages n'a pas du tout été affectée par ce phénomène de subsidence qui intéresse, très probablement, une grande surface du sol sous-marin. Certes, les ponts où sont installés les équipements techniques et les quartiers d'habitation (où vivent quelque 400 personnes) se sont ainsi rapprochés de la surface de la mer. Mais les « tirants d'air » des plates-formes avaient été calculés avec une bonne marge de sécurité si bien que la vague maximale de 24 mètres, qui peut se produire en moyenne une fois par siècle, a encore la place de passer sous les ponts et ne menace donc ni les équipements ni les quartiers d'habitation posés sur ces ponts.

Quoi qu'il en soit, Phillips Petroleum, opérateur d'Ekofisk (1) et le directorat norvégien du pétrole se préoccupent de la subsidence qui semble être la première à se manifester sur un champ de mer du Nord.

La production à Ekofisk a commencé lentement en 1971 et a pris son rythme de croisière en 1973. A la fin de 1984, on avait extrait, en tout, du champ 100 millions de tonnes de pétrole et 44 milliards de mètres cubes de gaz. L'exploitation devrait se poursuivre jusque vers 2010.

Le réservoir – c'est-à-dire la roche dont les pores microscopiques sont pleins de pétrole et de gaz – est constitué par un calcaire compact pour lequel les spécialistes n'avaient pas pensé à l'éventualité d'une subsidence.

De tels phénomènes se sont déjà produits dans plusieurs champs pétroliers, un peu partout dans le monde. En 1965, à Long Beach (près de Los Angeles, en Californie), où l'exploitation pétrolière a commencé en 1932, la subsidence était de 8,8 mètres. Sous le lac et autour du lac de Maracaïbo (Venezuela), l'exploitation du pétrole a commencé en 1926, et une subsidence y a été observée dès 1929. En 1978, cette subsidence variait, selon les endroits, de 3,85 mètres à 56 centimètres. Mais l'exploitation de la plupart des champs de pétrole ne provoque pas de subsidence importante.

Baisse de pression

A Ekofisk, rétrospectivement, on a compris que la vitesse de la subsidence n'avait pas été constante. De 1974 à 1979, elle a été très faible. Elle a été beaucoup plus rapide (de l'ordre de 50 centimètres par an) de 1979 à la fin de 1983. Elle est redevenue lente pendant toute l'année 1984 où le sol sous-marin ne s'est affaissé que de quelques centimètres. Et pourtant le phénomène n'a été découvert qu'en novembre 1984.

Il est très difficile, en effet, de « voir » un affaissement progressif d'« objets » posés sur le fond de la mer. Le niveau de la mer bouge sans cesse sous l'effet des marées et des vagues si bien qu'il est très compliqué de trouver le point de référence par rapport auquel on peut mesurer – à quelques centimètres près – une subsidence sous-marine.

Outre la surveillance des plates-formes qui a été renforcée, les responsables étudient les procédés propres à arrêter, ou tout au moins à freiner la subsidence d'Ekofisk. Le phénomène est sûrement lié, comme ailleurs, au fait que la pression des fluides (pétrole et gaz), contenus dans les pores de la roche, diminue au fur et à mesure de l'exploitation du gisement si bien que la roche s'écrase ou se tasse sur elle-même. Il faut donc réaugmenter cette pression par des injections soit d'eau, soit d'une partie de gaz (actuellement déjà 20 % du gaz extrait est réinjecté dans le gisement car le maintien d'une certaine pression facilite l'extraction des hydrocarbures), soit éventuellement d'azote.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le consortium exploitant Ekofisk est constitué de Phillips Petroleum, opérateur (37 %) ; Fina (30 %) ; Agip (14 %) ; Elf-Aquitaine Norge (8 %) ; Norsk Hydro (7 %) ; Total Marine Norsk (4 %).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 1er au 4 avril

Un bulletin de santé fou, fou, fou

De la hausse, des affaires et du spectacle : la Bourse a eu de quoi, cette semaine, satisfaire les plus exigeants. Du coup, la rumeur a circulé rue Vivienne que les gourous, pythies, haruspices et autres devins du marché de Paris s'étaient secrètement réunis dans un sombre caveau du Palais pour y mettre au point un plan de combat. A la majorité des voix, ces professionnels de la prédiction financière auraient décidé de prendre quelques jours de vacances pour réactiver leur don de voyance, très sérieusement émoussé ces derniers temps. C'était, bien sûr, le 1er avril.

Mais force est de constater que nos augures n'avaient pas bien interprété les oracles, à moins que les dieux n'aient voulu les mystifier. *« Nous vous l'assurons »*, avaient-ils déclaré fin mars, après avoir une dernière fois inspecté les entrailles de leurs victimes, *« la semaine de Pâques »*, réduite à quatre séances par le chômage du vendredi saint, *« sera très calme »*. Les pauvres ! Ils se sont complètement fourvoyés. Ce fut une semaine folle, folle, folle.

Sans devenir frénétique, l'activité s'est brusquement accélérée (400 millions de francs en moyenne quotidienne) et les cours ont rapidement pris de la hauteur. Les premiers frémissements de la hausse s'étaient manifestés dès lundi (+ 0,25 %). Le lendemain, le mouvement s'amplifiait d'un seul coup (près de 1 %) avec Peugeot en vedette américaine (+ 7 %). Simple sursaut fantaisiste ? Pas du tout. Mercredi, le marché remettait ça (encore une progression voisine de 1 %) sur le décollage d'Avions Dassault (+ 10,8 %).

Jeudi, quand même, la Bourse tempérait ses ardeurs, sans perdre toutefois de son appétit malgré la réapparition autour de la corbeille des fantômes de la IVe République, attirés par la proportionnelle départementale. Les ventes bénéficiaires furent absorbées avec une aisance déconcertante et le marché s'offrit même le luxe d'améliorer encore un peu (+ 0,12 %) son score hebdomadaire.

Ce score ? Parlons-en : 2,3 % de hausse, et l'indice CAC à 216, altitude jamais atteinte. Depuis le début de l'année, les valeurs françaises ont progressé en moyenne de 18 %. Aucune place étrangère, pas même Tokyo, n'a réalisé une telle performance. Tous les membres de la communauté se frottaient les yeux pour constater qu'ils ne rêvaient pas. De mémoire, personne ne se souvenait avoir jamais vu cela la semaine précédant les fêtes de Pâques avec la longue fermeture (quatre jours) qu'elle implique. La Bourse ne rouvrira ses portes que le mardi 9 avril.

La grossière erreur commise par les cartomanciennes du Palais a été de croire aux statistiques et à la répétition de l'histoire. A leur avis, plus de 15 % de hausse appelaient nécessairement une correction, et cette correction ne pouvait se produire à un autre moment qu'avant Pâques : les vacances éloignent les investisseurs et, avec la sortie des SICAV le 29 mars dernier (date extrême pour relancer le reste des capitaux collectés en 1984), le marché devait très logiquement tourner au ralenti et s'alourdir. C'est le schéma classique.

Seulement voilà : nos pronostiqueurs avaient surestimé l'effet SICAV et sous-estimé l'impact des achats étrangers. La face de la Bourse en fut transformée. Les investisseurs internationaux s'en sont donné à cœur joie. Pourquoi ? Un professionnel qui avait les pieds sur terre, et ne consultait jamais aucune boule de cristal, expliquait le phénomène. *« De tous les pays de la CEE*, disait-il, *la France est, avec l'Italie, celui dont la situation économique est jugée la plus prometteuse à l'étranger. Or Paris est de toutes les places celle où il est encore possible de faire de bonnes affaires. »* Et d'ajouter : *« Le « price earning ratio »* (c'est-à-dire le rapport cours-bénéfice) *est ici en moyenne de 9, quand il atteint 11 à Francfort et 12 à Londres. »* CQFD. La Bourse de Paris est devenue ou redevenue un centre d'intérêt international. Voilà donc pourquoi le marché français monte quand la City fait grise mine et que outre-Rhin, le marasme s'installe.

D'où proviennent ces achats ? D'un peu partout, disait-on dans les travées ; du Proche-Orient, assurait l'analyste d'un grand établissement financier bien placé pour savoir de quoi il retourne. Toutes les valeurs en ont-elles, profité ? N'exagérons rien. Les étrangers ont distingué le bon grain de l'ivraie.

Peugeot les intéresse. Grâce à la 205, les premiers bénéfices apparaissent à l'horizon, et l'action a, sans coup férir, passé la barre des 300 F (313 F), la plus élevée depuis 1979. Dassault les fascine. D'après un journal britannique, la firme aurait reçu un contrat de l'Irak pour la livraison de Mirage. Le ministère de la défense a démenti. Pas Marcel. Son titre a dépassé les 1 300 F pour la première fois de l'histoire. S'il y a des Mirage sous roche, ceux-là ne sont pas destinés à parader dans un meeting aérien. Ils seront équipés de missiles. Qui dit missiles, dit Matra, qui a fait l'objet de très gros échanges. M. Lagardère est au plus haut de l'année.

Carrefour a lui aussi culminé, mais pas pour la même raison. Les investisseurs ont à nouveau pour la distribution les yeux de Chimène. Et comme Casino a publié de très bons résultats, lui aussi a pris de la hauteur. L'alimentation également intéresse. Il faut toujours boire et manger. Et quand des groupes comme Mumm et et Saint-Louis annoncent des profits en forte hausse, respectivement de 54 % et 61 %, l'effet est garanti.

Le tunnel sous la Manche ? Les Britanniques se font bien encore un peu tirer l'oreille. Mais c'est, semble-t-il, presque fait. Les appels d'offre ont été lancés. Réponse le 31 octobre prochain. Avec la perspective de gros contrats et de 60 000 à 70 000 emplois à créer côté français, cela a fait « boum » aux travaux publics (SGE-SB, SCREG, Bouygues, Auxiliaire d'entreprises). Dumez a été le plus gâté, car le groupe a décroché en plus un contrat en Arabie saoudite.

Bref, la liste des favorites s'est singulièrement allongée. Ajoutons-y pêle-mêle Sanofi, Lafarge, CSF, Roussel-Uclaf, Legrand (résultats médiocres mais conformes aux prévisions) et même Sommer, qui s'est débarrassé de son encombrante filiale allemande au prix, il est vrai, d'un bon gros déficit. Mais les investisseurs étrangers, affirmait un analyste, jouent à moyen et long terme.

M. Flornoy, ancien syndic de la Compagnie des agents de change, aurait confié que tout cela n'était pas très *« raisonnable »*. Mais, en Bourse, que veut dire le mot *« raisonnable »* ? En mars le volume des transactions au règlement mensuel a, pour la première fois, dépassé 10 milliards de francs (10,5 milliards très exactement). Personne ne croyait cela possible, et pourtant. Et que dire de Peugeot, dont la Bourse capitalise les... déficits, aucun profit n'étant attendu avant 1986 ? Vous avez dit « raisonnable ? » Dans les travées, l'on a beau évoquer les démons de la pagaille attirés par l'odeur de la proportionnelle départementale, ceux-là n'ont pas eu l'air d'effaroucher la clientèle étrangère comme certains le craignaient.

Alors où s'arrêtera la Bourse ? Au retour des vacances, les commères le diront peut-être, en se réservant, cette fois, une bonne marge de manœuvre.

ANDRÉ DESSOT.

Les HBJO cèdent au charme boursier

Peu connue du grand public, la Société anonyme coopérative d'achat des horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres (HBJO) va procéder à l'émission de 25 millions de francs de titres participatifs. Considérée comme la première coopérative de commerçants, Codhor est aussi la troisième entreprise du secteur de l'économie sociale à utiliser ces instruments financiers pour renforcer ses fonds propres.

Dans la pratique, l'émission consistera à lancer 50 000 titres participatifs de 500 F assortis d'une rémunération comportant les caractéristiques suivantes : une partie fixe de 70 % indexée sur le TMO (taux du marché obligataire) et une partie variable de 30 % calculée en fonction de l'évolution de la marge commerciale de la société (indice d'activité égal à la production de la société, corrigée du résultat financier, des charges de publicité et des achats d'études et de prestations de services).

Codhor regroupe actuellement 264 sociétaires qui ont réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires global de 1,1 milliard de francs, soit environ 10 % de l'activité de la bijouterie française (hors grande joaillerie parisienne). A la fin de l'exercice 1983-1984, Codhor, seul, avait réalisé un chiffre d'affaires de 321,6 millions de francs, en baisse de 5,2 % sur l'année précédente, le solde de pertes et profits étant ramené de 2,87 millions à 0,97 million de francs d'une année à l'autre. Pour l'exercice en cours, la société prévoit une croissance de 4,6 % du chiffre d'affaires et une progression supérieure à 5 % de l'indice d'activité commerciale. Le produit de l'émission servira à financer les stocks (16 millions de francs), ainsi que les investissements réalisés dans le service Télétex qui relie la société à ses clients et à souscrire au capital de la société SIFEC, déjà partie du groupe.

S. M.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	1er avril	2 avril	3 avril	4 avril	5 avril
RM	419 478	438 702	466 925	499 830	–
Comptant					
R. et obl. .	2 888 786	3 038 234	2 375 578	2 213 147	–
Actions ..	71 803	77 268	109 529	80 868	–
Total	3 380 067	3 554 204	2 952 032	2 793 845	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)					
Franç.	113,3	114,4	115,5	115,4	–
Étrang. ...	107,9	108,6	108,1	–	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)					
Tendance .	115,7	116,8	117,8	118	–
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	211,4	213,3	215,7	216	–

SECOND MARCHÉ
(base 100, 28 décembre 1984)

	4 avril	29 mars	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice ...	191,9	192,2	– 0,2	194,3	170,2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Moët (1)	67 103	126 715 104
Arjomari (1)	68 473	80 907 386
Carrefour (1) ...	33 577	69 187 381
CSF (1)	120 437	66 925 186
Matra	33 879	63 102 105
Michelin (1)	61 530	59 016 504
Lafarge (1)	119 450	57 678 362
Alsthom	184 495	56 080 980
Cit-Alcatel	38 198	52 683 240
Peugeot (1)	147 858	44 930 938
Sommer (1)	95 148	40 856 956
Générale des Eaux	59 065	37 810 120
PM-Labinal	72 536	37 501 656
Sanofi (1)	54 231	33 641 726

(*) Du 28 mars au 3 avril.
(1) Séance du 4 avril incluse.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29 mars	Cours 4 avril
Or fin (kilo en barre) ...	99 800	98 800
— (kilo en lingot) ...	99 700	98 250
Pièce française (20 F) ..	608	607
Pièce française (10 F) ..	410	420
Pièce suisse (20 F)	585	580
Pièce latine (20 F)	577	586
Pièce tunisienne (20 F) .	580	582
Souverain	721	712
Souverain Elizabeth II ..	729	712
Demi-souverain	400	410
Pièce de 20 dollars	4 035	4 020
— 10 dollars	2 080	2 100
— 5 dollars	1 425	1 500
— 50 pesos	3 760	3 730
— 20 marks	717	695
— 10 florins	580	587
— 5 roubles	440	440

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Indécis

Montera, montera pas : la plus grande indécision a régné cette semaine à Wall Street sur la conduite à prendre, indécision d'autant plus grande que le chômage du vendredi avait décimé la troupe des opérateurs. Le ralentissement de l'expansion sera-t-il moins brutal qu'escompté ? Les résultats trimestriels des entreprises meilleurs ou pires que redouté ? Quelle politique monétaire le FED adoptera-t-il ? Autant de questions sans réponses qui ont bridé les initiatives. Le marché a bien tenté de se redresser mercredi, mais son essai a échoué et, jeudi soir à la clôture, l'indice Dow Jones s'établissait à 1 259,05 (contre 1 266,78 le 29 mars). L'activité a faibli. Au total, 373,95 millions de titres ont été échangés contre 466,14 millions.

	Cours 29 mars	Cours 4 avril
Alcoa	34 1/4	35
ATT	21 5/8	20 3/4
Boeing	62 1/2	59 1/4
Chase Man. Bank ..	51 1/2	52 1/4
Du Pont de Nemours	51 7/8	52
Eastman Kodak	68 3/8	68 5/8
Exxon	50 1/8	50
Ford	42 1/2	42 1/2
General Electric ...	59 1/8	60 1/4
General Foods	61 1/8	60 5/8
General Motors	72 7/8	73 1/2
Goodyear	27 1/8	27
IBM	126 7/8	127
ITT	36	35 3/8
Mobil Oil	30	29 1/4
Pfizer	43	43 1/8
Schlumberger	38 1/2	37 1/2
Texaco	36 1/8	35 1/4
UAL Inc.	46 7/4	44 1/2
Union Carbide	38 1/4	38
US Steel	27 1/8	26 7/8
Westinghouse	30	29 3/4
Xerox Corp	43 3/8	42 3/4

LONDRES

Déprimé

Malgré les prévisions encourageantes du patronat britannique s'appuyant sur une croissance économique (+ 4 %) plus forte que prévu, le marché est apparu assez déprimé et les cours ont baissé. Les opérateurs ont jugé que la réduction des taux d'intérêt n'était pas suffisante et que la fermeté persistante de la livre était nocive pour les exportations.

Indices « FT » du 4 avril : industrielles, 962,5 contre 964,3) ; mines d'or, 509,3 contre 515,2) ; fonds d'Etat, 80,76 (contre 81,21).

	Cours 29 mars	Cours 4 avril
Beecham	365	365
Bowater	250	246
Brit. Petroleum	541	543
Charter	196	195
Courtaulds	141	141
De Beers (*)	530	513
Dunlop	65 1/2	66
Free State Ged. (*) .	28 3/4	28 1/2
Glaxo	10 27/32	10 3/4
Gt. Univ. Stores ...	807	810
Imp. Chemical	762	767
Shell	706	725
Unilever	11 51/64	11 35/64
Vickers	247	255
War Loan	35 3/4	35 3/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Bien orienté

Réduite comme partout à quatre séances en raison des fêtes de Pâques, le marché n'a pas fait preuve de beaucoup de vitalité. Cependant, malgré le ralentissement des affaires, la tendance a été plutôt bien orientée. Indice de la Commerz-Bank du 4 avril : 1 194,70 (contre 1 180,90).

	Cours 29 mars	Cours 4 avril
AEG	106,50	116,20
BASF	196,20	202
Bayer	205,40	202,10
Commerzbank	164,70	163
Deutschebank	436,10	438,70
Hoechst	199,50	208
Karstadt	210,50	231
Mannesmann	160,30	165
Siemens	520,50	538
Volkswagen	199	202

TOKYO

Très irrégulier

Hausses et baisses se sont succédé cette semaine. A l'occasion d'un de ses redressements, celui du mercredi, 3 avril, le marché parvint à se hisser à son plus haut niveau historique (coté 12 683,26). Alourdi ensuite par des ventes bénéficiaires, il ne put s'y maintenir. A la fin de la dernière séance du samedi, 6 avril, l'indice Nikkei Dow Jones s'inscrivait à 12 569,98 (contre 12 590,20). Indice général : 986,29 (contre 99,08).

	Cours 29 mars	Cours 5 avril
Akai	469	466
Bridgestone	545	535
Canon	1 340	1 290
Fuji Bank	1 640	1 560
Honda Motors	1 380	1 380
Matsushita Electric .	1 520	1 490
Mitsubishi Heavy ..	275	262
Sony Corp.	4 330	4 340
Toyota Motors	1 290	1 280

L'euromarché

Vade-mecum pour l'eurofranc français

La réouverture du marché de l'eurofranc français, fermé depuis quatre ans, va s'effectuer au lendemain des fêtes de Pâques, le 10 avril. Ce jour-là, Gaz de France lancera une euro-émission de l'ordre de 500 millions de francs qui sera garantie par la République française. L'opération aura une durée maximale de quinze ans, mais les investisseurs, tout comme l'emprunteur, pourront en demander le remboursement anticipé tous les cinq ans, selon le mécanisme qu'on désigne sous les termes de *« rétractable/ajustable »* parce que le coupon est également réajusté à la fin de chaque période.

Bien que les conditions finales n'étaient pas encore officiellement arrêtées à la veille du week-end pascal, on peut s'attendre que la commission bancaire totalise 1,875 % et que le coupon annuel initial pour les cinq premières années soit de l'ordre de 11,25%-11,375 %.

Au cours d'une réunion du comité de l'eurofranc, qui s'est tenue en fin d'après-midi le mercredi 3 avril au ministère de l'économie et des finances (*le Monde* du 5 avril), M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor, a expliqué aux banques françaises comment il envisageait le développement du marché des euro-émissions en francs français. La stratégie du Trésor peut se résumer comme suit : les euro-émissions libellées en francs seront ouvertes aussi bien aux emprunteurs français des secteurs public et privé qu'aux débiteurs étrangers ; elles devraient se succéder à une cadence de deux par mois en moyenne dans le cadre d'un calendrier préétabli. Le montant de chacune d'elles oscillera entre 200 millions et 700 millions de francs. A Gaz de France devrait succéder une entité supranationale européenne qui, vraisemblablement, sera la CECA.

La liberté la plus totale sera laissée aux banques et aux émetteurs pour déterminer les conditions de chaque transaction ; mais des durées relativement courtes, c'est-à-dire de sept ans maximum, sont recommandées sur les premières opérations afin d'attirer le plus grand intérêt possible de la part des euro-investisseurs, qui, en général, préfèrent les échéances courtes. Les commissions bancaires seront celles de l'euromarché.

Les transactions basées sur des *« SWAPS »* sont autorisées, de même que les euro-emprunts convertibles en action. En revanche, les placements privés sont strictement interdits. La direction des syndicats bancaires, chargée du montage et du placement de ces euro-émissions, sera, dans un premier temps, française. Néanmoins, les banques étrangères pourront codiriger ces transactions et, à ce titre, pourront prétendre au partage du préciput réservé au chef de file.

Le Crédit commercial de France (CCF) aura l'honneur de présider à la réouverture du marché, puisque c'est l'établissement des Champs-Elysées qui sera à la tête du consortium de banques françaises et étrangères appelé à diriger l'euro- emprunt de Gaz de France. Une banque américaine devrait être à ses côtés.

Le choix du CCF n'est pas étonnant, parce qu'il est non seulement le père de l'eurofranc français, mais qu'il a, dans le passé, dirigé près de la moitié des euro-émissions libellées dans la devise tricolore. Que Gaz de France soit le premier emprunteur n'est pas non plus surprenant : c'est un emprunteur bien connu sur la scène internationale, et chacun sait que M. Jean Reboul, son responsable des financements internationaux, est toujours à l'affût de la nouveauté.

Les résidents en France pourront acquérir les euro-obligations au porteur libellées en francs sans avoir à subir de retenue à la source. En revanche, ils ne bénéficieront pas de l'abattement fiscal et du prélèvement libératoire. C'est normal. Les autorités françaises entendent placer la majeure partie des euro-émissions en francs français dans les portefeuilles étrangers. Ces derniers s'intéressent présentement aux obligations domestiques françaises, auxquelles ils souscrivent au stade primaire. Ils devraient donc être attirés par le papier libellé en eurofrancs français, qui va leur offrir tout à la fois une diversification monétaire et des rendements relativement élevés.

D'ores et déjà, le nombre d'emprunteurs internationaux attirés par l'euro-franc français s'avère important. Ce secteur n'entend évidemment pas concurrencer son euro-homologue libellé en dollars. Il peut, par contre, s'avérer une devise d'appoint non négligeable dans la mesure où le franc français procure des rendements supérieurs à l'ECU, sans parler du deutschemark, du yen ou du franc suisse.

La boîte de Pandore

L'événement le plus important, cette semaine, n'a toutefois pas été la réouverture du marché de l'eurofranc français, mais la décision de la Banque d'Angleterre de tenir dorénavant compte de certains des engagements hors bilan des banques dans l'appréciation des risques qu'elles encourent par rapport à leurs fonds propres. Les engagements concernés compteront désormais pour 0,5 point dans le calcul du rapport minimal qui doit exister entre leurs actifs et leur capital.

La « vieille dame » de Threadneedle Street a, toutefois, précisé que son souci se limitait aux lignes de crédit à moyen terme, utilisées ou non, qui ont été mises en place pour servir de support à l'émission ultérieure de papier à court terme, ce qu'en anglais on désigne sous les noms de *Revolving underwriting facilities* (RUF) ou *Note Issuance facilities* (NIF). Néanmoins, les banquiers londoniens craignent que, ce faisant, la Banque d'Angleterre n'ait ouvert la boîte de Pandore.

Le marché des RUF ne représente encore que 35 milliards de dollars, dont 5 milliards seulement ont été effectivement utilisés. C'est donc peu par rapport aux milliers de milliards de dollars que représentent les bilans des quinze plus grandes banques du monde. Mais les banques s'inquiètent de l'élargissement éventuel d'une mesure qui leur paraît comme un premier pas vers d'autres aux conséquences beaucoup plus graves. Ni les *SWAPS*, ni les placements à court terme, avec obligation de rachat d'euro-émissions à taux variables, ne sont pour l'instant concernés. Il s'agit là, pourtant, d'engagements hors bilan.

Ils font, tout comme les RUF, courir des risques aux banques, si l'une des contreparties ou celui qui, au bout d'une chaîne parfois sinueuse, détient le papier à court terme connaissent des difficultés financières. Si la Banque d'Angleterre faisait un jour obligation d'inclure les SWAPS à hauteur de 0,5 point dans le calcul du ratio engagements/capital, une banque avec un capital relativement modeste et des positions en SWAPS de l'ordre de 8 milliards de dollars – situation qui est celle de certains établissements à Londres – serait contrainte d'accroître ses fonds propres de quelques 300 millions de dollars !

En attendant, la City ne sera pas longtemps la seule à être affectée par la première mesure prise par la Banque d'Angleterre. Celle-ci a souligné qu'elle a étudié le problème en conjonction avec les autorités des principaux pays industrialisés et que d'autres banques centrales envisagent de prendre des mesures similaires. Dans l'Hexagone, la Banque de France a commencé à faire le point sur ce sujet avec les établissements bancaires. Comment les banques françaises, qui sont déjà sous-capitalisées, supporteraient-elles le choc d'exigences supplémentaires dans le rapport de leurs actifs à leurs fonds propres ?

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar en observation

Après le retour de flamme qui, la semaine précédente, l'avait ramené à ses cours du 15 septembre 1984, le dollar s'est quelque peu redressé, mais très prudemment, évoluant en dents de scie sans motivation particulière. Après leur sortie en masse, les moutons de Panurge, évoqués précédemment, ont réintégré leur bergerie, en attendant de refaire une autre sortie, peut-être dans le sens inverse ; mais pour l'instant, c'est peu probable.

En début de semaine, après l'annonce, le week-end précédent, d'une hausse de 0,7 % pour l'indice d'activité aux Etats-Unis en février, une réaction à la hausse du billet vert se produisait sur les marchés des changes, et le dollar remontait, d'un coup, de 3,09 deutschemarks à plus de 3,15 deutschemarks, et de 9,44 francs à plus de 9,60 francs. Les Européens, qui, ces dernières semaines, « appuyaient », à la baisse, sur les cours de New-York la veille au soir, se mettaient à racheter, s'estimant un peu « courts » en dollars.

En outre, les opérateurs sur graphiques sur le marché à terme de Chicago (IMM) rachetaient également, pour toutefois revendre mardi soir, ce qui faisait revenir la devise américaine à 3,10 deutschemarks et 9,46 francs. Les jours suivants, néanmoins, le « billet vert » s'orientait doucement à la hausse, débordant les 3,16 deutschemarks et les 9,65 francs, sans fièvre aucune : après la secousse qui l'a ébranlé, le dollar est en observation sur tous les marchés.

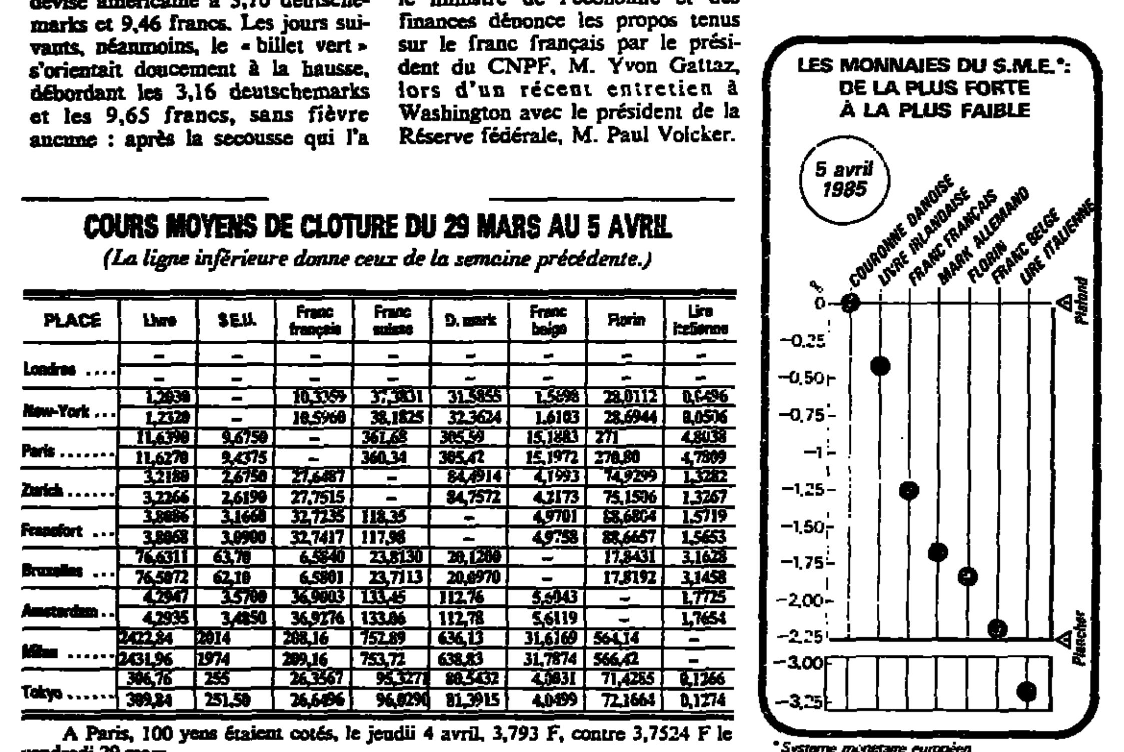
La livre sterling a rendu une partie des points qu'elle avait gagnés à l'égard du dollar, tout en restant pratiquement inchangée vis-à-vis des monnaies européennes. Quant au franc français, il se tient toujours très bien, et même de mieux en mieux, notamment à l'égard du mark, qui s'inscrit en dessous de son cours du début de 1984 à Paris. Selon les milieux financiers internationaux, cette robuste santé est due, pour une bonne part, à la rémunération élevée (10,5 % à 12 %) dont bénéficient les dépôts en eurofrancs, par rapport à celle touchant les dépôts en euromarks, surtout au moment où la Bundesbank assouplit un peu sa politique, en réduisant légèrement le taux de ses interventions.

Relatons enfin, au terme d'une semaine très écourtée dans le monde occidental par les fêtes de Pâques, l'échange de propos plutôt vifs entre M. Pierre Bérégovoy et le CNPF, à l'occasion de la publication, par ce dernier, de son dossier *Cartes sur table* : le CNPF souligne *« avec raison »*, concède M. Bérégovoy, que l'écart d'inflation de la France avec l'Allemagne reste *« trop important »* (4,7 points en 1984). En revanche, le ministre de l'économie et des finances dénonce les propos tenus sur le franc français par le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, lors d'un récent entretien à Washington avec le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker.

« Le franc se porte bien et il ne paraît pas souhaitable que le responsable d'une grande organisation patronale s'exprime d'une telle façon à l'étranger », a déclaré M. Bérégovoy, lors d'une conférence de presse principalement consacrée à une critique détaillée du bilan dressé mardi par le CNPF sur la politique économique du gouvernement depuis 1981. Présentant une pièce de 10 francs français à M. Volcker, le président du CNPF avait déclaré le 11 mars : *« Voila le dollar français, et encore il ne s'agit pas tout à fait d'un dollar. Cette pièce valait 2 dollars il y a encore peu d'années (...) J'espère que ça va quand même un peu s'améliorer. »*

Interrogé sur les critiques de M. Bérégovoy, M. Gattaz a précisé : *« Je défends toujours la France et le franc dans mes voyages à l'étranger. Je ne peux donc accepter qu'à propos (...) de ma rencontre avec M. Paul Volcker on truque mes déclarations. »* A cette occasion, a-t-il ajouté : *« J'ai dit clairement mon espoir de voir la valeur du franc s'améliorer prochainement par rapport au dollar. Je me réjouis d'ailleurs de voir mes souhaits commencer à se réaliser. »*

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 MARS AU 5 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,2030	–	10,3359	37,3831	31,5855	1,5698	28,0112	0,0496
	1,2320	–	10,5960	38,1825	32,3624	1,6103	28,6944	0,0506
Paris	11,6390	9,6750	–	361,68	305,59	15,1883	271	4,8038
	11,6270	9,4375	–	360,34	305,42	15,1972	270,80	4,7809
Zurich	3,2180	2,6750	27,6487	–	84,4914	4,1993	74,9299	1,3282
	3,2266	2,6190	27,7515	–	84,7572	4,2173	75,1506	1,3267
Francfort	3,8086	3,1660	32,7235	118,35	–	4,9701	88,6804	1,5719
	3,8068	3,0900	32,7417	117,98	–	4,9758	88,6657	1,5653
Bruxelles	76,6311	63,70	6,5840	23,8130	20,1200	–	17,8431	3,1628
	76,5872	62,10	6,5801	23,7113	20,0970	–	17,8192	3,1458
Amsterdam	4,2947	3,5700	36,9003	133,45	112,76	5,6043	–	1,7725
	4,2935	3,4850	36,9276	133,06	112,78	5,6119	–	1,7654
Milan	2422,84	2014	208,16	752,89	636,13	31,6169	564,14	–
	2431,96	1974	209,16	753,72	638,83	31,7874	566,42	–
Tokyo	306,76	255	26,3567	95,3271	80,5432	4,0031	71,4255	0,1266
	309,84	251,50	26,6496	96,0290	81,3915	4,0499	72,1664	0,1274

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 4 avril, 3,793 F, contre 3,7524 F le vendredi 29 mars.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

5 avril 1985

COURONNE DANOISE
LIVRE IRLANDAISE
FRANC FRANÇAIS
MARK ALLEMAND
FLORIN
FRANC BELGE
LIRE ITALIENNE

%
0
−0,25
−0,50
−0,75
−1
−1,25
−1,50
−1,75
−2,00
−2,25
−3,00
−3,25
Plafond
Plancher

*Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

Une petite brise de détente à Paris

Comme sur les marchés des changes, la semaine a été bien calme sur le marché financier de Paris, où, toutefois, la petite brise de détente, qui s'était levée les deux semaines précédentes, a soufflé à nouveau. Le loyer de l'argent au jour le jour revenait à 10,5 % à la veille d'un long week-end et s'alignait ainsi sur le taux auquel la Banque de France continue, imperturbablement, d'alimenter les banques. Rappelons que ces derniers temps ce loyer se maintenait régulièrement entre 10 5/8 % et 10 7/8 %.

Quant au long terme, la détente a été assez nette, tout au moins sur le marché secondaire, où les rendements ont fléchi : 11,07 % contre 11,17 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans ; 10,81 % contre 10,93 % pour ceux à moins de sept ans ; et 12,37 % contre 12,45 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas.

On est donc revenu enfin au-dessous des niveaux du début janvier, après les orages de novembre-décembre, soit 11,13 %, 10,91 % et 12,41 %, sans avoir retrouvé toutefois ceux touchés fin octobre, dans l'euphorie d'une désescalade précipitée et trop hâtive : 10,67 %, 10,11 % et 12,10 % respectivement.

Il convient néanmoins de relever que les transactions sur ledit marché secondaire ont été peu importantes : il était difficile par exemple de trouver en Bourse des quantités appréciables d'emprunts d'Etat, et l'essentiel des opérations s'est fait par *« application »* directe entre gestionnaires de portefeuilles.

Sur le marché primaire, celui du « neuf », la seule émission de la semaine, lancée par la Caisse centrale de coopération économique pour 1,5 milliard de francs au taux fixe de 12,10 %, s'est très correctement placée. Pour la semaine prochaine, on attend une Banque européenne d'investissement, et, pour la suivante, un « gros » Crédit agricole (5 milliards de francs) placé en très grande partie dans le réseau de la « Banque verte ». En fin de mois, rappelons-le, le premier emprunt aux conditions du rapport Tricot (concurrence accrue) sera lancé pour le compte de la SNCF par Indosuez, chef de file, qui, prudemment, s'est entourée du Crédit lyonnais, le chef de file habituel de la SNCF, et de la Caisse des dépôts. Son montant sera, vraisemblablement, de 3,5 milliards de francs.

A l'étranger, grâce au fléchissement du dollar, une certaine détente est également relevée. En Allemagne, la Banque fédérale a légèrement abaissé le taux de ses pensions (5,7 % à 5,8 %, contre 6 %). Il n'est pas question toutefois que la République fédérale d'Allemagne envisage d'abaisser réellement ses taux, a déclaré M. Martin Bangemann, ministre de l'économie.

Aux Etats-Unis, c'est le *statu quo*, la commission de l'*open market* de la Réserve fédérale se prononçant pour le maintien de sa politique actuelle. On observe toutefois qu'elle reste attentive aux difficultés des banques américaines, c'est-à-dire que les autorités monétaires s'abstiendraient, dans l'immédiat, de faire monter les taux. Une fois de plus, tout dépend de l'évolution de l'économie des Etats-Unis, peut-être moins favorable que prévu, et des discussions sur la réduction du déficit budgétaire.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Reprise des métaux – Baisse du thé

Les fluctuations désordonnées du dollar ont encore exercé leurs effets sur les marchés commerciaux, se répercutant pratiquement chaque jour sur l'évolution des cours de la plupart des métaux précieux. Autre caractéristique de cette semaine écourtée en raison de la trêve pascale, la reprise survenue sur les métaux non ferreux en corrélation avec un ralentissement moins sensible que prévu de l'activité économique aux Etats-Unis.

MÉTAUX. – *Pour la première fois depuis quelques semaines, un mouvement de reprise, certes limité, s'est produit sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres.*

Les stocks britanniques de métal continuent à s'amenuiser. Ne sont-ils pas en effet revenus à 89 500 tonnes, en diminution de 3 675 tonnes. Aux Etats-Unis, depuis quatre ans, dix-neuf mines ont cessé leur activité. Conséquence : les achats américains de cuivre à l'étranger, qui ne représentaient que 10 % de la consommation intérieure en 1979, ont fait un bond à 26 % en 1984 et devraient même passer à 35 % en 1989. Bien que le stock stratégique américain, dont les réserves de cuivre sont évaluées à 971 000 tonnes, soit jugé insuffisant, le directeur de la General Services Administration préfère accroître plutôt ses achats en bauxite ou en cobalt.

L'amélioration des cours du zinc sur le marché de Londres a été de courte durée. Des craintes relatives à une raréfaction des disponibilités en métal de bonne qualité, une demande plus importante de la part de l'URSS, de la Chine et de certains pays européens, ont entretenu le mouvement initial de hausse. En outre, les stocks sont revenus à de bas niveaux, tant aux Etats-Unis que dans la plupart des pays non communistes, où ils ont fléchi en dessous de 400 000 tonnes, en diminution de plus de 15 % par rapport à fin janvier. Aussi, plusieurs producteurs ont-ils décidé de majorer leurs prix en les portant de 925 dollars la tonne à 950 ou à 960 dollars.

L'étain se traite toujours en Malaisie au-dessus de son prix plancher de 29,15 ringgits par kilo. Incidence de l'instauration de quotas d'exportation dans le cadre de l'accord international : il faut s'attendre, selon les prévisions du Conseil international de l'étain, à un déficit de 13 600 tonnes pour le premier semestre. Il s'était élevé en 1984 à 26 400 tonnes.

Les cours de l'aluminium ont franchi à nouveau la barre des 900 livres la tonne à Londres. Une importante compagnie américaine vient d'arrêter l'activité d'une unité de production en Alabama d'une capacité annuelle de 40 000 tonnes. Les stocks mondiaux de métal devraient diminuer dans le courant de l'année, estime le président d'Alcan, mais pour l'instant une telle baisse tend à se faire désirer.

Choc en retour sur les marchés de métaux précieux, l'argent et le platine se sont repliés, parfois dans des proportions sensibles.

CAOUTCHOUC. – *Les cours du naturel se maintiennent à des niveaux satisfaisants. Le marché de Kuala-Lumpur vient d'éclipser celui de Londres, qui a cessé son activité le 29 mars. Les transactions, sans caractère officiel, s'effectueront entre courtiers à Londres, mais un nouveau contrat est à l'étude avec livraison à Rotterdam. Actuellement, le prix indicateur de l'accord international est supérieur de 11 cents à son cours le plus bas de 1985, et de 5 cents au prix à partir duquel le directeur du stock régulateur doit soutenir le marché. La demande se maintient en raison de l'augmentation de la production automobile aux Etats-Unis, où une progression à court terme des prix semble probable.*

DENRÉES. – *Le sucre stagne toujours à des cours peu élevés sur la plupart des places. Les stocks mondiaux, qui atteignent 38 millions de tonnes et représentent cinq mois de consommation mondiale, devraient encore s'accroître de 2,14 millions de tonnes cette année. La production mondiale 1984-1985 est évaluée à 98,45 millions de tonnes contre 96,24 millions en novembre 1984, et la consommation mondiale à 96,31 millions de tonnes contre 96,06 millions. Une amélioration est escomptée pour la prochaine campagne, la demande devant surpasser l'offre mondiale d'un million de tonnes.*

Légère progression des cours du café. La récolte du Nicaragua sera inférieure de 30 % au moins à la précédente.

La baisse se poursuit aux enchères de Londres sur les prix du thé depuis plusieurs semaines, avec des pertes de 8 à 15 pence au kilo. Des récoltes plus importantes dans certains pays, en Afrique notamment, des ventes plus pressantes de la part de l'Inde, avec réduction à 31 roupies contre 35 roupies du prix minimum à l'exportation sont à l'origine de cours revenus à leurs plus bas niveaux depuis dix-huit mois.

LES COURS DU 4 AVRIL 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 189,50 (1 143) ; à trois mois, 1 207 (1 162,50) ; étain comptant, 9 811 (9 580) ; à trois mois, 9 811 (9 685) ; plomb, 333 (294) ; zinc, 745 (759) ; aluminium, 911 (882) ; nickel, 4 580 (4 240) ; argent (en pence par once troy), 535 (536). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,55 (64,35) ; argent (en dollars par once), 6,47 (7,18) ; platine (en dollars par once), 272,4 (277). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,46 (29,41).

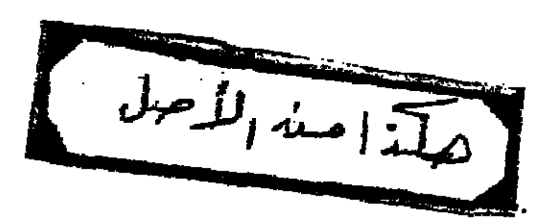
TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mai, 68,98 (67,18) ; juillet, 67,79 (66). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 510 (506). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, mai, inch. (54,70).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 740 (755).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2 322 (2 453) ; juillet, 2 164 (2 260) ; sucre, mai, inch. (3,80) ; juillet, 3,93 (3,97) ; café, mai, 144,20 (142,55) ; juillet, 143,84 (142,70). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mai, 110,20 (112,40) ; août, 114,60 (116) ; café, mai, 2 170 (2 175) ; juillet, 2 213 (2 215) ; cacao, mai, 1 965 (1 978) ; juillet, 1 950 (2 021). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 251 (2 330)) ; septembre, 2 230 (2 294) ; café, mai, 2 530 (2 540) ; septembre, 2 599 (2 600) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 263 (1 239) ; octobre, 1 369 (1 339). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 134,40 (138,40) ; juillet, 140,30 (144,50). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 131,90 (134,50) ; août, 131,50 (134).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 357,75 (357,50) ; juillet, 337,25 (334,50) ; maïs, mai, 283,35 (279,75) ; juillet, 283,25 (280).

INDICES. – Moody's, 956,90 (959,60) ; Reuter, 1 936,30 (1 937,60).



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A Athènes

La droite a rassemblé deux cent mille manifestants contre l'élection « illégale » de M. Sartzetakis

Athènes *(AFP, UPI)*. – Deux cent mille personnes environ, répondant, vendredi 5 avril, à l'appel de la Nouvelle Démocratie (le principal parti d'opposition, conservateur), se sont rassemblées sur la place de la Constitution, à Athènes, pour protester contre la récente élection de M. Sartzetakis à la présidence de la République et réclamer des élections législatives anticipées.

Devant ce rassemblement – l'un des plus importants qu'ait connus la Grèce ces dix dernières années, – le dirigeant de la Nouvelle Démocratie, M. Constantin Mitsotakis, a appelé les électeurs à se mobiliser pour mettre en échec le régime de M. Papandréou.

« La Grèce ne peut pas abandonner son destin à un homme auquel elle ne peut se fier, imprévisible et impulsif, dont nul ne peut prévoir les réactions dans les moments critiques et qui ne se sent même pas lié par ses engagements les plus formels », a notamment déclaré M. Mitsotakis. Il faisait allusion à la façon dont le premier ministre a évincé M. Caramanlis de la présidence de la République le mois dernier et fait élire pour lui succéder M. Christos Sartzetakis. Cette élection, a ajouté le chef de la Nouvelle Démocratie, *« est illégale ; elle démontre que le parti socialiste n'hésitera devant rien pour s'agripper au pouvoir ». « Le but du PASOK est d'instituer un régime de parti unique en Grèce »*, a-t-il ajouté, devant la foule qui l'acclamait en agitant le drapeau national.

M. Papandréou avait cependant devancé, jeudi, l'opposition de droite en annonçant qu'il avait lui-même demandé au président de la République de dissoudre le Parlement et de convoquer les électeurs, si possible en juin.

A l'issue d'un entretien de plus d'une heure avec le premier ministre, M. Sartzetakis a déclaré, selon la coutume, qu'il *« réservait sa décision »*. Les élections ne devraient en principe avoir lieu qu'après l'adoption par le Parlement d'un projet de révision de la Constitution réduisant les pouvoirs du président de la République.

LES « MARCHES DE PAQUES POUR LA PAIX » ONT COMMENCÉ EN RFA ET EN GRANDE-BRETAGNE

Les traditionnelles « marches de Pâques » organisées par les mouvements pour la paix en République fédérale ont commencé vendredi 5 avril dans plusieurs villes. Deux cents manifestations au total sont prévues (marches, sit-in, minutes de silence). Elles seront dirigées plus particulièrement cette année contre la militarisation de l'espace. Il est peu probable cependant que les mouvements pacifistes, en perte de vitesse, réunissent autant de monde qu'à Pâques 1983, quelques mois avant l'installation des premiers Pershing-2 en RFA.

Sur la base de Mutlangen (près de Stuttgart), où ces armes sont stationnées, un groupe de contestataires a réussi à franchir les barrières de protection dans la nuit de jeudi à vendredi. Les manifestants, membres d'un « comité d'action chrétien pour la paix » portaient une croix de bois de 2,50 m de hauteur. Ils cherchaient à *« mettre en garde contre la crucifixion de l'homme par les armes de destruction massive »*, avant que la police ne vienne les déloger.

En Grande-Bretagne, c'est autour de la base américaine de Molesworth, à 80 km au nord de Londres, que doit avoir lieu la principale manifestation, organisée par le CND (Campaign for nuclear disarmament). Les premiers cortèges, qui pendant trois jours vont converger vers ce site où soixante-quatre missiles Cruise doivent être implantés d'ici à 1988, sont partis vendredi du sud de l'Angleterre. Le CND compte sur vingt mille participants environ. La branche écossaise du CND a prévu de son côté une mainfestation dimanche à la base de la Royal Navy de Coulports, près de Glasgow. – *(AFP, AP.)*

M. Robert Hersant est débouté dans un procès en Belgique

« Le magnat de la presse française a été débouté. » C'est sur ce ton triomphal que la radio et les journaux belges ont annoncé le verdict du tribunal de Mons, qui devait trancher le conflit entre M. Robert Hersant – par personne interposée – et la Nouvelle Gazette de Charleroi.

De notre correspondant

Bruxelles. – L'affaire est complexe. Il y a quelques mois, le groupe Hersant avait acquis le titre *la Province*, propriété d'une association nommée la Propagande libérale et, jusqu'ici, édition régionale de *la Nouvelle Gazette de Charleroi*, elle-même attachée à la société Rossel, qui publie à Bruxelles *le Soir*, journal francophone le plus important de Belgique. Toute la controverse résulte du fait que le groupe Hersant a seulement acquis – pour la fin de 1984 – l'usage du titre *la Province*, sans que l'édition montoise de *la Nouvelle Gazette* soit directement concernée. Aux termes de ses engagements, *la Nouvelle Gazette* est tenue de poursuivre jusqu'à la fin de l'année la publication de *la Province*, qui sera reprise à ce moment-là par le groupe Hersant. Le journal belge avait contre-attaqué en publiant une nouvelle édition montoise sous le titre de *la Nouvelle Gazette de Mons et du Borinage*, façon évidemment de défendre l'édition du journal traditionnel offert aux lecteurs de la région de Mons contre la concurrence d'un autre organe qui prendrait simplement le titre de *la Province* alors que son contenu pourrait être très différent.

L'action de la Propagande libérale soutenue par M. Hersant – bien qu'il n'ait pas de statut légal dans cette affaire – visait donc à interdire la publication de cette nouvelle édition de *la Nouvelle Gazette*, dont l'objectif serait uniquement de mettre la main sur la clientèle de *la Province* avant que le groupe Hersant ne puisse présenter son propre journal.

A cet égard, la Propagande libérale et, par voie de conséquence, M. Hersant, ont perdu la partie. Statuant en référé, le tribunal de Mons a permis aux éditeurs de *la Nouvelle Gazette* de poursuivre la publication de leur nouveau journal, qui se trouve dans les kiosques depuis le 30 mars.

Sur ce point, les attendus du tribunal sont clairs. *« La clientèle, est-il précisé, n'est pas un bien susceptible d'appropriation, un objet de droit dont on peut se prétendre propriétaire... Le titre d'un journal n'est pas susceptible à lui seul de rallier la clientèle. Les raisons profondes de l'attachement des lecteurs au journal qu'ils favorisent sont multiples et subtiles. Elles relèvent plus de la psychologie que du droit... »*.

Cependant, le tribunal, soucieux semble-t-il de couper la poire en deux, a décidé dans le même temps qu'un administrateur provisoire devrait être installé à *la Province*, car il y aurait *« opposition manifeste entre la gestion des deux journaux »*. Cet administrateur, toutefois, ne devrait pas s'occuper de la gestion mais veiller à ce que le journal ne soit pas étouffé de façon artificielle avant que le groupe Hersant ne puisse prendre lui-même en main sa publication.

Dans l'immédiat, la bataille semble se concentrer au niveau de la diffusion. Les libraires et vendeurs de journaux de la région montoise ont apparemment favorisé les commandes de *la Nouvelle Gazette de Mons* au détriment de *la Province*.

A la sortie du tribunal, M. Hersant, loin de se déclarer déçu, a exprimé une certaine satisfaction. Selon lui, les juges auraient bien reconnu *qu'« on a volé les lecteurs de* la Province *au profit d'un autre ». « Je constate qu'on a détourné la clientèle »*, a-t-il dit. A la question brutale : *« C'est fini en Belgique ? »*, M. Hersant a répondu : *« Je crois que ça commence. »*

JEAN WETZ.

Le vol de la navette spatiale américaine

PATRICK BAUDRY S'ENVOLERA LE 12 JUIN

Le vol de la navette spatiale américaine auquel participera Patrick Baudry a été fixé au 12 juin prochain, a annoncé la NASA, vendredi 5 avril. Aux côtés de l'astronaute français, un autre étranger, l'émir Sultan Ben Salmane Ben Abdel Aziz, neveu du roi Fahd d'Arabie Saoudite, devrait prendre part à cette mission d'une durée de cinq jours.

D'autres astronautes non américains devraient également monter à bord de la navette au cours des deux années à venir. La NASA a en effet annoncé son intention de faire participer un Allemand de l'Ouest, un Hollandais, un Mexicain, un Indonésien, un Britannique, un Indien et un Canadien aux prochaines missions de la navette. Elle a d'autre part invité des Chinois et des Japonais à prendre part à de futurs vols.

A MARSEILLE ET A MONTBÉLIARD

Manifestations antiracistes

Plusieurs manifestations ont eu lieu vendredi 5 avril contre le racisme. A Marseille, près de deux mille personnes ont défilé à l'appel de la CGT, de la CFDT, de l'extrême gauche, des organisations de travailleurs immigrés et du MRAP pour protester contre l'assassinat de Noreddine Hassan Daouadji le 30 mars à Miramas. Le maire communiste de cette ville, M. Georges Thorand, qui a désapprouvé l'organisation par SOS-Racisme d'un autre défilé samedi dans sa commune (*le Monde* du 6 avril), a manifesté vendredi à Marseille. *« Il est temps de mettre un terme au massacre des innocents, qu'ils soient juifs, arabes, noirs ou asiatiques »*, a déclaré de son côté le représentant de l'Amicale des Algériens en Europe. Un communiqué de l'organisation nationale des avocats algériens estime à cent vingt le nombre d'Algériens victimes de crimes racistes depuis dix ans et déplore l' *« immunité dont jouissent les auteurs d'actes racistes »*.

A Montbéliard (Doubs), une manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes vendredi après-midi, tandis qu'à Nice, à l'occasion de la Pâque, la communauté juive, rassemblée à la grande synagogue, a protesté contre l'attentat du cinéma Rivoli-Beaubourg à Paris.

De son côté, le bureau confédéral de la CGT a appelé toutes ses organisations et tous les salariés à amplifier *« très fort* [notre] *combat permanent contre la racisme »*, ses causes et ses responsables. *« Les campagnes racistes* (...) *sont organisées pour diviser les salariés »*, estime la CGT.

En Roumanie

Les grands chantiers du président Ceausescu

« Dans la prochaine période quinquennale, nous allons construire 750 000 appartements d'une moyenne de 12 mètres carrés par habitant. Dans ce but nous entreprenons de grands travaux de systématisation et d'organisation des rues », a annoncé le président Ceausescu dans un discours électoral le 16 mars dernier. Et il semble bien que le « Conducator » tienne ses promesses : d'immenses chantiers ont été ouverts à Bucarest et dans d'autres villes. Le problème est que, avant de construire, il faut démolir et que pour l'instant les projets visibles ne portent que sur des constructions de prestige. Pour ses 12 mètres carrés, la population est priée de patienter.

Quarante mille personnes ont déjà été déplacées depuis le début des démolitions au printemps 1984, dans le centre de Bucarest. Plus du quart du cœur historique de la ville est condamné. C'est là que Nicolae Ceausescu va établir sa résidence de prestige, dans le palais Cotroceni dont l'église du dix-septième siècle a déjà été détruite. Le palais se trouve au sommet d'une colline. Un peu plus bas sera édifiée la Maison de la République, énorme bâtisse qui abritera le siège du comité central, du Conseil d'Etat et du gouvernement. Devant, une vaste place en hémicycle permettra de rassembler le peuple pour les grandes commémorations. De là partira le boulevard Victoire-du-Socialisme, large de 120 mètres et bordé de divers monuments.

Ces constructions et d'autres, à la gloire de *« l'époque Ceausescu, la plus lumineuse de l'histoire du pays »*, selon la formule de l'organe du parti *Scinteia*, se font sans que la population sache très bien quels sont les quartiers effectivement menacés et quand. Plusieurs cas de suicides à l'arrivée des bulldozers ont été rapportés. La plupart des familles, souvent installées depuis longtemps dans ces quartiers anciens, ont dû se défaire de leur meubles, trop grands pour les nouveaux appartements où elles sont relogées.

Ce sont en tout cas des pans entiers du patrimoine architectural et culturel roumain qui disparaissent. Outre l'église de Cotroceni ont déjà été détruits, parmi d'autres, une aile de l'hôpital Brancokan, un des plus anciens hôpitaux de Bucarest, l'église Alba Postavari, de la seconde moitié du seizième siècle, l'église du monastère Michel-le-Brave, une partie du monastère Vacaresti, le plus grand d'Europe centrale.

Les autres villes du pays ne sont pas épargnées : Iassy, Brassov, Oradea, Tirgoviste, entre autres.

La Commission des monuments historiques, très active jusqu'en 1977, mais supprimée de fait à cette date, ne peut intervenir. Le patriarcat, directement touché par les destructions d'églises, n'a jamais protesté. Mais, fait nouveau en Roumanie, l'Union des architectes a remis un mémoire contre les destructions au comité central : celui-ci le lui a retourné en indiquant qu'il « connaissait » le problème. Des centaines de simples citoyens ont envoyé lettres et télégrammes demandant l'arrêt des chantiers. Bien entendu, ce mouvement de protestation n'est pas organisé. Il a cependant abouti à ce que la destruction du monastère Vacaresti soit suspendue. Mais les démolitions se poursuivent ailleurs.

C'est pour obtenir leur arrêt que l'Association pour la protection des monuments et sites historiques en Roumanie (1) a été créée à Paris. Des associations du même type se mettent en place en Allemagne fédérale, en Italie et en Grande-Bretagne. L'UNESCO, alertée par un mémoire de l'association, a d'abord répondu que ce mémoire devait lui parvenir par la voie officielle roumaine... Elle a finalement mis le problème à l'étude.

S. S.

(1) 71, rue de Saussure, 75017 Paris.

MISE EN GARDE DES SYNDICATS DE LA PRESSE QUOTIDIENNE CONTRE L'EXTENSION DE LA PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE

L'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR) s'inquiète des transferts de budget qui résulteraient de l'ouverture de nouveaux secteurs à la publicité télévisée.

Dans un communiqué publié le vendredi 5 avril, l'Union a déclaré que les organisations professionnelles de la presse – la Fédération nationale de la presse française et le Syndicat national de la presse quotidienne – ainsi que la SOFIRAD se sont prononcés contre l'avis que vient de rendre le conseil d'administration de la Régie française de publicité pour une *« ouverture simultanée mais progressive »*.

L'USPQR attire l'attention des pouvoirs publics sur les dangers d'une déstabilisation pour l'ensemble de la presse.

● *Nomination à la Haute Autorité.* – Mme Françoise Kraja, rapporteur, depuis avril 1982, auprès de la commission consultative sur les radios locales privées – dite commission Galabert – vient d'être nommée chargée de mission auprès de la Haute Autorité. Elle s'occupera, avec M. Jacques Dèze, du dossier des radios locales privées, son prédécesseur, M. Jacques Taquet, ayant quitté la Haute Autorité pour Radio Monte-Carlo.

● *A la société des journalistes de RTL.* – La rédaction de RTL vient de procéder au renouvellement du bureau de la société des journalistes de RTL (80 votants sur 87 inscrits). Jean-Yves Hollinger a été reconduit à la présidence. Ont été nommés : vice-présidents, Janine Perrimond et Philippe Alexandre ; secrétaire-trésorier, Jacques Baptiste ; membres : Michel Cohen-Solal, Guy Kedia, Olivier Mazerolle, Christian Menanteau, Bernard Roseau et Jean-Pierre Pison.

A partir du 2 mai

PUBLICITÉ SUR CANAL PLUS

La publicité fera son apparition le 2 mai prochain sur les tranches de programmes de Canal Plus accessibles à tous les téléspectateurs, sans décodeurs. Diffusés entre 18 heures et 20 h 30 ou 21 heures, selon les jours de la semaine (et dans le cadre du « Club de la presse » le dimanche entre 19 h 40 et 20 h 25), les spots coûteront aux annonceurs entre 18 000 francs et 58 000 francs les trente secondes. A titre de comparaison, le prix d'un spot sur les chaînes du service public varie entre 20 000 francs (le mercredi à 23 heures sur FR 3) et 180 000 francs (de 19 h 45 à 20 heures sur Antenne 2 en semaine).

Soixante-quatre pour cent des Français seront en mesure de recevoir Canal Plus le 2 mai prochain, le pourcentage devant passer à [illegible] le 1er septembre, 87 % en décembre.

BOUTONS D'OR

Une enquête a été ouverte, le jeudi 4 avril, à la demande de la préfecture de l'Aude par la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale, à la suite de cas d'eczéma dont ont été atteints des habitants d'un hameau proche de la mine d'or de Salsigne, la plus grande d'Europe.

A la suite d'une pluie de « poussière blanche » le 1er mars dans le hameau de Lacombe-du-Sault, à Lastours, des habitants ont été atteints de dermatoses. Tous les chats, les lapins et les chiens ont péri. Selon les médecins et les vétérinaires, cette affection pourrait être due à un contact avec l'arsenic ou l'anhydride sulfureux.

A la préfecture, on précise que *« quatre ou cinq personnes souffrent d'irritation de la peau, mais* [que] *ces cas ne présentent aucun caractère de gravité »*. – *(AFP.)*

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Honecker à Rome fin avril.* – M. Erich Honecker, président du conseil d'Etat de RDA est attendu en visite officielle à Rome les 23 et 24 avril prochain, a annoncé le 5 avril la présidence du conseil. Il s'agit de la première visite d'un chef d'État est-allemand en Italie. Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, s'était pour sa part rendu en visite officielle en RDA en juillet 1984. M. Honecker pourrait être reçu par Jean-Paul II au Vatican.

● *Création d'une agence spatiale en Italie.* – Les Italiens viennent d'annoncer leur intention de créer une agence spatiale (ASI) qui aura la charge de coordonner toutes les activités nationales et internationales dans ce domaine. Selon le ministre italien de la recherche scientifique et technologique, M. Luigi Granelli, cette nouvelle structure de petite taille, relativement autonome, devrait être plus une agence d'objectifs qu'une agence de développement dans la mesure où elle ne disposera pas de laboratoires propres et se contentera de gérer et d'assurer l'exécution des programmes spatiaux italiens. La mise en place de cette agence italienne, qui est à rapprocher de l'initiative britannique visant également à créer une agence spatiale, est une retombée logique de la conférence spatiale européenne qui s'était tenue voici deux mois à Rome.

● *Expulsion d'un Ivoirien.* – Un Ivoirien, M. Narcisse Kouadio, trente ans, vivant en France depuis 1978, a été conduit, vendredi 5 avril, à l'aéroport de Roissy et mis dans un avion à destination d'Abidjan. Son avocat, Me Véronique Tuffal, proteste contre cette expulsion en soulignant que le juge délégué du tribunal de grande instance de Paris avait délivré, le 4 avril, une ordonnance autorisant son client à rester en France jusqu'au 10 avril à 18 heures. A la préfecture de police, on précise que le délai de six jours à partir du 4 avril *« est un délai maximum »*.

● *« Manufrance, ce n'est pas fini », selon la CGT.* – M. Alphonse Véronèse, secrétaire confédéral CGT, estime que *« les conditions étaient en cours de réalisation pour l'implantation d'un site industriel viable dans des conditions de rentabilité et de compétitivité importantes »* et que cela rendait *« inexpliquable »* le choix du gouvernement de faire déposer le bilan de la coopérative. *« Il est évident que Manufrance ce n'est pas fini »*, a ajouté M. Véronèse. – *(AFP.)*

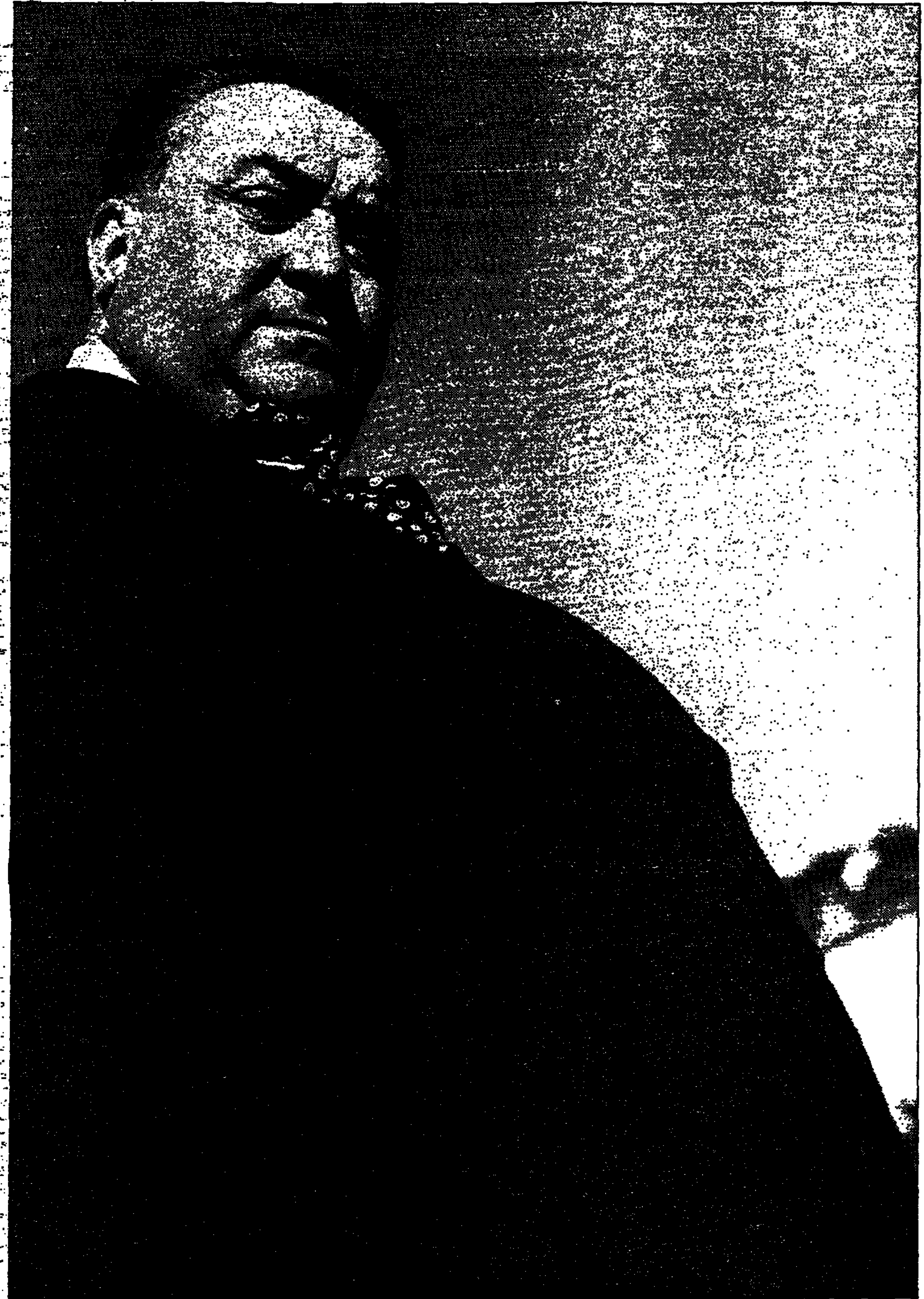
● *Creusot-Loire : démarrage de la formation pour les licenciés.* – L'association pour le reclassement et la conversion des travailleurs licenciés de Creusot-Loire, réunissant des représentants des repreneurs (Usinor et Framatome), du syndic liquidateur et du cabinet Algoe, chargé d'étudier le reclassement sur le pôle de Montceau-les-Mines - Le Creusot-Chalon-sur-Saône, constituée à la fin de janvier, va s'installer au Creusot le 9 avril et ouvrir une antenne à Chalon-sur-Saône, le 15. Les stages de formation des sept cent soixante-sept salariés non repris devraient commencer en juin. Cette association a été créée en application du protocole de protection sociale signé entre les pouvoirs publics, les repreneurs et les syndicats CFDT, CGC et FO, qui prévoit des stages de formation de dix mois maximum pour les licenciés.

● *Nouvelles suppressions d'emploi attendues chez Bosch.* – Le groupe Bosch-France (équipement automobile, électro-ménager) prévoit de fermer son usine de Massy (Essonne) en juillet prochain, selon le syndicat CGT de l'entreprise : 182 emplois seraient supprimés, notamment par mutation vers les établissements de Caen et de Lyon. Cette année, 63 postes ont été supprimés au siège social de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), dont 32 par licenciement. En 1983, l'usine de Saint-Ouen a été fermée, supprimant 453 emplois, une soixantaine de personnes étant reclassées, et 80 salariés ont été licenciés à l'usine de Massy (Bosch Métrologie). Sur trois ans, 787 emplois seraient supprimés en région parisienne, dont 550 par préretraites et licenciements.

Le numéro du « Monde » daté 6 avril 1985 a été tiré à 442 595 exemplaires

A B C D F G H

Le Monde
AUJOURD'HUI



« POUR BIEN MANGER EN FRANCE, UN POINT C'EST TOUT » (SACHA GUITRY). LE CHEF FERNAND POINT PHOTOGRAPHIÉ PAR ROBERT DOISNEAU EN 1947.

DEMAIN A TABLE

Le syndrome d'Apicius (page III).

A Milan,
un groupe de chercheurs-philosophes
s'intéresse aux nouvelles donnes
des nourritures terrestres ;
Michel Bouquet,
l'acteur et le festin nu (page IV).

Entretien avec le professeur Debry,
nutritionniste de l'université de Nancy ;
Jack Lang et ses projets
pour la haute cuisine (page V).

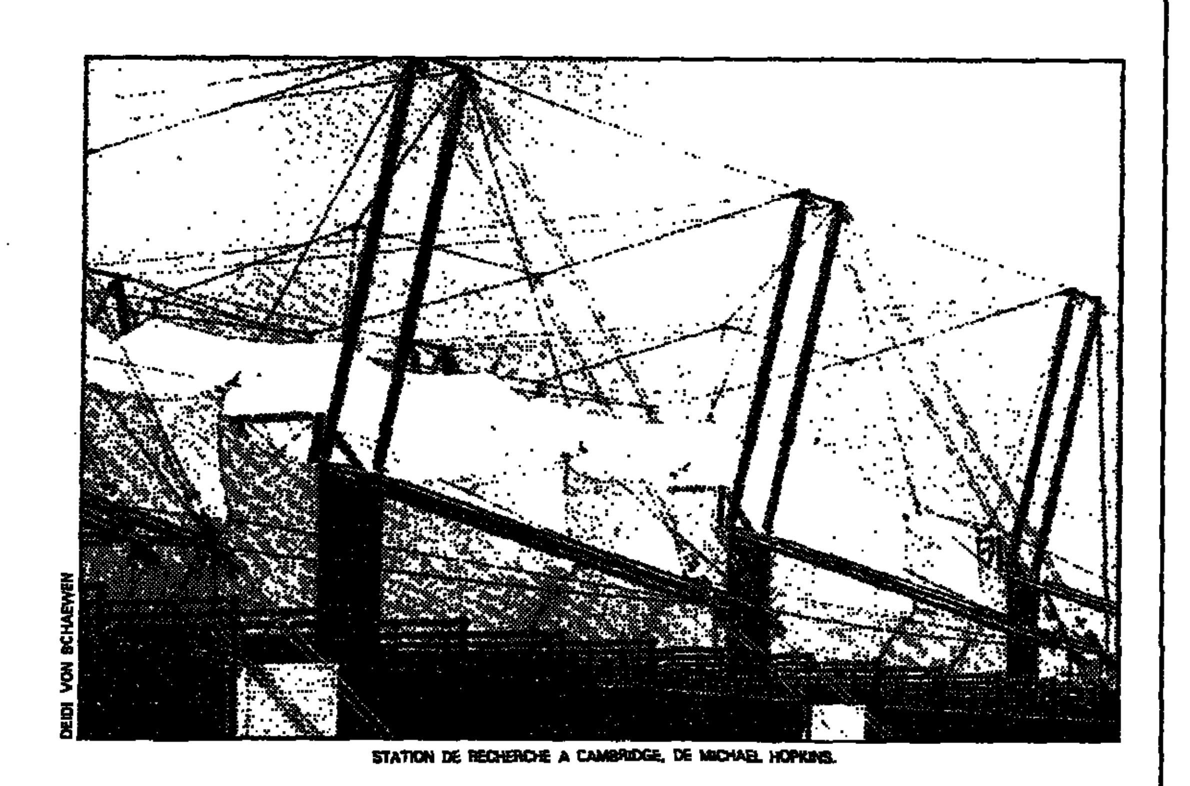
Le vin dans la panoplie
de l'homme moderne (page VI).

Des mots pour la bonne bouche ;
Les repas dessinés
de Martin Veyron (page VII).

Empire céleste et raffiné (page VIII).

ARCHITECTURE HÉROÏQUE A LA BIENNALE DE PARIS

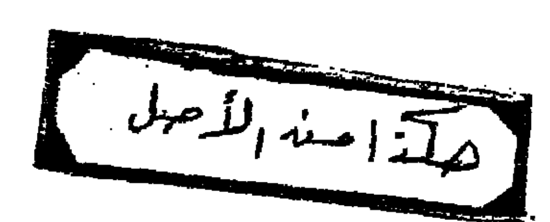
Débusquées autour du monde, les dernières prouesses de la technologie maniée par les poètes de l'architecture. De Hongkong à Chicago, de l'Angleterre au Japon, de la Suisse au Portugal, des maisons, des usines, des gratte-ciel, témoignent d'un nouveau dynamisme, d'un enthousiasme et d'un entrain que l'on aurait pu croire dépassés, à l'heure de l'écologie et des penchants irrésistibles vers l'historicisme. Les matériaux modernes autorisent des formes où le lyrisme retrouve ses droits. L'itinéraire imagé, très vivant, proposé par la Biennale de Paris, à La Villette, en apporte le témoignage.
(Pages X et XI.)



DEIDI VON SCHAEWEN

STATION DE RECHERCHE A CAMBRIDGE, DE MICHAEL HOPKINS.

Supplément au n° 12 500. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 7-Lundi 8 avril 1985.



LIBÉREZ I.M. PEI !

Après la publication de notre enquête sur « les grands chantiers du président », nous avons reçu de M. André Gutton, architecte à Paris, la copie d'une lettre qu'il a adressée au président de la République. En voici quelques extraits :

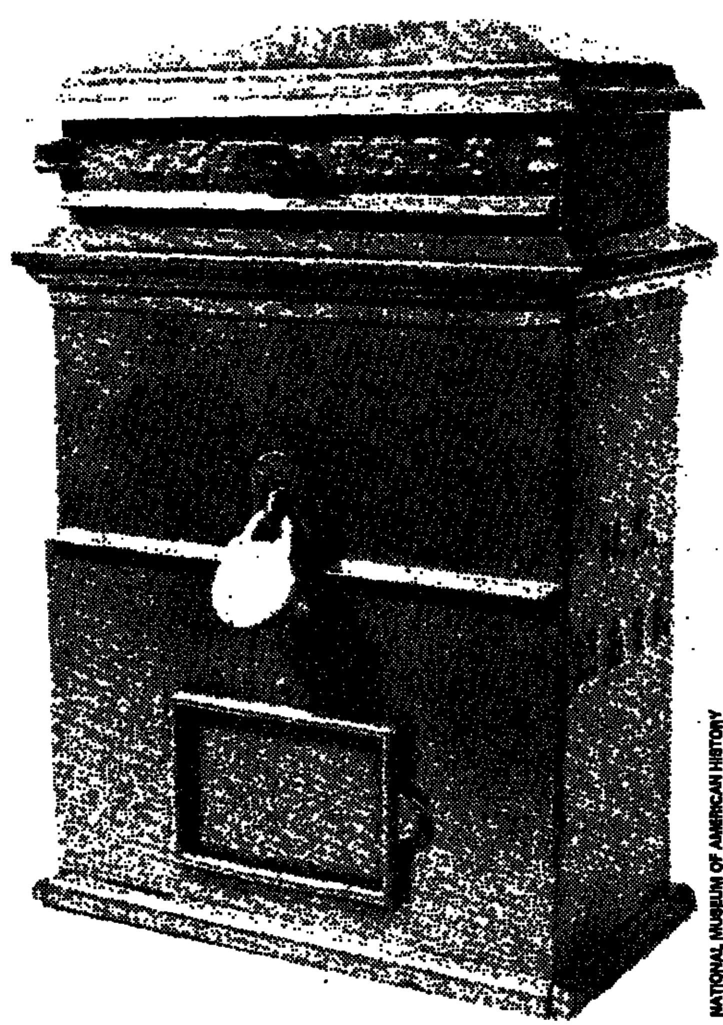
Laissons la pyramide du Louvre de côté ; il me semble qu'elle ne résume pas toutes les questions qui se posent au sujet du gigantesque projet du Grand Louvre (...) Vous avez décidé de mieux accueillir les millions de visiteurs étrangers et français qui visitent le musée, et c'est dans un sous-sol, dans une cave que cet accueil aura lieu : ce ne sont pourtant ni des rats ni des souris.

Ne croyez-vous pas que ce principe manque de noblesse ? N'est-ce pas regrettable dans un ensemble aussi prestigieux, dans celui où vous ne semblez pas vouloir faire la moindre égratignure ? (...)

Je me permets donc d'émettre deux idées : la première comporte un édifice à rez-de-chaussée pour recevoir toutes les formes d'accueil. Les silhouettes du Louvre resteront toutes visibles. La seconde laisse intacte la totalité des façades depuis le niveau du sol jusqu'aux faîtages. Des cours enfoncées à au moins six mètres éclaireront directement l'ensemble des pièces d'accueil comme si elles étaient à rez-de-chaussée. L'accès principal digne des visiteurs devient, dans ce croquis, la cour Carrée, et s'ajoute à tous les accès prévus dans le projet actuel et assure une totale sécurité. Cet aménagement est à peu près à l'échelle de l'Orangerie de Versailles, qui est invisible depuis le palais.

Je suis sûr que le gigantisme du projet actuel doit permettre de ne pas utiliser la surface de ces cours pour le musée. Par contre nos futurs visiteurs seront mieux honorés.

Monsieur le Président, libérez votre architecte ! Vous lui avez fait confiance en le choisissant, permettez-lui de vous faire de nouvelles propositions, et ne lui interdisez pas d'inscrire son architecture dans le site prestigieux du Palais. Le classicisme de ce dernier peut très bien supporter d'autres formes classiques dignes de lui (...).



Boîte aux lettres américaine (1909).

GRANDEUR ET RÉALITÉS

Vous avez fait paraître dans *le Monde* daté 24-25 mars 1985 une série d'articles sous le titre « Les chantiers épouvantails du président ».

Je ne peux que réagir à leur lecture et évoquer la déception des parents d'élèves devant ces projets prestigieux d'un montant de 15 milliards de francs (1 500 milliards d'anciens francs !) qui, si intéressants soient-ils, ne présentent pas un caractère d'urgence pour l'avenir de la jeunesse face aux difficultés qu'elle rencontre pour la formation professionnelle et, par conséquent, face au chômage.

Par la lettre ouverte du 26 novembre 1984 adressée à M. le président de la République, les parents du groupe enseignement technique de Paris de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) ont indiqué leur désarroi devant ces réalisations grandioses et dispendieuses.

En effet, les principaux lycées techniques parisiens dispensent une formation technologique qui ne peut être contestée par les professionnels ; mais ils posent de graves problèmes de sécurité, ont une capacité d'accueil très limitée, ne permettent pas d'installer de nouvelles machines par manque de place.

A cela s'ajoutent les conditions déplorables dans lesquelles travaillent les élèves et les professeurs. Je pourrais citer de nombreux lycées, tels que Diderot, Dorian, Raspail (dont les dossiers ont été transmis au premier ministre), ainsi que Jacquart, d'Alembert, Corvisart, Tolbiac, de l'Ouest, Marcel Deprez, Clavel, Maryse-Bastié, etc.

A une époque où l'on parle de « modernisation » et de « rigueur », où le gouvernement met l'accent sur les formations technologiques afin qu'elles correspondent aux besoins de notre économie, un grand nombre d'établissements techniques, en particulier à Paris, sont inadaptés. Ils devraient disposer des matériels modernes nécessaires et bénéficier d'un investissement important et urgent afin de donner une image de marque et de pouvoir accueillir davantage d'élèves, notamment pour la formation de techniciens supérieurs.

Cette politique semble incompatible avec les projets coûteux en cours, qui constituent une provocation.

Malgré les discours et les promesses qui visent effectivement à mettre en valeur l'enseignement technique, sur le terrain, la misère des établissements scolaires techniques reste inacceptable.

On note, en 1985, une diminution de près de 75 % des crédits d'investissement de l'Etat par rapport à 1984 (3 929 652 francs contre 10 158 000 francs), à Paris.

Les parents se posent des questions : sur quels critères se fondent de tels choix gouvernementaux ? A une époque d'austérité et de compétitivité économique sauvage, l'éducation et la formation professionnelle des jeunes ne devraient-elles pas être les plus grandes des priorités ? La culture technologique n'est-elle pas la composante de base de la culture à laquelle on sacrifie tant dans des projets ambitieux ?

Les parents inquiets comptent sur les médias pour être les porte-parole d'un message de bon sens, qui devient d'un intérêt vital pour notre pays : la rénovation de l'enseignement technique dont on entend toujours parler — depuis des années — et qu'on ne voit jamais se réaliser.

MAURICE DELMAS,
responsable de l'enseignement technique à Paris.

SEPT ANS POUR LE PRINCE

Si on doutait encore que les pouvoirs exorbitants des présidents de la V[e] prédisposaient les personnalités fragiles à la mégalomanie, la lecture de votre dossier (*le Monde Aujourd'hui* du 31 mars -1[er] avril) sur les chantiers du président achève de nous persuader.

Je ne pense pas ici aux babioles telles que la pyramide du Louvre dont le seul aspect choquant est de dépendre d'une décision présidentielle. Mais que penser du Colosse de la Défense ? Comment voir dans ce gigantisme aux formes sommaires autre chose que la manifestation d'une autocratie inquiète de la précarité des pouvoirs ; les pharaons disposaient d'une vie, nos princes n'ont que sept ans pour nous laisser leur bon souvenir. A la vue du projet, on se prend à penser que petit François fut un jour indûment privé de cubes par sa maman, pour le grand bonheur des géniaux Reitzel et Spreckelsen — architectes, — et que si cela avait été de bilboquet, il nous en serait promis un de 320 000 tonnes à la Défense.

Symptôme de civilisation un peu attristant tout de même, à la veille d'un bicentenaire célèbre.

JEAN REINERT
(Montpellier.)

OPÉRA, OUI BASTILLE, NON

Au cours d'un débat radiodiffusé (France Inter, 11.12.1984), il a été dit que l'Opéra de la Bastille était *un « luxe nécessaire »* (il faut bien justifier les dégâts...). Il reste à savoir, même si on est d'accord en principe avec cette formulation lapidaire, si les conditions optimales pour son fonctionnement futur sont réunies.

1) La grande salle prévue pour 2 700 spectateurs serait de 45 mètres de profondeur... C'est là que le bât blesse !... Car ce sont des dimensions exorbitantes pour une salle que l'on veut à juste titre « moderne »... Sachant qu'aujourd'hui la partie visuelle liée au jeu dramatique est aussi importante et que mise en scène et décors sont partie intégrante du spectacle total d'opéra et qui reste sa spécificité propre et unique.

Or aujourd'hui, la technologie moderne permet d'avoir des écarts de 25 à 30 mètres de profondeur, et cela pour une salle de 3 500 places de parfaite visibilité directe sur le plateau de scène et une acoustique modulable à souhait.

Y aura-t-il encore une fois retard d'une innovation ?... Aujourd'hui, tout en parlant de modernité, on propose une salle archaïque et passéiste, alors que la mission Bloch-Lainé concluait en 1977 sur la nécessité d'une salle de 3 500 places, ce qui aurait permis de mieux équilibrer le budget entre autres... Où est donc la « modernité » ?...

2) Le programme du concours « Opéra Bastille » était généreux, fonctionnel et rationnel. Or, en réalité, il est fort douteux que, dans les conditions existantes, avec la topographie et l'exiguïté des lieux proposés, ce programme puisse être réalisé dans son intégralité, permettant les alternances, la production et le stockage des décors ainsi que l'accueil convenable du public, sa raison d'être... Faute de quoi il vaudrait mieux implanter l'Opéra dans un milieu plus accueillant, comme pourrait l'être la future Cité de la musique au parc de La Villette, avec le Conservatoire national de musique chargé, entre autres de la formation des chanteurs, l'espace libéré de l'ancienne gare de la Bastille pouvant permettre l'implantation d'autres équipements de prestige et d'utilité publique.

3) Contrairement à ce qui a été dit, la rénovation par une restructuration intérieure du Palais Garnier est possible en modifiant la salle actuelle pour lui donner une capacité d'accueil de 3 500 places, toutes de parfaite visibilité directe, tout en aménageant sur place les ateliers de production et stockage des décors, ainsi que des salles de répétitions pour assurer les alternances des spectacles et tout en préservant l'escalier monumental au centre, sans pour cela toucher à l'aspect extérieur du bâtiment.

JACQUES GUÉRON,
architecte
(Antony)

TOUT POUR PARIS

Le Monde Aujourd'hui daté 24-25 mars publie une étude sur les « grands travaux » en cours ou prévus à Paris dans le domaine dit culturel ; sont mentionnés à ce sujet :

	Coût global (millions de francs)
La Villette	5650
Ministère des finances	2900
Tête Défense	2700
Opéra Bastille	2170
Grand Louvre	2000
Musée d'Orsay	1250
Institut du monde arabe	240
Total	16910

Ainsi, par la volonté du prince, sans contrôle véritable ni du Parlement ni des responsables nationaux de nos finances, vont être engagés près de 17 milliards de dépenses pour des projets dont l'intérêt n'est sans doute pas en cause, mais dont on se demande inévitablement s'ils ne constituent pas un luxe scandaleux à une époque où le pays cherche désespérément les moyens financiers susceptibles de sauvegarder son avenir.

Irresponsabilité ? Incroyable orgueil de ceux qui pensent ainsi attacher leur nom à des réalisations spectaculaires ? Combines ? On ne sait que penser de pareille légèreté et de pareille inconscience, car perçoit-on vraiment dans quelle partie mondiale dramatique notre pays se trouve désormais engagé ? Quelle dérision de paraître vouloir justifier de tels gaspillages par des considérations du type suivant : « Ça ne coûtera pas plus cher que 40 kilomètres d'autoroutes urbaines. » Les autoroutes urbaines sont aussi peut-être des dépenses d'apparat, en l'an de grâce 1985, non ?

Autre scandale sur lequel le pays devra bien un jour se prononcer : 17 milliards pour *le seul Paris!* Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux... ou Clermont-Ferrand, Angers, Mulhouse..., connais pas...

Comme dans ce pays, seuls les Parisiens ont droit à la parole, la surenchère bat son plein. M. Giscard d'Estaing (après Pompidou), MM. Mitterrand, Lang, Chirac et consorts y vont chacun successivement de leur projet. Les médias parisiens commentent et approuvent. Les 85 % de Français non parisiens paient...

Ne vous semble-t-il pas qu'il y a dans tout cela quelque chose d'un peu antidémocratique ? N'y a-t-il pas aussi de quoi inciter nos compatriotes à la fureur et au dégoût ?

F. MATHIEU
(Toulouse).

A QUI LA FAUTE, LA DÉLINQUANCE ?

Vos correspondants occasionnels ont souvent bien du talent. C'est ce que je me disais en lisant la correspondance « Cour des miracles » (*le Monde* du 31 mars), où sont décrites en un style vivant et attrayant les hordes d'enfants dépenaillés détroussant impunément passants et touristes dans la cour Napoléon du Louvre. Et, de cœur avec l'auteur, je m'indignais comme lui de ce que, à l'aube de l'an 2000, des enfants exploités par des adultes puissent être dressés à voler comme des chiens de chasse.

Mais j'ai regretté que votre talentueux correspondant n'ait pu résister aux délices d'un dérapage vers la politique, en laissant entendre que la délinquance enfantine c'est la faute des socialistes et en terminant de façon inattendue par l'éloge du président d'un Front qui se dit national — par antiphrase sans doute !

PHILIPPE AYMES
(Paris).

« UNE » COLÈRE

Homme de gauche, récent abonné au *Monde* (mais lecteur depuis plus de trente ans) je viens protester avec la dernière vigueur contre le dessin de Tardi en première page du *Monde Aujourd'hui* du 31 mars.

Ce dessin plus que primaire, digne d'un « canard » anarcho-syndicaliste des années 20, est absolument scandaleux dans un journal qui prétend être le meilleur journal français. Journaliste moi-même, je me demande vraiment à quoi pense un rédacteur en chef, en 1985, pour donner une place aussi importante à un dessin qui révèle une idéologie aussi archaïque. Qu'avez-vous à faire avec la démagogie gauchiste ?

JACQUES DUBOIX
(Paris).

LA PETITE ÉVASION

Il n'est pas exact d'indiquer qu'un seul prisonnier parvint à s'évader du château fort saxon de Colditz avant la fin de la seconde guerre mondiale, en 1945 (*le Monde* daté 24-25 mars 1985).

Le premier à avoir réussi l'exploit fut feu Airey Neave, dès le 5 janvier 1942. Il passa en Suisse dans la nuit du 8/9 janvier 1942 pour devenir ensuite patron de la section MI 9, qui, à Londres, contribuait aux menées clandestines sur le continent. Au moins six autres pensionnaires s'évadèrent encore.

ROGER ANTHOINE
(Aix).

Chronique

CINÉ-AFFICHES

COMME les films eux-mêmes, l'affiche témoigne sur l'évolution du cinéma. Et aujourd'hui, en 1985, elle traduit à sa manière ce « retour de la fiction » auquel nous assistons à l'écran.

Puisqu'il s'agit de « retour », ne nous attendons pas à des innovations : de fait, autant sinon plus que les films, l'affiche manifeste une tendance très nette à revenir aux formes et aux principes d'avant guerre.

Le cinéma est en crise : comment ne pas être tenté de retrouver les recettes éprouvées, celles du temps où il était une industrie prospère ? Les grands placards muraux, qui sont déjà un spectacle en eux-mêmes, qui font partie du spectacle ? Leur surface permet en effet d'y inscrire plusieurs événements, synthétisés en un dessin attractif (la bande dessinée semble être devenue l'étalon culturel en matière d'affiche, et, a-t-on parfois l'impression, tend à le devenir pour l'art tout entier).

Les dimensions du placard offrent d'autre part au regard quelque chose que ne peut offrir l'autre grand promoteur publicitaire du film, l'écran de télévision. Les visages des vedettes qui s'étalent sur le mur — *« bigger than life »* — sont un avant-goût de ce que le spectateur trouvera dans la salle : le cinéma est d'essence fantastique, j'y suis confronté à des choses et à des êtres qui ne sont plus à mon échelle, et, de ce fait, paraissent habités par des forces qui les et me dépassent. La télévision, elle, appartiendra toujours, quoique je fasse, à l'ordre du domestique ; c'est un objet parfaitement préhensible et maniable, qui me procure un plaisir qui est aussi celui du bricolage, et, s'il me dévoile l'univers, c'est un univers qu'en définitive je peux tenir dans ma main.

Retour de la fiction, donc, dans l'image murale. Autrement dit, l'affiche raconte, elle aussi, à sa manière (elle le fait du reste fréquemment aujourd'hui également à l'aide des mots). Le désir d'histoire, pense-t-on, passe par l'histoire. Il fut un temps, cependant, comme on peut le constater en rendant visite à l'exposition consacrée à l'affiche de cinéma (1), où l'on jugeait très différemment.

Dans les années 50 et 60, peut-être déjà dans l'immédiat après-guerre, le soin de susciter ce « désir d'histoire » était souvent confié à un artiste ; celui-ci ne racontait pas, mais *interprétait*, réagissait à l'œuvre de façon personnelle, comme un illustrateur, un musicien s'inspirant d'un texte littéraire.

Le désir passait par la jouissance culturelle. Au risque de provoquer un sérieux décalage entre l'esthétique de l'affiche et celle du film lui-même... La composition abstraite de Raymond Gid pour *les Diaboliques*, de Clouzot, exprime l'horreur avec une subtilité que le spectateur, c'est le moins qu'on puisse dire, ne retrouve guère sur l'écran. Quant au *Paris 1900*, de Peynet, bien dans le goût du dessinateur, il ne pouvait qu'être, est-il besoin de le souligner, assez loin du charme infiniment plus acide et plus ambigu du montage de Nicole Vedrès.

Toujours est-il que les deux affiches en question avaient un style, un auteur, comme beaucoup d'autres de la même époque : de Paul Colin pour *Manon* ; de Jean-Denis Malclès pour *Miquette et sa mère* ; de Siné pour *les Espions* ; de Félix Labisse pour *le Passe-muraille*. On ne saurait en dire autant de celles qu'on peut voir actuellement sur les murs. Leur caractère commun semble être un anonymat soigneusement étudié : l'affiche des *Rois du gag* est composée selon les mêmes principes et utilise le même graphisme que celle de *l'Amour braque*, et ces deux placards rappellent étrangement ceux du *Matelot 512* et de *Coup de foudre*...

Il est enfin un retour — lié étroitement à celui de la fiction, — qui se manifeste avec encore plus d'évidence dans l'art de l'affichiste que dans celui du cinéaste : c'est le retour du *héros*, paré par le dessinateur de tous les attributs que requiert sa fonction. Autour de sa figure s'organisent toute la structure plastique, tout le contenu événementiel de l'affiche. C'est ainsi une véritable *lecture* du film qui est déjà proposée, pour ne pas dire imposée, au spectateur, et un critique a pu dire que lorsqu'on avait bien regardé certains placards publicitaires on avait déjà vu l'œuvre à laquelle ils faisaient référence.

Une telle conception de l'affiche, au demeurant, ne date pas d'hier. Celle de *Volpone*, de Maurice Tourneur (1936), présente les différents protagonistes dans des attitudes révélatrices et surmontés de ces mentions : « le vieillard », « la femme », « le mari », « le manipulateur »...

CHRISTIAN ZIMMER.

(1) Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. De 12 h à 18 h, sauf le mardi, jusqu'au 15 avril. Tél. : 246-13-09. Entrée : 16 F.

DEMAIN A TABLE



Dans nos sociétés livrées au règne de l'abondance, l'homme pense à ce qu'il mange, pense de plus en plus ce qu'il mange.
Tandis que l'art culinaire tend à devenir une science, des hommes de science s'intéressent à notre alimentation : des médecins font progresser la diététique, des philosophes analysent le comportement humain à table. Les hommes politiques eux-mêmes s'intéressent à une activité où la France ne voudrait pas perdre la place glorieuse qu'elle occupe, en concurrence active et exaltante avec des cuisines aussi savantes que lointaines qui intriguent les palais curieux d'une des patries de la haute gastronomie.
Un ministre de la culture fait étudier la création d'un institut national des arts culinaires.
A Nancy, les chercheurs de l'université fondent un centre de nutrition.
A toutes ces initiatives, un fonds commun de préoccupation : comment mieux manger, comment mieux vivre ?
La santé, le plaisir, la rencontre, la surprise sont aussi les ingrédients de cette nouvelle cuisine. A doser avec précaution et subtilité.

LE SYNDROME D'APICIUS

par Jean-Pierre Quélin



RÉGIS FRANC

ON prête à l'un des plus fameux coups de fourchette qu'ait connus l'Ancien Régime, Grimod de La Reynière, le mot selon lequel le chiffre 13 n'est détestable à table que lorsqu'il n'y a de la nourriture que pour douze.

Glouton excentrique et raffiné, ce Sade de la lèche-frite – comme lui, mis à l'ombre par lettre de cachet – installe à la veille de la Révolution française le débat de fond sur la distribution des richesses et les différentes manières de répondre à l'appel de la faim.

Partager à 13 ou s'empiffrer à 12 ? Dévorer quoi à 12 qui ne puisse être divisé par 13 ? L'abondance et la délicatesse comme signes de décadence. L'affaire avait déjà un long passé.

L'ombrageux Cioran, auquel rien de ce qui est excessif ou maladif n'échappe, relate dans son *Précis de décomposition* les déconvenues de Gabius Apicius, gastronome possédé, en maraude sur les côtes d'Afrique, à la recherche de langoustes dont la chair enfin lui plairait. Pêche vaine : le crustacé après lequel court ce navigateur de bouche ne se fait ni griller ni cuire. C'est une chimère. *« Quand tout un peuple est à l'affût de sensations rares, quand par les subtilités du goût il complique ses réflexes, il a accédé à un niveau de supériorité fatal. »*

« L'acte conscient de manger est un phénomène alexandrin ; le barbare se nourrit. » Tantôt barbare, tantôt alexandrine, toute une société cherche aujourd'hui ses repas de demain. D'un côté, la brutalité nourricière, avec la mise en place d'une cuisine à consommer comme elle se présente, une cuisine de non-récrimination, rapide, astucieuse et neutre, de l'autre, la cuisine, la grande, alanguie dans ses béatitudes, installée dans son orgueilleux savoir-faire, ou voulant retaper son *look* au risque de se briser les reins comme cela lui est arrivé il y a quelques années.

Terreur et compromission

Arbitre, le chroniqueur gastronomique, au palais souvent dévoyé, tyranneau d'envergure qui fait alterner sur les fourneaux français le règne de la terreur avec celui de la compromission.

A qui se fier ? A quel homme de l'art confier ses fringales ? A aucun assurément. Trop dangereux. Le *Michelin* même, avec sa grosse voix et son plumet à la Fouquier-Tinville ne s'impose jamais que par la jurisprudence mise au point tout exprès pour servir ses jugements et faire accréditer ses attendus. Et c'est peut-être de lui que vient le mal, lui le promoteur du syndrome d'Apicius.

Car lui aussi s'acharne à vouloir débusquer le plus fin, à codifier le meilleur, à souhaiter à toutes forces voir *« reculer les limites de l'art »* comme pouvait le dire Brillat-Savarin à propos de la cuisine du clergé.

Mais est-il si sûr que sa démarche soit la bonne et si sûr que ses critères soient encore ceux avec lesquels onpuisse rendre la justice ? Les pouvoirs laissés à ce juge cartonné paraissent largement exagérés dans un univers fantomatique où les rassasiés avalent leurs portions de riches en tremblant de se faire dévorer tout cru par ceux, « là-bas », qui ne mangent pas à leur faim depuis trop longtemps et que ça n'amuse plus.

Etablir la liste, et la mettre dans l'ordre, des tables les plus remarquables du royaume n'est sans doute plus suffisant. En tout état de cause, un peu court. Imaginons un *Michelin* avec à la place de la panse un œil, à la place de son cimeterre ébréché un rire, à la place de sa boîte à décorations, une gibecière pour prises vivantes.

Ses nouveaux servants s'en iraient sur les routes à la manière des héros de Chesterton, confondant illuminations et réalités, s'appliquant à la recherche du vrai – du vrai de l'air du temps. On les verrait entrer dans des auberges et s'endormir avant l'arrivée du potage, ou engloutir une assiette de haricots et s'enfuir en applaudissant, ou ne rien manger, et se régaler du seul sourire de l'hôtesse.

Nos bourlingueurs auraient beaucoup baroudé dans les cambuses des autres. Ils auraient en mémoire le moelleux des *empanadas* servies à la pointe de l'éperon du gaucho ; le goût de l'huître chaude gobée avec effroi dans la vapeur de marmites chinoises incertaines, ou celui des homards que servait Jacques Manière quand il les arrosait d'un filet d'huile d'olive janséniste et qu'il était le plus époustouflant, le plus équilibriste et le plus sincère des cuisiniers de Paris.

Frugalité joyeuse

Ils noteraient sévère, nos loustics. Durs sur la qualité, intransigeants sur la simplicité, incorruptibles sur l'accueil. Leur obsession, leur credo : la frugalité joyeuse. Tout autre chose que le labeur de ces inspecteurs boustifailleurs qui, du filet de bœuf à la Frascati sur l'estomac, regagnent en titubant l'acétylène de leurs bureaux d'hôtel pour y rédiger leur farouche rapport.

Pourquoi la cuisine devrait-elle faire peur, elle qui par définition ne doit être qu'aimable ?

A moins qu'en Hexagone elle ne le soit plus. En quel cas il faudrait applaudir sans réserve à l'initiative que vient de prendre un ministre de la culture en confiant à Jean Ferniot, promu prince des gastronomes et chargé de mission, la rude tâche de mettre en place une école haut de gamme pour toques surdouées. L'intention est bonne, et l'occasion trop belle pour ne pas succomber à la tentation d'y apporter son grain de sel.

Si on peut encore inventer dans l'art de la table, ce qui reste à prouver, les découvertes seront si pitoyables et si minces au regard de l'effort demandé qu'il serait préférable, d'emblée, d'en juguler au maximum les tentatives. Réactualisation d'un fonds tombé en désuétude ou dans l'oubli, sans doute ; laboratoire pour esprits forts : danger.

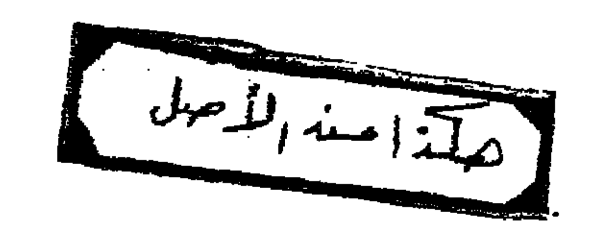
Réalisme et modestie. Le réalisme, c'est d'abord de ne pas accorder à celui qui vous mange plus de qualités qu'il n'en a. Les gourmets sont aussi rares que les grands chefs, et comme eux peu portés aux confidences, peu enclins à livrer leurs secrets.

En tapant trop haut, et mal, en chinoisant à outrance des combinaisons qu'elle se croyait capable de faire entrer dans les nouvelles mœurs de prétendus nouveaux gastronomes, toute une génération de savants gâte-sauce a saboté le peu de jugement qu'avait encore sa clientèle. Elle croyait l'éveiller : elle ne faisait que la mener en bateau. L'imbécile vaniteux mangeait en déclamant. Le truqueur, lui, truquait en se gargarisant.

Il conviendra de leur faire comprendre à tous ces petits Mozart que si *« il n'y a de bon que ce qui est exquis »* (les Goncourt), ce n'est pas dans les brodequins qu'on fait avouer aux aliments leur mariage d'amour ni leurs bonnes fréquentations. Ils sont plus coriaces.

Quant à l'œuvre de modestie qu'auront à modeler nos champions, elle est immense : il leur faudra régaler à bon marché, inventer franc, et séduire en se répétant.

Parce qu'on peut tout faire à table, même s'y mal tenir, parce que, poussé par la faim, l'homme n'a d'autre issue que de venir régulièrement s'y blottir, et parce que dans les temps qui nous entourent, être rassasié n'aura plus tout à fait le même sens que par le passé, il sera prudent de se méfier des descendants d'Apicius et de leur trop subtile chimie. ■



DEMAIN A TABLE

LES SAVEURS D'UN NOUVEAU SAVOIR

par Antonio Attisiani *

Depuis plus de quatre ans, un mensuel italien de Milan,* la Gola, *relance l'intérêt que le public porte à la nourriture. Nourritures terrestres mais aussi objets de réflexions philosophiques, économiques, historiques.

LA gastro-nomie n'existe plus, il faudrait plutôt parler de gastro-anomie, c'est-à-dire d'un processus de transformation et de fission des pratiques alimentaires dans le monde entier. La vieille compétence gastronomique n'intervient plus que pour exprimer un savoir très partiel, sinon pathétique dans sa nostalgie.

Aucune discipline ne peut garantir une compréhension exhaustive de ces pratiques modernes liées à la nourriture. Ainsi, le gastronome se limite à mesurer ses bouchées sur les paramètres constants d'une expérience et d'un goût qui se sont forgés sur des recettes codifiées ; l'historien préfère analyser la vie matérielle des sociétés préindustrielles ; le technicien de l'alimentation poursuit son objet jusqu'à se risquer à la psychologie, mais souvent avec des résultats d'une banalité embarrassante.

Le psychanalyste, lui, veut bien s'arrêter à la valeur symbolique de la nourriture, mais n'entend pas prendre en considération, par exemple, l'influence des modes ou du marché mondial des matières premières ; le psychosociologue promet une nouvelle démarche, puisqu'il s'intéresse à l'imaginaire de l'aliment et à sa valeur de communication, mais il refuse d'entrer dans le débat de la qualité et de la défense du goût.

Même les disciplines scientifiques et théoriques qui devraient se consacrer à l'alimentation ne sont pas exemptes d'une certaine confusion. Un remarquable essai sur les méthodes de cuisson dans la cuisine chinoise (1) sera classé sous la rubrique : « Savoir-vivre, savoir-faire... »

L'hypothèse que *la Gola* développe est que les transformations alimentaires (quotidiennes individuelles ou à long cycle et collectives) dépendent du développement technologique et de l'utilisation des ressources naturelles. La technologie n'est pas intervenue dans la culture alimentaire seulement à l'heure industrielle, mais l'a accompagnée dès le début de la société humaine. Il n'y a pas moins de « science » dans un fromage ou dans un vin que dans l'élaboration des techniques du Concorde. En outre, l'innovation permet de restaurer de précieuses traditions (par exemple, en Italie, l'introduction des barriques françaises pour conserver et pour produire du vin de qualité) et de rationaliser les ressources (par les techniques de conservation, notamment).

Léonard et les spaghettis

Pourtant, il n'est pas rare d'entendre dire que la technologie est responsable d'une diminution de la qualité, de la perte du goût et de la culture alimentaires. Le sens commun n'a pas encore assimilé le fait que le développement technologique permet aux habitants d'une partie du monde de se nourrir mieux que ne le faisaient leurs grands-parents, et que seule une utilisation correcte des technologies alimentaires avancées peut permettre une solution des déséquilibres mondiaux et du problème de la faim de l'autre partie du globe terrestre.

Quant à la perte du goût, des traditions, de la culture, bien d'autres facteurs interviennent qui doivent être identifiés avec exactitude et sans se référer à un unique modèle — celui de la gastronomie traditionnelle, — mais en contrôlant les niveaux de « fonctionnalité » de l'alimentation (le rapport entre le coût et le prix pour chaque catégorie de produit).

A l'Exposition mondiale de Sukuba, l'Italie expose, dans son stand, les reproductions des machines imaginées par Léonard de Vinci et une série d'appareils destinés à l'alimentation collective, dont une installation pour la préparation en chaîne de spaghettis.

Ce rapprochement d'« objets » peut faire sourire tant il confirme une image conventionnelle de l'Italie, pays prisonnier de lieux communs, de mythes du passé et frustré par son exclusion actuelle du clan des puissances mondiales. La vérité est plus complexe. Ces machines représentent une synthèse unique — elles sont donc compétitives sur le marché mondial — de savoir industriel et de savoir artisanal. Elles sont en mesure de produire de grandes quantités d'aliments, mais aussi d'assurer des prestations particulières : des milliers de plats de spaghettis « al dente » et chauds ou bien d'empaqueter des millions de minuscules et délicieux bonbons ; opération qui, précisément, exigeait jusqu'à présent un travail manuel complexe.

L'été dernier, une enquête du *Monde* (*le Monde Aujourd'hui* daté 17-18 juin) a soulevé une vive polémique en Italie. On citait *la Gola* comme une véritable nouveauté, une revue sur l'alimentation et sur les techniques de la vie matérielle mêlant des articles de spécialistes des sciences et des technologies alimentaires, de chercheurs en sciences humaines, mais aussi d'hommes de théâtre, d'artistes, de poètes...

Du corps à la vie quotidienne

Certains philosophes se sont indignés de l'intrusion de ce qu'ils considèrent comme une simple forme d'hédonisme dans le monde des idées pures. Les thèmes liés au corps et à la vie quotidienne ont pourtant canalisé, ces dernières années, pas mal d'énergies et de discours intellectuels, mais il semble encore intolérable que des langages aussi « roturiers » que ceux de l'alimentation, du design, du spectacle, de la mode puissent aspirer à la dignité d'objets herméneutiques. Ce n'est certainement pas un hasard si cet élément de « scandale » est né en Italie, lieu par excellence de l'image commune de l'« art de vivre ».

La nourriture est l'un des objets privilégiés du changement qui s'opère dans les sociétés post-industrielles. Mais comment identifier, repérer le centre névralgique de cette transformation de la vie quotidienne ? La violence du marketing et l'abandon des traditions régionales déterminent sans doute une perte de goût, mais une nouvelle forme de *saveur* ne peut venir que d'un *savoir* qui aura l'art et l'intelligence de se mesurer à la vie quotidienne.

La tradition littéraire italienne, à l'opposé de la française, est caractérisée par un refoulement du quotidien. Alors que Balzac et Dumas n'hésitent pas à écrire l'un un traité, l'autre un dictionnaire de la cuisine, Manzoni, par exemple, assigne à la nourriture une place très humble dans la hiérarchie des valeurs : c'est le manque de pain qui fait éclater la fureur des pauvres, c'est l'avocat qui veut, en ville, le produit de la campagne, mais pas plus que ça.

Bannie par la culture de l'idéalisme, qui sera ensuite représentée par B. Croce, l'écriture de cuisine a été reléguée en Italie, sauf à de rares exceptions, à une place marginale ou purement normative. Et, par « cuisine », nous entendons tout ce système du quotidien qu'actuellement on est en train de redéfinir.

Une revue telle que *la Gola* participe à ces formes de réécriture et tente de les accélérer. ■

* Codirecteur de *la Gola* ; théâtrologue.

(1) *Le système de cuisson dans la tradition culinaire chinoise*, par Françoise Sabban, *Annales*, mars-avril 1983.

MICHEL BOUQUET, L'ACTEUR ET LE FESTIN NU

propos recueillis par Olivier Schmitt

MICHEL BOUQUET, on l'a vu manger et boire au théâtre. A la table de Diderot dans le Neveu de Rameau ; *dans les frusques d'Osborne, l'éthylique parfait de* Témoignage irrecevable ; *avec ses camarades du parti quand il fut Verkhovensky dans* les Possédés, *adaptés par Camus pour le théâtre.*

Et puis, par hasard, il était à côté de nous, à table, dans un restaurant parisien, se régalant du spectacle du lieu, du plaisir de ses amis près de lui rassemblés.

Alors ce petit homme, immense, ce bon génie des planches qui payait ses études au Conservatoire en faisant le mitron, pouvait-il avoir envie de raconter ses instants de mangeur, ses moments de buveur à la table des grands auteurs ? Il l'a fait, au théâtre de l'Atelier, avant de rejoindre sur scène Rufus et Georges Wilson avec qui il partage un nouveau et grand succès, En attendant Godot, *joué à guichets fermés :*

∴

« Un comédien à table, on verra très vite si c'est un très bon comédien ou un comédien moyen, beaucoup plus que dans le simple échange de répliques. Bien manger ou bien boire est une des choses les plus difficiles à réussir au théâtre. D'abord, il y faut le calme. Les comédiens trop nerveux se précipiteraient sur les choses au lieu de les savourer, au lieu de les construire.

» Le fait qu'un geste se déclenche à telle vitesse plutôt qu'à telle autre, si un verre est bu trop vite, si on n'a pas réfléchi à la manière de le regarder avant, tout se verra, tout apportera la preuve que ce n'est pas tout à fait crédible. Car il ne s'agit plus d'une intention ou d'un sentiment mais de la vérité d'un geste. Dans une intention ou dans un sentiment, on peut toujours s'en sortir plus ou moins bien mais dans le fait réel, vrai, de se mettre à table et de saisir une fourchette et de prendre un verre, on verra dans l'instant si c'est mal fait.

» J'ai fait beaucoup de rôles d'alcooliques au théâtre. Ainsi, dans *No man's land*, de Pinter, où je me précipitais dès le premier acte sur une bouteille de whisky — en fait, un thé très léger — que je ne quittais plus jusqu'à la fin. Dans *les Possédés* aussi, où je jouais le rôle d'un chef de cellule communiste, Verkhovensky, qui, à un moment de la pièce, animait la réunion d'un soviet. La mise en scène voulait que je boive plusieurs verres de vodka tout en dialoguant avec mes amis pour essayer de trouver des idées sur la façon d'étendre le communisme à la planète entière.

» Le soir de la 100e, Camus a voulu me jouer un tour et a remplacé l'eau qui imitait la vodka par de la vraie vodka. Au premier verre, je me suis dit que c'était bizarre mais j'ai dû boire un second verre, puis un troisième et un autre encore... Je ne devais sortir de scène que quinze minutes plus tard pour rentrer aussitôt, alors que j'étais complètement saoul. Certes, je tenais un discours qui devait être de plus en plus lyrique, mais il m'est devenu excessivement difficile d'articuler mon texte. Camus a beaucoup regretté sa facétie. Il ne s'était pas rendu compte de l'effet terrifiant de l'alcool sur un acteur en action ; il ne s'était pas rendu compte de la carburation formidable d'un comédien en scène.

» J'ai aussi interprété le rôle d'un ivrogne total : Osborne, dans *Témoignage irrecevable*. Cette fiction m'a obligé à réfléchir énormément et à essayer d'atteindre par le jeu les choses qui étaient souhaitables dans les faits : la manière de se mouvoir, la manière tout d'un coup de s'empâter, de désynchroniser les gestes que j'avais à faire.

» Souvent, le faux-semblant devient plus vrai que la vérité. Dans *No man's land* par exemple, on a un état d'ivresse prolongé, permanent, qui dure deux heures ou deux heures et demie. Au bout de ces deux heures de croyance dans la fiction, la griserie vient, vient quand même ; la sensation d'ivresse vient sans aucun motif sinon le fait d'entrer effectivement dans la chose. Et la chose devient concrète, devient vraie. C'est tout à fait curieux. C'est la même chose pour la nourriture.


ENGUERAND

Michel Bouquet avec Guy Tréjan dans « No man's land », de Harold Pinter.

» Les déjeuners ou les dîners au théâtre ne sont jamais très fameux. C'est une espèce de pensum, d'horreur, pour les comédiens. Dans la vie normale, on prend le temps d'avaler, on n'a pas à parler tout de suite ou en même temps que l'on mange. On n'imagine pas de demander à un coureur de 10 000 mètres de manger en courant.

» Alors on choisit toujours des choses, des aliments, très liquides. Comme des flans. Dans *le Neveu de Rameau*, je mangeais du flan. J'étais invité à dîner chez Diderot, dans son bureau reconstitué en fond comme dans une gravure ancienne. Mon personnage se précipitait sur le repas improvisé que le destin lui offrait. Il devait manger tout en parlant, avec une espèce de volubilité et de prestesse.

» C'était un terrible problème : il fallait faire croire que je mangeais des choses succulentes en soutenant une conversation brillante alors que j'engloutissais en réalité de la nourriture très quelconque.

» Etre à table au théâtre est quelque chose de plastique, un ajout qui fait croire au succulent, au merveilleux, un trompe-l'œil total imaginé par les metteurs en scène.

» Cependant, il y a de grands, d'extraordinaires ivrognes au théâtre mais pas de grands gourmands. Certaines fois, les gens se racontent un repas qu'ils ont mangé mais on ne les voit pas à table.

» Je rêve de jouer un gourmand parce que c'est certainement quelque chose de magnifique à faire ; je rêve d'avoir toute une pièce à jouer avec un homme qui mange. Ça permettrait quelque chose de splendide. Manger ou boire au théâtre, c'est un fait très spectaculaire, comme danser. C'est un état d'euphorie et, à travers le déclenchement de l'euphorie, il y a tout à coup la réalité de l'euphorie à l'intérieur du corps de la personne ; ça devient très spectaculaire puisqu'on a vu cette personne avant, pendant, et qu'on la voit après dans les conséquences de cet état d'euphorie.

» C'est un clavier très riche, mais on voit tout de suite que c'est le contraire des plaisirs réels de la table. C'est une étude, donc analysée, froide, d'un phénomène courant de la vie et auquel on peut s'abandonner dans la vie mais qui, au théâtre, est vu d'une manière tout à fait objective et doit être raconté d'une manière tout à fait concrète.

» Il m'arrive souvent de dire à mes élèves du Conservatoire que leur griserie, par exemple, n'est pas juste, que je n'y crois pas, qu'elle est trop forte, trop apparente. La griserie relève du jeu mais aussi d'une étude. Et comme les élèves de la nouvelle génération ne boivent pour ainsi dire pas, ils ont du mal à trouver les raisons psychologiques, les effets concrets de l'ivresse sur un personnage. Il faut presque leur conseiller de se griser un petit peu pour se rendre compte de la progression de l'ivresse : la griserie, puis l'ivresse et enfin l'effet terrible que l'alcool peut avoir par certains côtés.

» Quelquefois, j'ai des envies de restaurant mais c'est pour être au restaurant. C'est moins pour manger que pour l'endroit ; c'est l'endroit qui me plaît. Le fait aussi de voir les autres manger. J'ai beaucoup passé de temps dans ma vie au restaurant. Le plaisir de manger est, pour partie, une curiosité mais dès les premières bouchées, je n'ai plus envie de manger.

» Le fait de voir des gens manger à côté de moi ou avec moi, le fait d'être dans l'ambiance, l'ambiance de la fête de gourmandise, est en revanche un plaisir toujours très vivace ; le plaisir de la chorégraphie, de voir qu'on apporte des plats et de voir comment les gens rient, comment les gens sourient à ces plats. Ce n'est pas une curiosité d'acteur mais un vrai plaisir de gastronome.

» C'est un peu la même sensation que j'ai quand je regarde un tableau, ce plaisir de se retrouver avec l'œil devant une toile de Rembrandt et de voir cette fusion de la pâte dont on a l'impression qu'elle continue de travailler. C'est le plaisir plastique de voir une chose élaborée.

» Ce qu'il y a de beau dans la cuisine, c'est ce caractère d'élaboration, de mettre des choses, en elles-mêmes assez communes et de les mélanger de telle manière que tout d'un coup ça devient autre chose, ce côté fusion. Une fois que j'ai essayé de comprendre tout cela, le reste ne m'intéresse pas beaucoup. » ■

DEMAIN A TABLE

CONTRE LE MYTHE DU FER DANS LES ÉPINARDS

Propos recueillis par Jean-Louis Bémer

*Diététique, nutrition, alimentation.
Derrière les mots, les techniques,
les régimes, le monde des relations
entre l'homme
et son alimentation.
Et de ses conséquences pour la santé.
Avec le professeur Debry, à Nancy.*

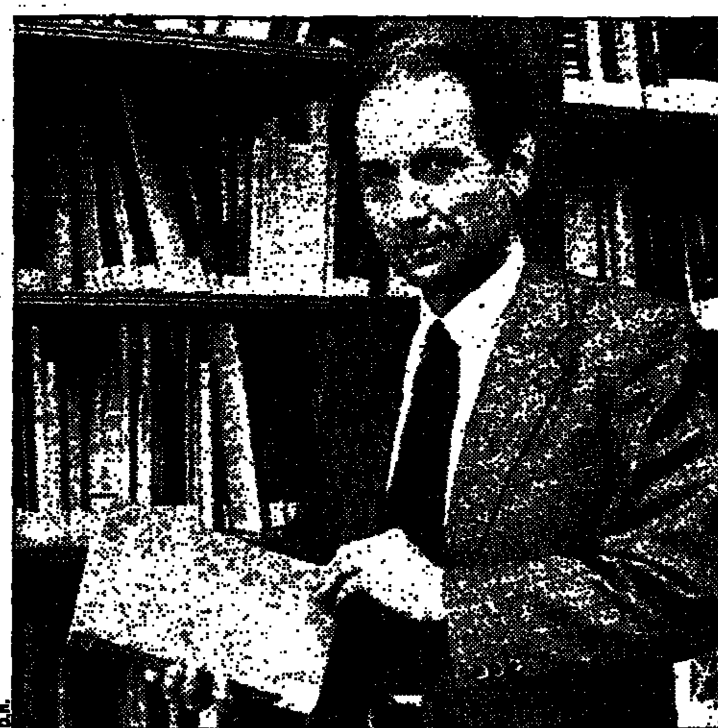
BIEN avant que l'on ne parle de fast food et que les additifs alimentaires n'intéressent les industriels et n'inquiètent les consommateurs, le professeur Gérard Debry, responsable de l'enseignement de nutrition humaine à l'université de Nancy-I, s'était penché sur les problèmes de l'évolution de l'alimentation. C'est ainsi que, dès 1969, sous son impulsion, se crée à Nancy une UER « Alimentation et nutrition », regroupant vingt-quatre laboratoires d'université intéressés par la question, tant au niveau de la chimie que de l'hygiène ou de la pathologie.

Au sein de cette UER, dans le cadre de l'INSERM ou de la DGRST, le professeur Debry mène alors des études rigoureuses et poussées sur les aspects physiologiques de la nutrition humaine, sur sa pathologie, sur la toxicité alimentaire et la valeur nutritionnelle des aliments.

Préférant le calme des laboratoires de recherche aux ambiguïtés de la communication mass-médiatique, ses travaux sont surtout connus des milieux de spécialistes européens et américains. Dans sa volonté d'approfondir au mieux les multiples aspects de l'alimentation moderne, il vient de mettre en place, à Nancy, un centre de nutrition humaine (1) à vocation nationale. Ce centre, qui a reçu 1 million de francs de la région lorraine, est opérationnel dans les recherches qu'il mène, mais ne sera vraiment dans ses propres locaux qu'à la fin du mois d'avril.

« Pensez-vous que les Français s'intéressent à leur alimentation ?

– C'est absolument certain, mais il faut faire la différence entre l'intention et le comportement réel. Dans les réponses, les enfants semblaient ainsi plus honnêtes. Ils disaient : *« Ceci n'est pas bon pour la santé mais j'en mange, car j'aime bien ».* Les adultes expliquent qu'ils savent, mais qu'ils ne peuvent pas, n'ont pas le temps ou ont envie d'autre chose. Car il y a, malheureusement, le facteur plaisir dans l'alimentation qu'il ne faut jamais négliger. Toutefois, au cours d'une enquête sur les additifs alimentaires, on avait demandé en premier : « Est-ce mauvais ? » Beaucoup avaient répondu oui, mais, à la question de savoir ce qu'était un additif, ils étaient ensuite incapables de répondre.



Ils avaient dit que c'était mauvais sans savoir parce qu'ils avaient entendu dire, parce que c'était la mode...

– N'existe-t-il pas justement encore un certain flou au niveau du grand public ? Ne confond-on pas encore, par exemple, nutrition et diététique ?

– Absolument, mais cette confusion n'existe pas seulement pour le grand public. Les gens, pour des mêmes mots, mettent des sens différents et s'étonnent qu'ils ne se comprennent pas. Disons que la nutrition est la relation entre l'homme et l'aliment. Dans cette relation, il faut distinguer l'attitude de la consommation alimentaire et l'utilisation des aliments par l'homme. Les deux sont rarement envisagées conjointement. Pour la diététique, la confusion est encore plus globale. Pour beaucoup de personnes, la diététique est synonyme de régime, donc de maladie. Or un régime est seulement un mode alimentaire. Les régimes végétariens ou macrobiotiques sont ainsi des régimes non liés à une maladie. La véritable définition de la diététique pourrait être la manière de s'alimenter, afin que l'organisme ait tout ce qui lui est nécessaire. Cela ne devient une prescription que lorsque l'on parle de régime thérapeutique.

L'enfant et la diététicienne

– Est-il possible d'améliorer la connaissance du « phénomène alimentation » en général ?

– Oui, on peut tout améliorer dans la mesure où on donnerait une information – je préfère le terme à éducation – une information correcte. En cela, l'école peut avoir une très grande importance dans la mesure où les maîtres seraient formés, car il serait par exemple extrêmement dangereux qu'un instituteur végétalien ou adepte du régime zen enseigne ses vérités. L'information à l'école devra en outre être concrète, afin de ne pas transformer pour l'enfant l'alimentation en chimie. Autant on peut apprendre les mathématiques avec des formules, autant l'alimentation est quelque chose de concret dans la manière où on doit l'utiliser.

» A titre d'exemple, au centre de médecine préventive de Nancy, on laissait des enfants faire des achats alimentaires à leur guise. Mais à la place de la caissière, ils trouvaient une diététicienne qui engageait le dialogue avec eux. Le comité d'éducation pour la santé avait pour sa part mis au point un jeu de cartes sur l'alimentation. Les Italiens ont sorti un très bon livre dans lequel des enfants voyageant dans un vaisseau spatial visitent différentes planètes qui sont des fruits, des biscuits ou des yaourts. Toute une pédagogie à inventer.

– Y a-t-il de grands changements dans le domaine de la nutrition ?

– Disons qu'il y a toujours de nouveaux concepts, mais aussi des concepts encore mal connus. Par exemple, une alimentation diversifiée de plus de 2 000 calories couvre les besoins de l'organisme. Une alimentation monotone, utilisant uniquement certains types d'aliments, ne couvre pas tous les besoins, même si la ration est élevée. C'est la même chose pour les régimes en dessous de 1 800 calories qui, tôt ou tard, amènent des carences en vitamines ou en sels minéraux. En dessous de 2 000 calories, il faut manger avec sa tête, suivre ses pulsions instinctives. Malheureusement, on trouve trop de régimes stricts de ce type suivis par des jeunes filles, mais plus grave encore, par des jeunes femmes enceintes et des personnes âgées.

» De nombreuses idées fausses persistent également. Aucun aliment n'est ainsi mauvais en soi. On a dit, par exemple, que la consommation de sucre entraînait l'artériosclérose, le diabète, l'obésité. Tout ceci, comme d'autres produits, est très mal formulé. On est sûr que la consommation de sucre ne cause pas l'artériosclérose. De même, elle ne cause pas le diabète, mais le révèle chez des gens chez qui il était latent. Enfin, la consommation de sucre peut causer l'obésité comme n'importe quel autre aliment du moment où l'on dépasse les besoins en énergie.

» On assimile trop les gens prédisposés à la population générale. C'est à chacun de se déterminer avec son médecin s'il est exposé à certains risques cardiaques ou autres. A lui alors de décider ensuite de sa conduite. Il ne faut pas arriver à une dictature de l'alimentation. Il faut préserver son caractère de plaisir.

– Quels sont les futurs grands axes de la recherche ?

– Il concerne un nouveau concept : celui de la disponibilité biologique des aliments que l'on mange. Ce n'est pas parce qu'un aliment contient tel ou tel constituant que l'organisme l'absorbe dans sa totalité. C'est le mythe du fer dans les épinards. Il n'est pratiquement pas assimilable par l'organisme. L'industrie agro-alimentaire va devoir se préoccuper de plus en plus de la biodisponibilité des aliments. Les gens ont en effet moins d'activité physique, donc moins besoin de calories, et réduisent leur consommation alimentaire. Il y a quelques années, on mangeait beaucoup, et l'organisme y trouvait son compte. En réduisant l'alimentation, on réduit d'autant la marge des biodisponibilités. Il faut approfondir tout cela avant de se trouver devant des carences chroniques en vitamines, magnésium, fer ou calcium.

L'avenir du plat complet

– D'où l'idée d'un centre de nutrition tel que vous l'avez créé à Nancy ?

– Compte tenu des progrès de la technologie alimentaire, il est de plus en plus important de savoir quels sont les effets des nouveaux aliments sur l'homme. C'est, par exemple, le cas des produits extraits d'éléments provenant d'autres aliments, comme les protéines du soja ou des féveroles. C'est aussi le cas de toute l'industrie laitière, qui utilise de plus en plus l'enzymologie pour les transformations.

» Le centre se voudrait un lieu neutre entre producteurs et consommateurs et ne dépendre ni de l'un ni de l'autre. Nous y étudions par exemple la digestibilité des aliments, les vitesses de passage des composants des aliments dans le sang ou la vitesse d'évacuation gastrique des aliments. A titre d'exemple, mentionnons ainsi que la durée du transit chez l'Africain qui consomme 150 grammes de fibres alimentaires par jour est de moitié moins de celle du Français qui en absorbe 20 à 40 grammes par jour. Ce ralentissement du transit pourrait ainsi favoriser de nombreuses maladies digestives. Nous effectuons enfin, et entre autres, le dosage des nitro-amines. Ces éléments cancérogènes peuvent apparaître dans les aliments lors des transformations. Il y en avait par exemple dans la bière, ce qui est désormais supprimé.

– Produits nouveaux, consommation nouvelle, l'ère du fast food commence-t-elle ?

– Non, je pense que cela restera marginal. L'avenir, c'est le plat complet, qui ne demande pas longtemps en préparation. Les gens ne veulent plus, n'ont plus le temps et ne sauront plus cuisiner. D'où une interaction plus complexe qu'on ne pense entre fabricants et consommateurs. Le consommateur confirme ou non les choix des industriels en achetant. Le plat complet, congelé ou non, constituera sans doute une bonne partie de l'ordinaire du Français à table dans les toutes prochaines années.

» Il faudra rompre ainsi avec certains principes rigides, comme l'équilibre alimentaire repas après repas, mais raisonner sur plusieurs jours. De même, la biodisponibilité des aliments va donc devenir un critère important, tout comme la bonne digestibilité des repas. Enfin, en négligeant de plus en plus les qualités organoleptiques de certains aliments de base, comme le pain ou la viande, ce processus d'évolution ne pourra que s'accélérer. » ■

(1) Centre de nutrition humaine, rue Lionnois, 54000 Nancy.

L'ASSIETTE FRANÇAISE

SELON les études et synthèses effectuées par le professeur Debry, les Français assurent actuellement la couverture de leurs besoins en énergie, en moyenne à partir des céréales pour 22 %, des racines et tubercules pour 5,5 %, des fruits et légumes pour 4 %, du sucre et du miel pour 12,5 %, des matières grasses végétales pour 9 %, des matières grasses animales pour 8 %, du lait pour 9 %, de la viande, des poissons et des œufs pour 19 %, de l'alcool pour 11 %. Soit 53 % à partir des aliments d'origine végétale, 36 % à partir des aliments d'origine animale et 11 % à partir de l'alcool...

Globalement, la structure de l'alimentation actuelle correspond à une forte diminution des céréales, des racines et des tubercules, et à une augmentation des produits d'origine animale. Citons ainsi la chute du pain, qui passe de 600 grammes par jour en 1880 à 169 grammes en 1980. Les céréales passent de 132 kilos par personne et par an en 1934 à 77 kilos en 1977, leur chute étant freinée par les biscottes, les croissants et les pâtisseries.

Moins de sucre

Même aide de la technologie agro-alimentaire pour les pommes de terre, qui voient leur déclin freiné par les surgelés, les purées en flocon, les pommes chips, mais passent quand même de 143 kilos par personne par an en 1934 à 84 kilos en 1980.

La consommation totale de sucre, contrairement à ce que l'on croit, diminue légèrement. Elle est actuellement de l'ordre de 36 kilos par an. C'est la consommation du sucre en poudre et en morceau qui diminue. La consommation des sucres augmente sous forme invisible. Au cours des vingt dernières années, la consommation de pâtisserie a ainsi triplé, celle de confiserie et chocolaterie a augmenté de deux tiers, celle des boissons sucrées a triplé, celle des sirops a sextuplé, celle des confitures a doublé, celle des crèmes glacées a quintuplé. Quant à la consommation de yaourts et de crèmes-desserts, elle a été multiplié par treize !

Côté viande, la moyenne est passée de 19 kilos en 1786 à 44 kilos en 1938 et à 110,3 kilos en 1980. La consommation de poisson reste stable. Nous consommons environ 13 kilos d'œufs par an, soit une légère augmentation. La consommation de lait sous forme de boisson a chuté, alors que les produits laitiers transformés sont en nette progression. On consommait ainsi 8,8 kilos de fromage en 1960, contre désormais 18,8 kilos en 1979. Rien d'étonnant que de constater ainsi que, en 1850, la part de l'énergie fournie par les graisses était en moyenne de 18 %, alors qu'elle atteint actuellement 42 %.

La consommation totale par jour atteint désormais 143 grammes, dont 85 grammes pour les graisses invisibles contenues dans les aliments. Elle est exagérée quant aux besoins. La consommation des graisses animales reste toujours trop élevée, 55 % des graisses invisibles sont fournies par les produits carnés. Le steak-frites, fromage et dessert n'arrange pas cette carte de la France à table !

JACK LANG ET LA HAUTE CUISINE

ON savait Jack Lang ministre. On savait même qu'il était cuisinier. On ignorait jusqu'à ce jour qu'il eût en tête un plan et une stratégie pour donner à la gastronomie française, sinon ses lettres de noblesse – qu'elle a déjà – du moins les assurances qu'elle appartient bien au patrimoine national.

Le plan : il s'agit de créer un « institut » national de la gastronomie. La stratégie : une mission confiée à Jean Ferniot, journaliste et écrivain-gastronome, qui devra remettre au ministre le 15 avril prochain un rapport ordonnant les souhaits de professionnels de la table.

« J'ai été sollicité par de nombreux chefs que j'aime beaucoup, explique Jack Lang, *comme Senderens, qui plusieurs fois m'a parlé de l'envie qu'il aurait d'animer ou de participer à un institut de recherche, hanté qu'il est par cette préoccupation de transmettre un savoir de haute qualité, de donner le goût de la recherche aux jeunes. »*

Et il est vrai que Michel Guérard avait il y a quelque temps, à la demande de Senderens, justement cherché dans le Sud-Ouest un endroit où ils auraient installé une sorte de « restaurant-école ».

« J'ai aussi rencontré des gens tout à fait remarquables, comme les responsables de l'institut du goût de Tours, et aussi les chefs Blanc et Maximin qui, eux, s'intéressent plutôt aux moyens d'assurer la promotion internationale de la gastronomie française et la liaison entre la création et les techniques nouvelles, la création et les industries agro-alimentaires. Alors je me suis demandé pourquoi ne pas faire quelque chose qui pousse à tout cela, qui pourrait en être le patron ? Je ne veux surtout pas créer quelque chose d'étatique mais un centre qui, par une lente maturation, naisse des professionnels eux-mêmes. »

Ainsi, depuis plusieurs semaines, Jean Ferniot est parti approfondir les premiers contacts pris par le ministre, consulter les uns et les autres pour essayer de trouver le profil de cette nouvelle organisation.

« Je vois assez bien ce futur institut qui n'a pour l'instant pas de nom, même si l'on a parlé de l'expression un peu pompeuse de l'institut national de l'art culinaire. Cet institut aurait plusieurs fonctions. Ce pourrait être une constellation de départements ou cellules différents.

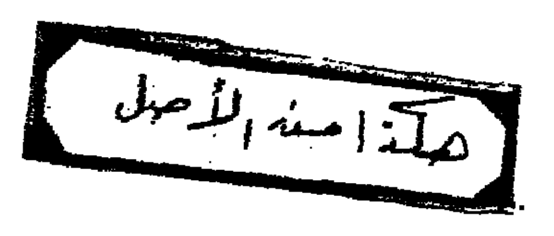
» Premier département : celui de la recherche, au plus haut niveau ; un lieu d'expérimentation qui réunirait de grands maîtres et des élèves... Peut-être une école supérieure, la consultation en cours nous le dira.

» Le deuxième département devrait s'attacher à créer des liens entre la création et l'industrie, en particulier avec le ministère de l'agriculture. Nous avons dans quinze jours ou trois semaines une réunion avec les professionnels pour faire avancer cette idée sans pour autant que les créateurs y perdent leur âme mais qu'au contraire ils donnent de l'âme aux industries agro-alimentaires. Nous essaierons même d'aller plus loin puisque nous avons décidé de mettre l'Institut national de la recherche agronomique dans le coup.

» L'information du public sera l'objet du troisième département. Il s'agirait de mettre en œuvre une sorte d'éducation du goût qui, peut-être, commencerait par des choses élémentaires : fabriquer son pain, identifier sa composition. Ce même pain qui pourrait faire l'objet d'une campagne, « le pain considéré comme objet du patrimoine », *comme* « trésor national vivant », *diraient les Japonais. Il faudra voir bien sûr ce que l'on peut faire avec le ministère de l'éducation nationale. Avec les enfants. »*

Le ministre de la culture se défend de vouloir inventer une nouvelle machine administrative : *« Dans ce futur centre, tout ne doit pas être à Paris. Les différents départements seront installés ou, dans la capitale ou par exemple, à Tours ou à Lyon. Il ne s'agit surtout pas de créer une « superstructure » mais de répondre, là comme ailleurs, au besoin qu'ont les professionnels d'une reconnaissance au plus haut niveau de leur savoir-faire, de leur art à part entière. »*

OLIVIER SCHMITT.



DEMAIN A TABLE

MA VOITURE, MA HI-FI, MON VIN

par Jean-Yves Nau

Au même titre que les grands signes que l'homme moderne accroche à son train de vie, le vin fait aujourd'hui partie de la panoplie sans laquelle il ferait vraiment très pauvre.

JEUNES loups pour nouvelle jungle : l'heure est au vin. Aux vins devrait-on écrire. Vins-terre promise, pépites liquides d'un Eldorado en perpétuelle gestation. Vins de mystère et de rêve, stupéfiants gastronomiques autant que culturels, aphrodisiaques pour connaisseurs. Quel sociologue défroqué parviendra à prendre le pouls de cette révolution copernicienne qui, sous nos yeux, déplace aujourd'hui le centre de gravité de nos tables de l'assiette vers le verre ? Quel analyste désavoué osera comprendre ce transfert, cet œdipe alcoolisé né du sang de la vigne.

Exagérations ? Voire. Le symptôme s'est fait syndrome. Boire n'est plus boire. C'est goûter, palper, mesurer. C'est échanger, voyager. Le jus de la treille est promu nectar et la bouteille devient calice. C'est aussi, bien sûr, se décerner sans douleur un nouveau brevet d'identification sociale. L'heure du vin-sport a sonné après celle du muscle-loisir, de l'automobile et de la haute fidélité.

Univers en expansion, le monde du vin a ses étoiles. Ses jeunes figures de proue aussi, qui annoncent d'autres lendemains. Des inconnus du grand public comme François Chasans, ce jeune Normand qui règne depuis peu en maître sur les achats du prestigieux Fauchon. Là, il est parvenu en quelques mois à imposer une superbe et drastique rigueur, ne craignant pas d'abandonner les fausses renommées au profit de cette vérité qui, en matière de vin, se nomme typicité.

Des connus aussi comme Fionna Beeston, pythie britannique du Bordelais, dont on peut entendre les oracles chaque jour que Dieu fait au fond de la sombre galerie Vivienne. Ou encore Philippe Faure-Brac et son Bistrot du Sommelier heureusement situé sur le boulevard Haussmann, à quelques jets de grappe de l'Etoile. Vingt-quatre ans, une barbe à la Cortés, des dents de conquistador et un appétit de Nouveau Monde. Quittant les chemins trop connus de l'après-école hôtelière, il a tôt bifurqué vers les sentiers buissonniers des bistrots à vins. Ouverture du sien en 1984 et, déjà, une « couverture de presse » qui rassasierait bien des professionnels de la table. Une recette sans doute ? Oui, une, centrale : ne pas associer un vin à un plat donné mais, tout bêtement, proposer l'inverse. La vigne devant le potager en somme, le vigneron maître de cérémonie.

C'est cette brèche – ce créneau, disent les hommes de marketing – qui ne cesse de s'agrandir. A Paris toujours, mais aussi dans quelques villes de province, elle a pris depuis peu des formes multiples. Du « *wine bar* » imposé par les Anglo-Saxons (grands crus servis au verre accompagnés ou non de plats simples) jusqu'aux « bistrots à vins » (ambiance et gastronomie plus françaises et choix dépassant les seuls crus bordelais) en passant par le spectaculaire réseau des « Ecluses » tissé de main de maître par le rusé George Bardawill, la capitale instille de nouvelle manière les crus de l'Hexagone.



MASSON/RUSH

« Boire n'est plus boire. C'est goûter, palper, mesurer. C'est échanger, voyager. Le jus de la treille est promu nectar et la bouteille devient calice. »

Mouvements de comptoir

Toute révolution a son coup de pouce technique. La guillotine, ici, a la joyeuse forme du « cruover », cet appareil qui permet de maintenir sous pression d'azote les bouteilles débouchées. Soit de servir, au verre, un chinon 1964, une côte-rôtie 1980 ou un saint-émilion clos des Jacobins 1970. Autant de flacons qui jadis attendaient pour qu'on les ouvre qu'une bourse bien pleine accepte de se délier. Le genre pourtant a ses limites, et un verre, fût-il somptueux, ne remplacera jamais une bouteille. Restent les avantages substantiels offerts par un tel leasing : l'ouverture au public – moyennant une imposition parfois exagérée, il est vrai – de cette école privée que demeurait il y a peu encore la découverte des vins du haut de gamme.

Pour importants qu'ils soient, tous ces mouvements de comptoir ne résument pas, loin s'en faut, l'agitation suscitée par les appellations d'origine contrôlée. La même fièvre insidieuse s'est emparée de l'édition, où le verre trône désormais loin devant la fourchette. C'est si vrai que l'empereur Pivot vient d'être sacré roi du chambertin. Mêmes frémissements dans la presse spécialisée. Sans parler du holding Gault et Millau, converti au « spécial vin » à répétition, deux luxueux magazines voguent avec succès sur ces nouvelles eaux : *la Revue du vin de France*, bimestriel pour presque professionnels (mais néanmoins présent dans les kiosques), qui tire à 26 000 exemplaires, et le célèbre *Cuisine et Vins de France*, un mensuel qui a vu en quatre ans sa diffusion passer de 20 000 à 60 000 exemplaires pour des lecteurs aux deux tiers masculins et aux trois quarts âgés de moins de cinquante ans.

C'est *Cuisine et Vins de France* (*CVF* pour les initiés) qui, il y a peu, dressait un étrange audit établissant à partir d'un sondage national la méconnaissance quasi totale du Français pour ses vins (deux Français sur trois ignorent que Pauillac se situe dans le Bordelais et que Chambertin est en Bourgogne).

Alors pour qui et pourquoi la soif de connaissance d'aujourd'hui ? Car elle existe bel et bien, marchande ou pas. Et cette croisade des papilles a ses rites, ses codes, ses pèlerinages et ses lieux saints. La voie lactée de la galaxie bachique ne conduit plus seulement vers le Bordelais. Elle guide les épicuriens vers Beaune et ses hospices, Bourgueil et son abbaye, Châteauneuf et son pape. Elle transcende les cultures. « *Il y a quelques mois,* nous confiait récemment M. Neyret-Gachet, propriétaire du mythique château-grillet, dans les Côtes-du-Rhône septentrionales, *j'ai vu arriver un couple de Japonais. Ils voyageaient en train, ne parlaient ni français ni anglais et avaient fait plusieurs kilomètres à pied pour voir nos vignes. Ils ont regardé, puis je les ai raccompagnés à la gare.* »

Tout n'est pas rose

Tout n'est pas rose dans cette nouvelle géographie. Nouveau croyant en terre étrangère, l'amateur novice se soumet de trop bonne grâce (mais peut-il faire autrement ?), à tous les catéchismes payants de la terre. Et ils sont légion aujourd'hui ceux qui en six soirées, quatre cassettes et deux dégustations se proposent de vous initier à l'orthodoxie vineuse. Une religion réduite à un dogme tyrannique : « *Trouvez le mot juste.* » Or c'est bien là, dans cette adéquation forcenée du vin et du verbe, que le vin risque de perdre toute sa substance. Et il faudra bien un jour compter les victimes de cet impérialisme linguistico-gustatif.

Le scénario est tristement répétitif : ils arrivent inquiets et tremblants, papilles en éveil, et repartent récitant des chapelets d'adjectifs et de sensations répétées. Pédagogie en forme de pénitence, plaisir au goût de vinaigre. Faut-il que le vin soit grand seigneur pour dépasser tout ça...

Qu'on ne se méprenne pas : l'amour du vin ne suffit pas à l'apprécier. Le plaisir grandit avec l'effort, et il faut consentir à bien des sacrifices avant de pouvoir, ici comme ailleurs, disposer d'une relative autonomie. Toutes les écoles ne sont pas mauvaises non plus. Mais faut-il pour cela donner naissance à des promotions de goûteurs par procuration quand ce n'est pas par correspondance ?

A l'orée de ce continent qu'il convoite, le jeune explorateur oublie trop vite les signes cardinaux. La vin n'est pas un plat. C'est un breuvage céleste offert sur la croix du temps (les saisons, le soleil, les millésimes) et de l'espace (la géographie, les crus, les cépages). C'est une création humaine aussi, aux antipodes de l'agroalimentaire, dont il convient d'enquêter sur l'exacte paternité (vigneron, négociant, coopérative). Un liquide miroir enfin qui, plus que le discours obligé, impose un moment de réflexion, une autopsie de ses sens et la possibilité, parfois, de l'échange sans fard.

Autant de nobles perspectives qui imposent non une formation accélérée, mais une lenteur faite de modestie et de patience curieuse, auprès de ceux qui, de vignes en cuves, le fabriquent. Un amour en somme qui demande aussi de disposer de l'essentiel, qui a disparu de nos cités en même temps qu'en sortaient immeubles et pavillons. Car, enfin, ce n'est pas le moindre des paradoxes que de vouloir bâtir, à grands mots et larges frais, une nouvelle religion du vin alors même qu'on a laissé nos architectes sans mémoire oublier de bâtir sous nos maisons ces obscurs et somptueux lieux de vie et de culte qu'ont toujours été, en France, les caves. ■

AU CLUB DES 400

EN 1935, le marasme viticole est total. A tel point que, dans le Médoc, le propriétaire du château Lynch-Bages donne à qui veut le prendre son domaine, incapable qu'il est de payer ceux qu'il emploie. 1935, année de création de l'Institut national des appellations d'origine.

1985, l'INAO a cinquante ans. Le marasme n'est plus de saison, du moins pour ces vins haut de gamme que sont les vins d'appellation d'origine contrôlée. Lynch-Bages n'est plus à donner, pas même à prendre. 1985, année du cinquantenaire donc, qu'on marquera avec éclat, soucieux qu'on est de démontrer à l'étranger (à l'Italie, mais aussi, actualité oblige, à l'Espagne et au Portugal) la valeur de la démarche française et de l'esprit français.

Quatre présidents en cinquante ans ; toujours les mêmes papiers verts, ces « acquis » indispensables à l'identification et à la circulation des vins : on a bien conscience, à l'Institut, d'apparaître comme une vieille maison poussiéreuse. Une sorte de conseil de l'ordre du vin en somme, une Académie française de la viticulture. On fera donc tout pour démontrer le contraire. « *Pas de Verdun surtout,* déclare le truculent président de l'INAO, M. Jean Pinchon, *mais s'intéresser aux cinquante années à venir !* »

Passer de la sacristie à l'église

INAO, le sigle a, sur les terres à vigne, les accents du tonnerre. Défenseur de privilèges contestés dans le Midi du gros rouge, il est ailleurs un rempart indispensable contre l'anonyme production de masse. On connaît le paysage : le classement des vins sépare en France les vins de table, les vins de pays, les VDQS (vins délimités de qualité supérieure) et ceux qui disposent d'une « *appellation d'origine contrôlée* ». Ceux qui, en d'autres termes, constituent le club des hauts de gamme, qui disposent d'un nom, de racines, et, partant, d'une substantielle notoriété commerciale.

Un club fermé aussi (ils sont quatre cents environ), dont les membres ont, de « château Grillet » (3 hectares appartenant à un seul propriétaire) jusqu'à « Bordeaux », des dimensions, des prétentions et des préoccupations sans commune mesure. Pourtant, l'appartenance au club a une signification sans équivoque. Elle n'est aujourd'hui acquise qu'après un long travail d'enquête portant sur la géologie, les cépages, certaines pratiques de culture. Elle impose aussi de notables contraintes concernant le rendement (qui ne doit pas dépasser un certain seuil à l'hectare) et un degré alcoolique minimum.

« *Passer du VDQS à l'AOC, c'est*, dit M. Pinchon, *passer de la sacristie à l'église.* » Du purgatoire au paradis, en somme, comme ces vignerons du Minervois qui viennent d'y entrer après avoir patienté et souffert dix ans devant la porte. Une porte derrière laquelle on trouve près de 50 % du vignoble français, quinze à dix-huit millions d'hectolitres annuels et un chiffre d'affaires de quelques dizaines de milliards de francs.

INAO défenseur du vin – produit culturel, et surtout pas de l'« alimentation-boisson ». INAO protecteur du patrimoine aussi, qui ne craint pas d'aller défendre les couleurs du vin tricolore à l'étranger. Au Canada, par exemple, où l'on ose faire du « *beaujolais château des Charmes* ». Aux Bermudes aussi, où l'on « fabrique » du chablis, et, sous toutes les latitudes, avec le champagne.

En s'ouvrant aux yeux du public, à l'occasion de ce cinquantenaire, l'INAO devra, plus qu'évoquer le passé, songer à l'avenir. Expliquer sa position sur la mécanisation croissante des vendanges, sur l'utilisation des engrais ou des désherbants, et, surtout, sur les projets de réglementation concernant la chaptalisation des vins.

Un avenir rose et noir où, si le marasme n'est plus là, la spirale ascendante des prix du Bordelais et de la Bourgogne pourrait bien, malheureusement, être annonciatrice de futures et dévastatrices tornades.

J.-Y. N.

DEMAIN A TABLE

LE VERBE S'EST FAIT CHÈRE

par Jacques Cellard

A table, les mots sont souvent de bons convives. Mais d'où viennent-ils ? Et pourquoi n'ont-ils pas toujours le même sens à travers les siècles et les différentes classes de la population ?

EN 1866, le Céleste Empire daigna envoyer au modeste Empire français, le Second, une importante mission d'information. Elle comprenait, entre autres, les cuisiniers les plus savants de la cour impériale, qui rencontrèrent longuement les grands cordons bleus parisiens. On ne sait qui se chargea de traduire du français au chinois les secrets de fourneaux de nos toques blanches. Ce ne dût pas être une mince affaire.

Des mots du banquet au banquet des mots, il n'y a guère plus de distance chez nous que des mots de l'amour à l'amour des mots. Un grand plat, un grand vin, on en parle, avant et après. Seul le « pendant », celui de la dégustation, suspend quelque temps le discours du manger et du boire, notre sport le plus national.

Au commencement était le déjeuner. Dans les temps héroïques, quelques tranches de gros pain, un morceau de lard ou de « salé », un bout de fromage, une pomme et un verre de piquette pour « faire passer ». Le tout à l'aurore : à nos cinq heures, voire quatre heures du matin pendant six mois de l'année. Comme le veut l'étymologie, ce déjeuner rompait, bien pauvrement, le jeûne de la veille. Suivait, le plus souvent pris sur place, vers dix heures ou onze heures, un dîner qui lui aussi, et toujours étymologiquement, n'était encore qu'un relais frugal rompant un jeûne qui, décidément, s'avère avoir été, si l'on ose dire, le pain quotidien de nos aïeux.

Entre ce dîner (notre déjeuner d'aujourd'hui), et le souper (notre dîner) prenait place, jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, une collation substantielle, apportée de la ferme aux champs par une procession de servantes : la mérende. Elle était laissée à la discrétion de l'employeur comme, une fois encore, le veut l'origine du mot : du latin *merenda*, « ce qui doit être mérité » par le travail ; et en fait, par un surcroît de travail.

A défaut de mérende, le journalier des champs ou de la vigne rongeait quelque croûton ou quelque trognon conservé au fond de sa poche. Enfin arrivait le souper – du pain, encore et toujours, cette fois coupé en petites tranches et arrosé d'un bouillon chaud. Une panade avant la lettre, dans laquelle la soupe était le pain, et non le bouillon.

Les vingt de Ripaille

Avec l'urbanisation, et au fil des siècles, tout le système s'est déplacé de trois ou quatre heures vers le soir. Nous « petitdéjeunons » (très petit, trop petit !), nous déjeunons, nous dînons ; nous soupons parfois. Mais, contrairement à nos grands-pères, nous ne banquetons plus, ou si rarement !

Banquet, festin, ripaille, balthasar ? Il y a plus que des nuances entre eux. La ripaille est la moins noble. Et pourtant ! En l'an 1339, Amédée I[er], duc de Savoie (un beau duché à l'époque), veuf, remit le pouvoir à son fils aîné et se retira, modestement et pieusement, au château de Ripaille, près de Genève. Vingt serviteurs, une misère ! Et de longues et pieuses méditations ! Mais le duc n'entendait pas pour autant « *se laisser manquer* », comme disent les braves gens des campagnes. Il entrecoupait ses exercices religieux de repas « *fort exquis* », arrosés de vins « *très délicieux* », dit la chronique ; et y invitait de bons vieux amis, avec lesquels il... faisait ripaille, bien sûr.

Le banquet est avant tout politique. Le Second Empire et surtout la III[e] République en firent un usage immodéré. Trois au moins ont mérité de rester dans l'histoire : celui du 22 février 1848... parce qu'il n'eut pas lieu. On attendait mille deux cents participants (toute l'opposition républicaine d'alors), à 5 francs-or le couvert (200 francs 1985). Guizot interdit le banquet. Interdire un banquet ! En France ! Louis-Philippe y perdit son trône et Guizot son ministère.

Le deuxième fut, le 22 septembre 1900, l'aujourd'hui inimaginable « banquet fraternel » des maires de France. Ils s'y trouvèrent plus de vingt mille, vingt-deux mille deux cent quatre-vingt-quinze exactement (1), Algérie comprise ; mais les conseillers municipaux et les maires d'arrondissement de Paris avaient boudé le banquet, pour des raisons d'amour-propre.

Il n'empêche : serveurs et cuisiniers compris, près de 25 000 personnes à gaver (filet de bœuf en bellevue, pains de caneton et ballottine de faisan pour les seuls amuse-gueules), et à abreuver (médoc, sauternes, morgon et champagne), il fallait être la France de 1900 pour oser l'entreprendre, et le réussir.

Le troisième, le 19 mai 1914, moins républicain, avait à l'époque le mérite de l'originalité. Les douze plus grandes toques du moment furent conviées à préparer, chacune, leur plat d'excellence pour une tablée de cinquante gastronomes. Moins d'un an après, la boue et le massacre feront paraître bien lointaines, et passablement scandaleuses, ces extravagances. Restent le festin, le gueuleton et le balthasar. Le premier ne préjuge ni de la quantité des mets, ni du nombre des convives. Il est d'ordre plus intime. Un festin se fait aussi bien à deux, sur un coin de table. Seule la qualité des plats et des vins est en cause. Il y suffit souvent de beaucoup de goût et d'imagination ; et, soyons justes, de quelques billets de cent francs.

Pour les deux autres, souvenons-nous de Cyrano de Bergerac. Roxane et Ragueneau, le pâtissier-poète, ont réussi à faire passer sans dommage, à travers les lignes espagnoles, un carrosse bourré de victuailles destinées à la compagnie de Cadets de Cyrano, elle-même assiégée et affamée (2). L'un d'eux s'exclame :

– Nous n'aurons pas couru notre dernier hasard,

Sans faire un gueuleton...

Puis, comme Roxane l'entend, il se reprend aussitôt :

– ... *Pardon : un balthasar.*

Petit anachronisme : nous sommes (dans l'histoire) au milieu du dix-septième siècle, et le mot, sinon la chose, n'apparaîtra que deux cents ans plus tard, sous la plume d'Henri Murger, dans *la Vie de bohème.* Car le balthasar est aux artistes ce que le gueuleton est aux prolétaires : un gros repas, bien arrosé, mêlant le meilleur et le moins bon, chaudement amical et passablement tapageur. Il lui arrive, comme au gueuleton, de frôler l'orgie ; mais en passant et du bout des doigts, car on ne saurait faire bien deux choses à la fois. Du moins ces deux-là : boire ou aimer, il faut choisir. ■

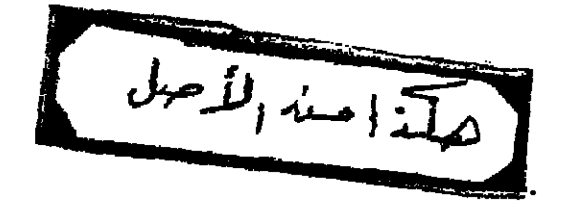
(1) Nous tirons ces indications du classique et remarquable *Almanach historique de la gastronomie française*, de Christian Guy (Hachette, 1981).

(2) *Cyrano de Bergerac*, Acte IV, sc. II.

PHYLACTÈRES DÉLICIEUX

par Martin Veyron





DEMAIN A TABLE

PAPILLES CÉLESTES

par Robert Boulanger

Cuisine chinoise. Pour le lettré de là-bas, l'expression « gastronome » devrait avoir quelque chose de répugnant : au ventre, il préfère les papilles comme lieu des noces du visible avec l'invisible.

OUI, c'est entendu, les cuisines française et chinoise sont les meilleures du monde. Si vous voyagez en groupe au Pays sous le ciel, faites bien les choses : comptez de huit à douze convives et décidez de consacrer à ces repas des sommes équivalentes à celles que vous dépenseriez en France pour faire bonne chère dans un restaurant dont les prix se situent dans la bonne moyenne.

Faites part de votre souhait à votre interprète et indiquez-lui le montant de l'enveloppe que vous mettez à la disposition du cuisinier, qui, c'est son privilège, aura l'initiative du choix des plats en fonction des ressources du marché. Un préavis de trois ou quatre jours est indispensable, mais choisissez des villes importantes.

Ne lésinez pas sur les moyens. Il faut goûter aux spécialités des quatre écoles de cuisine de la Chine. Fixez sur une rose des vents la caractéristique de chacune des écoles en vous aidant de ce dicton : « *Au sud, sucré; au nord, salé; à l'est, pimenté; à l'ouest, aigre.* » Cette rose des vents, placée sur votre carte gourmande de la Chine, vous indiquera successivement Canton, Pékin, le Sichuan et, enfin, le delta du fleuve Bleu, quatre villes ou régions qui se partagent quatre des Cinq Saveurs, l'amer, la cinquième, étant apparemment laissée par la sagesse populaire dans une sorte de no man's land qui semblerait occuper le cinquième des points cardinaux chinois, le centre. Ce n'est là qu'une hypothèse.

Le fluide vital

La cuisine chinoise est incomparablement plus intellectualisée que la française. La gastronomie est en Chine un art qui exige de la part du convive aussi bien, et sans doute davantage, la mise en œuvre de tous ses moyens intellectuels, de sa culture, de sa mémoire, de son pouvoir d'association d'idées. Elle n'est donc pas la simple sollicitation de son nez, de ses papilles, de ses yeux.

Disons que l'Occidental manque de points de repère pour affronter à armes égales ces lettrés de la papille que peuvent être les grands gourmets chinois. C'est peut-être ce qui explique la tiédeur de quelques-uns de nos pèlerins de la bonne chère vis-à-vis de cette cuisine.

Inspiré par les Cinq Saveurs, les Six Goûts et les Quatre Consistances, le cuisinier chinois parvient à composer ses préparations. Les aliments sont porteurs de ce fameux fluide vital qui procure des forces à l'individu. Les Chinois les considèrent donc avec beaucoup de respect, mais sous une forme qui n'exclut pas à l'occasion le gaspillage. Ils vont plus loin encore, et, pour les plus intellectuels d'entre eux, la cuisine s'intègre à leur conception du monde.

Ainsi, les Cinq Saveurs correspondent aux Cinq Eléments. En peinture, les artistes du Céleste Empire ont poussé très loin l'art du suggéré, de l'esquissé, de la complicité entre le peintre et l'amateur qui sait voir. C'est aussi l'une des préoccupations des cuisiniers chinois. Eux aussi auront donc recours à la suggestion, à l'évocation plutôt qu'à l'affirmation. Dans certains plats, essentiellement dans la cuisine du Nord, les goûts et les saveurs sont comme un dessin tout juste esquissé.

Cette cuisine-là déconcertera bien évidemment la plupart des Occidentaux, qui préféreront la cuisine de Canton, très contrastée, celle du Sichuan, qui se situe sur le chemin mieux connu des épices, ou même celle du delta du fleuve Bleu, qui est souvent représentée comme un compromis entre les cuisines du Nord (Shandong, Pékin) et du Sud (Canton).

Le visible et l'invisible

A la limite, l'expression gastronome devrait avoir quelque chose d'assez répugnant pour un lettré chinois, avec son rappel à l'estomac, au ventre. Ce lettré, quant à lui, préférera transposer ses expériences dans le domaine des Cinq Saveurs sur le plan supérieur, en relation avec les lois d'une harmonie universelle, celles des Cinq Eléments. Saveurs, goûts et consistances composent un ensemble cohérent sur lequel le gourmet lettré s'appuie pour analyser son plaisir. Ils font donc partie d'un système beaucoup plus vaste qui, aux yeux des Chinois, s'élargit aux dimensions de l'univers visible et invisible. ■



HONGKONG TOURIST ASSOCIATION

COMBAT DE CHEFS A HONGKONG.

Avant-poste, en zone franche, de la Chine éternelle, Hongkong cultive avec jalousie les traditions culinaires d'un peuple qui n'oublie jamais, où qu'il se trouve, les recettes de ses grands ancêtres. Ainsi, les nouilles pékinoises, faites à la main selon les préceptes des officiers de table de l'impératrice douairière (notre photo ci-dessus), sont-elles encore à l'honneur dans les restaurants de Kowloon. En janvier 1978, la fine fleur des toques françaises avait même relevé le défi et s'était mesurée, sur place, avec les élites locales, dans un face-à-face gourmand entre les deux pôles de la gastronomie mondiale.

PÂQUES

« *AU sujet des fêtes carillonnées,* a écrit Prosper Montagné, *il est piquant de faire remarquer que toutes celles prescrites par l'Eglise ont une répercussion gourmande.* » Pâques n'y pouvait échapper ! D'abord l'agneau pascal, évidemment.

Et aussi les œufs ! La quête aux œufs coloriés, cachés dans les recoins des jardins, est si amusante pour les enfants et prépare la grande débauche d'œufs durs, d'omelettes et de pâtisseries marquant après carême le retour à la liberté alimentaire. Et bien avant, les œufs de Pâques en chocolat !

En pays de Bray, on mettait de côté de l'huile de faine pour faire l'omelette pascale. En Lauragais et à Toulon, l'omelette était au saucisson. En Bourgogne, on sert le persillé et le fromage de tête. En pays messin, on engraisse encore, pour ce jour-là, un cochon de lait. En Gascogne, on se régale du saucisson le premier séché. A Louhans, on fait un pâté de veau mariné, poulet et porc, tandis qu'à La Souterraine, dans la Creuse, le pâté de Pâques est une tourte à la viande bosselée parce qu'enrichie de demi-œufs durs.

Pâtés de Pâques aussi en Berry, à peu près semblables, en Vendée (de pâte à brioche salée contenant viande de volaille et œufs durs). En Roussillon, l'omelette de Pâques est enrichie de rondelles de boudin, de saucisse et de petit salé haché. Pâtés enfin en Poitou et en Touraine (où il faut ajouter obligatoirement de l'oignon).

Mais c'est aussi le jour des sucreries. A Pont-l'Abbé (en Bretagne), on prépare les bigoudens (pâte enrichie d'amandes grillées et d'eau-de-vie de cidre et à laquelle on donne avant de la frire des formes diverses). Dans le Morvan, ce sont les crapiaux, sortes de crêpes avec des pommes. En Vendée, le pain de Pâques est fait de pâte à pain pétrie avec beurre et œufs, aromatisée de fleur d'oranger, modelée en forme de brioche et cuite au four. Mais en Vendée aussi on l'appelle « pacaude », et il y a à travers la France de nombreuses pâtisseries pascales : cavagnats à Menton, cacavelli en Corse, etc. Avec la soupe dorée (tranche de pain blanc trempée au lait puis dans les œufs battus avant d'être roussie au beurre).

Mais l'étranger fête ces Pâques d'aussi gourmande façon : en Allemagne, *der Osterhase* (le lièvre de Pâques) cache des œufs de couleurs. En Russie, le repas classique, après les zakouski, comportait du jambon cuit au four dans une pâte de seigle, un saucisson très épicé *(kolbassa)*, des canards rôtis froids, et la *pachka* traditionnelle, qui est un gâteau au fromage blanc et aux fruits confits.

En Finlande, le plat traditionnel de Pâques est la *mämmi*, sorte de pudding de farine de seigle, de malt de seigle, de mélasse et d'écorce d'orange amère. Il se sert avec de la crème. En Italie, la *colomba* (colombe) est une friandise pascale datant de l'an 1176, tandis qu'en Sicile c'est la *cassata*, un gâteau genre quatre-quarts aromatisé à la liqueur d'orange et glacé au chocolat.

En Pologne, un cochon de lait rôti occupe la place d'honneur auprès d'un agneau pascal en sucre aux yeux bleu ciel ou sculpté dans du beurre. Autour, des œufs durs et du raifort râpé.

En Israël, enfin, le soir de Pâques donne lieu à une grande cérémonie, on le sait. Deux plats sont servis, explique Suzanne Roukhomovsky dans sa *Gastronomie juive* (Flammarion) : « *Sur le plus petit sont posés trois matzos (pain azyme) et sur le plus grand cinq choses différentes : un œuf dur, un petit os rôti (évoquant l'agneau pascal), un oignon, du raifort au jus de betterave et une sorte de pâte faite de pommes hachées, de noisettes et de vin (représentant ici le ciment des pyramides). Un bon repas suit cette cérémonie : soupe aux œufs durs, poisson farci, viande et fruits.* »

ROBERT J. COURTINE.

DUEL A BORD

HOMME de lettres, Anglais et fine gueule, Anthony Burgess s'amuse, dans Un agent qui vous veut du bien, *à faire étalage de son savoir culinaire à travers le duel que se livrent à table les deux protagonistes du roman. Nous sommes à bord du* Polyolbion *en route vers la mer Noire.*

***

« Ecoutez... Je vous propose un pacte : celui qui aura le moins mangé réglera la boisson. Cela vous agrée-t-il ? (...)

— Entendu. Nous commanderons chacun un plat à tour de rôle. Et les assiettes devront être parfaitement nettoyées.

— Splendide ! Commençons tout de suite.

— Doucement, dit Theodorescu. Nous avons tout notre temps. A propos de champagne, on a parlé sérieusement — en 1918, si je ne m'abuse, lors du bicentenaire de cette appellation créée pour désigner le vin mousseux de Hautvilliers, — on a parlé, disais-je, de demander la canonisation de Dom Pérignon, l'inventeur de cette boisson. Il n'est rien sorti de ces projets. Pourtant, certains ont été canonisés pour moins que cela (...). »

Theodorescu fit signe au maître d'hôtel, lequel avait l'air doux et la moustache rousse. Chacun à son tour, les deux commensaux passèrent commande d'un plat. Hillier : filets de sole reine Elizabeth sauce blonde ; Theodorescu : croustade de fruits de mer sauce Newburg ; Hillier : soufflé au foie gras — et qu'on soit généreux avec le madère ; Theodorescu : avocats au caviar sauce mousseline. « Et encore du champagne. »

Ils mangeaient. Les dîneurs, aux tables voisines, se rendant compte de ce qui se passait, oubliaient leur repas pour suivre le duel (...).

« Et ensuite, dit Theodorescu, le carré d'agneau persillé en oignon sauce Mornay et les légumes de printemps.

— Nous restons fidèles au champagne ?

— Pourquoi ne pas changer un peu ? Je verrais assez bien quelque chose de plus étoffé. 55 est une grande année pour les bordeaux. Prenons donc un lafite-rothschild (...).

— Maintenant, ordonna Hillier, faisan aux noix de pacane. Sauce mie de pain et croustilles. Oh ! mon Dieu ! Choux de Bruxelles.

— Et ensuite ? Pourquoi pas une caille. Et une béchamel veloutée. Un peu d'épinards, émincé de champignons, pommes de terre rôties farcies à la saucisse. »

« Ce sera admirable. Et une autre bouteille du même.

— Pourquoi ne pas essayer un bourgogne ? Un chambertin 49, par exemple ? »

Le repas se poursuivit, inexorablement (...).

« Il est temps de nous y remettre, déclara Theodorescu en appelant le maître d'hôtel. Apportez-nous les entremets.

— Un sorbet Arlequin. »

Les deux hommes se servirent.

« Avec cela, c'est une blanquette de Limoux qui s'impose.

— Excellente idée », approuva Hillier.

La mine maussade, ils attaquèrent les desserts. Mousse aux pêches, sirop de framboise. Poires Belle-Hélène au sabayon. Pudding Grand Marnier. Délice aux fraises. Marrons panachés vicomte (...).

Après avoir bu, Hillier se sentit mieux ; il put prendre un peu de gâteau au chocolat rhumé nappé de crème fouettée et une bavaroise garnie de marmelade d'oranges, généreusement parfumée au Cointreau.

« Que penseriez-vous d'une tarte aux pommes normande au calvados ? » (...).

Tout ce qu'il avait ingurgité aurait permis de nourrir un jour entier la population d'une petite ville indienne.

« J'abandonne, hoqueta-t-il. Vous avez gagné.

— Vous me devez mille livres, rétorque Theodorescu. Je souhaiterais être payé avant Yarylük. (...) »

Editions Denoël, 1969.



LE 13e RUGISSANT

par Alain Demouzon



NICOLAS GUILBERT

JE l'aime bien, mon treizième. J'y suis arrivé un jour de hasard, et c'est plutôt lui qui m'a choisi. Moi, je n'ai fait que décider d'y rester, puis d'y habiter ; enfin, d'y vivre. J'ai eu trois domiciles successifs, à moins de 500 mètres de déménagement l'un de l'autre. Ce bout de quartier au sud-sud-est, sans séductions apparentes, à la dégaine entre province et banlieue, est bien le moins prétentieux faubourg de la capitale. On ne trouvera ici, vers ce Château-des-Rentiers auquel j'ai donné le titre d'un de mes romans, ni restaurant fastueux ni boîte de nuit, pas même un cinéma. On s'endort avec les poules et, l'été, un coq clandestin trompette à chaque aube. Dans le passage où j'habite, à deux pas de mon voisin Bernard Frank et à quelques encablures de la demeure de Christiane Rochefort, un cerisier fleurit chaque printemps. On pourrait croire à la campagne installée en ville... si la ville n'était là, elle aussi, avec tout l'excès d'une architecture « gigantique » et beaucoup de ces malpropretés entretenues qui servent un jour d'alibi au pouvoir pour tout raser.

LE 13e est un arrondissement de dérives, de surprises et de mosaïques. Loin du Paris des touristes, il est une terre d'accueil aux architectures et aux peuples. On peut y flâner à l'infini, sur des itinéraires qui n'ont pas des allures de promenades organisées. On découvre alors tout seul l'étonnante variété du décor : les tours immenses et bêtes se voient de loin, mais c'est à leur pied qu'il faut chercher. On s'inventera un chemin de ruelles à pavillons, immeubles modestes, ateliers d'artisans ouvrant sur la rue, vieilles fabriques, coursives, boutiques, et des gens de toutes sortes. Le Paris du petit peuple est encore ici, le Paris du grand peuple est déjà là. Paris-village et Paris-Babel. Avec une population qui s'accroît (la plus jeune de Paris, dit-on), et pas seulement à cause de l'immigration : il y a le 13e des petits cadres (c'était pour eux les grandes tours, mais ils ont une vilaine tendance à s'installer au ras du sol dès qu'ils le peuvent ; les tours, alors, deviennent des réservoirs à boat-people) et il y a le 13e petit-bourgeois (celui que les annonces immobilières appellent le « bon treizième », vers les Gobelins et la Glacière). Il y a aussi le 13e plus modeste, vers les portes (Gentilly, Italie, Choisy, Ivry, Vitry, la Gare), le 13e de la Butte-aux-Cailles, avec son grillage de petites rues qui se souviennent de la première montgolfière et des sanglants combats de la Commune. Il y a le 13e du Roi-Soleil (Salpêtrière), le 13e des chemins de fer et des moulins (Chevaleret) et, partout, le 13e de nos anciens et de nos enfants. Bien sûr, il y a aussi le 13e Chinatown, au cœur de l'arrondissement et au cœur de l'actualité. Mais ces communautés asiatiques – dont l'avenir dira si elles ne sont ici que « de passage » – ne font de grand bruit que celui qu'on prétend bien vouloir leur faire faire. Le folklore apparent de tout un décorum importé masque finalement la vraie réalité de l'arrondissement : loin des discordes raciales et des béatitudes somnolentes, la chance du 13e est dans son équilibre.

Asphyxié par l'urbanisme de grands ensembles, sur une grande partie de son territoire, l'arrondissement a réussi à se conserver une population tout à la fois traditionnelle et neuve, ainsi que des lieux de respiration, des enclaves de verdure et de convivialité, des passages spontanément piétonniers qui ne doivent rien aux urbanistes. C'est dans ces lieux qu'on trouvera la meilleure expression de ce Paris-village, *« où se mêlent harmonieusement tous les paysages urbains, toutes les activités professionnelles et tous les groupes sociaux »*, qu'aime tant M. Jacques Chirac (CF. *le Matin* du 23 octobre 1984).

J'AIMERAIS que M. Chirac et M. Toubon viennent visiter notre passage Bourgoin, le passage National, les impasses, les ruelles... Au bal du 14 juillet, par exemple, que tous les gens du quartier organisent ensemble, dans un réel esprit « villageois ». Mieux qu'ailleurs, j'en suis certain, ils pourraient rencontrer une population décidée à bien vivre au cœur de cet arrondissement, et de ses propres forces. Peut-être nos élus découvriraient-ils alors qu'il existe à Paris des gens de « toutes activités professionnelles et de tous groupes sociaux » qui ont décidé d'améliorer ensemble « l'harmonie de leur paysage urbain ». Les réhabilitations ne sont pas le seul fait des promoteurs, fussent-ils les pouvoirs publics. Il existe aussi des citoyens responsables qui se prennent en charge, sans subventions et sans crédits publics. Leurs voix seraient-elles moins importantes que d'autres ?

Lorsqu'il menait campagne pour devenir maire du 13e arrondissement, M. Jacques Toubon faisait imprimer sur un de ses tracts : *« On ne doit plus faire d'urbanisme en hélicoptère, mais à pied. L'architecture doit respecter le passé mais faire appel aux idées nouvelles. »* Plutôt sympathique. Mais, depuis, la « fièvre hachélémite » s'est emparée de l'arrondissement – et, d'ailleurs, de l'ensemble de la capitale. Il s'agit de bourrer des logements « sociaux » (les autres sont-ils « asociaux » ?) partout où c'est possible. Logements moins élevés que les tours de la vague d'assaut précédente, mais dont le risque est tout aussi évident : construire partout des HLM, c'est aussi asphyxier la ville. Et ce n'est certes pas permettre le maintien ou l'éclosion d'un « tissu urbain diversifié ». On ne construit pas un arrondissement « où il fait bon vivre » en le bondant de cités d'urgence destinées à des populations exogènes, et en contraignant les populations indigènes à l'exil, où à des relogements collectifs si peu satisfaisants qu'ils provoquent souvent une seconde vague d'émigration (ce qui s'est passé dans les tours du 13e, où les appartements sont devenus invendables, seule explication de leur mise à disposition pour les immigrés asiatiques).

LE risque concomitant est celui du déséquilibre social. Risque admis par la mairie, qui reconnaît que Paris est surtout peuplé de bourgeois et d'immigrés. Il faut donc se méfier d'une « hachélémisation » à outrance, qui ne permettra certes pas le « rééquilibrage avec l'ouest » souhaité par M. le maire de Paris lors de sa présentation du Plan-programme de restructuration de l'Est parisien, il y a un an. Ainsi a-t-on vu les appartements pour petits cadres du 13e devenir ici et là des « HLM objectives », avec population peu favorisée s'estimant sans responsabilité ni devoir sur le maintien ou l'amélioration de son habitat.

Les capacités d'accueil du 13e sont grandes (les trois quarts des « sans domicile fixe » de la capitale !), et elles témoignent de la vitalité et de la générosité de cet arrondissement. Mais, avons-nous dit, la véritable chance du 13e c'est sa diversité et son équilibre. Deux belles qualités, qu'il faudra maintenir. Comme écrivit M. Toubon : *« Respecter le passé mais faire appel aux idées nouvelles. »* Il s'agit donc plus de ne plus tout raser comme dans les années 60 – c'est bien – mais de faire également appel au dialogue et à l'imagination – c'est mieux.

DES idées, nous, dans notre quartier, on en a ! Ce sont celles d'un urbanisme d'intégration et de mélange, la priorité donnée à une architecture de convivialité, l'encouragement de la vie de quartier déjà existante, plutôt que sa radiation. Tout a prouvé qu'en matière de qualité de la vie, il n'est pas si facile de faire du neuf. Alors, pourquoi pas un appui public aux réhabilitations organisées et menées par les habitants eux-mêmes ? Une concertation directe et vraie sur les projets qui vont bientôt sortir ? Ces idées-là sont-elles trop « nouvelles » ?

ENTRE l'ombre frileuse des tours et le climat chaud des cités d'urgence, il y a place pour un 13e bien tempéré où il fera bon vivre et travailler. Cela ne se gagnera pas sans les habitants, ni contre eux. Tandis que s'élaborent dans le plus grand secret les schémas de restructuration qui menacent à nouveau de leur faire plier bagage, les bonnes gens du 13e attendent. M. Jacques Toubon leur a promis un « arrondissement pilote ». Ils espèrent que la navigation se fera en eaux calmes, sous une brise de belle tenue, sans trop de coups de vent, avec tout le monde à bord. Et dans le même sens de courant. ■

★ Ecrivain, Alain Demouzon a publié dix-sept œuvres de fiction. Avec sa femme et ses trois enfants, il habite le 13e arrondissement de Paris. Il a témoigné des mutations de son quartier dans plusieurs de ses romans, dont *le Premier-Né d'Egypte, Château-des-Rentiers, Paquebot* (éd. Flammarion). Il anime l'association de quartier *Inter-Nationale-Bourgoin* (20, passage Bourgoin, 75013 Paris).

Poésie

Charles Mouchet

∴

La poésie est une hallucination lucide, ou
démence transie des feux de l'esprit total

∴

FLAMBOIEMENT

Le texte s'allume ou non. Faute d'un intense feu
rayonnant il n'y a plus lyrisme, chant sommé, mais
plate élaboration

∴

le chant se déploie en forme de lyre comme un
oiseau dont les trilles joints à d'autres
composent le cœur du monde

∴

le très patient silence mène seul à la parole, aussi
légère qu'un papillon. Lourde, légère, lourde.

∴

l'explication doit rester dedans pour que fleurisse
l'implicite velours de la pensée lyrique

∴

ce qui n'exclut pas mais au contraire impérieusement
exige
le sens
à caractère total incluant en force le socio-politique

∴

Lyrisme. Mais oui tout dire en forme de lyre
souplement éployée, cordes réceptives à la
moindre brise, au plus fin attouchement, à l'infime
baiser d'un passage.
Lyrisme : cœur et rigueur.

∴

Le glissement du temps, son chatoiement, ses
mouvants anneaux qui jouent à se déjouer à
travers des espaces
font le plaisir lent de la vie
et le tendre goût de la mort

∴

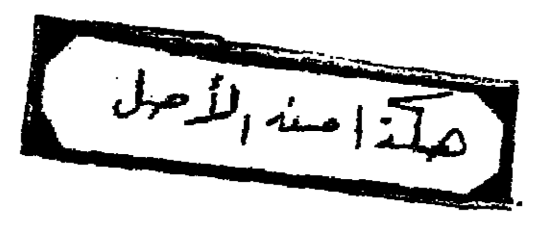
BIFURCATION

la fourche mène au tonnerre primal aussi
sûrement qu'un écart conduit de façon
fulgurante au lieu
présence terreur
absence
présence

Charles Mouchet, qui a disparu en 1979, était né à Genève en 1921. En 1953 il avait créé les éditions Jeune Poésie. Il avait traduit des textes du *De Natura* de Lucrèce. Il a notamment publié *le Mot poésie* (Jeune Poésie), *Marches* (Aire/Rencontres et Saint-Germain), *le Sens* (L'Athanor), *Pensées poétiques* (L'Age d'homme), *Arabesques* (L'Aire). Cette création vise un équilibre délicat, secret. Avec une ténacité douloureuse, la poésie fait saigner les mots.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.



BIENNALE DE PARIS

LES SUPER-CRACKS DE L'ARCHITECTURE MONDIALE

L'ARCHITECTURE va mieux, merci. Celle qui se fait, celle que l'on montre. Paris-chantiers ; Paris-cimaises. Si l'on traverse la ville en diagonale, on la rencontre dans plusieurs états.

Etat de projets. Violemment colorées d'un beau rouge, les « folies » de Bernard Tschumi, qui seront construites dans le parc de La Villette, sont expliquées, pour la première fois, à l'Institut français d'architecture, rue de Tournon.

Etat de bijoux. Maquettes précieuses et dessins originaux, pastels délicats et vaguement décadents qui forment les collections du nouveau musée de Francfort, sont exposées par le CCI à Beaubourg. Ton chic, l'architecture avec un petit doigt en l'air.

Etat bien portant, enfin. Vivante, bien en chair, l'architecture héroïque débusquée aux quatre coins du monde par les envoyés de la Biennale de Paris est accrochée dans un bas-côté ombreux de la grande halle, dont la nef centrale, en pleine lumière, est réservée à la peinture. La Biennale, section architecture, pour la troisième fois.

Le dispositif est attrayant, plaisant, très clair aussi : l'ombre attire de proche en proche, sur les 200 m pavés, scandés par les panneaux où se déroulent en continu les visions personnelles de deux photographes, Deidi von Schaewen et Daniel Lainé, qui ont vu les mêmes lieux, les mêmes œuvres. En face, des diapositives sont projetées sur grand écran (on les regarde à peine) et les films vidéo tournent en continu. Pas de discours pontifiant, le pathos des architectes à propos de l'architecture (pour les amateurs masochistes, voir le catalogue), pas d'explications pompeuses. Des images, un relief concret qui naît de la confrontation de plusieurs visions laissant au spectateur le libre jeu de son imagination.

Les architectes candidats avaient envoyé leurs documents, leurs propres images. En sélectionnant vingt-quatre édifices, le jury a voulu des reportages, expressément demandés à des professionnels.

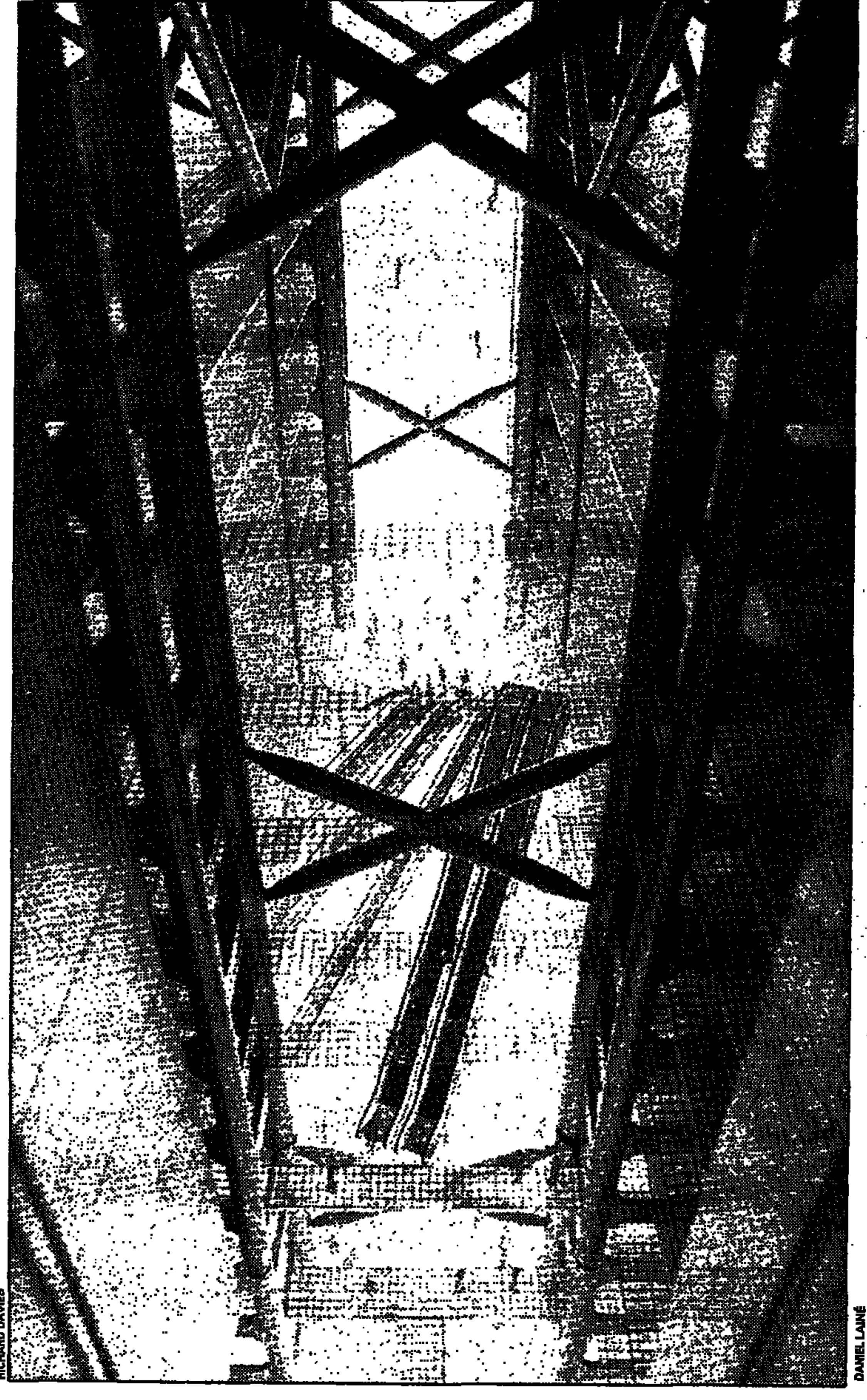
Parfois, le contraste est violent. Telle maison de Braga, au Portugal, a paru à l'un chaude et intime ; l'autre n'y a vu que marbre et froideur. Ailleurs, les points de vue se confortent : l'hôpital universitaire d'Aix-la-Chapelle, qui dresse dans la campagne des tourelles de cuirassé et se hérisse, dedans, dehors, de tuyaux agressifs et angoissants, leur a fait peur à tous deux. A Chicago, les visions se brouillent, les têtes tournent, et le montage des images en kaléidoscope avoue un désarroi.

Le projet officiel, voir l'architecture de l'intérieur, comprendre comment vit l'objet que les revues couchent sur papier glacé, pur de toute activité humaine, exempt des imperfections de la quotidienneté, est-il atteint ? En proie au charme de la promenade autour du monde, on l'oublie volontiers. Pour s'apercevoir que l'ère Beaubourg n'est pas finie. Le « tubismo », comme disent les Italiens, marche encore très fort, brutal et terrifiant quand il est manié sans vergogne ; lyrique et glorieux quand il sert la chanson de geste de cette fin du vingtième siècle. Fer, verre, câbles, ponts suspendus, toiles de tente, verrières, charpentes ambitieuses : la technologie ne fait plus peur aux poètes.

● Tschumi à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6e. Du mardi au samedi. Jusqu'au 18 mai.

● Nouveaux plaisirs d'architecture. Centre Pompidou, jusqu'au 22 avril.

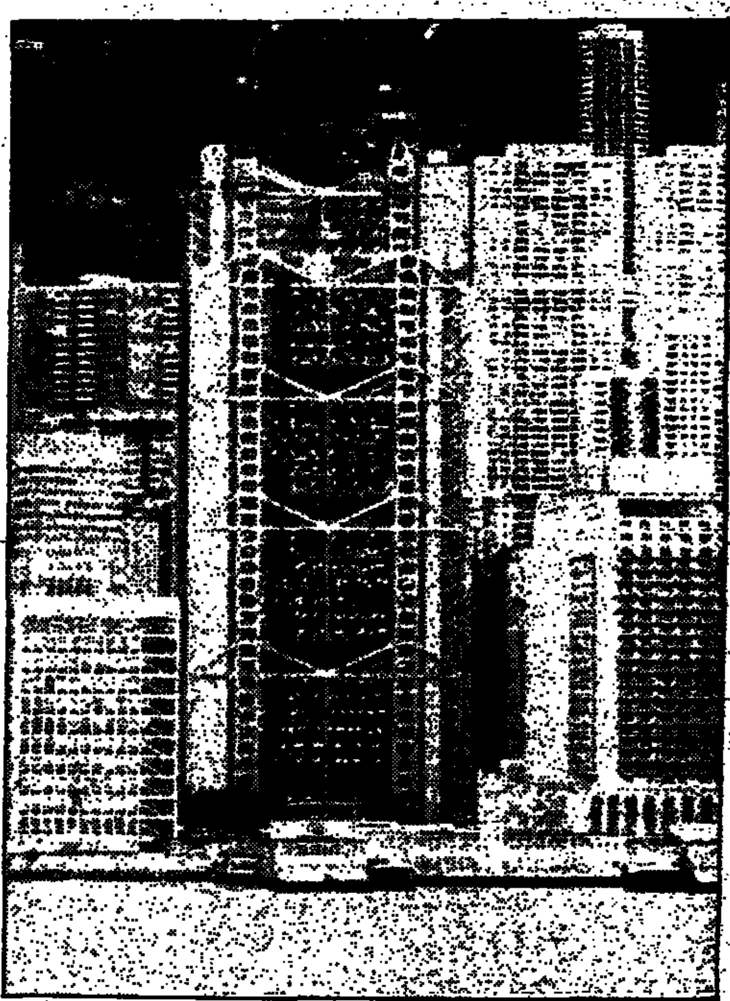
● Biennale de Paris, La Villette, de 12 h à 20 h, sauf le lundi. Jusqu'au 21 mai.



RICHARD DAVIES

ANGLAIS DE FER POUR HONGKONG

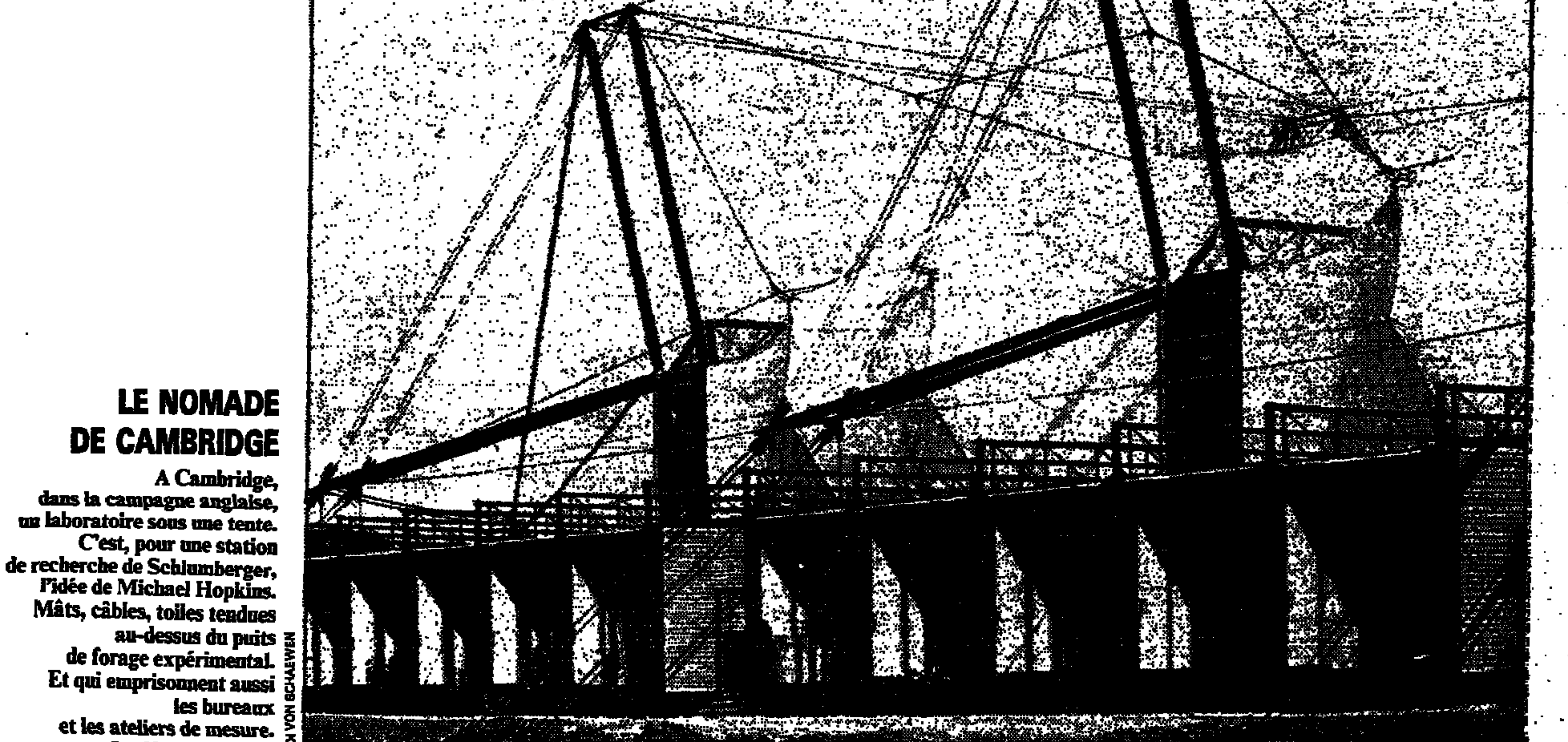
Le gratte-ciel de la fin du siècle.
Celui dont on n'a pas fini de parler.
Hymne à la technologie du métal,
hommage rendu au bonhomme Eiffel
par un Anglais, Norman Foster,
pour la Changaï Banking Corporation, à Hongkong.
Au lieu de s'enfermer derrière une façade glabre,
lisse et nue, obtuse, il montre ce qu'il est :
un pont dressé, un quartier vertical,
accroché par grappes à une structure puissante,
charpentée, traversée de ciel, d'escaliers roulants,
de planchers translucides.
Vertiges, vues sur le vide, sur la ville qui bouge ;
espace volé dans une cité du trop-plein,
vibrante d'automobiles, de passerelles et de voies rapides ;
espace rendu aux piétons intrépides,
aux bureaucrates funambules.



DANIEL LAINÉ

LE NOMADE DE CAMBRIDGE

A Cambridge,
dans la campagne anglaise,
un laboratoire sous une tente.
C'est, pour une station
de recherche de Schlumberger,
l'idée de Michael Hopkins.
Mâts, câbles, toiles tendues
au-dessus du puits
de forage expérimental.
Et qui emprisonnent aussi
les bureaux
et les ateliers de mesure.
Le désert au futur.

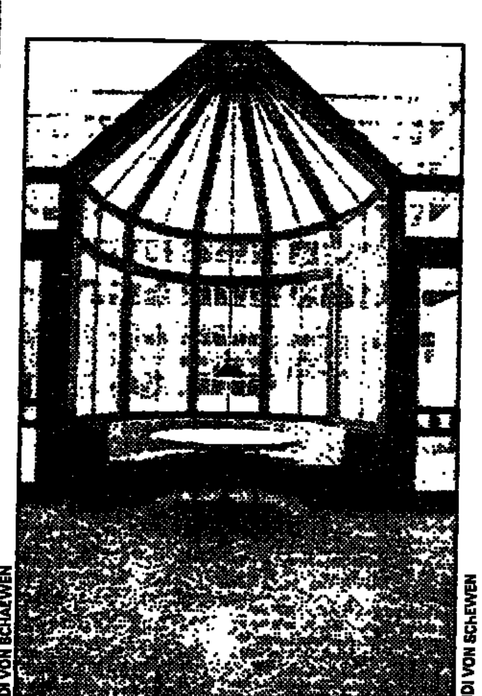
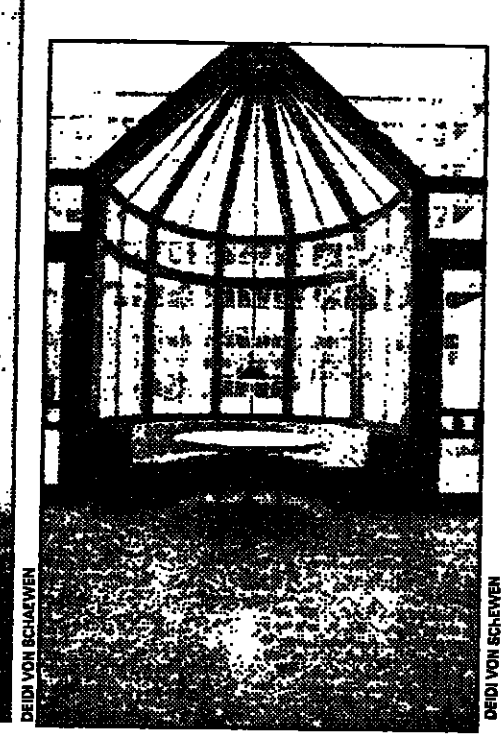


DEIDI VON SCHAEWEN

par Michèle Champenois

UN COSTAUD A STUTTGART

Forteresse du travail, le siège, à Stuttgart, d'une entreprise de construction ouest-allemande, la Züblin, par Gottfried Böhm, bâtisseur d'églises. Fermé, épaulé de contreforts épais, solidement planté dans une fausse banlieue. Ouvert sur une immense verrière centrale. Piège à lumière, lieu de passage, lieu de rencontre. Joyeux, dit la photographe. A échelle humaine.

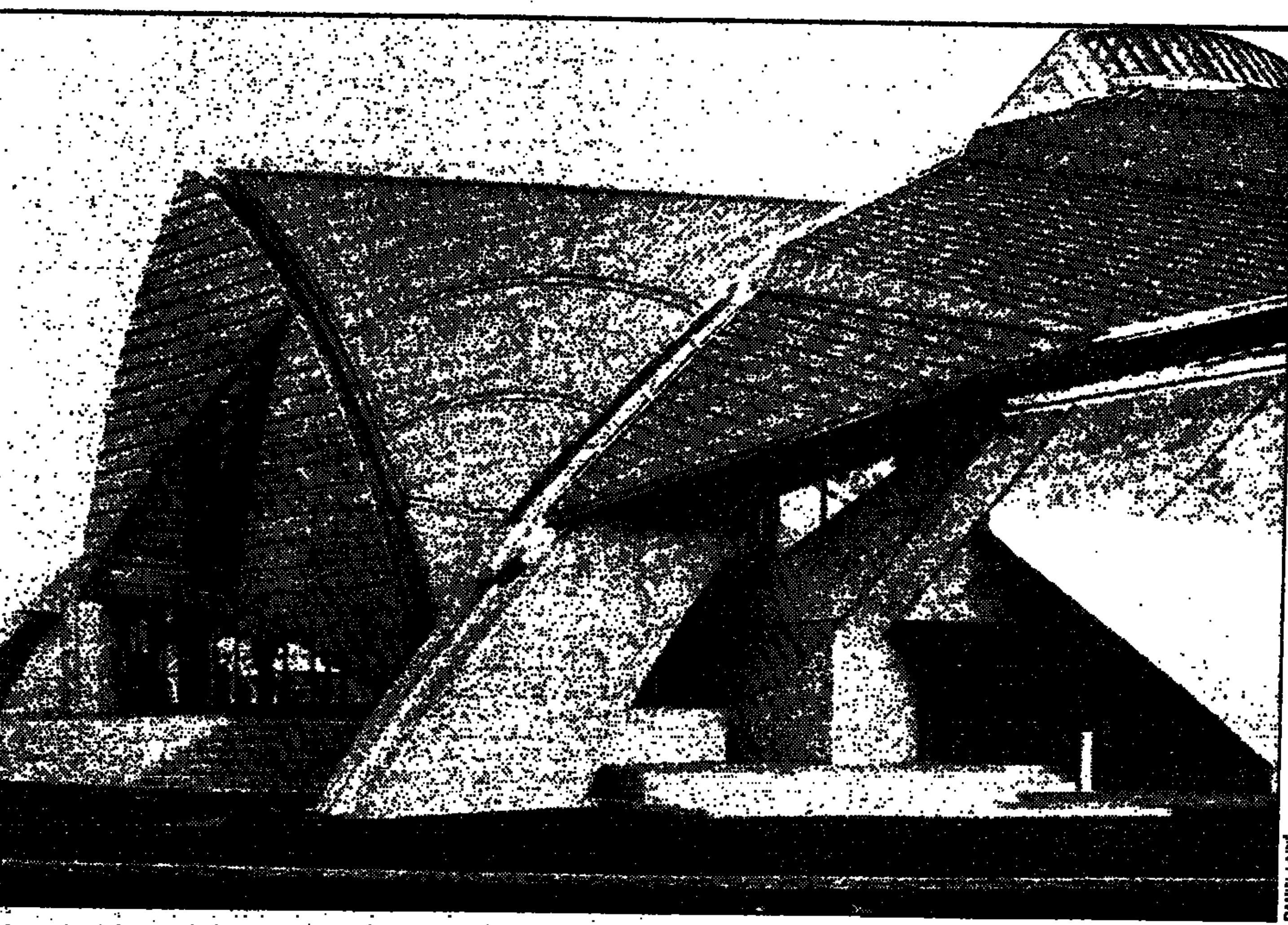
DEIDI VON SCHAEWEN

MURS EN GUERRE A FUJISAWA

Un Japonais se souvient des samouraïs : Fumihiko Maki construit un gymnase au pied du mont Fuji, à Fujisawa. Mystère des carapaces terribles, armures d'écailles brillantes, fendues d'une visière de lumière. Les charpentes se montrent au-dehors, arrimées dans le sol, et soulignent l'articulation des volumes dévolus à chaque sport. Tous différents. Assemblés savamment. A l'intérieur, calme en suspens, concentré, lumière d'église.



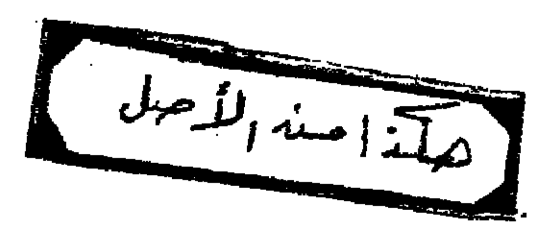
TAISUKE OGAWA



DANIEL LAINÉ

TOI CHICAGO MOI JAHN

Plus rien n'arrête Helmut Jahn, le jeune homme sans complexes qui a dérangé la beauté classique d'une capitale du modernisme. Le ravageur de Chicago termine son cheese-cake géant. Ni rond, ni carré, ni haut, ni large. Et tout cela à la fois. L'Illinois State Center est un immeuble sans vraie forme, dans une ville où les formes sont reines ; carrosserie scintillante, attrape-reflets, attrape-gogos ; entonnoir bleu-blanc-argent ; piège à soleil qui fait pâlir les dossiers et rougir les fonctionnaires. Chaudière de l'âge nucléaire, où le volume, la masse, les quantités, tiennent lieu de style.



LA BELLE HORTENSE A LA BIBLIOTHEQUE

par Jacques Roubaud

Le mathématicien et poète Jacques Roubaud publie son premier roman, « la Belle Hortense », qui sortira le 12 avril chez Ramsay. Parmi les personnages de ce livre, qui se présente comme un roman policier et un roman d'amour, il en est un d'une nature particulière : c'est « la Bibliothèque ». Nous publions, ici, le chapitre qui lui est consacré, en rappelant qu'il s'agit, évidemment, d'une pure fiction...

UNE fois franchi le sas d'entrée, protégé et défendu comme l'accès à une capsule d'astronaute, grâce à la présentation de sa carte, munie d'un rectangle orange en plastique épais et translucide indiquant le numéro de sa place (c'était sa place habituelle), ayant déposé le tout (carte et rectangle) à un comptoir où la Bibliothèque les gardait en otage (un peu comme, si l'on en croit les films de gansters, on abandonne son identité et ses effets personnels au moment d'entrer en prison), Hortense, jetant son sac et ses cahiers, sans oublier l'en-cas de Mme Groichant, sur sa table, se précipita vers la salle des catalogues afin de repérer au plus vite les cotes des ouvrages qu'elle rêvait d'obtenir.

La stratégie défensive de la Bibliothèque, en effet, obligée par la loi et la coutume de permettre aux lecteurs autorisés par la possession d'une carte (obtenue, non sans mal, après une longue enquête de sécurité et le remplissement d'un insidieux questionnaire qui permettait d'en éliminer plus d'un) la consultation des ouvrages qui lui appartiennent en propre, qui sont sa gloire, son douaire et son trésor, et qu'elle ne cesse de caresser, de contempler et d'adorer dans le silence sombre de ses magasins, consistait à retarder le plus possible le moment où elle aurait à les sortir et à les soumettre au regard salissant de ces ignares, dont elle soupçonnait d'ailleurs que l'intention secrète était de les barbouiller, de les lacérer, de les griffonner, de les détériorer, ou, tout simplement, de les voler.

Il s'agissait pour elle d'atteindre le moment béni de l'après-midi où une cloche (tocsin pour les lecteurs, mais carillon de liesse pour elle) annonçait la fin des communications d'ouvrages pour la journée, en ayant livré le moins possible de livres à la convoitise des barbares. C'est pourquoi, dès qu'il avait réussi à pénétrer dans la forteresse, le lecteur devait agir avec la plus grande célérité et prestesse, et c'était la raison de la bousculade effrénée dans les escaliers conduisant à la salle des catalogues à laquelle Hortense prit part ce matin-là en excellente position.

La difficulté première consistait à découvrir la cote de l'ouvrage, soigneusement dissimulée. Il n'y avait pas, en effet, comme on aurait pu s'y attendre, par exemple, une suite de volumes indiquant, pour chaque auteur, selon sa place alphabétique, les ouvrages disponibles, non ; si Hortense avait envie de lire *Pierrot mon ami* de Raymond Queneau, par exemple, elle devait savoir à quel moment le livre avait été acquis, pas celui (cela aurait été trop simple) de la parution ; il y avait, pour chaque tranche alphabétique et de manière parfaitement indécidable, un volume, valable pour certaines de ces années seulement, et situé dans un endroit totalement imprévisible de la salle. Il fallait le repérer, chercher l'auteur, chercher l'ouvrage, noter la cote, et ensuite déterminer dans quel autre volume se trouvait la cote réelle, car la cote première était une cote ancienne qui avait été abandonnée au profit d'une autre, plus moderne, lors d'un quelconque changement de règne à l'intérieur de l'empire bibliothécaire.

Il va de soi que seule une très longue habitude, ou l'héritage de traditions secrètes, ou l'amitié d'un bibliothécaire pouvaient permettre de s'y reconnaître. Plus d'une fois déjà Hortense avait dû consoler quelque malheureuse étudiante américaine, à peine sortie des plages rassurantes de la bibliothèque du Congrès à Washington, sanglotant dans une douzaine de kleenex au pied obscur de quelque rayon.

Mais ce n'était pas tout ! Admettons que vous ayez réussi, par miracle, à trouver la cote du livre que vous cherchiez, ou que tout simplement, renonçant à la déterminer, vous ayez en désespoir de cause pris la première qui vous tombait sous la main ; que vous ayez, correctement disons, rempli les bulletins de demande de chaque livre et déposé ceux-ci dans la boîte réservée à cet effet, vous n'étiez pas au bout de vos peines, et la Bibliothèque, bien qu'ayant perdu la première escarmouche, n'était pas vaincue pour autant. Car alors commençait une longue attente, pendant laquelle, pensiez-vous naïvement, on s'affairait, toutes affaires cessantes, à la recherche de vos ouvrages, afin de vous les apporter. Vous attendiez. Une demi-heure passait, une heure, rien.

Vous aviez terminé votre courrier, levé plusieurs fois les yeux vers l'immense coupole vitrée, à travers la poussière de laquelle filtrait un peu de jour, et voilà qu'un des livreurs de livres se présentait devant la rangée où vous étiez assis. Et voilà qu'il jetait sur votre table un livre ! Vous le preniez fébrilement : hélas ! ce n'était pas *Pierrot mon ami* de Raymond Queneau dont vous aviez, grâce à un tuyau sûr, déterminé la cote dans un sous-catalogue spécial consacré aux ouvrages sur le cirque, que vous aviez devant vous, mais *Einführung in der Theorie der Elektrizität und der Magnetismus* de Max Planck, Heidelberg, 1903.

Vous vous précipitez au bureau des réclamations. Vous attendez dix minutes : une Finlandaise ne comprend pas pourquoi *la Revue critique du discobole français*, année 1910, ne se trouve pas dans cette salle, alors que l'année 1909 y est ; la bibliothécaire explique patiemment dans un allemand approximatif que le conservateur a décidé de transférer, pour des raisons de sécurité, toutes les revues sportives, à partir de 1910 précisément, dans une autre salle, qui d'ailleurs vient de fermer. Enfin, c'est votre tour. La confrontation de votre bulletin de demande et de la cote du livre de Planck montre clairement que vous avez raison : le Z n'est pas un W et le 8 n'est pas un 4 ; il n'y a aucun doute, mais que faire ? Attendre encore une heure ? Le livre qui vous arrivera, s'il n'est pas *Pierrot mon ami*, sera peut-être encore moins intéressant. Résigné, vous regagnez votre place et commencez l'étude de la théorie des quanta.

La première stratégie, donc, était la stratégie de l'*erreur*, dont une variante était l'envoi du bon ouvrage à un *autre* lecteur. On voyait ainsi dans l'allée centrale de la salle de lecture des chercheurs fébriles essayant d'échanger, en des échanges souvent triangulaires, un ouvrage sur la cuisine pygmée contre l'édition originale des *Prolegomena rythmorum* du père Risolnus. Mais il y avait un échelon supérieur dans la *dissuasion* : c'était l'emploi d'une arme particulièrement redoutable, la panoplie des réponses dilatoires que les magasins envoyaient au lecteur par l'intermédiaire de son propre bulletin de demande ; ces réponses pouvaient prolonger la lutte pendant plusieurs journées ; si cette stratégie était choisie, cela se passait de la manière suivante : le distributeur de livres apparaissait dans votre rangée avec son chariot ; il n'y avait rien pour vous ; une demi-heure supplémentaire passait. Vous receviez alors votre bulletin de commande, généralement chiffonné, portant l'indication : « manque en place ». Le lendemain, vous redemandiez l'ouvrage ; la réponse était cette fois : « cote à revoir ». Le troisième jour c'était, « à la reliure » et enfin le quatrième, par un raffinement de cruauté dont on appréciera toute la saveur : « communiqué à vous-même le... » et suivait alors la date de votre première demande. C'était le degré ultime de l'escalade, car vous vous trouviez alors dans un état inconfortable, tentant d'expliquer que vous n'aviez jamais eu communication de l'ouvrage, avec le sentiment pénible qu'on vous prenait pour un imbécile, un distrait ou un voleur. Les bibliothécaires essayaient de vous consoler et vous lisiez dans leur regard apitoyé le jugement sans appel : le malheureux, *elle* a encore frappé !

Il va sans dire que vous appreniez, si vous ne vous découragiez pas définitivement et ne preniez pas immédiatement l'avion pour Londres afin de vous consoler au British Museum, vous appreniez, à l'usage, à déjouer certains de ces pièges. Contre la tactique de la réponse dilatoire, par exemple, la contre-attaque consistait en un renoncement instantané au profit d'un autre ouvrage, et un nouveau sondage pour le livre que vous désiriez initialement, plusieurs jours plus tard, ce qui obligeait l'ennemi à des efforts considérables de mémoire qu'il ne tardait pas à trouver trop onéreux.

Aussi, pour des lecteurs un tant soit peu aguerris, les procédés de dissuasion courante, dont nous venons de donner quelque échantillon, étaient-ils insuffisamment efficaces. C'est pourquoi la Bibliothèque inventait sans cesse de nouvelles stratégies : alerte à l'incendie, retard de l'horloge dans le hall d'entrée permettant de gagner une bonne demi-heure à l'ouverture des portes (l'heure véritable était ensuite rétablie dans la journée, avancée même, ce qui permettait aussi un gain à la sortie). La dernière en date, qui avait désarçonné même Hortense et envoyé un membre de l'Institut à l'hôpital avec une crise nerveuse, consistait à fermer brusquement, pour une durée indéterminée et sans préavis, un magasin entier. Ainsi le lundi, on ne communiquait pas la poésie ; le mardi, pas de mathématique ; pas de livres d'histoire de la navigation, ni postérieurs à 1863, le mercredi.

Cette offensive, récente, semblait couronnée de succès, et le découragement s'emparait de certains des plus tenaces des lecteurs. On vit un spécialiste fameux de la rhétorique à la Renaissance convoquer la presse et, entouré de sa femme et de ses quatre enfants en larmes, annoncer qu'il renonçait et entrait dans l'immobilier. De nombreux lecteurs, naïfs, crurent qu'en s'adressant à quelques pouvoirs, on pourrait modifier le cours des choses ; ils formèrent un comité de lecteurs, lancèrent une pétition, interpellèrent à la Chambre des députés et au Sénat, agirent sur les amicales d'anciens élèves des Grandes Ecoles. La Bibliothèque sourit dans sa barbe : il y eut des élections pour une assembée représentative des usagers, avec scrutin de liste à deux tours majoritaire semi-proportionnel, avec panachage ; une boîte de réclamations fut apposée dans l'entrée à l'usage des lecteurs, le chauffage fut amélioré dans le département des manuscrits sportifs, des carrières politiques s'ébauchèrent, et ce fut tout.

En un an de fréquentation, Hortense était devenue une vieille routière dans l'art de déjouer les pièges de la Bibliothèque, et son pourcentage de succès dans l'obtention des ouvrages faisait l'envie des lecteurs, puisqu'il atteignait certains jours jusqu'à 25 % ! (Elle avait même été proposée pour le prix des lecteurs, qu'elle n'avait pas obtenu à la suite de sordides manœuvres politiciennes.) Mais elle avait comme les autres lecteurs un deuxième problème grave à résoudre, c'était celui des voisins.

Il y avait les voisins qui s'endormaient et ronflaient ; il y avait ceux qui bavardaient et pouffaient ; il y avait ceux, redoutables, qui s'approchaient et draguaient. Hortense, bien sûr, avait mis au point des stratégies adaptées à chacune de ces situations, disons, normales, mais il restait deux cas particulièrement redoutables :

Le premier était celui du Vieillard Puant. Le Vieillard Puant n'appartenait pas, hélas ! au Sextuor des Vieillards de l'entrée, ce qui fait qu'on ne pouvait pas savoir à l'avance à quelle heure il allait surgir et à quelle place il serait mis. Le Vieillard Puant avait été un grand lecteur ; à la suite d'un chagrin d'amour, il avait cessé de varier ses lectures et se bornait au *Manuel* d'Epictète, qu'il posait sur sa table à côté d'un autre ouvrage (lui appartenant celui-là) de Louis Veuillot. Il le sortait de son cabas où il voisinait avec un fromage qui, selon l'avis de la majorité des experts, devait être un reblochon remontant à la plus haute antiquité, mais ce n'était pas véritablement l'odeur du reblochon qui rendait la proximité du Vieillard Puant si redoutable, on s'y fait. C'est qu'en cessant de varier ses lectures à la suite, disions-nous, de son chagrin d'amour, il avait également cessé de se laver. L'effet était immédiat sur les places les plus voisines ; il se propageait ensuite, si on peut dire, par ondes concentriques jusqu'à une distance de trois rangs environ. On n'avait jamais eu vraiment à envisager l'évacuation de la salle car, trop malheureux pour rester longtemps au même endroit, il s'en allait au bout d'une demi-heure dans une autre bibliothèque. Hortense redoutait évidemment ses visites, qui l'obligeaient, quand elle était défavorablement placée, à une fuite d'une heure au moins pour se soustraire à l'action du malheur d'amour.

L'autre voisinage redoutable était celui de la Dame au Visage de Mortadelle. Les amateurs de cette variété de charcuterie autrefois très célèbre, mais un peu passée de mode aujourd'hui, je le crains, reconnaîtront, sans qu'il soit nécessaire d'insister, la particularité physique qui avait valu à celle lectrice son titre. Sa vue, certes, n'était pas spécialement agréable, mais ce n'était pas ce détail qui rendait son voisinage devant être impérativement évité (l'emploi du gérondif est là pour souligner le caractère absolu de la recommandation). La Dame au Visage de Mortadelle, en effet, avait l'habitude de s'installer à sa table qu'elle encombrait d'un nombre considérable de livres (des dictionnaires le plus souvent très volumineux). Elle les disposait en une sorte de forteresse sur trois côtés du territoire qui lui était réglementairement réservé, mais elle laissait dans ces murs des interstices, semblables à des mâchicoulis de château fort médiéval, à travers lesquels elle déversait sur ses vis-à-vis et voisins le plomb fondu et l'huile bouillante de regards d'une telle malévolence que peu parvenaient à y résister ; et s'ils ne fuyaient pas rapidement, elle faisait tomber sur leur table des messages calligraphiés soigneusement, contenant sur leur apparence physique, leurs mœurs, leur parentèle et leur avenir, des insultes d'une telle grossièreté obscène que l'on avait vu l'auteur d'un dictionnaire d'argot soumis à ce traitement rougir comme une collégienne d'une école anglaise au temps de la reine Victoria.

Mais ce jour-ci, heureusement, Hortense se trouve préservée de ces inquiétants voisinages. En attendant l'arrivée hypothétique des ouvrages qu'elle avait demandés et qui se présentèrent, autre miracle, avec à peine une heure de retard, elle était allée manger les trésors culinaires de Mme Groichant dans le jardin de la Bibliothèque ; il faisait plus chaud, mais une brise légère et délicieuse faisait frissonner les feuilles, déjà incertaines d'elles-mêmes, des tilleuls. Dans le bassin aux cinquante-trois poissons rouges, la fontaine crachait par ses quatre bouches : Seine, Rhône, Loire et Garonne, et le petit vent agitait en l'air tout un friselis de minuscules gouttelettes du meilleur rafraîchissant.

C'est d'ailleurs la conjonction de cette humidité douce et de la brise qui révéla à Hortense, en même temps que certains regards particulièrement appuyés, le fait, qu'elle avait ignoré jusqu'alors, de son absence de culotte. Comme elle n'était pas sûre de l'opacité de sa robe, surtout dans un soleil un peu insistant, elle en fut honteuse et se jura d'être plus prudente désormais. Ayant essuyé ses doigts parfumés de tomate pizzatique et huileuse, additionnés de crème et de farine de sucre, avec un kleenex, elle rentra dans la salle et s'assit ; plusieurs livres et articles sur les œuvres du grand philosophe Philibert Orsells, son sujet de mémoire devant elle, elle se prépara à une bonne journée de travail. A ce moment précis, un pied toucha le sien. Levant les yeux, elle vit, en face d'elle, et la regardant, *le jeune homme de l'autobus T !* ■

Portrait de Jacques Roubaud par Xavier Lambours.